

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

VENDREDI 3 NOVEMBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Election ambiguë en Turquie

M. TURGUT OZAL, élu président de la République turque mardi 31 octobre malgré le boycottage du scrutin par les députés de l'opposition, va-t-il chercher à faire évoluer le régime, du parlementarisme vers le présidentielisme ? Minotaur dans le pays, comme l'ont clairement indiqué les résultats des élections municipales de mars dernier où son Parti de la mère patrie (droite libérale) a enregistré un cuisant échec, va-t-il tenter de continuer à gouverner par premier ministre complaisant interposé ?

Telles sont les premières questions qui se posent à Ankara tant l'élection de M. Ozal à la magistrature suprême est ambiguë. Certes M. Ozal va être le premier civil à exercer les fonctions présidentielles depuis 1960. Il est également vrai que cet homme de soixante-deux ans a fait beaucoup pour améliorer l'image de la Turquie à l'extérieur, même s'il reste encore bien à faire, comme vient de le rappeler le dernier rapport d'Amnesty International dénonçant « l'usage systématique et continu de la torture ». Le résultat du vote des députés turcs n'en demeure pas moins paradoxal, car tout indique que M. Ozal n'aurait eu aucune chance si l'élection présidentielle avait été libre et sans entrave universelle.

CETTE chute de popularité depuis plus d'un an s'explique en grande partie par le relatif échec de la politique économique : ferocité persistante du libéralisme à l'extérieur, l'ancien premier ministre n'est parvenu ni à juguler l'inflation ni à attirer en Turquie des investissements étrangers, sur lesquels il comptait tant. Le nombre des chômeurs n'a fait qu'augmenter, ainsi que les disparités sociales, alors que la base politique de l'ancien premier ministre — ces fameuses classes moyennes, qui sont loin d'être majoritaires — stagnait. Bref, l'entreprise de modernisation d'un pays typique, à la fois européen et oriental, aux institutions laïques, mais profondément musulman, n'a guère progressé depuis que M. Ozal a pris les rênes du pays, en 1983.

TOUTES les retournements de situation sont possibles en Turquie, il faut s'en souvenir qu'une fois installé au plus haut poste de l'Etat le nouveau président doit d'abord une fois pour toutes ses anciennes fonctions de chef de parti et faire son deuil des « combinazioni » byzantines qu'aime tant la classe politique turque, mais qui conduisent souvent les militaires à sortir de leurs casernes.

Au lendemain de son élection, M. Ozal a parlé de la nécessité de faire respecter les trois libertés fondamentales, que sont la liberté de pensée, de religion et d'entreprise. Vaste programme, qui devrait occuper à temps plein l'ingénieur Ozal, dont les sentiments religieux — il est musulman et s'affirme laïque — inquiètent les derniers kémalistes. Et pourquoi n'entamerait-il pas son mandat en pesant de tout son poids pour obtenir l'abolition des trois articles de la Constitution réprimant les délits d'opinion en vertu desquels tant d'hommes croupissent encore dans des prisons médiévales ? La tâche relève plus de la fonction présidentielle que de la préparation dans l'ombre des élections législatives prévues pour 1992. Elle est, en tout cas, indispensable si M. Ozal, partisan de l'entrée de la Turquie dans la Communauté européenne, veut un jour voir son vœu réalisé.

M0147 1103 0 4.50 F



A trois mois du scrutin présidentiel

Le gouvernement nicaraguayen suspend le cessez-le-feu

Après plusieurs jours d'hésitation, le président nicaraguayen, M. Daniel Ortega, a annoncé, mercredi 1^{er} novembre, la suspension du cessez-le-feu avec la « Contra » en vigueur depuis mars 1988. Cette décision a été condamnée par Washington, qui n'envisage pas néanmoins, pour l'instant, de réagir. A Managua, l'opposition nicaraguayenne l'a expliquée par la crainte des sandinistes de perdre les élections de février 1990.

SAN-JOSÉ

de notre correspondant en Amérique centrale

En annonçant la suspension du cessez-le-feu, M. Daniel Ortega a évoqué la possibilité de remettre en question les élections prévues pour le 25 février, si les Etats-Unis ne font pas preuve d'une « attitude constructive » et ne collaborent pas à la démobilitisation des rebelles antisandinistes, la Contra.

Il a cependant laissé une porte ouverte en demandant la convocation, les 6 et 7 novembre à New York, d'une réunion à laquelle participeraient les gouvernements nicaraguayen et hondurien, les représentants de la Contra, et la suspension d'appui et de vérification des Nations unies chargée de constater l'application du plan de paix pour l'Amérique centrale. Sur un ton sévère, le commandant Ortega a accusé le président

George Bush et le Sénat américain — qui avait exigé la veille à l'unanimité la prolongation du cessez-le-feu — de n'avoir aucun respect pour la souveraineté du Nicaragua et d'être responsables de l'aggravation de la tension dans son pays. « Monsieur Bush et messieurs les sénateurs, a-t-il déclaré, furieux, au cours d'une conférence de presse, veuillez prendre note, une fois pour toute, que nous ne sommes pas une étoile de plus sur le drapeau des Etats-Unis. »

Il a annoncé qu'il n'y aurait pas de cessez-le-feu tant que ne seront pas appliqués les accords conclus le 7 août à Tela (Honduras) qui ont fixé au 5 décembre au plus tard la démobilisation des quelque douze mille « contras » installés dans des camps au Honduras ou infiltrés dans les montagnes du Nicaragua.

BERTRAND DE LA GRANGE

Lire la suite page 6

Malgré la volonté d'ouverture de M. Krenz

Les Allemands de l'Est continuent de fuir la RDA

Malgré la volonté d'ouverture de M. Egon Krenz, l'exode des Allemands de l'Est vers l'Ouest a repris mercredi 1^{er} novembre après la réouverture de la frontière tchécoslovaque. A Moscou, le nouveau numéro un de la République démocratique allemande a jugé positives les manifestations dans son pays et proclamé son identité de vues avec M. Mikhaïl Gorbatchev. M. Krenz était attendu jeudi à Varsovie.



Lire nos informations page 4, ainsi que, page 2 : « Allemands : une nation tard venue », par Etienne François

Les périls de la perestroïka économique

Comment refondre le système sans accroître encore les pénuries et la désorganisation ? C'est le casse-tête auquel se heurtent les réformateurs et qui, de plus, les divise

MOSCOU

de notre correspondant

Peut-on dire et répéter que l'incendie s'est déclaré, s'étend, menace d'embraser tout le pays, et ne rien faire d'autre que débattre docilement de ses causes et des mérites comparés du seuil d'eau, de la neige carbonique et du contre-feu ? Ce n'est pas, à première vue, recommandable, mais c'est pourtant ce qui se passe, en URSS depuis deux mois, qu'experts et dirigeants sonnent l'alarme économique, alignent les statistiques les plus sombres et... se grattent la tête.

Dimanche dernier, sous le titre réconfortant : « Allons-nous geler cet hiver ? », les *Izvestia* notaient ainsi, en première page, que, si le niveau des réserves de mazout s'était trop alarmant (il n'en manque jamais qu'un demi-million de tonnes), on risquait, en revanche, d'avoir « mangé », sous un mois, toutes celles de charbon. Sans déconner, « très rapide » des trans-

ports, annonçait donc le quotidien du gouvernement, de « sérieux à-coups » pourraient se produire dans le chauffage des immeubles.

Logiquement, cela devrait signifier que les chemins de fer vont, coûte que coûte, assurer les livraisons nécessaires, mais il y a plus d'une semaine déjà que la *Pravda* a balayé cette illusion. Les transports ferroviaires souffrent de « thrombose », écrivait en effet, le 23 octobre, l'organe du comité central en recensant mille cinq cents wagons non déchargés en Ukraine, sept cents au Kazakhstan, plus de quatre cents en Arménie — en tout plus de trente mille wagons immobilisés dans toute l'URSS, alors qu'il en faut un entier pour assurer le chauffage d'une école pendant l'hiver.

Si l'on ajoute à cela le danger permanent de redémarrage des grèves de mineurs, la possibilité est donc maintenant réelle de voir l'URSS plier le genou

devant le froid. Or, outre que vivre et travailler par - 20 dans des bâtiments non chauffés ne relève pas du simple désagrément, la semi-paralysie économique qui s'ensuivrait pourrait avoir des conséquences graves dans une période où tous les indicateurs passent au rouge.

A en croire le rapport que le comité d'Etat pour les statistiques vient de publier sur les résultats économiques des trois premiers trimestres, la production industrielle a, en effet, baissé cette année dans plusieurs des Républiques soviétiques. Plus grave encore, la priorité officiellement donnée aux besoins des foyers ne s'est en rien traduite dans les faits puisque seuls 10 % des nouveaux produits mis sur le marché sont destinés à la consommation courante.

BERNARD GUETTA

Lire la suite page 5 ainsi que l'article d'Erik L'Orange page 33 - section D

La vie sans le Coran

Une exposition de trésors de l'art « islamique » presque jamais montrés et qui exaltent un art de vivre très profane

« Arabesques et jardins de paradis ». Ne vous laissez pas arrêter par cet intitulé un peu bécaillon, un peu Orient de pacotille. C'est une très agréable exposition, moins riche que celle de 1977 au Grand Palais, provenant également de nos collections publiques ; mais c'est, derechef, un heureux avant-goût du prodigieux contenu de celles-ci, auquel le Grand Louvre devrait, dans quelques années, permettre de nouveau à ses légitimes propriétaires, les Français, d'avoir accès. Au Louvre, et non pas à l'Institut du monde arabe (IMA), puisque la querelle semble être enfin apaisée. Edgar Pisani, président de l'IMA, n'a-t-il pas, récemment, déclaré au Caire que son institution, plutôt que d'ambitionner de créer un musée islamique universel, se spécialiserait dans un ou deux domaines très précis.

Fort bien, mais espérons que le Grand Louvre ne nous fera pas revivre le « calvaire » de M^{me} de Cléon. Cette collection neuve et méconnue avait légué à

l'Etat, en 1912, une série de pièces orientales de premier ordre, plus une grosse somme destinée à la création d'une véritable section islamique au Louvre, réalisée en 1922... et disparue par la suite.

On demande maintenant aux amateurs de patienter jusqu'à 1993 : à cette date, un millier d'objets islamiques s'étaleront sur 1400 mètres carrés du sous-sol de l'aile Richelieu. Devrait quand même subsister la coupure entre arts d'Orient au Louvre et arts du Maghreb démenant au Musée des arts africains et océaniques de la porte Dorée.

L'exposition qui a pour thème central la nature dans l'art islamique, commence avec le fameux « tapis de Mantès », venu en fait de la Perse séfétide (seizième siècle) et qui est peut-être le plus fabuleux mélange de vie animale et de vie végétale jamais sorti de pelotes de laine.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

Lire la suite page 18 - section B

LIVRES

● Les yeux de Marguerite Yourcenar ● Traversées, de Bertrand Poirot-Delpech ● Alain Nadaud, romancier théologique ● La culture des apparences, de Daniel Roche ● Les deux procès de Jeanne d'Arc ● Le feuilleton de Michel Braudeau : Traduits du bizarre... ● La chronique de Nicole Zand : Au cœur du cœur de ce pays, de William H. Gass

pages 25 à 32 - section C



DES LIVRES QUI ACCOMPAGNENT LES MOMENTS CLÉS DE LA VIE

- PAROLES POUR ADOLESCENTS ou le complexe du homard
Françoise Dolto et Catherine Dolto-Tolitch avec la collaboration de Colette Percheminier
- UN PÉDIATRE RACONTE, Samy Ramstein
- L'AVENTURE DE L'ÂGE, Pierre Guillet

HATIER

LE SENS DE LA VIE

une collection dirigée par Catherine Dolto-Tolitch

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4.50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1.95 \$; Danemark, 7.20 F ; États-Unis, 4.25 F ; Espagne, 11 fr. ; France, 4.50 F ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 50 p. ; Italie, 1.800 L. ; Libye, 0.400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2.25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 336 F ; Suisse, 12.50 fr. ; Thaïlande, 1.50 baht ; USA (NY), 1.50 \$; USA (autres), 2 \$.

سكز من الاصل

حکذا من الاصل

DÉBATS

Allemagne

Une nation « tard venue »

par Étienne François

EN un moment où la « question allemande » est redevenue d'actualité et où beaucoup se demandent si elle ne sera pas la boîte de Pandore de l'Europe de demain, le croquet par le passé s'impose, ne serait-ce que pour mieux comprendre en quoi l'histoire de la conscience nationale allemande et des rapports entre État et nation éclaircissent les interrogations d'aujourd'hui. Car si proches que soient devenus France et Allemagne, les termes dans lesquels se pose la question de l'identité allemande n'en sont pas moins radicalement différents de ceux de l'État national monarcho-jacobin à la française.

Alors qu'en France les destins croisés de l'État et de la nation sont étroitement liés dès le Moyen Âge, l'évolution de l'Allemagne jusqu'à la fin du dix-huitième siècle est au contraire placée sous le signe du morcellement et du pluralisme ; morcellement politique poussé à l'extrême après l'échec des tentatives de restauration de l'autorité impériale et les traités de Westphalie (1648), avec l'affirmation d'une multitude d'États territoriaux quasi souverains ; éclatement culturel à la suite de la Réforme, du durcissement des clivages religieux et de l'intériorisation des identités confessionnelles traçant entre les régions et les familles autant de « frontières invisibles » difficiles à franchir.

A cette réalité première de l'éclatement, deux limites semblent : la persistance d'un sentiment d'appartenance à un même ensemble dont les contours correspondent en gros à ce qui subsiste du rêve impérial médiéval, le « Saint Empire romain de nation allemande » ; la formation, à partir du second tiers du dix-huitième siècle, d'une opinion publique et d'une communauté culturelle allemandes qui transcendent les frontières étatiques et religieuses, amorcée de « nation culturelle » antérieure à la nation politique et portée par le dynamisme de l'*Aufklärung* et le renouveau de la littérature allemande. Jamais autant qu'aux dix-septième et dix-huitième siècles le pluriel « les Allemands » n'a mieux correspon-

du à la réalité. L'Allemagne, pour reprendre l'expression forgée après la dernière guerre par le philosophe Helmuth Plessner, est une nation « tard venue » (« eine verspätete Nation »).

Le modèle français

A l'origine de l'émergence de la question allemande en tant que question politique, on trouve d'abord les conséquences de l'onde de choc de la Révolution française et des bouleversements de la période napoléonienne.

Tandis que la réduction brutale du nombre des principautés et la modernisation de leurs structures amorcent la destruction de l'ordre traditionnel, le rayonnement du modèle français de l'État-nation (comme exemple ou comme défi) mais aussi l'humiliation de la défaite et de l'occupation débouchent pour la première fois sur l'appel à une Allemagne politique unifiée et moralement régénérée.

« Qu'on ne parle plus d'Autriche et de Prusse, de Bavière et de Tyrol, de Saxe et de Westphalie, mais d'Allemagne », s'exclame en 1813 Ernst-Moritz Arndt, porte-parole exalté de ce premier nationalisme. La mise sur pied avec le Zollverein (1834) d'un marché commun allemand, la constitution rapide d'un réseau ferré cohérent, les débuts de l'industrialisation et les brassages de populations qu'elle entraîne, poussent au reste dans le même sens puisque tous, à leur manière, contribuent au resserrement des liens interallemands.

L'échec de la révolution de 1848

A eux seuls cependant, le mouvement national et la dynamique d'intégration économique sont bien incapables de réaliser l'unité allemande ainsi que le montre l'échec de la révolution de 1848. Divisés sur leurs objectifs, incapables de se mettre d'accord sur les contours de la future Allemagne (faut-il ou non y inclure l'Autriche ?), les révolutionnaires de 1848 sont surtout trop faibles pour venir à bout des particularismes, des égoïsmes, des États princiers et de leurs armées.

Si bien que l'unité allemande ne sera pas faite d'en bas mais d'en haut, sous la direction d'une Prusse assez habile pour reconnaître que le meilleur moyen de préserver ses intérêts de puissance est de mettre la force de ses troupes et l'intelligence politique de son chancelier au service de la cause nationale.

Soit, au total, une unité allemande tardive (la proclamation du nouvel empire n'a lieu que le 18 janvier 1871), une unité difficile arrachée au prix de deux guerres (la guerre de 1866 durant laquelle la Prusse élimine l'Autriche de la compétition, puis la guerre de 1870-1871, qui réalise enfin l'union sacrée contre l'ennemi héréditaire) et surtout une unité qui tient plus du compromis que de l'aboutissement glorieux.

Compromis « prudent, subtil et équilibré » (Pierre Ayouberry) entre unité nationale, légèreté prussienne et fédéralisme, entre principes dynastiques, pouvoir monarchique et suffrage universel. Mais aussi compromis imparfait puisque la nouvelle unité allemande est imposée contre leur gré aux Allemands-Lorrains annexés, ainsi qu'aux Polonais des provinces orientales du royaume de Prusse, et qu'elle repose sur l'exclusion des Allemands d'Autriche et la dénationalisation des catholiques et du mouvement ouvrier (*Kulturkampf*) suspectés de ne pas adhérer au nouvel idéal national.

Les trois quarts de siècle qui séparent la proclamation de l'unité allemande de l'effondrement de l'Allemagne nazie — le seul moment du devenir allemand où son histoire est pratiquement identique à celle de l'État national — sont à la fois marqués par le succès du modèle bismarckien d'unité et par sa perversion fatale. Le succès l'emporte au début.

A l'intérieur de l'Allemagne hétéroclite et unifiée de force de 1871, la dynamique d'unification, contrairement aux appréhensions de Bismarck, se développe à un rythme accéléré. Emportée par l'impétuosité des ratapages, elle entraîne tout dans sa vague, au point qu'en 1914, au moment de la déclaration de guerre, les sociaux-démocrates descendants des « compagnons apatrides » pourchassés par Bismarck, votent les crédits militaires et admettent la formule de Guillaume II : « Je ne connais plus de parti, je ne connais que des Allemands ».

Les ambiguïtés de la construction bismarckienne

Pourtant ce succès est inséparable de sa perversion car, dès l'époque wilhelminienne et plus encore au lendemain de la première guerre, la passion nationale puis le traumatisme de la défaite, du traité de Versailles et de la crise, font scier au grand jour les failles et les ambiguïtés de la construction bismarckienne.

Plus que jamais la référence devient le Volk, c'est-à-dire la nation, dans ce qu'il a de plus irréductiblement allemand, communautaire mystique et raciale à laquelle appartiennent tous ceux qui sont de langue et de sang allemands, mais aussi communauté messianique chargée par l'histoire de sauver le monde et de le dominer, d'où un triple programme, repris en compte et poussé à son paroxysme destructeur et suicidaire par le nazisme, de remise en cause des frontières du traité de Versailles pour englober dans le nouveau Reich tous les Allemands qui en étaient exclus, de centralisation extrême pour faire disparaître tous les particularismes

contraires à la vocation d'unité constitutive du vrai Volk allemand, et enfin d'exclusion et d'élimination de tous ceux dont le sang, les idées représentent un danger pour la communauté du Volk.

Quarante-quatre ans après l'effondrement du III^e Reich mais aussi quarante ans après la fondation des deux États allemands, peut-on encore parler de « question allemande », ou sommes-nous au contraire revenus à une situation proche de celle qui existait avant le dix-neuvième siècle ? Sur trois points au moins l'évolution des dernières décennies a apporté des réponses nettes. Le premier acquis est une clarification, grâce à la solution enfin trouvée au problème autrichien, qui avait jusqu'ici représenté une des incertitudes majeures de la question allemande : malgré les relances épiques du débat sur les « frontières de 1937 » par les milieux conservateurs ouest-allemands, on fait aujourd'hui où commencent l'Allemagne et où elle se termine, et la question allemande ne concerne plus que les rapports entre les deux États allemands et leurs populations.

Le dilemme monstrueux de III^e Reich

Le deuxième est un « désenchantement » radical par rapport au fait national : entravée dans le dilemme meurtrier du III^e Reich, la conception de l'Allemagne comme Volk messianique et raciale a définitivement sombré avec lui ; quant au nationalisme allemand sous sa forme ancienne, il ne subsiste plus qu'à l'état de traces résiduelles.

Le troisième acquis, enfin, est la prise de conscience précoce par la normalisation des rapports entre les deux États allemands à la suite du traité fondamental de 1972, du

caractère définitivement révolu du modèle bismarckien d'unité nationale : discrédité par les conséquences fatales de ses ambiguïtés et impossible à restaurer, il a cessé d'être un exemple et une référence.

Mais l'évolution des dernières décennies a mis également en lumière un double constat : d'une part, les limites des tentatives de renouveau du fait national ou au contraire de son dépassement sont restées en RFA, et d'autre part, l'échec des efforts obstinés entrepris par les dirigeants de la RDA pour faire naître à coups de médailles olympiques, de récupération de l'histoire allemande et d'oubli de la jeunesse, un véritable sentiment national est-allemand. S'il y a bien deux États allemands, il n'y a manifestement pas deux nations allemandes.

La vivacité des débats menés depuis une dizaine d'années autour de l'identité et de l'histoire allemande, le fait qu'entre RFA et RDA les rapports ne soient pas et ne puissent pas être de même nature que ceux existant entre deux États étrangers, l'intensité enfin avec laquelle, des deux côtés de la frontière, on vit et ressent ce qui agit la RDA depuis l'été (alors même que la majorité des Allemands d'aujourd'hui n'ont jamais connu d'État national unifié), ne permettent plus d'éluder la question : ce qui se cherche aujourd'hui, si difficile que cela soit à comprendre pour un Français, n'est-ce pas une définition nouvelle et inédite de la nation allemande, qui, tout en partant de l'existence de deux États allemands et sans porter la moindre atteinte à l'attachement occidental, démocratique et libéral de la RFA, aille au-delà de la simple « nation culturelle » ?

► Étienne François est professeur d'histoire à l'université Paris-I, Panthéon-Sorbonne.

TRAIT LIBRE

LE PORT DU FOULARD DANS LES ÉCOLES...



RAGE DE DENTS



À LA CANTINE



DANS LA COUR



À COLIN-HARARD

Recherche

La dangereuse ignorance de l'Asie

par Gilbert Etienne

LA redistribution des cartes économiques à l'échelle planétaire crée maintenant les yeux, même chez notre homme de la rue. Le Japon, les quatre dragons d'Extrême-Orient bouillonnent nos marchés en Amérique du Nord et en Europe. Il en va de même au niveau des banques... Et ce n'est pas fini, car d'autres pays ne restent pas les bras croisés. Ils s'engouffrent derrière le peloton de tête, qu'il s'agisse de l'Asie du Sud-Est, de la Chine, de l'Inde, du Pakistan...

Face à ces mutations, il est troublant de voir les progrès très incertains des connaissances de l'Asie en Europe, et notamment en France. Seule la Chine y est vraiment bien connue, avec une masse critique adéquate de chercheurs et d'enseignants : historiens, politologues, économistes, juristes, agronomes, et cela dans une large mesure grâce à l'impulsion donnée par le général Jacques Guillaumet lorsqu'il créa, en 1959, le Centre de recherches sur la Chine à l'École des hautes études.

La couverture du reste de l'Asie est comme un patchwork fait de pièces brillantes et de gros trous, entre autres dans le domaine économique. C'est vrai de l'Asie du Sud-Est, du Pakistan, du Bangladesh, et l'est un peu moins dans le cas de l'Inde. En bref, malgré la présence de spécialistes de haut niveau, il manque des équipes de chercheurs et d'enseignants assez nombreux pour bien couvrir les principales disciplines.

Déjà décevant ainsi, ce constat s'assombrit encore par la mauvaise utilisation des talents et des compétences. En l'espace de deux ans, un des meilleurs économistes français sur l'Asie du Sud-Est et les quatre dragons a quitté la France pour une organisation des Nations unies. Un des rares économistes sur l'Inde est devenu professeur en Suisse. Un troisième cherche un emploi à l'étranger. Un quatrième Français n'a même pas essayé de trouver du travail dans son pays, après de brillants travaux sur l'Asie du Sud-Est.

Ces carences ne font pas non plus défaut dans d'autres pays. Aux États-Unis par exemple, depuis plusieurs années, les centres de recherches sur l'Asie ne s'éclaircissent guère et manquent de sang neuf.

Faut-il, devant ce tableau, rappeler le soin extrême — une des raisons de leur succès — que mettent les Japonais à étudier les pays étrangers ? De notre côté, nous avons besoin non seulement de spécialistes en marketing de l'Asie, mais aussi d'hommes de culture à l'aise avec leurs partenaires, dont l'arrière-plan intellectuel diffère du nôtre.

Depuis plus de vingt ans, bien des personnes ont, comme nous, répété ce cri d'alarme. Or notre impéritie pourrait nous coûter cher... ► Gilbert Etienne est professeur aux Instituts universitaires de hautes études internationales et d'études du développement, Genève.

Bonheurs

Notre police, notre armée

par Albert Memmi

EMPEREUR mais philosophe, Marc-Aurèle condamnait la guerre : « Il a passé sa vie à se battre. Faut-il douter de sa sincérité ? Non ; c'était à l'époque des invasions barbares ; s'il n'avait pas guerroyé, l'empire se serait effondré ».

La violence est le mal absolu, nous devons tout faire pour l'éviter. Mais le paix ne dépend pas de nous seuls ; si nos adversaires n'en veulent pas, nous ne pouvons que combattre. Tant que, sur la terre, subsisteront des hommes armés, il nous faudra des soldats et des policiers.

Mieux vaut disposer de gens courageux et préparés, il serait injuste, et incohérent, de les accuser de cette violence dont nous les chargeons. Reproche-t-on aux diplomates d'être nuls ? Aux chirurgiens d'être peu sensibles ?

L'un de mes collègues divise les Français en deux : les nostalgiques de l'Ancien Régime, qui regrettent les privilèges, et les descendants du Tiers, qui ressentent l'humiliation de leur père.

Or si se rejoignent dans la suspicion de l'autorité.

On n'a pas tort de réclamer ses droits : c'est le signe de la conscience politique. Mais au nom de quel réclame-t-on ? Peut-on exiger ce qui est dû et vouloir la destruction de ce qui le fonde ? La police et l'armée sont le garant de la loi commune : elles sont notre police et notre armée.

Les peuples ont les gouvernements qu'ils méritent, affirme Churchill. Ce n'est pas sans une terrible complicité de la rue des dominants. Mais un pouvoir ne dure que par l'assentiment, ditrait ou résigné, de ses administrés.

Les Anglais ont conquis l'Inde sans coup de force. Ils y ont trois siècles : les Français hésitent encore sur la garde à vue et les expéditions militaires : pour quoi leur législateur s'en préoccuperait-il ?

Nous voulons que nos gens d'armes soient parfaits. Soyons plus respectueux de nous-mêmes : nous pourrions alors exiger qu'ils soient dignes de nous.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Corédacteur en chef : Claude Scalet
Administrateur général : Bernard Woutet

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-87-27
Tél. MONDIPAR 650572 F. Télécopieur : (1) 45-23-06-81

L'Osipovitch est devenu la politique de la nation allemande tout entière... Elle bouleverse non seulement les rapports de la RFA avec l'URSS mais avec tout l'Occident... Les Américains doivent maintenant partager le pouvoir.

Quelle que soit l'issue de la perestroïka, y compris son échec, la Russie de demain sera entièrement différente de celle d'aujourd'hui.

Le problème nucléaire français et britannique met en cause la survie de l'Europe occidentale dans l'indépendance et la liberté.

Le Marché commun ne porte pas atteinte à notre intérêt national ; il le consolide et l'avantage... Tout faire avec l'Europe si possible, sans elle si impossible.

Maurice Couve de Murville

Le monde en face

entretiens avec Maurice Delarue

PLON/HISTOIRE CONTEMPORAINE

LIBAN

Le Parlement est convoqué le 4 novembre pour désigner un président

C'est samedi 4 novembre que les soixante-trois députés libanais, appelés officiellement mercredi soir par le président sortant du Parlement, M. Hussein Husseini, à se réunir, devront élire leur président et son bureau, approuver formellement l'accord de Taef, et enfin, élire le chef de l'Etat, dont le Liban est privé depuis plus de treize mois.

BEYROUTH

de notre envoyé spécial

Cette convocation du Parlement, quarante-huit heures avant la date-but du 7 novembre, soulevée par le comité tripartite arabe (Arabie saoudite, Algérie et Maroc), intervient alors qu'un accord a pu être obtenu sous l'égide des chefs religieux chrétiens et à la suite d'une médiation de l'ancien président Charles Helou pour une rencontre, vendredi, entre le général Aoun et des députés chrétiens au siège du patriarche maronite de Bkerké. Le chef du gouvernement, militaire chrétien, exigeait une telle rencontre avant l'élection, sous peine de dissoudre l'Assemblée. Le

principe de celle-ci n'a toutefois pu être acquis qu'après que des garanties, longuement négociées, eurent été données par le général Aoun sur la liberté de circulation des députés et sur le fait qu'ils ne seraient pas l'objet de manifestations hostiles. Les parlementaires chrétiens ont cependant décidé de n'envoyer à Beyrouth qu'un petit comité, comprenant M. Georges Saadé, le chef du Front libanais. La réunion de vendredi risque en effet d'être d'autant plus délicate que le général Aoun exige en fait que les députés reviennent sur l'accord de Taef, qu'il considère toujours comme « la légalisation du crime de l'occupation syrienne ».

Malgré toutes les démarches entreprises par l'émissaire du comité tripartite, M. Lakhdar Ibrahim, le général Aoun n'a pas cédé jusqu'à maintenant, estimant en outre que les députés ont outrepassé leur pouvoir législatif en prenant des engagements sur des questions — la souveraineté du pays et ses relations avec la Syrie — relevant constitutionnellement du pouvoir exécutif.

Le fait que la plupart des députés chrétiens qui se trouvent à Paris aient décidé de ne pas se joindre à la réunion de vendredi laisse

peu penser qu'ils ont l'intention d'arriver directement pour le vote, assurant ainsi le quorum indispensable à l'élection d'un président. Reste à savoir si la convocation du parlement pour samedi ne va pas être considérée comme un ultimatum à l'adresse du général Aoun. C'est en tout cas après sa réunion avec les députés, à quelques heures de la réunion du parlement, que celui-ci devrait faire connaître sa position définitive.

L'éventualité d'une dissolution de l'Assemblée

Le décret de dissolution de l'Assemblée, dit-on dans son entourage, est déjà prêt et cette éventualité inquiète très fortement les leaders politiques de l'Est.

La tension politique est très vive à Beyrouth-Est (chrétien) déclaré entre son appui par le régime à l'accord de Taef et le risque d'éclatement que signifierait un refus persistant du général Aoun. Tous les responsables politiques ou religieux affirment que la situation n'a jamais été aussi délicate, se refusant à envisager les conséquences d'une division de la communauté chrétienne.

En attendant, les préparatifs se sont poursuivis pour la tenue du scrutin à la villa Mansour située sur la ligne de démarcation qui sépare les secteurs chrétien et à majorité musulmane de Beyrouth. Sous la direction de M. Ibrahim le comité de sécurité libanais a déterminé un rectangle de sécurité de 1,5 kilomètre de long sur 1,2 kilomètre de large, autour de la villa, qui sera placée sous la responsabilité de l'armée libanaise relevant respectivement du général Aoun et du gouvernement de M. Selim Hosn, des forces de sécurité intérieure et des quinze observateurs algériens. Sept sont déjà sur place, les huit autres étant attendus dans la journée. Le représentant du général Aoun participe pour l'instant à ces négociations.

On n'exclut pas toutefois à Beyrouth que, en l'absence d'un accord samedi, une autre réunion puisse être convoquée dans les 24 ou 48 heures et dans un autre lieu; l'essentiel étant, souligne-t-on, qu'un président soit élu avant le 7 novembre. Symbolique, cette date est considérée, en effet, comme un butoir au-delà duquel c'est tout l'accord de Taef qui risquerait d'être remis en cause.

FRANÇOISE CHIPAUX

Le Djihad islamique revendique l'assassinat d'un diplomate saoudien

Le Djihad islamique a revendiqué l'attentat qui a coûté la vie, le mercredi 1^{er} novembre, à un diplomate saoudien à Beyrouth (le Monde du 2 novembre), déclarant avoir agi en représailles à l'exécution de seize chiites koweïtiens décapités en septembre à Ryad. Dans un communiqué manuscrit, le mouvement pro-iranien, qui détient deux otages américains, a affirmé que d'autres ressortissants saoudiens périeraient.

Trois tueurs ont abattu Ali Marzouq, le dernier diplomate saoudien en poste à Beyrouth, mercredi matin dans le secteur musulman de la capitale libanaise, contrôlé par l'armée syrienne. La police a déclaré que les assassins avaient ouvert le feu depuis une voiture grise roulant à grande vitesse avec des pistolets munis de silencieux, alors que la victime sortait de chez lui, dans le quartier de Tallet-al-Khayat.

Les seize chiites exécutés en septembre, parmi lesquels se trouvaient dix Koweïtiens d'origine iranienne, avaient été reconnus coupables d'attentats à la bombe, en juillet, pendant le pèlerinage annuel de La Mecque. Ces attentats avaient fait un mort. Le Djihad, qui avait juré la semaine dernière de venger les suppliciés, a accompagné son communiqué d'une photo de l'un de ses otages, l'Américain Terry Anderson, responsable de l'Agence Associated Press pour le Proche-Orient.

Menaces

contre les otages américains

Selon la police, Ali Marzouq, soixante-dix ans, marié à une Libanaise, était le seul représentant saoudien à Beyrouth depuis la fermeture de l'ambassade du royaume en 1984, à la suite d'une attaque de la mission diplomatique par des militants pro-iranien. Son assassinat survient alors que l'Arabie saoudite est étroitement mêlée aux efforts entrepris par la Ligue arabe pour tenter de régler la crise libanaise.

En outre, un autre mouvement terroriste pro-iranien, l'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR), a menacé, mercredi, de tuer dix Américains si Washing-

ton appliquait une loi adoptée le 26 octobre par le Sénat américain « autorisant les tribunaux américains à prononcer la peine de mort contre toute personne convaincue du meurtre d'un citoyen américain perpétré hors des Etats-Unis dans des actes terroristes ». Ce texte doit être soumis au vote de la Chambre des représentants.

« Les autorités judiciaires, le Congrès et le peuple assument les conséquences terribles de cette décision, si elle était suivie de faits. Notre riposte sera de tuer dix Américains en représailles à la menace pesant sur la liberté ou la vie d'un révolutionnaire », a déclaré l'OJR dans un communiqué transmis au bureau de Beyrouth d'une agence internationale, accompagné d'une photo polaroid de l'otage américain Edward Austin Tracy, cinquante-huit ans, libraire enlevé le 21 octobre 1986. L'OJR affirme détenir, outre M. Tracy, l'Américain Joseph James Cicippio, cinquante-huit ans, administrateur de l'université américaine de Beyrouth, enlevé le 12 septembre 1986. Six autres Américains sont retenus en otages au Liban par d'autres mouvements musulmans pro-iranien.

La riposte de l'Iran

Des responsables américains avaient annoncé, le mois dernier, que le FBI avait été autorisé à s'emparer de personnes recherchées par les Etats-Unis dans des pays étrangers sans l'assentiment des autorités sur place.

L'adoption de cette loi par le Sénat américain a également suscité une réaction de l'Iran, dont le Parlement a voté mercredi un texte semblable autorisant ses agents à traquer des ressortissants américains dans d'autres pays et à les capturer s'ils ont été reconnus coupables de crimes par des tribunaux iraniens.

Le document adopté par les députés iraniens exige du président Ali Akbar Hachemi Rastadani de « prendre les mesures nécessaires pour faire procéder à l'arrestation et au jugement de citoyens américains, ainsi que de ceux de leurs agents qui seraient inculpés par les tribunaux iraniens ». — (AFP, Reuter.)

Un responsable de l'OLP critique le changement d'attitude de l'URSS

LE CAIRE

de notre correspondant

Un responsable de l'OLP a critiqué, le 1^{er} novembre, au Caire, le changement d'attitude de l'Union soviétique à l'égard de la question palestinienne. Dans une déclaration à l'agence officielle maïouta Mena, M. Abdelhadi El Hourani, membre du comité exécutif de l'OLP, a estimé que « les positions soviétiques n'étaient plus à la hauteur des aspirations du peuple palestinien ».

Les déclarations de M. Hourani interviennent, après les entretiens, cette semaine au Caire, du responsable palestinien avec M. Gennadi Tassourov, collaborateur de M. Edouard Chevardnadze pour le Proche-Orient. Le ministre soviétique des affaires étrangères avait estimé, mardi 31 octobre, que le plan du premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, faisait partie

des « propositions pouvant être prises en compte » en vue d'un règlement du problème du Proche-Orient (le Monde du 2 novembre).

M. Hourani a précisé que les Palestiniens avaient demandé à Moscou de ne pas laisser le terrain libre aux Etats-Unis en coordonnant les efforts pour la recherche de la paix au Proche-Orient avec la Communauté européenne. L'OLP a estimé le responsable palestinien, que qu'un éventuel dialogue avec Israël se fasse sous un parrainage international, afin que les Arabes ne se retrouvent pas seuls face aux Etats-Unis et à Israël.

Le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, est par ailleurs arrivé au Caire, où il doit avoir des entretiens, jeudi, avec le président Mubarak. C'est la seconde visite du responsable palestinien en une semaine en Egypte.

ALEXANDRE BUCCIANTI

Le Foreign Office proteste contre les « aveux télévisés » d'un journaliste de l'« Observer » détenu en Irak

Le Foreign Office a vivement protesté, mercredi 1^{er} novembre, contre le « procès par télévision » du journaliste de l'hebdomadaire Observer, Farzad Bazoft, qui a « avoué » être un espion au service d'Irak.

La télévision de Bagdad avait diffusé mardi soir des « aveux » de Farzad Bazoft, dans lesquels il affirmait être un « agent des services de renseignement israéliens » et avoir été chargé d'« établir des rapports à partir d'informations recueillies sur les installations militaires et l'industrie de guerre irakiennes ». Il avait indiqué en outre que le gouvernement britannique était au courant de ses « activités » en Irak et qu'il les approuvait, ajoutant que ses « contacts » avec les services de renseignement israéliens avaient commencé en 1983. M. Bazoft avait précisé qu'il

s'était rendu, à partir de mai 1988, à cinq reprises en Irak, pour des « missions » de près d'une semaine chacune, avant d'être arrêté le 15 septembre dernier (le Monde du 21 octobre) alors qu'il était le parrain d'un séjour qu'il venait d'effectuer à l'invitation du gouvernement irakien.

Le directeur du journal britannique, M. Donald Trefford, a contesté les « aveux » diffusés par la télévision irakienne. Selon lui, on est en présence d'une « opération de propagande » destinée à discréditer un journaliste dont le seul tort est d'avoir voulu exercer son métier en enquêtant sur les faits, largement publiés dans la presse internationale, relatifs à une explosion, à la mi-août, au sud de Bagdad, qui avait fait un grand nombre de victimes (le Monde des 7 et 10-11 septembre).

Le conflit du Sahara occidental

Inconnu à cette adresse...

L'agence marocaine de presse (MAP) a tourné, mercredi 1^{er} novembre, en dérision le président du Guatemala, M. Vinicio Cerezo, qui a, selon elle, récemment adressé à « El Ayoun-Hacouza » un message de remerciements destiné à M. Mohamed Abdelaziz, président de la République arabe sahraïenne démocratique (RASD). L'agence estime que M. Cerezo « aurait été mieux inspiré s'il avait consulté un conseiller averti qui lui aurait indiqué que El Ayoun est une ville marocaine distante de plusieurs centaines de kilomètres de Hacouza, qui est également une localité située en territoire marocain ».

« Le bétail du président du Guatemala repose avec acuité », a déclaré l'agence, la question toujours actuelle de savoir comment ont été obtenues certaines reconnaissances pour la RASD et ce qu'en savent les Etats concernés. — (AFP.)

□ ALGERIE : les islamistes ont boudé le défilé militaire. — Les festivités du trente-cinquième anniversaire du déclenchement de la révolution algérienne ont été marquées, mercredi 1^{er} novembre, par un défilé militaire d'où les femmes, contrairement à la parade du trentième anniversaire, en 1984, étaient absentes.

Pour la première fois depuis l'indépendance du pays en 1962, des partis politiques autres que le FLN étaient, en revanche, présents dans la tribune d'honneur, où l'on constatait aussi l'absence de délégations étrangères, en force lors des précédents défilés militaires. Parmi les partis politiques ayant une existence légale, seul le Front islamique du salut (FIS) n'était pas représenté. — (AFP.)

NAMIBIE : pour prévenir les incursions des maquisards de la SWAPO

Des forces sud-africaines ont été placées en état d'alerte

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Des forces armées sud-africaines ont été placées en état d'alerte, a annoncé, à Pretoria, mercredi 1^{er} novembre, M. « P. K. » Botha, ministre des affaires étrangères, en raison de la présence de six cents combattants de l'Organisation du peuple du sud-ouest africain (SWAPO) à la frontière anglo-namibienne.

M. Botha a précisé qu'il s'agissait des troupes basées sur le sol national, à Walvis Bay (enclave sud-africaine en Namibie) et « ailleurs », faisant sans doute référence aux 1 500 hommes toujours stationnés à Grootfontein et à Oshana, selon les termes de la résolution 435 des Nations unies pour l'indépendance de ce territoire.

Pour appuyer ces affirmations, M. Botha a produit les textes de messages radio des « casques bleus » du groupe d'assistance des Nations unies pour la période de transition (GANUPT) interceptés entre le 26 et le 31 octobre, qui font état d'une « importante activité de la SWAPO à la frontière ». Selon M. Botha, ces messages parlent de « situation devenue critique » et de menaces des guérilleros de la SWAPO de tirer sur les forces de l'ONU si celles-ci interviennent.

Le ministre des affaires étrangères a immédiatement alerté le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, son représentant spécial en Namibie, M. Martti Ahtisaari, et les représentants diplomatiques de l'ancien « groupe de contact » sur la Namibie des Cinq, dont la France. Par-

lant, de « situation sérieuse », M. Botha a déclaré : « A moins que le gouvernement sud-africain n'obtienne des assurances qu'il ne s'agit pas d'une répétition de ce qui s'est produit le 1^{er} avril, il se réserve le droit de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que toutes les parties respectent leurs engagements ».

Le jour même de la mise en application de la résolution 435 des Nations unies, le 1^{er} avril, mille six cents combattants de la SWAPO avaient franchi la frontière namibienne en provenance d'Angola pour tenter de prendre pied sur le sol namibien. L'armée sud-africaine, consignée dans les casernes, avait été autorisée par l'ONU à intervenir. Les combats avaient fait un peu plus de trois cents morts dans les rangs du mouvement indépendantiste et vingt-sept parmi les forces de Pretoria. Cette incursion avait bien failli remettre en cause le processus d'indépendance.

Mensonges

M. Botha a averti que, si « ces menaces et ces activités continuent », les élections prévues du 7 au 11 novembre pourraient être retardées, car elles ne pourraient pas être « libres et honnêtes ». Il espère néanmoins que ce problème pourra être résolu « dans les jours à venir », tout en prévenant que son gouvernement ne permettra pas que « l'indépendance se fasse au moyen du fusil ».

A Windhoek, un porte-parole des Nations unies a affirmé que les messages dont a fait état M. Botha

n'émanaient pas du GANUPT, ajoutant que l'ONU n'avait pas en mesure « de confirmer les allégations selon lesquelles les combattants de la SWAPO étaient présents au sud de l'Angola ». En principe, toutes les forces du mouvement de libération devraient se trouver au nord du 16^e parallèle. Les rumeurs sur la présence de soldats de l'Armée populaire de libération de la Namibie (PLAN) avaient déjà été démenties, le 23 octobre, par un porte-parole de l'ONU, qui les avait qualifiées « d'inconsistantes », insistant sur le fait que la probabilité d'une invasion était démentie de fondement.

La SWAPO, pour sa part, a rejeté violemment ces accusations, les qualifiant de « mensonges ». M. Hage Geingob, responsable des élections, a affirmé que le PLAN avait été démantelé et que ses combattants « étaient renvoyés au pays ». « Ce serait stupide et fou de même songer à une invasion, alors que nous sommes entourés par les Sud-Africains », a-t-il précisé. Pour M. Toivo Ja Toivo, secrétaire général de la SWAPO, « il est bien connu que le gouvernement sud-africain envoie ses propres troupes, revêtues d'uniformes d'autres armées, quand il veut faire croire à une offensive d'une armée qui a déposé les armes ».

Le général Jannie Geldenhuys, chef d'état-major des forces armées à Pretoria, a indiqué, de son côté, que « des milliers de soldats de la SWAPO » se trouvaient au nord de la frontière anglo-namibienne, appuyés par des tanks, sur une largeur de 200 kilomètres, et que certaines unités étaient à moins de 10 kilomètres de celle-ci.

Revue d'études Palestiniennes

AU SOMMAIRE DU N° 33

TAYSIR ARURI
Palestinien déportéSALIM TAMARI
Les commerçants dans l'IntifadaJEAN ZIEGLER
Israël : le mépris du droit humanitaireTEMOIGNAGE
Femme dans l'IntifadaWALID KHALIDI
A la croisée des chemins :

Les Etats-Unis et le peuple palestinien

HENRY LAURENS
Le projet d'Etat juif attribué à BonaparteSÉLIM TURKUEH
Image de soi, image de l'autre

Le N° 65 F - Abonnement 1 an (quatre numéros), 210 F

Etudiants (sur justificatif), 175 F

Réglement au nom des Editions de Minuit - CCP Paris 180-43 T)

Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Etudes palestiniennes

Diffusion : les Editions de Minuit - 7, rue Bernard Palissy - 75006 Paris

سكرا من الاموال

حکومت من الاصل

EUROPE

GRÈCE : à quelques jours des élections législatives

Ni la gauche ni la droite se semblent assurées d'une nette majorité

Miné par les scandales, le PASOK de M. Andreas Papan-dréou ne paraît nullement abattu à la veille de la compétition électorale où il affrontera la droite de la Nouvelle Démocratie et une coalition de gauche dominée par les communistes. L'incertitude demeure donc sur l'issue du scrutin du 5 novembre, dont on doute qu'il permette de dégager au Parlement une nette majorité.

ATHÈNES

de notre envoyé spécial

Les Grecs semblent avoir une seule envie : que les élections législatives du 5 novembre dégagent une majorité nette et permettent à leur pays de sortir enfin de l'immobilisme dans lequel il est plongé depuis presque deux ans. Les riffs politico-financiers, les amours de l'ancien premier ministre socialiste, M. Andreas Papan-dréou, avec la jeune Dimitra, la délicate opération cardiaque du chef du PASOK avaient paralysé durant des mois l'action d'un gouvernement socialiste à la dérive, plus soucieux de sauver son existence que de remettre de l'ordre dans des finances publiques désastreuses.

Les élections du 18 juin dernier n'avaient donné aucun résultat clair. Pour l'opposition conservatrice, trop sûre d'une victoire facile, ce fut une amère déception. La Nouvelle Démocratie devenait certes le premier parti du pays avec plus de 44 % des voix, mais manquait de cinq sièges la majorité absolue à la Vouli, le Parlement d'Athènes. Du côté socialiste, on croyait rêver : malgré tous les scandales qui l'éclaboussaient, le PASOK recueillait quand même 39 % des suffrages et perdait « seulement » trente-six sièges. Un exploit ! Quant à la toute nouvelle Coalition de la gauche et du progrès, largement dominée par le Parti communiste, elle apparaissait avec ses quelques 13 % des voix comme l'arbitre de la situation. Une occasion qu'elle a saisie.

Faire le ménage

La Grèce a ainsi été dirigée cet été par un gouvernement « historiquement », une alliance inédite entre la Nouvelle Démocratie et la Coalition de la gauche et du progrès. Avec un programme très limité : libéraliser la radio-télévision aux mains du PASOK, réaliser en trois mois la « catharsis », c'est-à-dire tenter de faire la lumière sur les principaux scandales de ces dernières années. La gigantesque « affaire Koskotas » d'abord - ou

comment détourner plus de 200 millions de dollars de la Banque de Crète avec quelques solides appuis dans les hautes sphères du PASOK pour monter notamment un énorme groupe de presse ; les écoutes téléphoniques politiques illégales ; l'affaire du malin voyageur, vendu comme céréale grecque au Marché commun ; les sombres détails, enfin, de l'acquisition à prix très fort de Mirage-2000. « Nous n'avons choisi que quatre cas, dit un parlementaire, sinon il nous aurait fallu quatre ans pour les examiner tous ! »

Résultat de toutes ces investigations : cinq anciens ministres, dont un vice-premier ministre, et M. Papan-dréou en personne sont mis en cause et doivent comparaître devant une cour spéciale. Quand ? « Prochainement », dit-on, mais ce ne sera sans doute pas avant... un an. Estimant sa tâche remplie, le « premier ministre de la catharsis », M. Tsannas Tsannetakis (conservateur) a remis sa démission le 7 octobre. Depuis, c'est un cabinet de service, composé de fonctionnaires et magistrats, qui gère les affaires courantes tandis que la situation économique continue de se dégrader.

Une surprenante volte-face

L'équipe de M. Tsannetakis et le Parlement ont accompli un travail méritoire. En « faisant le ménage », les conservateurs de la Nouvelle Démocratie ont tenu leurs promesses électorales. Les communistes et leurs alliés de la gauche hellénique aussi. Mais la mise en accusation de plusieurs de leurs dirigeants ne paraît pas avoir impressionné particulièrement les électeurs du PASOK. Au contraire, il semble que cette procédure ait contribué à resserrer les rangs contre la droite et les « traîtres » communistes. Les socialistes se présentent comme la seule et véritable formation de « gauche » défendant les intérêts du « peuple ». Et paradoxalement, le parti de M. Papan-dréou aborde ces législatives dans de meilleures conditions qu'au mois de juin. Il n'est pas exclu même qu'améliore son score et obtienne 40 % des voix !

Les enquêtes parlementaires, en effet, n'ont pas apporté d'éléments vraiment nouveaux dans le scandale Koskotas. Tout ce qui a été dit à l'Assemblée, les Grecs le savaient déjà depuis des mois par les journaux. M. Papan-dréou a-t-il reçu d'importants pots-de-vin du banquier escroc ? A-t-il donné le feu vert à certaines malversations ? A-t-il, d'une façon générale, « couvert » Georges Koskotas ? C'est possible mais, pour l'heure, il n'existe aucune preuve tangible. Beaucoup de Grecs pensent qu'il est peut-être coupable mais les socialistes n'aiment pas voir leur « Andreas » traduit en justice. Malgré toutes les erreurs qu'il a pu commettre, il demeure à leurs yeux l'homme « qui leur a rendu une fierté », et ils ne supportent pas qu'il quitte la scène dans l'humiliation.

Les socialistes serrent aussi les rangs parce qu'ils ont déjà subi certaines conséquences négatives de la perte du pouvoir : par exemple, la perte d'emplois. Les partis en Grèce entretiennent avec leurs électeurs des liens spéciaux de clientélisme. « Si vous votez pour moi, je trouverai probablement du travail pour votre fils », et il est évidemment plus difficile de tenir ces promesses lorsqu'on est dans l'opposition. Au cours des six premiers mois de l'année, avant les élections de juin, le gouvernement PASOK avait ainsi créé quelque quatre-vingt-dix mille nouveaux postes dans le secteur public ! Et puis, nombreux sont les socialistes qui gardent une haine viscérale pour la droite.

En s'entendant avec la Nouvelle Démocratie pour former cet été un gouvernement temporaire, la Coalition de la gauche et du progrès et surtout le Parti communiste (KKE), sa principale composante, avaient franchi un pas encore inimaginable au début de l'année. En fait, la direction du KKE, pourtant fort orthodoxe, a pris la décision de s'engager dans cette aventure sans consulter ses membres. Aneantissant brusquement d'une crise de « gorbatchévisme », le chef du parti, M. Harilas Florakis, s'est mis à défendre les idéaux occidentaux de

justice et de démocratie et à préconiser des lois contre les abus de pouvoir et le système de « nomenclature » instauré par le PASOK. Il a voulu accélérer la libéralisation de l'audiovisuel, la création de radios et télévisions privées et éliminer le contrôle de l'Etat sur les médias publics, ce qui est en partie réalisé. En quelques mois, ces communistes, pourtant vieux amis de M. Honecker et qui ne savaient pas trop sur quel pied danser lors des sanglants événements de Pékin, sont devenus des « gentlemen », considérés avec respect dans la presse et les milieux intellectuels.

Cette volte-face surprenante et cette alliance, même très limitée, avec les ennemis héréditaires de droite, qui effaçait un des grands clivages de la vie politique grecque, a toutefois profondément désorienté la base, tant les anciens de la guerre civile que les jeunes qui ne furent encore que par Marx et Lénine. Les élections du 5 novembre pourraient bien réserver quelques mauvaises surprises à la Coalition. Le PASOK exploite à fond cette crise interne du KKE, en défendant les authentiques militants contre les « traîtres ». M. Papan-dréou propose aux communistes de former une coalition mais ceux-ci ne veulent pas de lui comme chef de gouvernement.

La Nouvelle Démocratie de M. Constantinos Mitsotakis, qui rêve d'être premier ministre, confirmera, sans doute dimanche soir qu'elle est la première formation politique du pays, avec plus de 45 % des voix. Reste à savoir si elle réussira cette fois à obtenir la majorité absolue au Parlement, c'est-à-dire 151 (chiffre magique ici) des 300 sièges. En juin dernier, il lui en manquait six pour parvenir au but. Tout va se jouer, estime-t-on, dans une poignée de circonscriptions. Comme en juin, les conservateurs sont confiants et espèrent que les indécis voteront, comme d'habitude, « pour le plus fort ». Ils ont tenté durant cette campagne un discours prudent pour n'effaroucher personne mais en annonçant quand même quelques mesures d'austérité inévitables telles qu'une réduction de 4 % par an des dépenses publiques jusqu'en 1993 et un plan destiné à juguler l'inflation qui oscille entre 16 % et 18 %.

« Courants » socialistes

Tant au sein de la Coalition de la gauche et du progrès que dans les rangs du PASOK, certains semblent curieusement souhaiter une victoire de M. Mitsotakis. D'abord, parce que la Grèce aurait enfin un gouvernement stable. Ensuite, les socialistes, de nouveau battus, pourraient demander à M. Papan-dréou de prendre sa retraite pour moderniser un parti qui était tout simplement jusqu'ici « le parti de Papan-dréou ». Plusieurs courants sont déjà bien en place. « Rocardiens », sociaux-démocrates, étatistes, papandréistes et populistes sont lancés dans la course à la succession. Et puis, se disent certains, compte tenu de la dégradation de l'économie, mieux vaut être dans l'opposition qu'au pouvoir dans les prochains mois.

Mais dans l'hypothèse où la Nouvelle Démocratie ne décrocherait pas la majorité absolue dimanche, tous les scénarios et constellations sont de nouveau possibles et le pays, comme l'a dit M. Mitsotakis mardi soir à la télévision, retournerait sans doute aux urnes prochainement. En fait, ceux-ci paraissent désorientés par le changement rapide, que personne ne souhaitait, et ont peut-être un schéma politique autrefois bien ancré. Aujourd'hui, le doute s'est installé.

ALAIN DEBOVE

RDA : fin de la visite à Moscou du numéro un est-allemand

M. Egon Krenz a fait l'éloge de la perestroïka

Le numéro un est-allemand, M. Egon Krenz, a regagné Berlin-Est mercredi 1^{er} novembre, au terme d'une visite de deux jours à Moscou, où il s'est déclaré en faveur de réformes. M. Krenz devait repartir jeudi pour Varsovie. Parallèlement, l'exode des Allemands de l'Est vers l'Ouest a repris par la Tchecoslovaquie.

Pour sa première conférence de presse depuis son accession au pouvoir, le nouveau numéro un est-allemand, M. Egon Krenz, avait choisi Moscou. Une manière, sans doute, de souligner sa différence avec son prédécesseur, M. Erich Honecker, et de donner plus de force à sa déclaration d'allégeance à la perestroïka.

Pendant près d'une heure et demie donc, M. Krenz a répondu mercredi 1^{er} novembre aux questions de la presse internationale, ne mettant fin à la rencontre que lorsque les journalistes se trouvaient à court de questions. Une heure et demie transmise en direct en RDA par la télévision est-allemande, où la conférence de presse a été couronnée d'une interview de M. Mikhail Gorbatchev. « Je pense que vous allez réussir », a affirmé le chef du PC soviétique aux télespectateurs est-allemands. MM. Gorbatchev et Krenz venaient de passer ensemble trois heures d'entretien, à l'issue desquels ils avaient souligné « leur accord total sur toutes les questions abordées ». M. Krenz était radieux, M. Gorbatchev, disait-il, est un « ami », l'entretien était « excellent » et la perestroïka « une expérience très intéressante » qui « détermine l'avenir du socialisme dans le monde ».

Devant les journalistes, le chef du PC est-allemand (SED) n'a pas épargné ses efforts pour donner l'image d'un réformateur. Un « dur », M. Krenz ? « Etre ou ne pas être un dur, ce n'est pas la question, rétorque-t-il. Je ne me considère pas comme un dur,

mais comme quelqu'un qui sert son parti ». Ce parti, d'ailleurs, est « très favorable aux réformes », et M. Gorbatchev a été étonné informé du « tournant » entrepris par le SED au dernier plénum de son comité central, qui vise à « un renouveau dans toutes les sphères d'activité ». Interrogé sur la possibilité d'élections libres en RDA, M. Krenz évoque « le processus démocratique, qui doit faire l'objet de discussions. Je peux vous promettre, assure-t-il, que tout sera fait pour que la RDA s'engage davantage dans cette voie ».

« Déception » de la RFA

Pourtant, en dépit de tous ses efforts, M. Egon Krenz n'a guère réussi à convaincre. Ses promesses n'ont pas dissuadé huit mille de ses compatriotes de s'enfuir vers l'Ouest par la Tchecoslovaquie mercredi, et, jeudi matin, un membre du gouvernement ouest-allemand, M. Otfried Hennig, secrétaire d'Etat au ministère des relations inter-allemandes, qualifiait de « profonde déception » la visite du chef du SED à Moscou.

Car, au bout du compte, M. Krenz a bien eu l'air d'un homme et d'un homme qui dit grand-chose de concret. Le ton et le langage employés ont paru très traditionnels. Sur certaines questions fondamentales, ses déclarations peuvent même être interprétées négativement. Le rôle dirigeant du parti ? Pas question de l'abandonner, il est inscrit dans la Constitution. Le mur de Berlin, la réunification de l'Allemagne ? « La question n'est pas à l'ordre du jour. Il n'y a rien à réunifier, car socialisme et capitalisme n'ont jamais fait bon ménage sur la sol allemande ». Pour lui, le mur ne marque pas seulement une frontière entre deux Etats, mais entre deux idéologies. « Il y a à cette frontière la plus forte concentration d'armes en Europe », dit-il.

Le mur « peut être utilisé comme une sorte de bouclier ». Pourquoi les Allemands de l'Est sont-ils dans la rue depuis plusieurs semaines - ils étaient encore plus de cinquante mille à manifester mercredi pour des réformes démocratiques ? Tout simplement parce qu'ils veulent « un meilleur socialisme », répond M. Krenz : « Beaucoup de gens sont dans la rue pour montrer qu'ils veulent un socialisme meilleur et une société rénovée. Et je pense que c'est un bon signe, l'indication que nous sommes à un tournant dans la vie de la RDA. Nous examinerons toutes les idées exprimées ».

Enfin, M. Krenz a professé les vœux les plus orthodoxes sur l'intervention soviétique en Tchecoslovaquie en 1968 : « C'était une décision du pacte de Varsovie et je n'ai rien à regretter ». Il est vrai que le numéro un est-allemand ne fait là que répéter la position de M. Egon Krenz.

Reprise de l'hémorragie vers l'Ouest

Pendant ce temps, à la frontière sud de la RDA, l'hémorragie reprend. Le 1^{er} novembre à minuit, la frontière tchecoslovaque, fermée depuis le 3 octobre aux ressortissants est-allemands pour les empêcher d'occuper l'ambassade de RFA à Prague, était rouverte et huit mille personnes s'y sont enfilées. Près de quatre cents autres sont passées par la Hongrie et l'Autriche mercredi. La mission ouest-allemande à Prague, qui a vécu cet été des moments très pénibles en raison de l'afflux de plusieurs milliers de réfugiés, a de nouveau été prise d'assaut par huit cents candidats au départ pour l'Ouest, entrés par la porte ou en escaladant les grilles. Tous ceux que les journalistes ont pu interroger se sont déclarés sceptiques à l'égard de l'avenir promis par M. Krenz.

POLOGNE : la préparation du voyage du chancelier Kohl

Controverse autour d'un projet de messe en allemand en Haute-Silésie

Un nuage lourd de menaces pèse sur la prochaine visite d'Etat du chancelier Kohl en Pologne : son intention d'assister, le 12 novembre, à une messe en allemand à l'église du Mont-Sainte-Anne, en Haute-Silésie.

BONN

de notre correspondant

Ce projet, lorsqu'il fut connu à la suite d'une indiscretion des associations de réfugiés des territoires de l'Est, a suscité une levée de boucliers en Pologne. Le quotidien du Parti communiste, *Trybuna Ludu*, trouva là matière à critiquer violemment le gouvernement de M. Tadeusz Mazowiecki et son chargé de mission pour la préparation du voyage du chancelier, le professeur Mieczyslaw Prazm. Ces derniers étaient accusés de faire bon marché de l'honneur national polonais en autorisant Helmut Kohl à se rendre dans ce haut lieu des affrontements entre Allemands et Polonais en 1921.

Le sanctuaire du Mont-Sainte-Anne (*Annaberg*, en allemand, et *Gora Swietog*, en polonais) est situé en Haute-Silésie, une région qui fut, à l'issue de la pre-

mière guerre mondiale, contestée par l'Allemagne à la Pologne. Lors d'un référendum organisé par la Société des Nations en 1921, une majorité de la population (59,6 %) se prononça pour le maintien de la Haute-Silésie dans le Reich allemand. Ce résultat provoqua une révolte des nationalistes polonais, dirigée par un ancien député au Reichstag, Wojciech Korfanty, qui se heurtèrent violemment aux corps francs allemands. La prise du Mont-Sainte-Anne par ces derniers transforma ce lieu de pèlerinage catholique en symbole de la résistance allemande contre les prétentions polonaises.

« Cohabitation pacifique »

Aujourd'hui, le chancelier Kohl fait savoir que son projet de se rendre au Mont-Sainte-Anne est une réponse à l'invitation de l'évêque d'Opole, Mgr. Alfons Nossol, un prêtre de souche allemande, qu'il avait reçu à Bonn au mois de juillet dernier. Poussés par une opinion publique très à cheval sur les principes de l'honneur national, les dirigeants de Varsovie se défendent aujourd'hui d'avoir donné leur aval à ce projet. Ils estiment avoir fait suffisamment de concessions à Bonn en autorisant que des services religieux en langue allemande puissent désormais être célébrés dans des régions où vivent encore des minorités de souche germanique, et en organisant une rencontre à Varsovie entre le chancelier Kohl et des représentants de cette minorité.

Le chancelier et le premier ministre polonais ont tenté, mardi dernier, sans succès, de mettre fin à la controverse au cours d'une conversation télé-

phonique. La chancellerie affirme aujourd'hui que l'intention du chancelier Kohl, en se rendant au Mont-Sainte-Anne, « n'est pas de célébrer la victoire des corps francs allemands, mais de manifester son respect pour la cohabitation pacifique en un lieu où les uns prient en allemand et les autres en polonais ». Dans l'entourage du chancelier, on se montre étonné que le gouvernement polonais remette en question cette étape du voyage, alors que le chef de cabinet de M. Kohl, M. Walter Neuner, avait déjà, sans objection polonaise, inspecté les lieux dans le cadre d'un voyage de préparation protocolaire.

Il paraît maintenant difficile qu'un accord soit trouvé dans lequel aucune des parties ne perde la face. Le chancelier Kohl, dont l'attitude vis-à-vis du passé demeure fondamentalement ambiguë, en dépit de discours où il ne cesse de proclamer son désir de réconciliation avec la Pologne - « à l'image de ce qui s'est passé avec la France », est en train de renouveler l'impair qu'il avait commis lors d'une rencontre avec le président Ronald Reagan : un discours au camp de concentration de Bergen-Belsen, après une visite au cimetière de Bitburg, où sont enterrés des Waffen SS, voulait transmettre au monde le message que la guerre avait été un malheur pour tout le monde. Un exercice dangereux, car il vise à satisfaire tout le monde à la fois : les sinistres partisans de la réconciliation germano-polonaise sur la base de la reconnaissance des fautes allemandes passées, et les irréductibles, pour qui l'expulsion des Allemands des territoires de l'Est est le pendant de l'extermination des Juifs par les nazis.

LUC ROSENZWEIG

(Publicité)
MAROC : DE L'AJUSTEMENT A LA RESTRUCTURATION
Le paysage économique marocain change énormément : rétablissement de grands équilibres, 10 % de croissance l'année dernière, attitude offensive du secteur bancaire, etc. Indices capital de la modernisation : une autre conception de la planification.
Dans le numéro d'octobre de *Géopolitique africaine* en librairie (diffusion Albin Michel) 12, rue du 4-Septembre 75002 PARIS

36 15
IM
Le service télématique expert de l'emploi des cadres

EUROPE

Les périls de la perestroïka économique

Suite de la première page

Pour ce qui est de l'industrie alimentaire, les résultats de « réformes » entreprises, sont inférieurs à ceux de l'année dernière, et l'augmentation des importations (6 milliards de roubles supplémentaires en valeur à la vente) n'a pas réussi à regarnir les étagères du commerce de détail.

Le niveau d'approvisionnement en produits alimentaires de première nécessité s'est ainsi « dégradé dans de nombreuses régions du pays » tandis que le salaire mensuel moyen passait de 216 roubles à 236 et augmentait donc tout à la fois la pression inflationniste et le déséquilibre social. La seule production en hausse notable demeure celle du papier-monnaie (+ 17 %) qui va grossir les dépôts bancaires dont le montant frôle maintenant les 320 milliards de roubles.

Avec sept millions de journées de travail perdues de janvier à septembre, le comité d'Etat pour les statistiques met en accusation la multiplication des grèves, notamment liées aux conflits interethniques. Elles ont, c'est certain, joué — et joueront — leur rôle de même que le pur et simple sabotage auquel se livrent de nombreux cadres intermédiaires soit par volonté délibérée de faire échouer la perestroïka soit, plus prosaïquement, par intérêt financier.

Transition hâtée

Car en amplifiant les pénuries, ceux des apparatchiks qui arrondissent leurs fins de mois en alimentant le marché noir multiplient spectaculairement à la fois la demande et leurs profits.

Entre ceux qui installent la pagaille pour mieux prouver qu'elle existe et ceux qui la développent pour s'enrichir, entre les

grèves économiques et les grèves politiques, les difficultés d'application des réformes ne manquent pas.

Non pas que rien n'ait été fait ni aucune idée mise en avant. Rien au contraire, les choses bougent — plutôt vite même puisque la loi est en train d'offrir un cadre légal à la désattribution de l'agriculture et de l'industrie, en différenciant les formes de propriété. C'était là l'indispensable premier pas, et la propriété privée, dont les coopératives ne sont qu'un embryon, acquiert ainsi droit de cité aux côtés des propriétés fédérales, républicaines et municipales.

Misère rampante

Vicieusement, c'est un changement de régime économique, c'est-à-dire de régime tout court, que M. Gorbatchev fait légaliser sans grand bruit par le Soviet suprême. Parallèlement, les pays baltes et plusieurs autres Républiques préparent leur passage à l'« autonomie comptable » à l'ombre de laquelle la différenciation du paysage économique soviétique va bientôt devenir réalité.

De même qu'il y a eu en des réformes politiques apparemment confuses et limitées ont ouvert la porte à une véritable vie parlementaire « déjà » grise aujourd'hui de plusieurs parties des réformes économiques beaucoup plus imparfaites encore annoncent en ce moment des changements d'ampleur. Lesquels ? Personne, en réalité, ne le sait car la seule certitude aujourd'hui est que les périodes de transition sont par définition hâtées et que l'ancien système ne marche déjà plus alors que le nouveau se cherche toujours.

Pour le reste, non seulement personne ne peut réellement prévoir ce que va créer l'appel d'air, mais il

n'y a pas non plus d'accord sur ce qui serait souhaitable. Sans même parler des conservateurs, pour lesquels il serait largement suffisant d'assumer et de contrôler l'actuelle gestion centralisée, les réformateurs sont profondément divisés.

Les uns rêvent, et le disent de plus en plus ouvertement, de ne garder du socialisme que ses préoccupations sociales originelles et de marcher à grands pas vers la restauration du marché et l'instauration d'un Etat redistributeur. Ceux-là se réclament des modèles sociaux-démocrates, allemand et scandinaves en premier lieu. Très haut placés dans la hiérarchie du parti, certains d'entre eux pensent déjà aux possibilités de rapprochement avec la Deuxième Internationale et, à terme, de réunification du mouvement socialiste tel qu'il avait existé avant la sécession bolchévique et la création de la Troisième Internationale.

Politique, cette vision ne débouche cependant sur aucune conception économique précise de la transition à mener, alors que d'autres réformateurs — qui se réclament également de la social-démocratie — sont, eux, partisans de thérapies de choc. Sans vérité des prix, libre convertibilité du rouble, réduction massive des effectifs, suppression des subventions et cession massive de la terre et des moyens de production, il sera impossible, pensent-ils, d'espérer le moindre décollage.

L'énigme avec eux-mêmes, ils proposent donc de ne plus reculer devant l'indéfinissable et de payer sur plus tôt le prix social nécessaire — c'est-à-dire de ne pas attendre qu'il augmente. Imparables, leurs arguments ont toute la rigueur de ceux de Mme Thatcher, mais la différence entre l'Union soviétique et la Grande-Bretagne est que plus de quarante millions de personnes vivent ici au-dessous du seuil de pauvreté — du seuil de pauvreté

soviétique, — que la misère est rampante, le sort des retraités abominable, les équipements collectifs en ruine et que la plus grande des pénuries est encore celle de logements.

Infirmer à ce pays une brutale cure d'austérité alors qu'il est déjà secoué de grondements souterrains, c'est donc tout simplement prendre le risque d'une révolution en précipitant des millions de gens dans la misère la plus noire. Cela passe par une dictature ou y aboutit. Cela condamne aussi à s'appuyer soit sur l'appareil du parti, soit sur



Dessin des Nouvelles de Moscou

celui du KGB, qui deviendrait alors maître du jeu. Si, dans un cas, le projet économique manque, le réalisme politique est totalement absent dans l'autre.

C'est ainsi que le mot d'« impasse » devient l'un des mots-clés du vocabulaire politique soviétique et que le pouvoir en arrive à abreuver le pays de manières nouvelles sans ouvrir la moindre perspective. Par moments, ce spectacle évoque celui d'Anna

Karina palmodiant dans Plerrot le fou : « J'ai pas quoi faire, qu'est-ce que j'ai fait ? », et lorsque M. Gorbatchev a convoqué, la semaine dernière, une réunion des plus célèbres économistes du pays, ce conseil du royaume a fait un peu paléon.

Non qu'on n'y ait pas entendu de choses intéressantes. Quand on lit dans le compte rendu de la Pravda qu'un académicien, M. Chataline, déclare qu'il ne voit « rien d'effrayant dans la social-démocratie et que le parti n'était pas pire lorsqu'il s'appelait Parti ouvrier social-démocrate de Russie », on se dit que les communistes hongrois pourraient bientôt passer pour conservateurs. Et cela d'autant plus qu'on a aussi entendu M. Alekseev, un directeur d'institut de philosophie, expliquer que « le point de repère [devait être] le socialisme démocratique, de marché, qui doit adopter les valeurs social-démocrates justifiées par l'histoire et la pratique, de propriété, liberté et individualité ».

L'approche social-démocrate

Pour le déplorer, semble-t-il, M. Laptrev, de l'Institut de l'Etat et du droit, a également diagnostiqué un « glissement insensible d'une approche communiste à une approche social-démocrate », auquel ont effectivement cédé beaucoup d'autres orateurs. Déjà sensible dans le domaine politique, le recul idéologique du bolchevisme s'accroît à tel point d'ailleurs que, dès le début du mois d'octobre, le directeur de l'Institut de l'économie socialiste mondiale, M. Bogomolov, avait pu demander dans une interview retentissante au quotidien des Jeunes communistes si les socialistes d'Europe occidentale ne constituaient pas « la seule réalisation concrète, dans les conditions contemporaines, sans utopie et sans illusions, de nombreuses idées socialistes ».

Il n'a pas encore été menacé d'exclusion du parti, ne le sera pas, et la seule critique qu'il élève, lors de cette réunion, M. Gorbatchev contre l'idée du passage sur

« les rails sociaux-démocrates » est qu'il ne faudrait pas vouloir, une fois de plus, faire table rase du passé mais partir des « réalités ». Appel aux petits pas, aux tâtonnements progressifs et aux évolutions négociées, toute son intervention était une critique implicite de l'idée de rupture, de passage brutal d'un modèle à l'autre de l'idée révolutionnaire en fait, car il ne faut pas tomber « à nouveau, à-t-il dit, dans l'utopie ».

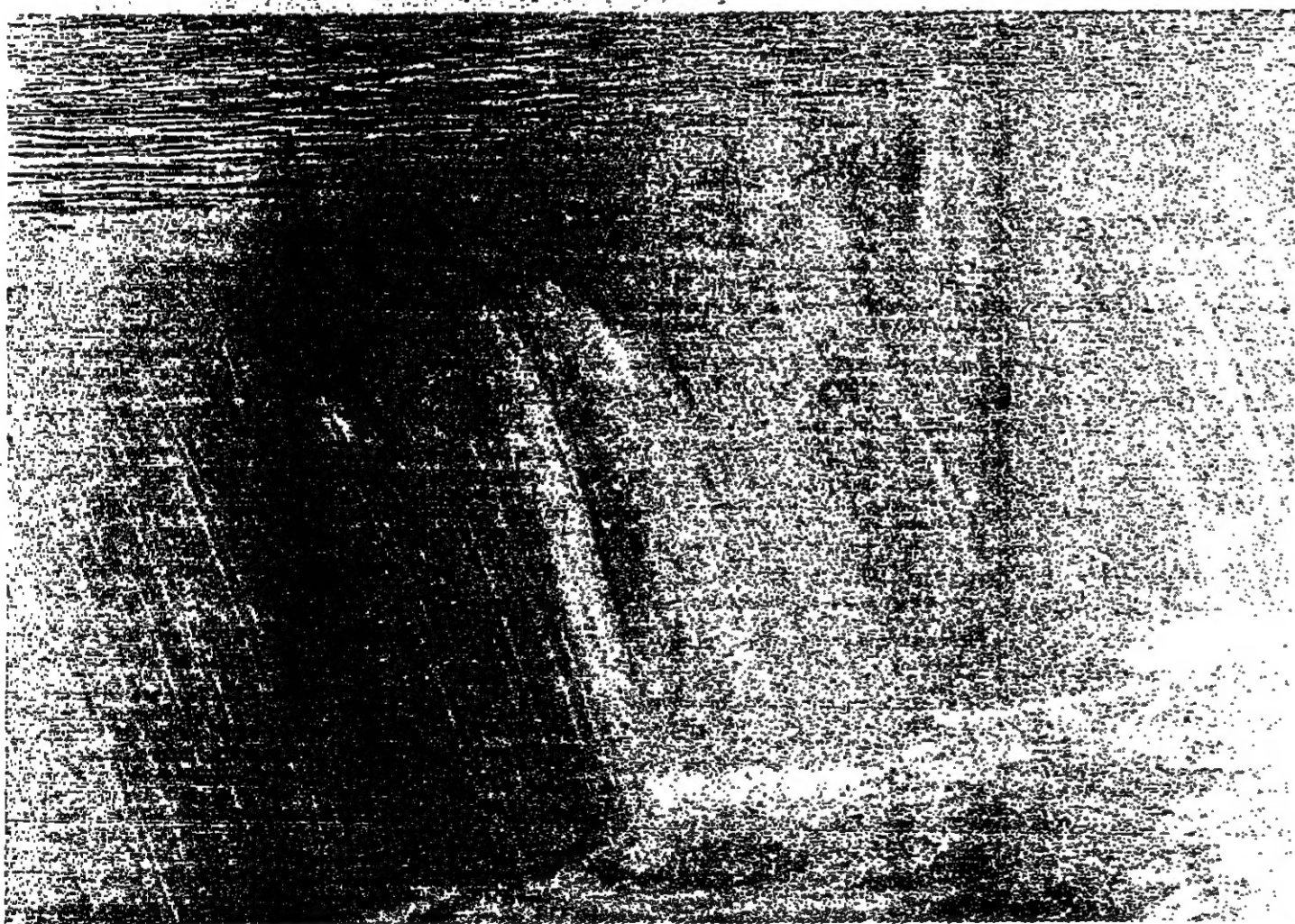
Si l'on admet l'idée que les révolutions anticommunistes ne sont pas a priori plus souhaitables que les révolutions anticapitalistes non seulement le propos se tient, mais il prouve aussi que l'expérience historique n'est pas toujours vaine ni le surplace condamnable.

L'ennui reste cependant que M. Gorbatchev n'ait guère plus d'idées concrètes à avancer que le brillant parterre qu'il avait rassemblé. Un consensus est en train d'émerger enfin autour de la nécessité d'éponger au plus vite la masse monétaire en lançant un emprunt et en vendant terres et appartements. L'ensemble des réformateurs a naturellement aussi souhaité que les nouvelles lois sur la propriété soient introduites au plus vite : bref, on a dit qu'il fallait abandonner le communisme et se dépêcher.

C'est ce qui se fait, mais avant que les rythmes, les directions, les limites, le type d'économie de marché souhaitable et possible puissent être mieux définis, il faudra du temps. Le temps d'abord que M. Gorbatchev ait pu obtenir du congrès du parti, en octobre 1990, un complet renouvellement de l'appareil. Le temps que les promesses de détente avec les Etats-Unis débouchent, en marge des prochains sommets, sur de nouvelles possibilités de coopération économique internationale. Le temps surtout que l'évolution des lois et des rapports de forces, la décentralisation, le remodelage progressif du paysage économique — la pratique et la vie et non pas une nouvelle idéologie — aient tracé de nouvelles perspectives.

Il faut du temps, et pourtant le temps presse...

BERNARD GUETTA



AU-DELA D'UNE CERTAINE FREQUENCE D'ECHANGES, LE PROBLEME N'EST PLUS DE LES DEVELOPPER MAIS DE LES GERER.

Transpac, architecte de l'EDI, Echanges de Documents Informatisés.

Plus une entreprise se développe, et plus nombreux deviennent ses échanges avec son environnement économique et social.

Comment les rationaliser et les optimiser pour gagner en productivité ? L'EDI met en œuvre une procédure à la fois plus rapide, plus économique et plus fiable. Il libère l'entreprise de la lourdeur bureaucratique et des dépenses qu'elle entraîne. Il lui procure un gain à tous les niveaux de son activité : production plus efficace, rotation des stocks accélérée, livraisons et paiements plus rapides, gestion de trésorerie améliorée.

L'EDI concerne toutes les entreprises et organisations industrielles et tertiaires. Fédérateur et plaque tournante de la communication inter-entreprises, partenaire central des acteurs de l'EDI, TRANSPAC se devait d'en être aussi l'architecte. C'est déjà une réalité dans l'automobile, le négoce, la presse, avec les programmes GALIA, EDONI, TAM.

Ce le sera bientôt dans l'électronique, l'aéronautique, la banque, l'agro-alimentaire, l'assurance, l'administration. La compétitivité des entreprises françaises passe désormais par l'EDI. TRANSPAC leur en assure les moyens.

TRANSPAC est une filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM). TRANSPAC, 33 av. du Maine, 75755 Paris Cedex 15. Tél. : (1) 45.38.88.88.

TRANSPAC

UN ELAN POUR LES ENTREPRISES

سكراش الاصل

حکومت من الامم

AMÉRIQUES

BRÉSIL : l'élection présidentielle du 15 novembre

Entrée en lice d'un « amuseur »

Coup de théâtre à deux semaines de l'élection présidentielle : un nouveau candidat entre en lice, qui risque de faire des dégâts dans le camp des favoris. Il s'agit d'une vedette de la télévision, Silvio Santos, animateur depuis de nombreuses années d'un programme dominical qui lui vaut une énorme popularité.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

M. Santos est propriétaire de la chaîne où il se produit, SBT, qui est la deuxième du pays, ainsi que d'autres entreprises dont le chiffre d'affaires global est estimé à 300 millions de dollars par an.

La nouvelle a jeté la consternation dans les milieux politiques et le patronat. Elle provoque les sarcasmes de la presse, qui parle de « cirque électoral ». La *Folha de São Paulo* écrit que de Gaulle avait bien raison de dire que « le Brésil n'est pas un pays sérieux », commentaire prêté au général lors d'un conflit franco-brésilien sur la pêche. Le *Jornal da Tarde*, également de São Paulo, titre : « C'est la fin de tout ! ». Silvio Santos est en effet un amuseur, qui avoue lui-même « ne rien comprendre à la politique ». Il n'a ni programme ni parti, et son expérience se limite à celle qui lui a permis, à cinquante-huit ans, de dominer un empire commercial en pleine prospérité.

D'origine grecque (son vrai nom est Abravanel), il a débuté dans la vie comme camelot, avant de faire de la radio. Il est devenu célèbre en animant une sorte de loterie télévisée, le « *Bahut du bonheur* », qui va jusqu'à offrir aux gagnants des voitures et des maisons. La voix chaude, la souris épanoui, il est le divertissement dominical - son programme dure dix heures - des petites gens. Autant dire que, dans un pays où les « petits » sont nombreux, ainsi que les illettrés, il peut

espérer faire un beau score. C'est ce que les spécialistes lui prédisent, et ce dont il s'est convaincu : « *Quelque chose me dit que je dois être président* », dit-il aux journalistes pour toute explication. Mais sa candidature n'obéit pas seulement à une impulsion personnelle. Elle est aussi le fruit d'une manœuvre partie de haut, car télécommandée par le président Sarney.

Ce dernier a déclaré à plusieurs reprises qu'il n'entendait pas intervenir dans sa succession. En fait, il n'a cessé de manœuvrer dans l'ombre pour trouver un candidat avec quelque chance de succès qui garantisse la survie du clan actuellement au pouvoir : ministres et entourage personnel, hauts chefs militaires, dirigeants de groupes économiques privilégiés, qui entendent bien continuer à pour des faveurs distribuées avec largesse ces dernières années.

L'actuel favori des sondages, Fernando Collor, présenté par ses adversaires comme le candidat de la continuité, est en réalité très mal vu à la présidence. Il faut dire qu'il n'a jamais épargné M. Sarney, qu'il traite d'« *Incompétent* » et de « *corrompu* ». De plus, d'une forte personnalité, bien décidé à ne se lier les mains avec personne, il est jugé « *peu fiable* » par ceux qui l'appuient, notamment les milieux d'affaires, qui l'ont choisis uniquement en raison de sa popularité.

Un tour de passe-passe

Face à la piètre performance, pendant la campagne, des autres candidats capables de le rassurer, le président a porté ses regards ailleurs. L'un des industriels les plus puissants du pays - et aussi l'un des plus estimés - Antonio Ermirio de Moraes, président du groupe Votorantim, a révélé que M. Sarney lui avait demandé au début de septembre de se lancer dans la course, et qu'il avait refusé, jugeant qu'entrer en campagne à mi-parcours serait « *opportunisme* ».

C'est alors que le nom de Silvio Santos a surgi. Les inscriptions pour le scrutin étant closes, et la campagne officielle à la radio et à la télé ayant déjà commencé, il fallait, pour que la vedette de télé puisse se présenter, qu'un des hommes en lice se désiste en sa faveur. La législation électorale brésilienne permet ce genre d'opération ; ce n'est pas sa seule originalité.

L'obscur candidat d'un non moins obscur parti municipaliste a donc laissé son siège - et ses cinq minutes d'antenne quotidienne - à l'animateur du « *Bahut du bonheur* » le 31 octobre. Il reste au tribunal supérieur électoral à se prononcer. Mais personne ne doute, apparemment, qu'il entrainera ce tour de passe-passe.

Silvio Santos n'aura que quelques jours - et guère plus d'une demi-heure de télé - pour faire campagne. Mais il se dit sûr de lui : tout le monde le connaît. Les indécis (plus de la moitié de l'électorat) ont avec lui un champion tout trouvé. Les plus pauvres, les plus malmenés des Brésiliens aussi : ceux qui rêvent chaque dimanche devant les gros lots télévisés. Ce sont les mêmes gens qui, depuis plusieurs mois, ont donné à Collor la première place dans les sondages.

Le plus irrité par la manœuvre présidentielle n'est pourtant ni Collor, ni Brizola, ni Lula, les deux autres concurrents bien placés, mais Ermirio de Moraes, qui a traité Sarney de « *voyou* » - une épithète à ajouter à un palmarès déjà bien fourni. Beaucoup de Brésiliens enragent à l'idée que le scrutin du 15 novembre, qui doit signifier leur retrouvaille avec l'élection du président au suffrage universel, après vingt-neuf ans d'interruption, puisse être troublé par la présence d'un candidat que le même Ermirio de Moraes compare à celle d'un « *singe dans un magasin de porcelaine* ».

CHARLES VANHECKE

NICARAGUA : à trois mois des élections

Résignation navrée à Washington

Une indignation molle et aucune velléité d'action : les États-Unis ont réagi à la rupture du cessez-le-feu par les sandinistes par des déclarations navrées, tout en excluant clairement la reprise d'une quelconque aide militaire aux « *contras* », au moins jusqu'à la date prévue pour les élections au Nicaragua.

WASHINGTON

de notre correspondant

Le porte-parole de la Maison Blanche a parlé d'« *affront à l'hémisphère [en sens de continents américains]* » et a souligné que le président Ortega confirmait par là son « *désir de se maintenir à tout prix au pouvoir* ». Quant au porte-parole du Département d'État, il s'est contenté d'« *espérer que le gouvernement du Nicaragua reviendrait sur cette regrettable décision qui amène à se poser de sérieuses questions sur son intention de respecter le processus électoral* ».

Sans doute le président Bush lui-même s'est vaguement montré les dents, en déclarant lors d'une interview que l'attitude des États-Unis « *changerait de 180 degrés* » si les sandinistes lançaient une offensive d'envergure contre les « *contras* ». Mais de hauts responsables de l'administration se sont empressés peu après de préciser que les propos de M. Bush ne signifiaient nullement que le président envisageait de demander au Congrès une reprise de l'aide militaire.

En fait, même s'il en avait l'intention, ses chances de succès seraient présentement infimes. Les sénateurs avaient certes condamné à l'avance, mardi, et avec une belle unanimité, l'intention manifestée par M. Ortega de rompre le cessez-le-feu. Mais dès lors que le président du Nicaragua est passé à l'acte, seuls quelques rares sénateurs

républicains ont réclamé que des armes soient à nouveau livrées aux combattants antisandinistes, qui n'en reçoivent plus depuis février 1988.

L'initiative de M. Ortega rend à peu près certain, en revanche, le maintien de l'aide dite humanitaire, d'un peu moins de 5 millions de dollars par mois, qui doit, aux termes d'accords passés entre la Maison Blanche et le Congrès, être versée jusqu'en février prochain - c'est-à-dire jusqu'aux élections. Il semble en effet exclu que dans les circonstances présentes les commissions du Congrès utilisent la possibilité que leur avait concédée la Maison Blanche de s'opposer à la poursuite de cette aide.

« Cet animal indétricable »

Lorsque, à la fin de la semaine dernière, M. Ortega avait rompu le bel ordonnance du sommet interaméricain de San José en déclarant son intention de rompre le cessez-le-feu et de frapper durement les « *contras* », l'administration avait constaté avec satisfaction que les autres participants avaient très peu apprécié ce coup d'éclat. M. Bush, qui la veille s'était laissé « *attirer* » dans une brève rencontre amicale avec M. Ortega - ce dernier avait aussitôt fait diffuser la photo de l'événement, au grand dam de la Maison Blanche - en avait alors des mots fort durs contre « *cet homme petit, cet animal indétricable qui fait irruption dans une garden-party* », tandis que les responsables américains se frottaient

les mains à l'idée que M. Ortega ait pu commettre une bourde aussi monumentale.

La jubilation aura été de courte durée, car maintenant que M. Ortega a franchi le pas, la Maison Blanche ne peut que constater son impuissance et miser, fautive ou non, sur les pressions que pourraient exercer sur M. Ortega ses pairs centre et sud-américains (M. Bush a téléphoné à plusieurs d'entre eux mercredi). Mais la méthode a clairement montré ses limites dans le cas du Panama.

Pour l'instant, les officiels veulent encore espérer que l'armée sandiniste ne lancera pas une attaque de trop grande envergure - tout comme ils veulent espérer que la menace, exprimée mercredi par M. Ortega, de ne pas laisser se tenir les élections, restera sans suite. Mais s'ils n'ont pas forcément d'illusion sur le résultat de ces élections, les responsables américains souhaitent vivement qu'elles permettent de créer une atmosphère qui permettrait aux « *contras* » de ne plus craindre de rentrer au Nicaragua. Car les États-Unis n'ont pour leur part aucune intention d'accueillir sur leur sol ces paysans que le président Reagan appelle les « *combattants de la liberté* », que le Congrès a alternativement armés et désarmés au gré de ses joutes politiques avec la Maison Blanche, et qui, même plus ou moins laissés à leur triste sort, perpétuent le désagréable souvenir d'un échec que tout le monde aimerait à présent oublier.

JAN KRAUZE

Le gouvernement nicaraguayen suspend le cessez-le-feu

Suite de la première page

Le commandant Ortega a expliqué qu'il avait dû prendre cette décision à la suite de l'infiltration au Nicaragua au cours des dernières semaines de quelque trois mille rebelles venus renforcer les deux mille autres qui se trouvaient déjà à l'intérieur. Plusieurs sources confirment ces mouvements mais mettent en doute, en revanche, les accusations du gouvernement sandiniste selon lesquelles la Contra serait à l'origine des affrontements meurtriers survenus en octobre, en particulier l'embuscade de Rio Blanco (dix-neuf soldats tués) et l'attaque contre la coopérative de San-Miguelito (quatre morts) près de la frontière avec le Costa-Rica. Les dirigeants de la Contra rejettent toute participation dans ces opérations et accusent même les sandinistes de les avoir montées de toutes pièces pour justifier la suspension du cessez-le-feu.

Une décision politique

Le chef d'état-major des rebelles, le commandant « *Franklin* » (vrai nom : Galeano de San José) a déclaré, mercredi, à une radio costaricienne, que « *les sandinistes avaient monté le coup de San Miguelito* ». « *C'est curieux, ajoute-t-il, que cet incident soit survenu juste au moment où ils avaient cessé d'un prétexte pour suspendre le cessez-le-feu. Ils ont fait un grand spectacle pour l'opinion publique internationale en emmenant la presse et les observateurs internationaux à bord de dix hélicoptères. Si nous avions vraiment été dans les parages, les deux frères Ortega et Borge (ministre de l'Intérieur) n'auraient pas pris le risque de survoler la région* ».

La Contra a, en effet, abattu plusieurs hélicoptères soviétiques ces dernières années grâce aux missiles Red Eye. Selon le candidat à

la vice-présidence de la République pour l'Union nationale d'opposition (UNO), coalition de quatorze partis, des communistes à la droite, M. Virgilio Godoy, « *la décision d'Ortega n'a rien à voir avec la situation militaire : c'est une décision politique provoquée par la crainte du front sandiniste de perdre les élections* ».

Il y a, en effet, plusieurs éléments troublants dans la démarche du président Ortega qui, jusqu'à tout récemment, répétait à tous vents que la Contra était « *morte et enterrée* », qu'elle n'avait plus la capacité de mener des opérations militaires et qu'elle s'était transformée en une bande de voleurs affamés. Comment expliquer cette soudaine réapparition alors que le Congrès des États-Unis a accepté d'accorder une aide « *humanitaire* » aux rebelles (50 millions de dollars jusqu'aux élections) à condition qu'ils ne mènent aucune opération offensive contre l'armée sandiniste ? Celle-ci en revanche a profité de la situation pour mener des opérations de « *nettoyage* » et s'est vaine publiquement au cours des dernières mois d'avoir réussi à démanteler la base logistique de la Contra, arrêtant notamment la plupart des paysans qui s'occupaient des liaisons et de l'approvisionnement.

S'il est vrai que les rebelles ne manifestent guère d'empressement à déposer les armes, il reste que l'accord de la semaine dernière, par lequel le gouvernement nicaraguayen doit créer les conditions nécessaires - processus de réconciliation nationale et démocratisation - pour les inciter à se désarmer « *volontairement* ». Or Managua n'a toujours pas proclamé d'amnistie générale et démantelé encore entre treize cents et six mille prisonniers politiques (selon les sources), ce qui explique l'extrême méfiance des « *contras* » à l'égard des sandinistes.

Enfin, dernier élément troublant : la colère du président Ortega intervient au moment où les sondages lui sont de plus en plus défavorables et révèlent une forte progression de la candidature de l'opposition, M^{me} Violeta Chamorro. Comme s'il voulait repousser le spectre instantané d'une éventuelle défaite, M. Ortega répète sans cesse que « *la grande majorité du peuple est avec le front sandiniste et que les élections sont déjà gagnées* ». De toute manière, ajoute-t-il catégoriquement, si l'impossible arrivait - une victoire de l'opposition - « *je ne pourrais pas remettre le pouvoir car celui-ci appartient au peuple et je ne peux pas donner ce qui ne m'appartient pas* ».

BERTRAND DE LA GRANGE

(Publicité)

La voix d'un humanisme russe oublié...

Préoccupé par un nouveau génocide arménien qui s'annonce
Mettant devant leurs responsabilités les dirigeants d'URSS
et tous les autres gouvernements !

A. SAKHAROV lance un « Appel à tous »

Prix Nobel de la Paix

Je m'adresse aux organisations arméniennes de tous les pays
et à tous ceux qui se souviennent du destin du peuple arménien.

Je les appelle à s'adresser à leurs gouvernements respectifs
pour entrer en contact avec le gouvernement d'URSS
afin d'obtenir l'organisation d'un pont aérien :

- pour transporter en Arménie et dans le Haut-Karabakh
des produits alimentaires, carburants et autres objets
de première nécessité,

- pour sauver la vie des gens qui se trouvent dans le blocus.

Je les appelle à rassembler les moyens
pour réaliser cette action humanitaire.

A. SAKHAROV.

Message envoyé au Centre d'études arméniennes
qui organise la manifestation

JUSTICE POUR L'ARMÉNIE

GRAND AUDITORIUM
DU PALAIS DES CONGRÈS DE PARIS

PORTE MAILLOT

LUNDI 6 NOVEMBRE 1989 à 20 H 30

Renseignements et soutien pour la région parisienne
12, avenue Carnot, 94230 CACHAN
Tél. : 46-65-50-65

PÉROU

L'armée est chargée
de la sécurité
dans la capitale

Le gouvernement péruvien a officiellement décidé, mercredi 1^{er} novembre, selon les agences américaines UPI, d'envoyer à l'autorité militaire la sécurité dans la capitale et dans le port de Callao.

Cette mesure intervient à l'approche des élections municipales, qui doivent se dérouler le 12 novembre prochain, et a été prise en raison de la multiplication des actions perpétrées par le Sendero lumineux. Les guérilleros tentent en effet depuis le mois d'août d'imposer un boycottage de ce scrutin. Comme nous le signalait notre correspondant à Lima, le journal porte-parole du Sendero, *El Diario*, avait annoncé que les « *exploiteurs du vieux Etat bureaucratique et les opportunistes* devaient choisir entre démissionner ou abandonner leur poste, sous peine d'être exécutés ». Depuis cet avertissement, deux cents maires ont renoncé à leur tâche et soixante-trois autres, récalcitrants, ont été tués.

Dans la journée de mercredi, près de deux cents guérilleros du Sendero lumineux se sont attaqués au canal 11 de télévision, propriété de Ricardo Belmont, l'un des candidats à la mairie de la capitale. Armés de fusils automatiques et de dynamite, les guérilleros se sont violemment heurtés aux forces de police. Trois rebelles ont été tués et une vingtaine de personnes blessées, dont un sergent de police. La police a procédé à l'arrestation de cent cinquante suspects.

COLOMBIE

Assassinat d'un parlementaire
et d'un magistrat

Bogotá. — Un parlementaire conservateur et un magistrat ont été assassinés presque simultanément, mercredi 1^{er} novembre, à Bogotá et à Medellín. Luis Francisco Madero, soixante-deux ans, député conservateur de l'opposition, a été abattu à l'entrée de son domicile, situé dans le quartier nord de la capitale, par un jeune homme qui a pris la fuite à pied. Le juge Mariela Espinosa Arango, quarante ans, a été tué par des rafales de mitraillette tirées par les occupants de deux véhicules.

Ces deux assassinats sont à l'évidence liés au trafic de drogue. Le juge Espinosa appartenait à la chambre pénale du tribunal supérieur de Medellín et avait à ce titre la haute main sur les affaires de trafic de cocaïne. Le député Madero était le représentant de la région de Rio-Negro, où se trouve la ville de Pachón, ancien fief de Gonzalo Rodríguez Gacha, l'un des principaux dirigeants du cartel de Medellín. — (AFP.)

**JUSQU'ICI, POUR ALLER À NEW YORK
AU DÉPART DE BORDEAUX, MARSEILLE,
MONTPELLIER, NANTES OU TOULOUSE,
UNE DROLE DE REGLE VOUS OBLIGEAIT
À PASSER PAR PARIS.**

NEW YORK

PARIS

BORDEAUX
MARSEILLE
MONTPELLIER
NANTES
TOULOUSE

**UTA
OUVRE NEW YORK
DIRECT.**

Aussi incroyable que cela puisse paraître, Bordeaux, Marseille, Montpellier, Nantes et Toulouse ne sont pas des banlieues de Paris.

La vieille habitude de vous obliger à passer par Paris prouve en tout cas que ce n'est pas encore évident pour tout le monde.

Bref, UTA introduit un nouveau concept pour gagner New York : la ligne directe.

Ça ne changera peut-être pas votre vie, mais ça vous évitera d'avoir à changer d'aéroport, de compagnie ou d'avion à Paris.

Dans de telles conditions de confort, on regrette presque que le vol soit si court.

Pour tout renseignement complémentaire, consultez UTA ou votre agent de voyages.

UTA

NOUS NOUS BATTONS POUR LIBÉRER LE CIEL

5521 من الامم

حکومت من الامم

DIPLOMATIE

Les 2 et 3 décembre

MM. Bush et Gorbatchev se rencontreront au large de l'île de Malte

Le sommet américano-soviétique des 2 et 3 décembre prochain se déroulera au large de l'île de Malte, ont annoncé, conjointement, mercredi 1^{er} novembre, la Maison Blanche et l'agence Tass. Cette décision a été prise après accord avec les autorités maltaises, a précisé la présidence américaine dans un communiqué.

Le « sommet marin » aura lieu cependant dans les eaux internationales, permettant ainsi à MM. Bush et Gorbatchev d'être en territoire américain puis soviétique suivant le bâtiment à bord duquel ils se trouvent. La Maison Blanche a confirmé mercredi que, du côté américain, le navire sera un croiseur. Selon les observateurs, il pourrait s'agir du *Belknap*, le navire amiral de la 6^e flotte, doté d'équipements de télécommunications ultraperfectionnés.

Le numéro un soviétique doit effectuer une visite officielle en Italie du 29 novembre au 1^{er} décembre, ce qui avait fait penser un moment que le sommet se tiendrait à proximité de l'Is-



« Le Soir » du 2 novembre 1989.

lie. Par ailleurs, à la Valette, le gouvernement maltais a annoncé que MM. Bush et Gorbatchev avaient demandé à rencontrer séparément le premier ministre,

M. Eddie Fenech Adami, avant le sommet. Leurs visites seront les premières effectuées par des chefs d'Etat américain et soviétique à Malte. — (AFP, Reuters.)

Le 54^e sommet franco-allemand

MM. Kohl et Mitterrand préparent le conseil européen de décembre

Le cinquante-quatrième sommet franco-allemand devait s'ouvrir jeudi 2 novembre après-midi à Bonn, sous la présidence de MM. Kohl et Mitterrand. M. Michel Rocard participe également à cette rencontre, ainsi que plusieurs ministres de part et d'autre. Le chef de l'Etat français devait avoir plusieurs tête-à-tête avec M. Helmut Kohl et un entretien jeudi après-midi avec le président de la République fédérale, M. Richard von Weizsäcker.

Les conversations devaient porter sur la situation dans les pays de l'Est et sur la préparation du sommet européen des 8 et 9 décembre à Strasbourg. Bonn a d'ores et déjà approuvé la proposition de M. Mitterrand de convoquer à l'automne

1990 une conférence intergouvernementale chargée de réviser les traités européens pour permettre la constitution d'une union monétaire européenne. La France et la RFA soutiennent d'autre part l'adoption d'une charte sociale européenne. MM. Kohl et Mitterrand devraient examiner lors de leurs entretiens les moyens de surmonter les réticences de M^{me} Thatcher dans ces deux domaines.

Les deux hommes présideront d'autre part vendredi la réunion du Conseil de défense franco-allemand créé l'année dernière.

La délégation française doit regagner Paris dans l'après-midi.

« La Nation orpheline », un livre d'Anne-Marie Le Gloannec

Le laminage des « a priori » sur les deux Etats allemands

Le livre d'Anne-Marie Le Gloannec sur l'Allemagne ne pouvait arriver plus à propos. Alors que la RDA, à son tour, est prise dans la tourmente qui emporte les communistes archaïques, chacun sent bien qu'une échéance impré-

visible se rapproche et que l'Europe devra accoucher de nouveaux équilibres qui cherchent en Allemagne leur centre de gravité. Devant ce mouvement qui nous affecte directement, nous prenons la mesure de notre ignorance quant aux affaires germaniques. Une génération découvre aujourd'hui seulement la « question allemande » et se sent démunie; d'autres, plus anciennes, ne font que la redécouvrir, mais elles n'ont pas pris garde qu'elle a vingt ou quarante années bien de l'eau à couler sous les ponts.

Tous ceux qui, dans cette conjoncture, éprouvent le besoin d'être informés s'adressent à ce livre d'Anne-Marie Le Gloannec, dont le but n'est ni de défendre ni de récuser aucune thèse, mais dont sortent laminés les jugements à l'emporte-pièce, les approximations et les « a priori » qui nous ont trop souvent cours à propos de l'Allemagne.

C'est le travail d'une universitaire; et l'on y trouvera fort opportunément — outre les principaux textes de base et une imposante bibliographie — un utile rappel historique des diverses formes qu'ont prises les relations franco-allemandes, dans les vingt années d'après-guerre, pour répondre cette problématique allemande triangulaire qui est le sujet du livre : les relations que peuvent entretenir une nation et deux Etats. De la doctrine Halstein, en vertu de laquelle la République fédérale crut un temps pouvoir refuser le contact avec tout Etat récommuni-quant la RDA, à la proposition de Staline d'une réunification en dehors des alliances, c'est-à-dire d'une Allemagne neutre, des plans de réunification que conçoit les libéraux et le SPD au lancement de l'Ostpolitik, en passant, entre autres, par la fameuse « solution autrichienne » (la libéralisation de la RDA sans réunification), la ligne Adenauer ne fut jamais vraiment — et ce jusqu'à aujourd'hui — certains cercles politiques, on mesure ce que furent les hésitations, à l'Est comme à l'Ouest. Puis la reconnaissance — fléchissement — des deux Etats l'un par l'autre permit que s'instaurât entre eux une « relation spéciale », sur laquelle, toute l'Europe put dorénavant s'appuyer relativement tranquille pendant les vingt années suivantes.

Mais le grand mérite de ce livre, c'est qu'il va bien au-delà des schèmes abstraits de la géopolitique, qu'il y met de la chair et que l'Allemagne prend corps, dans sa très riche, très dense complexité.

Fonder une identité

Les deux sociétés allemandes sont orphelines, dit Anne-Marie Le Gloannec, et c'est par ce manque — que tout le monde pressent mais dont peu d'auteurs français ont tenté une aussi fine approche — qu'elle éclaire notamment tous les mouvements qui ont agité la société ouest-allemande ces dernières années, au gré depuis que l'anticonformisme n'a plus suffi en République fédérale à fonder une identité. Ainsi défilent les manifestants écologistes, qui tendent, explique-t-elle, une sorte de réappropriation de l'histoire par le bas, territoriale, et « empilèrent » sans cette abstraction que l'Allemagne avait jusqu'alors été pour eux; puis les divers tenants du retour au « Heimat », au terroir, aux traditions germaniques; plus récemment, les historiens révisionnistes, qui déclenchèrent outre-Rhin une magistrale querelle; ou bien encore les partisans d'un regain de la notion de MittelEu-

ropa, avec les risques qu'elle comporte, à savoir l'idée de l'Allemagne comme « puissance du milieu », dominante.

De ce vide résultant de la rupture historique et qui, comme tout vide, demande à être comblé, les dirigeants ouest-allemands ont été conscients, précise Anne-Marie Le Gloannec; ils ont cherché, avec un inégal bonheur, à en limiter les risques.

Le livre s'arrête en septembre, juste avant l'élection de M. Honecker. Mais le décor est intégralement campé pour la suite. Chez les libéraux et les conservateurs ouest-allemands, « le pari qu'avait fait Adenauer a toujours cours : le noyau de la Communauté européenne attirera un jour l'Europe entière et l'unifiera », écrit Anne-Marie Le Gloannec. Elle ajoute cependant que ce pari est contesté dans les rangs mêmes de la CDU, que les sociaux-démocrates ont des points de vue variés mais partagent dans l'ensemble une vision plus gorbachévienne de la « maison commune », que les Allemands de l'Ouest, en fait, « tiennent des langages gorbachévien ». Elle rappelle l'offensive récente de la République fédérale au sein de l'OTAN à propos des armes nucléaires tactiques, et sa revendication nouvelle de souveraineté. La communauté allemande pèse déjà sur les relations de l'alliance atlantique, et « il pourrait un jour en aller de même au sein de la Communauté européenne ». Elle souligne le paradoxe qu'il y a à encourager la République fédérale à transférer certaines prérogatives nationales au sein d'une CEE renforcée, alors même que l'opinion et les dirigeants ouest-allemands revendiquent davantage de souveraineté. Elle se demande enfin si les Allemands de l'Est ne nous rappelleront pas un jour à nos « promesses historiques » sur le droit à l'autodétermination.

C. T.

► La Nation orpheline, Anne-Marie Le Gloannec. Editions Calmann-Lévy, 309 pages, 130 F.

Les Britanniques acceptent de considérer une offre française de missile nucléaire commun

Le ministre britannique de la défense a accepté de retarder de six mois, au moins, le choix du missile nucléaire qui devrait remplacer, dans les années 90, les bombes de ses avions Tornado, pour mettre en compétition une proposition française et une offre américaine de coopération à la conception d'un tel engin tactique.

Selon les quotidiens *The Times* et *The Independent*, du jeudi 2 novembre, le ministre britannique s'était engagé à prendre une décision avant la fin de cette année. Mais des pressions venues de France l'ont incité à reporter son choix entre le missile américain ASMP (qui ne devrait être mis en service qu'en 1995) et le missile français ASMP (qui ne devrait être mis en service qu'en 1995). Le même gouvernement britannique pourrait concevoir un crédit équivalent à la société française Aérospatiale pour examiner la possibilité de concevoir, à partir de son missile ASMP (air-sol à moyenne portée), une arme le Mirage-IV et Mirage-2000 N, un nouveau missile nucléaire franco-britannique.

ASIE

PAKISTAN : en dépit du rejet de la motion de censure

L'assise parlementaire de M^{me} Bhutto s'est réduite

En n'obtenant que 107 suffrages (la majorité requise est de cent 119 voix), la motion de censure présentée, mercredi 1^{er} novembre, par l'opposition au Parlement d'Islamabad a été rejetée (*le Monde* du 2 novembre). Mais cette victoire de M^{me} Benazir Bhutto a aussi les apparences d'une première défaite.

ISLAMABAD
de notre envoyé spécial

Certes, la nouvelle coalition des partis hostiles au gouvernement (COP) n'a pas réussi à prouver que, onze mois après sa victoire électorale, M^{me} Bhutto et son parti sont devenus minoritaires. Mais il n'a manqué que douze voix à

l'appel, ce qui est bien peu lorsqu'on songe à la facilité avec laquelle au Pakistan on achète les loyautés politiques.

L'Alliance démocratique islamique (IDA) des anciens « barons » du régime de feu le général Zia, qui dirige le chef-ministre du Pendjab, M. Nawaz Sharif, a incontestablement étendu son influence politique, comme l'a récemment montré le passage de la majorité à l'opposition des quatorze députés du MOM, le Parti des Mohajirs (1). Le MOM contrôle une part du jeu politique dans les grandes villes du Sind, province qui était le fief du PPP.

Lors du précédent vote de confiance, demandé par le premier ministre après sa nomination, M^{me} Bhutto disposait d'une majorité de 148 voix, ramenée aujourd'hui, au mieux, à 128 voix.

En onze mois de pouvoir, M^{me} Bhutto a su se faire accepter par l'armée et reconnaître sur le plan international. L'absence de réformes (fiscali, réforme foncière notamment) s'explique justement par l'insuffisante majorité dont disposait M^{me} Bhutto au Parlement. Or celle-ci est aujourd'hui singulièrement réduite. En outre, parti « socialiste » (au moins historiquement), le PPP (Parti du peuple pakistanais de M^{me} Bhutto) est également celui des grandes familles de propriétaires fonciers du Sind qui ont toujours lutté contre la remise en cause de leurs prérogatives.

En revanche, les institutions démocratiques ont fonctionné. L'armée, déployée dans la capitale pour l'événement, s'est montrée discrète et aucune manifestation violente n'a été signalée. La démo-

cratie pakistanaise reste cependant fragile.

Le décompte du scrutin semble montrer que l'IDA a réussi à retourner les « primes d'intéressement » sont évaluées à plusieurs dizaines de millions de roupies, trois-parlementaires du PPP, tandis que le parti au pouvoir a provoqué au moins six défections dans les rangs de l'opposition. Pendant les soixante-douze heures précédant le vote, tous les parlementaires favorables à M^{me} Bhutto ont été invités à séjourner dans un hôtel très agréable mais puissamment gardé, situé à Mingora, dans la vallée de Swat (province du nord-ouest), afin d'empêcher les « chasseurs de têtes » du camp adverse de les approcher. Ennemis par avions militaires, ils ont été ramenés dans la capitale dans la journée de mardi. Les députés de l'opposition ont également été regroupés dans un lieu de villégiature isolé, à Murree.

L'opposition a réaffirmé sa volonté d'en dénouer de nouveau à la première occasion. Aucune disposition constitutionnelle n'interdit de présenter une nouvelle motion de censure à brève échéance. Le premier ministre, pour sa part, a confirmé son intention de remanier le gouvernement en faisant appel à des personnalités « modérées » de l'opposition, à condition que, terme, la stabilité de son gouvernement. Elle devrait en profiter pour opérer des changements dans une équipe gouvernementale qui manque d'efficacité.

Le premier ministre a reconnu que le vote « a ébranlé les fondations de la nation entière » et, en écho, M. Jatoi, l'un des chefs de l'opposition, a répondu qu'il avait ébranlé les « fondations du parti au pouvoir », ce qui paraît plus exact. Le PPP s'est beaucoup dépeuplé depuis onze mois pour tenter de déstabiliser le gouvernement du Pendjab, la province la plus riche et la plus peuplée (61 % de la population), dont l'appui est indispensable à tout gouvernement fédéral. La confiance obtenue par M^{me} Bhutto ne met donc pas fin à la guerre civile politique au Pakistan. Au contraire, elle la cristallise.

LAURENT ZECCHINI

(1) Les Mohajirs sont d'anciens immigrants de l'Inde de langue ourdou.

□ JAPON : le Parti libéral démocrate reconnaît avoir reçu de l'argent dans le scandale du pachinko. — Le Parti libéral démocrate, au pouvoir, a reconnu, mercredi 1^{er} novembre, avoir reçu, ainsi que soixante de ses députés à la Diète (Parlement), plus de 123 millions de yens (862 000 dollars) de la part de propriétaires de pachinkos, salles de jeu très populaires au Japon. Un porte-parole du gouvernement avait déjà annoncé, vendredi 20 octobre (*le Monde* du 22-23 octobre), que le premier ministre, M. Kaifu, ainsi que sept autres membres du gouvernement avaient reçu 5 millions de yens. — (AFP)

Présence des Khmers rouges signalée

Entre-temps, une trentaine de civils cambodgiens ont été tués, dimanche, dans la destruction d'un camion qui a sauté sur une mine dans la région de Kompong-Speu, au sud-ouest de Phnom-Penh, a affirmé, mercredi, une source sûre cambodgienne. Cet attentat est attribué aux Khmers rouges, dont la présence est souvent signalée dans la province de Kompong-Speu, qui jouxte l'extrémité orien-

La guerre du Cambodge Phnom-Penh estime que les deux prochains mois seront décisifs

Phnom-Penh (AFP). — Les prochaines semaines peuvent être décisives pour l'avenir du régime cambodgien, qui fait face à de fortes offensives de l'opposition armée dans l'ouest et le nord-ouest du pays, ont estimé des sources officielles, mercredi 1^{er} novembre, à Phnom-Penh. « Que les Khmers rouges attaquent Battambang ou que nos forces lancent une contre-attaque pour récupérer le terrain perdu, les deux mois qui viennent seront décisifs », a estimé une source militaire de haut rang. Le régime de Phnom-Penh fait face dans l'ouest et le nord-ouest du Cambodge — notamment dans la région de Battambang — à la situation militaire la plus difficile depuis le retrait vietnamien, en septembre dernier.

Au nord de Sisophon, dans le nord-ouest du pays, les troupes gouvernementales affrontent les mouvements non communistes du prince Norodom Sihanouk et de M. Son Sann, qui occupent désormais une zone au nord de la capitale de la province de Banteay-Meancheay. Plus au sud, les forces gouvernementales font face à une menace plus directe et qui semble se préciser de jour en jour contre la ville de Battambang, qui constitue, selon les autorités de Phnom-Penh, l'objectif des Khmers rouges. Ces derniers ont pris récemment le contrôle de la localité de Pailin, située dans une zone riche en gisements de pierres précieuses et proche de la Thaïlande.

Cependant, selon des sources militaires à Phnom-Penh, si les

Khmers rouges lançaient une offensive sur Battambang, le rapport de forces ne « jouerait plus en leur faveur » comme à Pailin. « Nous avons fait une erreur à Pailin en sous-estimant la force des Khmers rouges », a affirmé un officier de haut rang.

Selon des sources militaires et les témoignages de voyageurs, Battambang est défendue par trois divisions de l'armée nationale, dont deux formées à la hâte par des renforts regroupés avec les éléments restants de la 19^e division, battue par les Khmers rouges à Pailin. A ces troupes il faut ajouter les forces régionales et les milices locales. Selon des sources fiables, l'armée nationale est composée d'un peu moins d'une dizaine de divisions, d'une valeur militaire inégale, chacune comprenant entre trois mille et trois mille cinq cents hommes, qui disposent d'un armement et de matériels importants de fabrication soviétique.

taille du massif montagneux des Cardamomes, un de leurs bastions traditionnels.

Enfin, à Londres, le Foreign Office a vivement dénoncé, mercredi, les deux producteurs d'un programme de la télévision britannique accusant les pays occidentaux, et le gouvernement britannique en particulier, d'apporter un soutien effectif à la guérilla des Khmers rouges au Cambodge. Dans leur émission, diffusée mardi soir par la chaîne privée ITV, David Munro et John Pilger ont révisé que des résistants cambodgiens non communistes, entraînés par des commandos SAS (Special Air Service, unité d'élite de l'armée britannique), sont récemment passés sous le contrôle des Khmers rouges. — (AFP)

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Retour à Thio, la pacifiée...

Les principaux partis indépendantistes de Nouvelle-Calédonie font, en cette fin de semaine, le point de la situation dans le territoire. Deux des composantes du FLNKS, l'UPM (Union progressiste mélanésienne) et le PALIKA (Parti de libération kanak), ont réuni, jeudi 2 novembre, leurs instances dirigeantes. L'Union calédonienne (UC), la principale formation indépendantiste, doit débattre en congrès de vendredi à dimanche sur l'île de Maré. Au centre de toutes ces discussions : l'application des accords de Matignon et la stratégie du mouvement indépendantiste, en proie à de vifs tirailllements internes depuis l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et de Yvéréndé Yéwéné.

THIO

de notre envoyé spécial

Thio n'est plus qu'un tourbillon de poussière noire. Gorgés de l'attente jusqu'aux essieux, les camions de 35 tonnes filent sur la décapade où mouille un minéralier en partance vers le Japon. Depuis qu'une nouvelle mine vient d'ouvrir « la mine Berton », les rouleaux contractuels travaillent pour la Société Le Nickel (SLN) s'offrant sans dépit des tranches d'heures supplémentaires. Comme le reste de la Nouvelle-Calédonie, Thio s'abandonne de bonne grâce à l'aval mini-boom du nickel.

On n'a pas attendu, ici, les accords de Matignon pour se remettre au travail. A l'heure où Canala et Ouvéa s'embarquent en 1988, Thio s'était recroquevillé sur son petit joyau de nickel, vaguement coupable de laisser ses « frères de lutte » livrés à eux-mêmes, même si les vétérans de l'aventure d'Eloi Machoro rappelaient que les tribus de la région avaient déjà généreusement « donné » à la

cause. Dans les assemblées indépendantistes, à travers l'archipel, on évoquait à l'époque avec anxiété le « cas de Thio », modèle devenu, contre-exemple, symbole du brûlot rebelle désarmé par la main financière, image anticipée du « piège » tendu par les accords de Matignon.

Le débat a conservé toute son acuité. Mais Thio a perdu sa singularité puisque toutes les communes indépendantistes se sont mises à son diapason. Décomposé, on ne jure plus que par le slogan légué par Jean-Marie Tjibaou : « Investir l'économie ». La coopérative FLNKS Ujana (« lieu de rencontre », en langue vernaculaire) connaît ainsi aujourd'hui des heures fastes. Lancée avec des bouts de ficelle, il y a deux ans, elle compte maintenant seize jeunes salariés canaques après avoir absorbé activités sur activités : magasins d'alimentation, snack, station-service et même une boulangerie — inaugurée récemment par le sous-préfet et le secrétaire général adjoint du territoire en personne. A l'affût

du premier projet crédible qu'on leur soumette, les responsables du haut-commissariat de Nouméa sont aux petits soins pour Ujana.

Sur la chaussée jadis bedonnée de stagnés à la gloire de Kanaky, le sigle SIAT s'étale en lettres géantes. Les sponsors nouméens du tour cycliste de Nouvelle-Calédonie, qui a démarré en juillet après quatre années d'interruption pour cause d'événements, affichent désormais leur label en lisère des tribus. Si un événement pouvait illustrer l'effort d'annexion que s'impose Thio, c'est bien cette étape du « Tour ». Les femmes des tribus avaient tressé des arcs de triomphe de lianes et de fleurs le long du parcours. Une foule multicolore a ovationné le héros de l'étape, Thio Incarna ce jour-là cette brousse paisible et angélique que l'on s'évoquait plus à Nouméa que sur le mode de l'âge d'or perdu.

Ce n'est pas Maître Fels qui s'en plaindra. Ce petit bout de femme au grand cœur se livre à un travail de fourmi pour reconstruire les deux communautés, calcanes du village et Canaques de Thio-Mission. Tante du jeune James Fels, tué par balle lors d'affrontements entre militants RPCR et FLNKS en 1986, elle a tiré les enseignements de toutes ces années de plomb : « Si l'on veut que ce genre de drame ne se renouvelle pas, il faut dès maintenant apprendre à travailler ensemble. Car jusqu'à présent, c'était plutôt du chacun pour soi ».

Saisie de curiosité généalogique, comme beaucoup de calcanes confrontés au nationalisme

canaque, elle s'est alors souvenue qu'à côté d'aïeux baignés ou colonisés, elle pouvait se réclamer d'une arrière-grand-mère mélanésienne de la région de Houmaou. C'est dire si elle ne se sent pas embarrassée le moins du monde lorsqu'elle se rend aujourd'hui en tribu superviser la préparation des deux cents gâteaux pour le grand goûter de Noël. Et qu'importe si son zèle œcuménique fait jaser les éternels grincheux du village, qui continuent de cultiver les vieux réflexes.

Gauche de bois politique

Comment ne pas songer, dès lors que Thio l'industrielle, Thio la pacifiée, est ce laboratoire exemplaire où s'opère silencieusement l'alignement des accords de Matignon ? Mais comment, dans le même temps, ne pas voir ces fissures encore discrètes qui pourraient un jour ébranler le bel édifice ? Car si nombre de Canaques de Thio se gisent de nickel dans la journée, ils se lèvent aussi chaque matin avec une légère queue de bois politique. Le « comité de lutte » FLNKS, démantelé de facto, n'est plus là pour réinsuffler la convivialité militante de naguère.

Les accords de Matignon ont leurs effets pervers : ils ont planté des germes de division au cœur même de la famille indépendantiste. Les querelles qui se réveillent aujourd'hui entre les Canaques de Thio et les Canaques « immigrés » — originaires du reste de l'archipel — travaillent à la SLN sont-elles d'un bon

présage ? Et que dire de l'émergence d'une petite caste de bénéficiaires de l'embellie économique ou des largesses de l'administration ?

Ainsi, le lieutenant d'Eloi Machoro, Bob Moindou, salarié à la SLN — il se destine à être agent de maîtrise — et propriétaire de deux camions « roulant » le minéral, est le prototype de ceux que l'on appelle à Thio les « nouveaux bourgeois canaques ».

Ce sont eux qui cristallisent, au premier chef, les rancœurs des jeunes chômeurs des tribus. Lucide, Bob Moindou sent bien le danger venir : « Si l'on n'arrive pas à mettre l'ensemble des jeunes au boulot, ça va mal finir. Ils vont se retourner contre nous, qui travaillons et réussissons ».

L'autre inquiétude touche à la question des terres. L'actuel flou artistique entoure autour de ce dossier sensible ne durera pas indéfiniment. Il reste à Thio quatre litiges fonciers où se télescopent intérêts d'éleveurs calcanes et revendications de clans canaques qu'il faudra bien un jour trancher. Dans quel sens ? La commune va-t-elle vivre sous un régime foncier défini par la province à laquelle elle est rattachée, c'est-à-dire le Sud amérindien ? La partie de bras de fer ne fait que commencer. Déjà le maire FLNKS de Thio, Louis Maper, s'exprime : « Je serai personnellement intransigent sur le foncier. Je ne lâcherai pas ». Tout brûlot désarmé qu'elle est, Thio pourrait bien finir en proie à gratter des accords de Matignon.

FRÉDÉRIC BOBIN

Les mousquetaires du PCF

Une lettre de M. Fiterman

A la suite de la publication dans nos éditions du 1^{er} novembre d'un article sur la participation des communistes au gouvernement de 1981 à 1984, « Les quatre mousquetaires du PCF », nous avons reçu une lettre de M. Charles Fiterman, ancien ministre d'Etat, ministre des transports du gouvernement de M. Pierre Mauroy.

« Premièrement, écrit M. Fiterman, j'y relève de nombreuses inexactitudes s'agissant des faits me concernant ou concernant d'autres personnes. Et surtout, j'observe que les auteurs se montrent d'une remarquable discrétion à l'égard du fait décisif qui a finalement conduit à notre sortie du gouvernement : le changement d'orientation politique vers l'austérité opérée par le président de la République et le gouvernement à partir de 1982-1983 et la volonté d'accentuer cette orientation avec la nomination de Laurent Fabius comme premier ministre ; ainsi que les discussions conduites à l'époque l'ont montré. De ce fait, considérer cette période comme la « traduction concrète » du socialisme aux couleurs de la France, que notre parti s'est donné comme perspective à partir du vingt-deuxième congrès, est tout simplement dérisoire. Certes, la décision de participation prise par notre parti en 1981, après discussion, s'inscrivait dans la démarche positive de nos congrès précédents. Mais les conditions politiques de l'époque, dans lesquelles entre la dérive du Parti socialiste, n'ont pas permis de la pousser plus avant. Il fallait en tirer toutes les leçons, sans renon-

cer aucunement à cette stratégie, en travaillant à créer les conditions nouvelles pour repartir de l'avant.

« Deuxièmement (...), cette évocation du passé ne saurait estomper et, moins encore, remplacer la réflexion sur les problèmes essentiels que la vie a accumulés au long des années et face auxquels nous avons — à partir de l'acquis — à approfondir et à enrichir nos réponses, afin que le PCF soit pleinement en mesure de faire face aux défis du présent et de l'avenir.

« C'est dans cet esprit, et dans un autre, que je suis intervenu lors de la récente réunion de notre comité central, et je n'ai pas été le seul. J'observe que l'idée que nous avons des efforts considérables à déployer afin de poursuivre le renouvellement profond de notre ligne et de notre pratique politiques, idée qui avait inspiré mon intervention, fait l'objet de discussions et de prolongements nouveaux.

« Je souhaite que cette discussion, liée à l'action et la nourriture, soit de tous côtés abordée de façon libre, fraternelle, constructive, et non limitée ou déformée par des a priori qui font choisir le combat plutôt que le débat ».

[La lettre de M. Fiterman appelle plusieurs remarques. L'ancien ministre ne précise pas les « nombreuses inexactitudes » qu'il relève dans l'article du Monde.

Pour évoquer les raisons qui ont conduit les quatre ministres communistes à quitter le gouvernement, nous avions signalé que « le mouvement social grandissant face à la rigueur, puis à l'austérité » avait provoqué à l'époque un « grand écart » de la direction du PCF qui s'était soldé, vingt mois après la mise en place du plan Delors, par le départ des communistes du gouvernement.

Succinctement, les vingt-deuxième, vingt-troisième et vingt-quatrième congrès du PCF (1976, 1979 et 1982) ont réaffirmé que « la voie démocratique à un socialisme aux couleurs de la France » restait « plus que jamais la seule voie possible qui s'offre au mouvement transformateur ». Le Monde en avait conclu que cela signifiait respecter la fois le verdict des urnes et participer, à l'occasion, aux affaires de l'Etat si tel était le vœu des électeurs.

Quant à savoir, enfin, si les réflexions de M. Fiterman devant le comité central font l'objet « de discussions et de prolongements nouveaux », le moins que l'on puisse dire est que ceux-ci se limitent — officiellement — aux propos de M. Georges Marchais publiés par l'Humanité (le Monde du 31 octobre). Il faut donc comprendre que la deuxième partie de la lettre de M. Fiterman s'adresse plus au secrétaire général du PCF qu'au Monde. O. B. et P. J.]

M. Briant répond aux critiques de M. Le Pen

Dans un point de vue publié par Minute, le secrétaire général du CNL, M. Yvon Briant, répond aux critiques que lui a adressées M. Jean-Marie Le Pen. Il déclare notamment : « Je pense que jamais le FN n'aura de façon violente au CNL, à ses responsables, à son projet, enfin à tout ce qui peut de près ou de loin porter nos couleurs. Si je le regrette, je peux toutefois le comprendre car le Front réalise que la crédibilité dont nous bénéficions aujourd'hui peut lui être fatale ».

« Ce n'est pas pour rien que de très nombreux élus, d'importantes personnalités et quantité de responsables du FN nous rejoignent désormais ! Ils ont pris conscience que la stratégie des dirigeants du Front condamne la France à subir les socialistes ad vitam aeternam (...).

« L'évidence, s'ils viennent chez nous, c'est avec la ferme intention de rompre avec l'image détestable de racisme, d'antisémitisme et de ségrégation que les propos successifs de certains responsables nationaux du FN leur ont infligés. Sans vouloir renoncer à leurs idées, ils en ont aussi été les « malgré nous » de l'extrême-droite, embrigadés derrière des thèmes qu'ils réprouvent, sous des oriflammes douteuses.

« Ils sont aux marches de la droite, comme les Alsaciens et les Lorrains sont aux marches de l'Est et ont à ce titre été annexés en 1940. Tout comme les « malgré nous » ont été contraints à se battre contre les intérêts de la France, le FN a amené l'ensemble de ses électeurs à assurer les défaites de la droite et cela a assez duré ! »



Pour l'homme très-très long CAPEL est une révélation

CAPEL prêt-à-porter hommes grande hommes forts
• 74, boulevard de Stasbourg Paris 3^e
• 26, boulevard Malesherbes Paris 17^e
• Centre Com. Malesherbes Paris 17^e
• 13, rue de la République, 69001 Lyon
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg



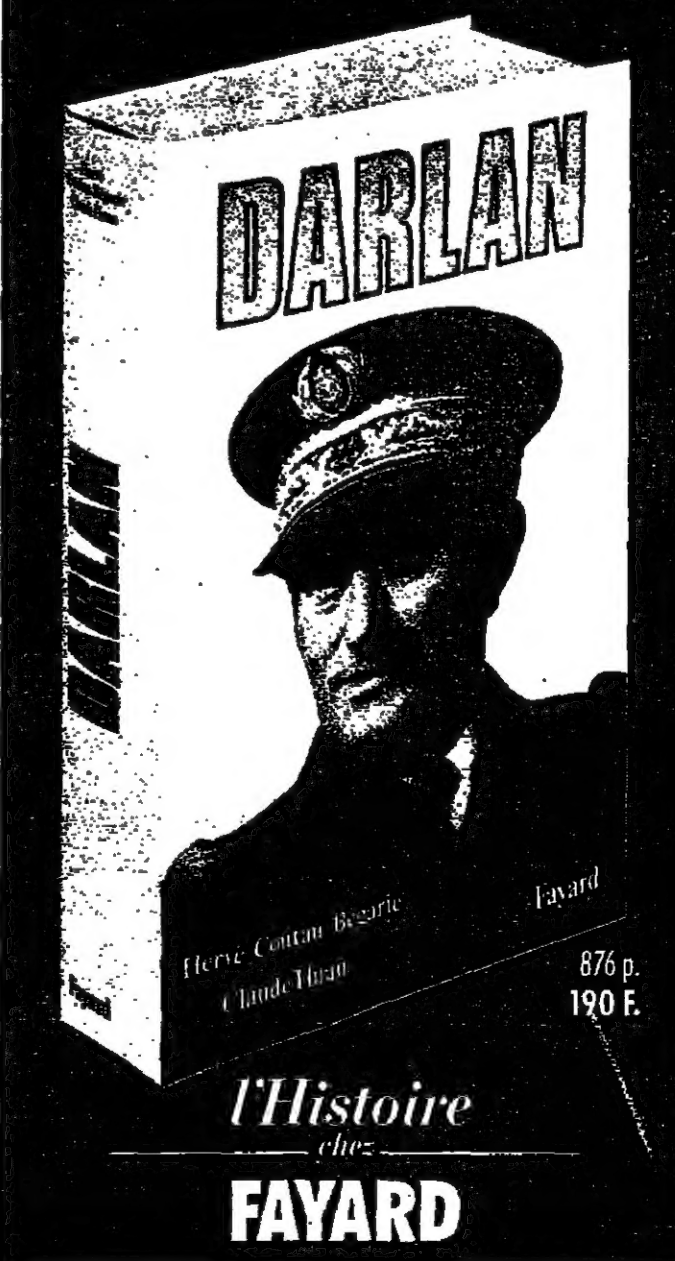
CAPEL n'a pas peur des plus forts que lui

CAPEL prêt-à-porter hommes grande hommes forts
• 74, boulevard de Stasbourg Paris 3^e
• 26, boulevard Malesherbes Paris 17^e
• Centre Com. Malesherbes Paris 17^e
• 13, rue de la République, 69001 Lyon
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

DARLAN

On attendait avec impatience la grande biographie que méritait cette destinée hors catégorie. La voici. Fondée sur de nombreuses pièces d'archives inédites, elle fera date.

Eric Roussel, Le Figaro



le journal mensuel de documentation politique
après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

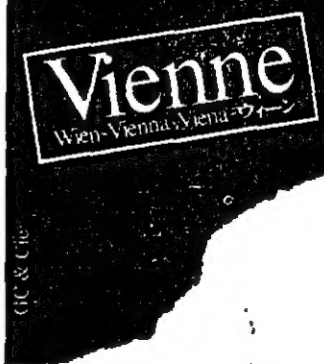
COMMENT ENSEIGNER L'HISTOIRE

Avec notamment des articles de : Jean-Michel GAILLARD, Yannick SIMBON, Louis MERMAZ, Pascal ORY, Jean PEYROT, Madeleine REBERIOUX.

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (50 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Vienne vous fait une scène D'HIVER

A présent le journal de Vienne est diffusé chez vous. Gratuitement. Pour que rien ne vous échappe. Que ce soit musique et théâtre, comédie musicale et exposition, shopping et cafés. Retirez le journal de Vienne auprès d'Austrian Airlines et à l'Office National Autrichien du Tourisme: 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris ou téléphonez tout simplement au (1) 47427857. Vienne ne laissera cet hiver personne indifférent. Servus, Bienvenue en Autriche!



صكذ من الاصل

صكذامن الاجل

10 Le Monde • Vendredi 3 novembre 1989 ***

A PARAÎTRE
LE 6 NOVEMBRE

Le Monde

DOSSIERS & DOCUMENTS

NOVEMBRE 1989

PREMIER DOSSIER

LE GRAND MAGHREB



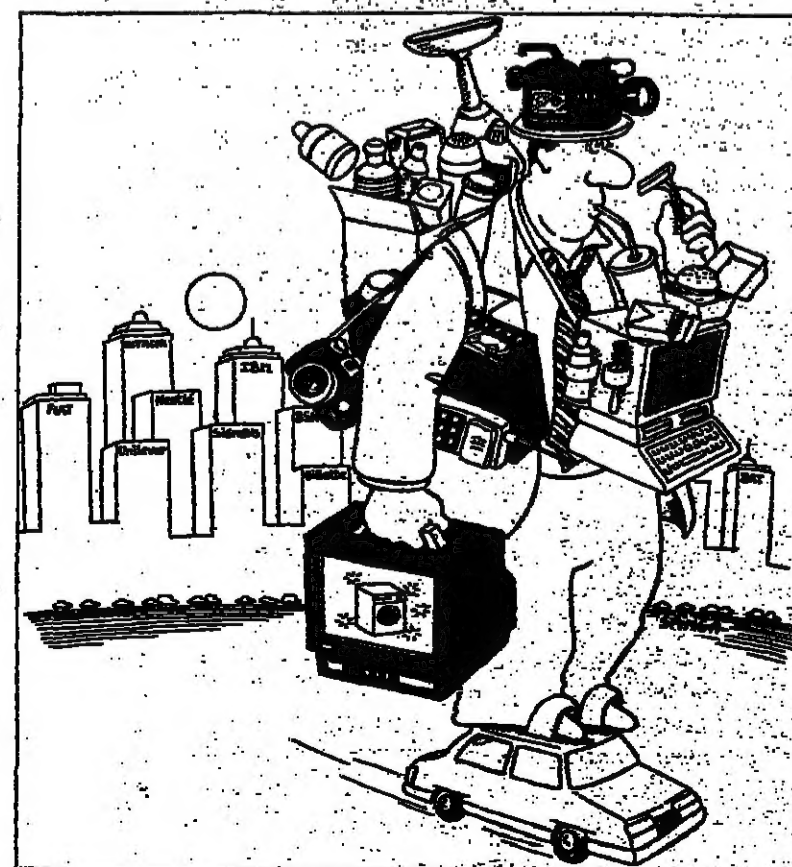
PHILIP STREIBER / SIPA PRESS

- **UN ESPACE POLITICO-ÉCONOMIQUE :** historique de l'union difficile de cinq pays (Libye, Tunisie, Algérie, Maroc et Mauritanie).
- **LES FREINS À L'UNITÉ :** quinze ans de conflit au Sahara. La montée de l'islamisme. Les revendications des minorités berbères. Les violences racistes en Mauritanie.
- **LA LENTE ÉDIFICATION :** les étapes menant à l'union.
- **DES PROJETS AUX RÉALISATIONS :** la coopération multilatérale. L'ouverture sur la CEE.

SECOND DOSSIER

LES MULTINATIONALES

- **DE L'ANATHÈME À L'ÉTAT DE GRACE :** une image renouvelée des firmes multinationales.
- **OMNIPRÉSENCE ET PUISSANCE DES MULTINATIONALES :** un poids considérable dans l'économie mondiale. Un rôle politique grandissant. La spectaculaire montée en puissance des Japonais.
- **LA PANOPLIE STRATÉGIQUE :** redéploiement vers les services. Des restructurations payantes. L'ère de la délocalisation. Alliances et accords de coopération entre géants.
- **LES MULTINATIONALES DU TROISIÈME TYPE :** les multinationales rouges ou du tiers-monde. Les multinationales publiques. Les « petites » multinationales.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

POLITIQUE

POINT DE VUE

Le dernier verrou de la souveraineté

par Michel Aurillac

La décision du Conseil d'Etat, rendue publique le 20 octobre, qui fait prévaloir les traités sur les lois postérieures, éventuellement contraires à ceux-ci, constitue un revirement de jurisprudence dont la portée continue de susciter diverses réactions. Celle de M. Michel Aurillac, qui estime que le dernier verrou de la souveraineté a sauté, traduit un sentiment largement répandu au sein de l'opposition.

LES décisions du Conseil d'Etat du 20 octobre 1989 sont un événement dans l'ordre juridique et politique dont on peut dire, sans exagération, qu'il sonne le glas de la souveraineté de l'Etat ou, plus exactement, qu'il fait sauter le dernier verrou auquel s'accrochait la souveraineté de l'Etat français.

Comme la plupart des grandes jurisprudences, elle repose sur des faits qui n'ont, en eux-mêmes, que peu d'intérêt et, statue par «*contraio*». Le Conseil d'Etat, juge des élections européennes, a rejeté le recours contre les élections au motif que la loi française du 7 juillet 1977, relative à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes, n'est pas incompatible avec le traité de Rome du 25 mars 1957, instituant ladite Communauté. L'acte contraire, en disant qu'il n'y a pas d'incompatibilité avec le traité antérieur de 1957, le juge aurait dû en écarter l'application. L'énormité de la chose apparaît à tout juriste formé au droit administratif et au droit constitutionnel. Le juge administratif, qui appliquait jusqu'ici impitoyablement une loi promulguée, même si elle lui semblait anticonstitutionnelle, va devoir aujourd'hui vérifier si la même loi, fût-elle conforme à la Constitution, ne méconnaît pas le traité de Rome et les actes pris pour son application, ou tout autre traité.

L'acharnement du juge administratif à appliquer la loi avait jusqu'ici un fondement quasi constitutionnel, un principe général de droit, la loi des 16/24 août 1790, qui fait défense aux juges, sous peine de forfaiture, d'empêcher ou suspendre les décrets du corps législatif; ce texte vénérable, toujours en vigueur, publié au Code administratif Dailoz, est un des actes fondateurs de notre droit républicain. Il s'agissait d'abord de lutter contre les abus des «*parlements*», cours souveraines de l'ancien régime, qui refusaient d'enregistrer les lois ou prétendaient les modifier par des arrêts de règlement. Les tribunaux durent désormais se borner à appliquer la loi, sans pouvoir jamais discuter sa validité dès lors qu'elle était promulguée et publiée, la loi étant, par ses représentants, l'expression de la volonté du peuple souverain.

Un édifice vermoulu

Depuis le 20 octobre, le Conseil d'Etat, suivant les conclusions solidement argumentées de son commissaire du gouvernement, M. Patrick Frydman, a donc accepté d'empêcher ou suspendre les décrets du corps législatif lorsque ceux-ci sont contraires à un traité antérieur, et à renverser, par voie de conséquence, tout l'édifice juridique de la souveraineté de l'Etat. Edifice, il est vrai, vermoulu par le triple effet de la Constitution elle-même, de la jurisprudence du Conseil constitutionnel et de la jurisprudence de la Cour de cassation.

Il y eut d'abord l'article 55 de la Constitution. Les «*traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publica-*

tion, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve, pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie». Ce texte succédait, sous une forme plus elliptique, aux dispositions des articles 25 et 28 de la Constitution de 1946, mais ne reprenait pas, du moins explicitement, la disposition essentielle de l'article 28: «*Les traités diplomatiques régulièrement ratifiés et publiés ont une autorité supérieure à celle des lois internes, leurs dispositions ne peuvent être abrogées ou suspendues qu'à la suite d'une détermination régulière, notifiée par voie diplomatique*», dispositions qui paraissent régler clairement la question des rapports entre le traité et la loi postérieure. Les travaux préparatoires de la Constitution de 1958 devant le Comité consultatif constitutionnel ne sont pas très explicites. Ils commencent cependant par une affirmation du commissaire du gouvernement, Raymond Janot (1), qui paraît être tombée dans l'oubli, concernant l'autorité compétente pour interpréter l'article 50 de l'avant-projet, devenu article 55 de la Constitution:

«*En ce qui concerne l'article 50, il y a deux problèmes, un problème de droit international public et un problème de droit international privé. Pour les problèmes de droit international public, qui est compétent pour apprécier? C'est le gouvernement, entourant des conseils juridiques qui sont naturellement les siens; en matière de droit international privé, qui sera compétent? Ce sont les tribunaux.*»

La question délicate de la réciprocité

Les débats ont essentiellement porté sur la question délicate de la réciprocité dans l'application des traités, mais le conflit entre la loi et le traité a été peu discuté sauf par M. Tétgen (2): «*De quoi s'agit-il? D'un conflit entre la législation interne, française par définition, et un traité que la France a signé et ratifié. Elle a signé, ratifié ce traité, et il est devenu définitif; une loi a paru à l'Officiel et ce traité contient une règle contraire à la règle antérieurement inscrite dans nos codes nationaux. Il y a un conflit entre le droit international et la même loi interne. Jusqu'à quel point doit-on? Toujours la même chose, que dans ce cas-là, c'est le droit international qui l'emporte et qui a primauté de telle sorte que la législation interne se trouve ipso facto modifiée par la ratification d'un traité qui dit autre chose.*»

Il est donc tout à fait clair que les constituants de 1958 n'ont pas examiné la question de la loi postérieure au traité et sont restés sagement dans le système d'interprétation des traités par le ministre des affaires étrangères alors seul en vigueur. L'ambiguïté du texte n'en demeure pas moins, qui va conduire à une jurisprudence beaucoup plus engagée.

Le Conseil constitutionnel, le 15 janvier 1975, à propos de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse, s'était refusé à une extension de sa compétence pour juger de la conformité d'une loi à un traité international, mais avait jugé qu'une loi contraire à un traité ne serait pas pour autant contraire à la Constitution. C'était admettre, implicitement, qu'à défaut du Conseil constitutionnel, à la compétence d'attribution strictement limitée par la Constitution, il pourrait y avoir des juges en France pour constater qu'une loi postérieure pourrait être non conforme à un traité. Le Conseil d'Etat s'y était refusé dès 1968 aux conclusions fort remarquables de M^{me} Nicole Questiaux.

Restait la Cour de cassation, elle s'engouffra dans la brèche dès le mois de mai 1975, avec le

fameux «*arrêt Jacques Vabre*», qui donnait au juge judiciaire le pouvoir de faire prévaloir les traités sur les lois nationales postérieures ou contraires. La rédaction de «*l'arrêt Jacques Vabre*» est particulièrement soignée en ce qu'elle affirme que le droit européen est, entre «*une fois pour toutes*» dans le droit national et «*s'impose au législateur*».

Pendant près de quinze ans, le Conseil d'Etat résistait, malgré la réitération de «*l'arrêt Vabre*» par la Cour de cassation et l'incitation du Conseil constitutionnel. En 1980, l'Assemblée nationale tenta de voler au secours du Conseil d'Etat, en modernisant, à l'occasion de l'adoption du code de l'organisation judiciaire, la loi des 16-24 août 1790. L'objectif étant d'obliger la Cour de cassation à revenir sur la jurisprudence Jacques Vabre et de faire du «*vota*» d'une loi postérieure, contraire au traité de Rome ou à ses mesures d'application, l'occasion d'un litige devant la seule Cour de justice des Communautés européennes et non pas devant les juridictions nationales auxquelles il n'appartenait pas de courir au-devant des abandons de souveraineté (3). L'amendement, voté par la majorité et l'opposition en première lecture, fut bloqué au Sénat avec l'appui du gouvernement d'alors, sensible aux protestations d'un lobby européen, qui voulait, à tout prix, sauver la jurisprudence Jacques Vabre et espérait l'imposer un jour au Conseil d'Etat.

C'est chose faite aujourd'hui avec les décisions du 20 octobre 1989. Comme l'a dit le commissaire du gouvernement, l'ancienne jurisprudence constituait «*un obstacle sensible à l'introduction en France du droit international et plus particulièrement communautaire*». On ne répète assez que l'époque de la supériorité inconditionnelle du droit interne est désormais révolue. Les normes internationales, et notamment européennes, ont progressivement conquis notre univers juridique, sans hériter d'ailleurs à l'empêcher sur le domaine de compétence du Parlement, tel qu'il est défini à l'article 34 de la Constitution. Ainsi certains secteurs entiers de notre droit, tels ceux de l'économie, du travail ou de la protection des droits de l'homme, sont issus d'une véritable législation internationale — ou l'impossibilité de faire prévaloir le traité sur la loi constitue un frein à cette évolution, la France ne peut simultanément accepter des limitations de souveraineté et maintenir le suprématie de sa loi devant le juge.»

L'édifice renversé

Ce texte limpide et la confirmation que lui a donnée la haute Assemblée constituent l'acte de décès d'un grand principe de la République, paradoxales contributions au bicentenaire de la Révolution.

Mais c'est aussi la constatation que la politique devient un théâtre d'ombres.

Quand le président de la République et le Parlement prétendent représenter la souveraineté nationale (art. 3 de la Constitution), ils ne peuvent plus dire à peu près que ceci: «*Les trois quarts des lois entrant dans le champ d'application du traité de Rome, nous ne pouvons que nous conformer au traité, aux actes qui l'ont complétés, aux règlements et directives pris pour son application. Pour le quart restant, la souveraineté existe encore, pour autant que la Commission, le Conseil ou la Cour de justice n'en ont pas décidé autrement.*»

En toute hypothèse, ce sont les bureaux administratifs et judiciaires français, du plus humble tribunal d'instance à la Cour de cassation et au Conseil d'Etat, qui diront si notre loi ou nos décrets sont ou non conformes au traité de Rome ou à n'importe quel arrangement international sans qu'aucune juridiction internationale l'ait dit, sans que l'affaire revienne jamais devant les représentants de la nation.

Le Parlement, le gouvernement, l'administration, seront paralysés par des recours qu'ils n'auront pas vu venir et dont ils ne pourront maîtriser les effets.

Loin de moi de vouloir mettre la France hors de ses obligations internationales et surtout européennes, mais je crois qu'il y a quelque danger à ouvrir au-devant des éventuelles protestations de nos partenaires européens ou internationaux en nous censurant nous-mêmes, préventivement, comme ne le font pas la plupart de nos partenaires. J'ajoute qu'à interpréter, comme le font désormais nos hautes juridictions unanimes, l'article 55 de la Constitution, on rend impossible l'application de la clause de sauvegarde contenue dans le même article 55 «*sous réserve pour chaque accord ou traité de son application par l'autre partie*».

Ce n'est pas le principe de la supériorité du traité sur les lois internes qui est ici remis en cause, mais les modalités d'application de ce principe. Si le pouvoir politique a méconnu une règle internationale, c'est à lui de réparer son erreur, éventuellement sous la contrainte des règles qu'il a librement acceptées mais publiquement à l'occasion d'un débat parlementaire. Mais c'est là un sujet éminemment politique, qui ne viendra au jour qu'avec l'inévitable décalage qui sépare la décision juridictionnelle de son véritable impact sur l'opinion et la vie publique.

En attendant, les décisions du 20 octobre posent avec acuité un problème d'organisation du système des juridictions en France.

A quand la Cour suprême?

L'absurdité de la situation actuelle apparaît encore plus quand, rappelant la jurisprudence du Conseil constitutionnel qui ne peut et ne veut juger de la conformité d'une loi à un traité, on s'aperçoit qu'une loi déclarée conforme à la Constitution n'est plus désormais qu'un chiffon de papier, qui pourra être écarté par n'importe quelle juridiction pour non-conformité à un traité, celui de Rome, mais aussi la Déclaration européenne des droits de l'homme ou le GATT. Des pans entiers de notre législation sociale, de notre organisation administrative, judiciaire, douanière et économique deviennent ainsi vulnérables, d'autant que le domaine du droit européen ou international (le GATT peut-être) s'étend de plus en plus sans qu'on y retrouve les frontières juridiques nettes qu'on peut établir dans un système fédéral pour protéger les compétences des Etats.

L'organisation juridictionnelle de la France, écartée entre l'ordre judiciaire, l'ordre administratif et l'ordre d'ordre constitutionnel, le rend particulièrement vulnérable à cette progression en échelle de perchoir d'un pouvoir extérieur qui réduit progressivement à néant sa souveraineté, moins bien défendue que celle d'un Etat américain, d'un Land allemand ou d'un canton suisse qui sont protégés par une Constitution fédérale. Il devient urgent d'y mettre de l'ordre en donnant au juge constitutionnel le pouvoir de juger seul de la conformité à la Constitution et aux traités internationaux des lois votées par le Parlement, et promulguées sur renvoi, selon le cas, du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation.

On limiterait ainsi l'évaporation du droit français et préserverait ce qui peut encore l'être de la souveraineté. Par-delà cette réforme urgente, on peut s'interroger sur l'utilité désormais d'une juridiction administrative dont la justification repose aussi sur la loi des 16-24 août 1790: «*Les fonctions judiciaires sont distinctes et demeureront toujours séparées des fonctions administratives.*» Que restera-t-il de cette séparation si le droit international qui ignore entre de plain-pied dans notre droit interne par la jurisprudence administrative? A quand une Cour suprême en France?

(1) «*Documents pour servir à l'histoire de l'élaboration de la Constitution du 4 octobre 1958*», p. 135.
(2) *Ibid.*, p. 136.
(3) J.O. Débats A.N. Séances du 9 octobre 1980, pp. 2634 et suivantes, au rapport de l'auteur.

► Michel Aurillac, avocat à la Cour de Paris, conseiller d'Etat honoraire et ancien ministre de la coopération.

GILLES PERRAULT



• Désormais légendaire, l'Orchestre rouge fut le réseau de renseignement le plus important et le plus efficace de la Deuxième Guerre mondiale.
• A la tête du réseau, un homme exceptionnel, Léopold Trepper. On l'appellait le Grand Chef.
• Passionnant récit d'espionnage, document historique indispensable à la compréhension du deuxième conflit mondial, ce livre est aussi le roman vrai de personnalités hors du commun.



• Publié pour la première fois en 1967, l'Orchestre rouge fut traduit en dix-neuf langues et connut un succès international. De nombreux cinéastes voulurent le porter à l'écran. C'est finalement Jacques Rouffio qui en a réalisé l'adaptation, avec Claude Brasseur dans le rôle du Grand Chef.
• Cette édition, revue et augmentée, intègre tous les témoignages et documents rassemblés au cours des vingt dernières années.

FAYARD

RASSEMBLEMENT des ANCIENS JOCISTES

PARIS - 2 DÉCEMBRE 1989



Renseignements et inscriptions :
«*Anciens JOCI-JOCF*»
49 Faubourg Poissonnière, 75009 Paris.
ou téléphoner à Laetitia (16.1) 42.46.37.50

هكذا من الاول

POLITIQUE

BIBLIOGRAPHIE

« Les vingt et un jours qui ébranlèrent la droite »
de Gilles Bresson et Jean-Michel Thénard

Le rêve des « rénovateurs »

L'histoire d'une « comédie » — puisque ce mot est souvent revenu dans la bouche même des « rénovateurs » — celle de ces douze députés quinquagénaires qui au printemps de 1989 ont pris conscience, avec l'impasse de l'erreur qu'ils venaient de commettre en renonçant à présenter leur propre liste aux élections européennes.

Ces vingt et un jours — du 28 mars au 18 avril — ont été vécus comme l'échec d'une droite comme l'écrivait en titre de leur livre Gilles Bresson et Jean-Michel Thénard, journalistes à *Libération*. Pas vraiment si l'on en juge au résultat. Et pourtant leur ambition était grande : reconstruire l'opposition et lui donner un moral de vainqueur en éliminant ses leaders réputés perdants. Barre, Chirac et surtout Giscard. Contre ce dernier M. Létard, autant que M. Méhaignerie recherchaient la meilleure « solution finale » pour l'écarter définitivement de la prochaine course à l'Elysée.

Les « douze », qui viennent de remporter quelques succès aux municipales, se sentent alors porteurs de la « rénovation ». Ils ont aussi, comme le disent les auteurs, « la nostalgie du pavé qu'ils n'ont pas lancé en mai 68 ». Les deux journalistes de *Libération* ont alors mené une enquête, consignée comme un minuscule rapport de greffier, pour raconter ces trois semaines d'aventure qui se sont soldées par une « mutinerie ratée ».

Ces jeunes professionnels de la politique se comportent alors comme des amateurs déboussés, maladroits, louches, qui n'ont « ni stratégie, ni projet, ni tête de liste ». Et l'on suit les comploteurs dans leurs rendez-vous clandestins — dont les journalistes sont toujours informés — dans leurs mystérieuses rencontres, dans leurs conciliabules stériles. Tour à tour François Létard, Pierre Méhaignerie, Charles Millon, Dominique Baudis, Michel Noir apparaissent

comme d'éphémères leaders alors que Philippe Séguin, éminentissime du bord d'une piscine de Marolles, — semble tantôt tirer les ficelles, tantôt enrayer la machine.

Car au terme de cette enquête il apparaît bien que le maître d'Epinay, sans en avoir l'air, a bien fait avorter la conspiration en y déjouant une manipulation contrainte au bénéfice de M. Veil (tout comme le pensait M. Chirac). Mais il a aussi mis un terme aux ambitions concurrentes mais obstinées de Michel Noir qui voulait réaliser « un coup de force électoral » contre les partis. Telle est l'histoire conclue par une épigraphe de cette « bande des douze », qui s'est vite transformée en débandade car elle ne constituait en définitive que « le regroupement fortuit de douze ambitions personnelles souvent divergentes ». Avertis mais sévères, ce récit est aussi, comme le dit Serge July dans sa préface, celui d'un rêve interrompu par la réalité. Dur, dur !

ANDRÉ PASSERON

► Les vingt et un jours qui ébranlèrent la droite, de Gilles Bresson et Jean-Michel Thénard, Grasset, 278 pages, 88 F.

■ Le PC républicain : un débat sur les DOM et l'Europe. — Le Parti communiste réunionnais (PCR) a demandé, lundi 30 octobre, l'organisation d'« ateliers de développement », afin qu'un « grand débat » sur les relations entre les DOM et l'Europe puisse être organisé à l'Assemblée nationale. Selon le secrétaire général du PCR, M. Paul Vergès, ce débat ne devrait être que la « première étape » d'une discussion plus large sur l'avenir des DOM. En son dernier, plusieurs élus de Guadeloupe, Guyane et Martinique avaient déjà réclamé l'organisation d'un débat parlementaire sur le développement des DOM avant toute discussion au Parlement européen sur la réforme de l'octroi de la mer et sur le POSEIDOM.

POINT DE VUE

Privilèges...

par Jean-Jacques Dupeyron

Lors de la discussion à l'Assemblée nationale des projets de loi concernant le financement de la vie politique, M. Alain Lamassoure, député UDF des Pyrénées-Atlantiques, avait déposé un amendement qui supprimait le privilège fiscal dont bénéficient les parlementaires. Ceux-ci ne sont, en effet,

imposés que sur les onze vingtièmes du montant de leurs indemnités parlementaires. Cet amendement, soutenu, à titre personnel, par M. Charles Millon, qui n'était pas encore président du groupe UDF, s'est heurté à un très large front du refus, en commission comme en séance publique.

M. Lamassoure continue de penser, toutefois, qu'il faudrait que les parlementaires soient « parfaitement transparents sur le plan fiscal », quitte à réévaluer à la hausse leurs primes de secrétariat pour leur permettre de faire un travail plus efficace.

C'est à Daniel Haley — le croix — que l'on doit cette jolie formule : « La distribution de privilèges à chaque citoyen est la forme française de l'égalité ». Et à cet égard, nul n'est mieux servi que par soi-même. Ainsi nos députés viennent-ils, en commission des lois, de repousser un amendement Lamassoure qui, dans le droit fil de la célébration du Bicentenaire, tendait à mettre fin au privilège dont bénéficient les parlementaires au plan fiscal. Un argument merveilleux aurait fait mouche : pourquoi diable nos indemnités de députés seraient-elles normalement imposées alors que celles que nous percevons au titre de nos mandats régionaux ou locaux (parfois très élevés) sont en règle générale totalement exonérées ? C'est vrai ça, pourquoi ?

On croit rêver. Nous avons été assommés, jusqu'à la nausée, de discours commémorant, avec mines appropriées, la nuit du 4 août et la Déclaration des droits de 1789 — dont l'article 13, rappelons-le, pose le principe d'une égale répartition de la charge fiscale « entre tous les citoyens en raison de leurs facultés » — et, presque aussitôt, s'arabouant sur des privilèges d'Ancien Régime, les élus du peuple réaffirment leur volonté de se mettre à l'abri des impôts dont ils accablent les autres ? La belle démocratie que voilà, à l'ombre de la Grande Arche !

Bien entendu, si les parlementaires se refusent à payer les mêmes impôts que les salariés de Peugeot, c'est parce qu'ils cherchent dans le privilège fiscal une compensation à l'insuffisance supposée de leur rémunération : à l'heure où la cupidité est devenue valeur première de la République, comment ne feraient-ils pas eux-mêmes, avec amertume, les comparaisons auxquelles chacun pense tout de suite ? Mais on se heurte toujours à la même difficulté : « Quel traitement conviendrait-il d'assurer à un député, à un sénateur ? » Question classique mais fort délicate dans la mesure où on cherche en vain une référence de principe satisfaisante et où, sur le plan pratique, les situations s'avèrent extraordinairement diverses.

Nul n'en doute : s'ils ne disposent d'aucune autre ressource que leurs propres indemnités, les députés qui participent assidûment aux travaux de l'Assemblée et de ses commissions — ils sont rares... — et doivent pour cela partager leur existence entre une province et la capitale, peuvent avoir quelque difficulté à joindre les deux bouts (1). A l'inverse, on hésitera à s'apitoyer sur la condition des veimards qui, par l'effet d'un cumul astucieux des mandats, arrivent à totaliser des gains dix fois supérieurs au salaire moyen dans ce pays, avec imposition fiscale minime, voire bien plus s'ils sont députés européens.

Ajoutons que ces fonctions, toujours décriées lamentablement comme un sacerdoce de tous les instants au service du seul bien public, laissent tout de même quelques temps libres aux parlementaires — combien ? Secret d'Etat ! — qui continuent d'exercer parallèlement une pleine activité professionnelle, sans parler de tous les conseils d'administration dans lesquels on leur fait, sitôt élus, une place empressée : un bienfait n'est jamais perdu... Et il existe encore bien d'autres petites combines permettant aux élus d'arrondir substantiellement leurs revenus.

Bref, un grand public pourrait être surpris si tout était mis sur la table : ne serait-ce pas la moindre des choses dans une véritable démocratie ?

Triple condition

Par ailleurs, la rémunération inclut les avantages sociaux. Tôt ou tard, et mieux vaudrait tôt que tard, il faudra bien réformer notre système d'assurance-vieillesse, et cela va faire très mal. Serait-il convenable que des sacrifices drastiques soient imposés à des catégories pauvres ou modestes par des élus qui dissimuleraient leurs propres avantages en matière de retraite ? On en reparlera. Et l'on observera, dans la foule, que si les parlementaires sont toujours prompts à réclamer des pouvoirs plus étendus en matière de Sécurité sociale, leurs propres

régimes refusent catégoriquement de communiquer leurs comptes à la commission des comptes de la Sécurité sociale...

On le voit, le problème de la rémunération des représentants de la nation, dont les gains réels s'enveloppent aujourd'hui d'une obscurité soigneusement entretenue, est complexe. Si vraiment les intéressés sont convaincus que le montant de leurs indemnités est indigne de leur fonction, je ne verrais pas le moindre inconvénient, pour ma part, à ce qu'ils les portent au niveau du salaire de M. Calvet... Mais à une triple condition : d'abord qu'une parfaite transparence soit substituée à l'actuelle opacité ; ensuite que cette réévaluation soit accompagnée d'obligations et d'incompatibilités beaucoup plus strictes et enfin, bien sûr, que tout privilège fiscal d'un autre âge soit définitivement supprimé.

(1) Le total de l'indemnité parlementaire proprement dite, de l'indemnité de résidence et de l'indemnité de fonction avoisne 36 000 F par mois (auxquels s'ajoutent environ 40 000 F d'indemnités pour frais de collaboration et de secrétariat, indemnités qui restent souvent dans la famille)...

■ Au regard du fisc, seuls les onze vingtièmes de ces 36 000 F de base sont pris en considération : c'est donc cette mise hors jeu préalable des neuf vingtièmes qui se situe le privilège fiscal. La suite, en revanche, est classique : le revenu imposable est obtenu en déduisant des onze vingtièmes les retenues sociales et en appliquant en outre les deux abattements de 10 % et 20 %.

JEUNES LOUPS, VENEZ VOUS FAIRE LES DENTS
SUR PLUS CORIACE QUE VOUS.

JEUNES CREATEURS D'ENTREPRISE, AVANT DE CONCURRENCER
VOS GRANDS AINES, SEDUISEZ-LES.

JEUNES CREATEURS D'ENTREPRISE, AVANT D'AFFRONTER
LA CONCURRENCE, AFFRONTÉZ LA COMPETITION.

POUR MONTER VOTRE ENTREPRISE,
MONTEZ D'ABORD SUR NOTRE PODIUM.



FONDATION JACQUES DOUCE
31, rue du Colisé 75008 Paris

L'ESPRIT D'ENTREPRISE VOUS L'AVEZ. LA CHANCE, SAISISSEZ-LA.
CONTACTEZ MARIELLA BERTHEAS : (16-1) 40 75 54 88

هكذا من الأصل

14. Les émeutes à Paris
15. Le désastre de la centrale nucléaire de Tchernobyl

17. Crises : Serrano, l'Espagne
18. Arts : René Zuber, l'expressionnisme des vestiges

20. Le CSA et le projet de M. Tesco
24. Coupes européennes de football

Les catholiques, les musulmans et l'école

La recherche d'une « nouvelle laïcité »

À l'arrière-plan des polémiques sur le foulard islamique, est posée la question de la place de la religion dans la société. Elle a été très commentée, au cours de la dernière assemblée plénière des évêques à Lourdes, achevée le 30 octobre. Si l'épiscopat se félicite, comme l'a fait le cardinal Decourtray, de la « position pragmatique et provisoire » prise par le ministre de l'éducation, il craint que l'intégrisme islamique ne devienne le prétexte d'un retour à une « laïcité sectaire », selon l'expression du cardinal Lustiger. Les déclarations de M. Jospin ont provoqué des polémiques à gauche et au sein même du Parti socialiste.

L'affaire du foulard n'a pas pour l'instant soulevé de polémiques en Algérie et en Tunisie, mais la question des relations de l'islam et de ses pratiques avec les autorités n'est pas simple.

L'islam n'a pas fini de brouiller les cartes. Son irruption pose en termes radicalement nouveaux la question toujours passionnelle de la place des religions dans la société française. Depuis des années, une certaine détente se manifestait. Des habitudes de dialogue se formaient entre les différentes confessions et l'Etat. Avec le rebondissement actuel de la querelle laïque, ces relations ne risquent-elles pas de revenir au point mort ?

L'interrogation en a été captivée, à mots plus ou moins couverts, au cours de l'assemblée annuelle des évêques de France.

Les esprits commencent à bouger, en effet. Entre le statut officiel hérité de Napoléon (concordat avec le Vatican, consécration pour les laïques et pour les protestants) et le régime de stricte séparation des Eglises et de l'Etat adopté récemment au siècle plus tard, une sorte d'équilibre pragmatique se mettait en place. La dernière crise scolaire de 1984 devenait même la référence symbolique de la fin d'une époque marquée, entre la religion catholique dominante et l'Etat, par l'ignorance et le rejet.

Un lent travail de reconnaissance

On revenait de loin. Il y a seulement quinze ans, l'état-major de l'épiscopat français refusait *in extremis* une invitation à Matignon parce que l'annonce en avait été communiquée à la presse. Les relations entre les autorités de l'Etat et les confessions sont aujourd'hui moins « tapageuses » parce qu'elles sont devenues plus régulières et cordiales.

Ainsi l'habitude a-t-elle été prise de consulter les responsables religieux : c'est le président de la République lui-même qui a souhaité la participation de représentants des familles spirituelles au Comité national d'éthique. En 1986, on a vu un pasteur et un évêque s'exprimer devant la commission du code de la nationalité. De

la consultation, on est passé à la médiation : c'est à un catholique, à un protestant et à un franc-maçon que M. Michel Rocard a demandé de participer, pendant l'été 1988, à une mission de dialogue en Nouvelle-Calédonie.

On connaît l'existence d'aides publiques aux écoles confessionnelles. Mais l'Etat et les Eglises coopèrent aussi à la sauvegarde du patrimoine que représentent les bâtiments de culte. Il y a peu, en invoquant l'aide à la création, M. Jack Lang a même décidé la participation de l'Etat au financement d'une cathédrale à Evry, la première construite depuis un siècle.

Plus récemment encore — autre signe des temps — c'est l'Elysée qui, à la demande de la compagnie UTA, a proposé aux autorités religieuses du pays de se concerter et d'organiser un office commun à la mémoire des victimes de la catastrophe du DC-10.

La séparation n'est donc plus synonyme d'exclusion. Mais ce lent travail de reconnaissance du fait religieux risque d'être compromis par la crainte de l'intégrisme islamique. La pratique actuelle de la laïcité à la française peut-elle s'appliquer à une confession qui, à la différence des religions chrétiennes et juives, n'appartient pas au patrimoine historique du pays ?

L'imaginaire et les références des musulmans de France sont encore souvent imprégnés de la culture des pays d'origine.

Leur conception de la laïcité est étrangère à la notion de rattachement à une loi commune, qui s'impose à tous.

« Il faudra au moins trente ans pour que les musulmans s'intègrent en France », estime Mgr Lustiger. En attendant, le rattachement actuel du camp laïque arrive à un mauvais moment, pour la hiérarchie catholique en particulier. La négociation d'un temps réservé à la catéchèse, dans la semaine scolaire, était sur le point

d'aboutir, après de nombreuses polémiques, entre l'épiscopat et le ministre de l'éducation. Réclamée par la plupart des responsables confessionnels, la faculté d'introduire un enseignement au moins historique des religions à l'école commençait également à entrer dans le débat public. Un retour de balancier ne risque-t-il pas de se produire ?

Pour une séparation « à visage humain »

Personne ne réclame sérieusement un nouveau concordat, mais le souhait demeure chez les responsables religieux d'une redéfinition du cadre institutionnel de la laïcité. Le regard est tourné vers l'Allemagne fédérale où, dans un régime officiel de séparation, les Eglises disposent d'un statut public et de moyens d'expression et d'éducation inconnus en France. « Si cela n'est pas possible, dit le cardinal Decourtray, nous voudrions au moins pour la France une séparation à visage humain, plus respectueuse du réel, dénuée de toute idéologie. »

Les confessions chrétiennes craignent aujourd'hui de faire les frais d'un retour à une laïcité réduite à une stricte neutralité, selon des critères qui étaient ceux du dix-neuvième siècle, avant les lois de séparation. Ces critères ne leur paraissent plus pertinents depuis l'ouverture des frontières à la diversité des cultures.

L'Etat accepterait-il, comme on l'y invite de plusieurs côtés, de réexaminer la question de la laïcité ? L'espoir des évêques est mince, compte tenu du caractère politiquement explosif du sujet. Mais leur conviction est que mettre Dieu à la porte de l'école est la meilleure façon de l'y faire rentrer, sous les pires formes, et que l'apprentissage des religions, dans un climat de liberté, est le meilleur antidote contre toute sorte d'intégrisme.

HENRI TINCO.



L'écolier entre la cornette et le bonnet phrygien en 1904 (une caricature de l'« Assiette au beurre »)

Polémiques dans la gauche française

L'affaire des foulards islamiques provoque de nouvelles tensions et continue de susciter en France des débats passionnés. M. Gisèle Halimi, fondatrice et coprésidente du mouvement Choisir, a annoncé mercredi 1^{er} novembre qu'elle quitte SOS-Racisme, dont elle ne partage pas les positions concernant le port du foulard en classe. M. Gisèle Halimi a souligné jeudi sur Antenne 2 que le foulard était un « signe d'enfermement » de la femme considérée comme un « sous-être » par la loi islamique. « Touche pas à mon pote », a ajouté l'avocat, ce veut dire aussi touche pas à ma pote. J'ai l'impression que SOS-Racisme l'a complètement oublié. »

En réponse au texte de cinq intellectuels dénonçant le

manque de fermeté du ministre de l'éducation nationale, paru dans le *Nouvel Observateur* du 2 novembre, M. Gérard Le Gail, membre adjoint du secrétariat national du PS et proche de M. Jospin, a déclaré, jeudi sur France-Inter, que « la démarche des cinq intellectuels est très exacte, mais la démarche à ne pas suivre ». Selon lui, « l'école laïque saura trouver la juste voie pour résoudre le problème qui lui est posé aujourd'hui. Sinon, il faudrait des écoles coraniques et ce serait tourner la dos à une intégration authentique. » De son côté, M. Julien Dray, député PS de l'Essonne, a affirmé, dans le quotidien *France-Soir* du 2 novembre, qu'il souhaiterait voir se créer un ministère de l'intégration.

Algérie : « le voile du silence »

ALGER

de notre correspondant

L'affaire du hijab n'a pas fait couler beaucoup d'encre en Algérie. La presse, en français ou en arabe, a rendu compte du débat en France, relevant ici et là quelques positions opposées, mais sans jamais se livrer vraiment au commentaire. Quelques interrogations ont bien été formulées qui soulignaient qu'au pays des droits de l'homme et de la tolérance, le port du foulard n'était pas de nature à remettre quel que soit en cause. « Quelques foulards sur quelques têtes d'adolescentes ne menacent en rien l'école publique et Jules Ferry peut toujours respirer en paix. Ce n'est que l'effet apparent, le signe extérieur, qui rappelle, après bien d'autres indices, que l'islam est la deuxième religion de France », écrit le correspondant à Paris de *l'hebdomadaire du FLN*, dans son édition du 27 octobre.

Les journaux notent que les hommes politiques ont pris position « sans que l'on retrouve la traditionnelle sollicitude de tendances » et qu'il existe « une convergence entre les responsables des trois religions monothéistes ». Et *l'Algerien* dénonce dans son édition du 22 octobre « l'équation islam = terrorisme » en relation avec « les événements d'Iran et du Liban ». Plus généralement, la presse regrette la façon dont ont été mobilisées « l'attention et la tension là où l'indifférence aurait été préférable » car « sur cette malheureuse affaire qui ne peut que contribuer à alimenter les rancœurs des uns et les peurs des autres, il convient de jeter un voile de silence ».

En Algérie, le port du hijab s'est largement répandu ces dernières années, du défilé de traditions vestimentaires plus anciennes. Les femmes algériennes portaient le haïk, long voile blanc — ou noir dans la Constantinoise — agrémenté d'une voilette en dentelle qui masquait le visage. Dans certaines régions, l'Oranie et les hauts plateaux notamment, les femmes maintenaient plutôt le voile fermé d'une main, ne laissant apparaître qu'un seul œil — le gauche ou le droit selon la région.

Aucune réglementation ni obligation n'existent en matière vestimentaire. Les intégristes essaient d'imposer le hijab aux jeunes filles, recourant parfois aux menaces, voire à la violence. Mais les rues d'Alger foisonnent d'adolescentes et de femmes vêtues à l'euro-péenne. Le jeans et la mini-jupe côtoient le hijab et le haïk dans toutes les grandes villes d'Algérie.

Conflit à l'hôpital

Les associations féminines dénoncent régulièrement les agissements des mouvements islamistes, aussi bien sur les campus et dans les universités que dans le monde du travail. Mais d'un autre côté, des « sœurs musulmanes » revendiquent le droit de porter le hijab en travaillant et luttent contre la mixité. Dimanche 28 octobre, environ trois cents étudiantes et étudiantes animées par un « Comité de défense de la dignité de l'étudiante » ont manifesté devant l'Assemblée populaire nationale, pour protester contre la mixité dans la cité universitaire de Dergana, à l'est de la capitale. Les garçons d'un côté, les filles de l'autre, représentaient en chœur des slogans

figurant également sur des banderoles : « La mixité = délinquance juvénile », « Non à la mixité à Dergana », « La mixité est une atteinte à l'article 2 de la Constitution » (qui stipule que l'islam est religion d'Etat). La cité universitaire de Dergana est fréquentée par mille trois cents jeunes filles, mais elle dispose encore de sept cents lits libres, dans des blocs séparés que le ministère souhaite attribuer à des étudiants sans logement.

L'Algérie a aussi son affaire de foulard. L'hebdomadaire *Algérie-Actualité* révèle dans son numéro du 26 octobre les menaces qui ont été proférées à l'encontre d'un professeur de médecine de l'hôpital Parnet. Le chef du service maternité-gynécologie, M^{me} Nafissa Lallam, encourt la colère des intégristes et celle de l'immense majorité de la population, depuis l'été dernier, pour avoir interdit le port du hijab en salle de travail, au bloc d'accouchement et en salle de post-opérées. « Je suis dans le vrai. Je défends des valeurs et des règles universelles, entre autres celles de l'espèce », a confié à l'hebdomadaire le professeur Lallam avant d'ajouter : « La menace ne me fait pas peur. Je suis fille d'immigré, je crois au métabolisme (1) et j'ai affronté le danger plus d'une fois dans ma vie de militante ».

Interrogé sur ce cas par *Algérie-Actualité*, le chef Ali Megherbi, membre de l'exécutif supérieur islamique a affirmé que « selon le chahid (2), la femme ne doit laisser paraître que son visage et ses mains », précisant toutefois que lorsque la nécessité en fait impérieuse « la loi islamique permet d'outrepasser la prescription ».

FREDERIC FRITSCHER

(1) Ce qui est écrit, destiné.
(2) Loi coranique.

Tunisie : le jean majoritaire

TUNIS

de notre correspondant

La polémique sur le port du foulard dans les établissements scolaires français n'a fait l'objet d'aucun commentaire particulier en Tunisie, ni dans les sphères officielles ni de la part de cercles de l'opposition. Les médias, si prompts à s'enflammer au moindre incident dont un Maghrébin peut être victime en France et à crier au racisme, se sont contentés de reproduire sèchement quelques dépêches d'agence. Notons tout de même ce titre de *Tunis Hebdo*, après la déclaration de M. Jospin : « Une tolérance qui couvre l'intégrisme ».

Il est vrai que les journaux se sont montrés aussi discrets sur la récente décision des autorités tunisiennes de réactiver une vieille circulaire gouvernementale interdisant le port de la tenue islamique (foulards mais aussi robes longues) dans les administrations et les établissements dépendant de l'éducation nationale. Rédigée à l'époque où l'ancien président de la République, M. Bourguiba, poursuivait les islamistes et s'efforçait de démanteler leur mouvement, ce texte paraissait oublié depuis l'arrivée au pouvoir de M. Ben Ali, qui a pris des mesures en faveur de la réhabilitation de l'islam.

Juger selon les cas

Cette réactivation coïncide avec la tension qui vient de resurgir entre le pouvoir et le mouvement Ennahdha après que celui-ci eut réclamé l'éviction du gouvernement du ministre de l'éducation nationale, accusé de vouloir laïciser l'enseignement et d'appeler à la rébellion du corps enseignant tant qu'il demeurerait en fonction (le *Monde* du 5 octobre). La circulaire est donc de nouveau appliquée dans les diverses administrations et surtout très strictement dans les services en contact avec le public.

Le corps enseignant doit aussi s'y plier rigoureusement. En revanche, pour les élèves, le gouvernement a recommandé aux directeurs d'établissements de juger selon les cas et les situations, de faire preuve d'une certaine souplesse et d'éviter les incidents qui pourraient dégénérer.

Pas de profonds

Le port de la tenue islamique a été pendant longtemps assez rare en Tunisie, où, selon l'article premier de la Constitution est « un Etat libre, indépendant et souverain ; sa religion est l'islam, sa langue l'arabe et son régime la république ». La tenue islamique a commencé à se manifester dans de plus larges proportions durant les années 1978-1979 à l'époque de la révolution khomayniste, qui a coïncidé avec l'arrivée sur le devant de la scène d'un islamisme à caractère politique demeuré jusque-là en retrait.

La réactivation de la circulaire interdisant le port de cette tenue

n'a pas suscité jusqu'ici de profonds remous. Les jeunes filles qui s'en reviennent sont loin d'être la majorité. A la sortie des lycées et des collèges de la capitale et de la banlieue, les jeans, les minijupes et les autres tenues de type occidental sont beaucoup plus nombreuses que le hijab porté par une élève ou une étudiante sur quinze ou vingt. Mais la proportion est sans doute plus élevée en province.

Pour les militants et sympathisants du mouvement islamique, l'interdiction de la tenue islamique signifie que les pays occidentaux veulent « détruire la société afin de mieux l'exploiter », et elle est significative de l'intention du pouvoir de « se couper des racines arabo-islamiques ». Mais, pour la grande masse des Tunisiens attachés à la société civile, la religion ne s'exprime pas par un quelconque signe vestimentaire qui, de surcroît, a été longtemps étranger aux traditions du pays.

MICHEL DEUWÉ

5^{ème} FESTIVAL INTERNATIONAL DE DANSE

DU 7 AU 12 NOVEMBRE 1989 PALAIS DES FESTIVALS A 20H30

MARDI 7 NOVEMBRE 8H

MERCREDI 8 NOVEMBRE 9H

JEUDI 9 NOVEMBRE 10H

VENDREDI 10 NOVEMBRE 11H

SAMEDI 11 NOVEMBRE 12H

DIMANCHE 12 NOVEMBRE 13H

THE TOKYO BALLET
CULLBERG BALLET
COMPAGNIE KARINE SAPORTA
SCAPINO BALLET ROTTERDAM

SALLE NIEMÉE A 15H

Les après-midi de DANSE CONTEMPORAINE
Maïté FOSSEN - Jean-Marc COLET
Christine BASTIN - Régine CHOPINOT

سكنى الجبل

حکومتی اہل

SOCIÉTÉ

Peaux noires, justice blanche en Martinique

Les gendarmes ont-ils tabassé Adrien Caloc ? D'accusations en injures, l'affaire a envenimé les rapports entre avocats et magistrats à Fort-de-France.

FORT-DE-FRANCE
de notre envoyé spécial

Sous le soleil des tropiques, la justice a du mal à rester la justice. Ce n'est pas que la loi y prenne des libertés avec le code, mais le changement de fuselage horaire provoque un décalage qui fait les petites querelles et les grands malentendus. De vilaines accusations de tabassage et des chamailleries à répétition entre avocats et magistrats empoisonnent ainsi le climat judiciaire de Fort-de-France.

La Martinique n'a pas le privilège de ces disputes entre gens de robe, mais ici les avocats et leurs clients sont noirs, tandis que tous les magistrats ou presque sont blancs. Il n'en faut pas davantage pour que renaissent l'antique accusation de « justice coloniale ».

C'est jour de correctionnelle, le lundi, au palais de justice de Fort-de-France. « Palais » par habitude de langage : la justice a connu des cadres plus solennels. Ici, une allée de manguiers tient lieu d'escalier d'honneur. Portes largement ouvertes, fonctionnaires nonchalants, la justice se rend à tous vents dans une chaleur de séchoir à cheveux.

Des curieux passent la tête pour happer les bribes d'un interrogatoire ou d'une plaidoirie. Pince-sans-rire, un avocat s'efforce de convaincre le tribunal que c'est pour des raisons religieuses que les deux « rastas » qui occupent le banc des prévenus s'adonnent à la marijuana. Un vieil homme emprunté se risque dans la salle d'audience, son bakoua (chapeau de paille) respectueusement à la main. Les travées du public sont muettes d'attention, face à la justice qui déploie ses rites dans un silence de grand-messe.

Le récit d'Adrien

Investi de tous les espoirs, convergence de toutes les rancunes et de tous les drames, l'institution judiciaire est sacrifiée à la Martinique plus qu'ailleurs. L'est ailleurs. Aussi devrait-elle être insoupçonnable. Or elle prête le flanc aux reproches de partialité et, pis encore, ici, de morgue. Les magistrats ont beau crier au mauvais procès, la méfiance s'est installée qui grippe la machine judiciaire et nuit à la sérénité nécessaire de l'institution.

L'homme par qui le scandale est arrivé s'appelle Adrien Caloc. Il est noir comme l'ébène et ne parle que le créole. Minuscule entrepreneur d'un département rongé par le chômage, il a mis ses espoirs et investi ses économies dans un bout de terre (bulldozer) de seconde main, aux commandes duquel il laboure à la demande les bananeraies du nord-est de l'île, les mornes (collines) surtout, que les autres engins ont du mal à travailler.

Les coudes sur la table cirée de la table familiale, dans la bicoque des Caloc qui surplombe le

bourg du Lorrain, il fait, traduit par sa femme Alberte, un récit aux intonations vanilleuses. Ce récit a connu quelques variations au fil des mois, mais il est, aujourd'hui, fixé. Adrien Caloc le répète prochainement à Paris, où il doit participer à une conférence de presse organisée par le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples).

Avant de se mettre à son compte, Adrien Caloc travaillait comme conducteur d'engins pour un employeur, Ghislain Vildeuil, avec qui les rapports ont vite tourné au vinaigre. Passons sur les détails de cotisations sociales non versées par Vildeuil et de boutures prétendument sabotées par Caloc, pour en venir à cette journée de septembre 1988 où, sur plainte du premier, le second est convoqué à la gendarmerie du Lorrain.

Adrien Caloc en ressortira sonné, victime de traumatismes décrits en ces termes par un médecin de la ville voisine de Sainte-Marie, le docteur Jocelyn Kéclard : « forte contusion » entraînant une « limitation de la mobilité de l'épaule droite » ; « traces d'enserriment aux deux poignets » et « douleur lombaire » s'accompagnant « d'une scoliose transitoire due à la rétraction musculaire ».

Version d'Adrien Caloc et de son principal avocat, Me Marcel Manville : il a été passé à tabac par les gendarmes, qui ont pris soin de ne pas laisser de « traces ». Entravé, pour empêcher toute fuite, comme on attachait les nègres - à l'époque de Louis XIV, il a dû « après une nuit de souffrance », avouer des forfaits qu'il n'avait pas commis et sur lesquels il est revenu depuis.

Il n'y a pas, officiellement, de version des gendarmes. Sur plainte d'Adrien Caloc, trois d'entre eux sont menacés de poursuites et se taisent.

Dans les locaux de la brigade du Lorrain, où un ventilateur fatigué baratte un air chargé des vents marins, le commandant, poil ras, short kaki et bas montants, fait barrage entre ses hommes et le journaliste de passage. A en croire la rumeur publique, la version des trois gendarmes tiendrait en quelques mots valant absolue : alors qu'en garde à vue Adrien Caloc prétendait aller chercher son épouse pour qu'elle appuie ses dires, il aurait été rattrapé par les gendarmes, se serait défendu et aurait succombé sous le nombre.

Tabassage et calomnie

De cette « bavure » (version d'Adrien Caloc), ou de cet incident (version des gendarmes), Me Manville a fait, avec talent, une cause. Grande gueule, chaleureux et intarissable, cet avocat de soixante-sept ans est resté fidèle à son passé de tiers-mondiste flamboyant. Camarade d'études et de régiment de Frantz Fanon, l'auteur de *Peau noire, masques blancs* avec qui il

prit part à la campagne d'Alsace, il fut interdit de séjour en Martinique au milieu des années 60 pour indépendantisme.

Les thèses séparatistes qu'il défend toujours n'alarment plus personne. Elles font partie du paysage politique local et comme, à la différence de la Guadeloupe, les hérauts d'une Martinique indépendante préfèrent le verbe à la penitence, aucun préfet n'y trouve à redire.

Arrivé solidement à la métropole, le département de la Martinique n'est pas, malgré tout, la Corée. C'est l'Amérique de couleur ici ou, plus exactement, les Caraïbes voûtées, faute d'autre horizon économique, à n'être pour longtemps qu'un paradis noir pour touristes blancs. Le reste de sa prospérité, la Martinique le doit, en grande partie, à d'énormes subventions versées par la Métropole qui sauvent tout mais n'arrangent rien : l'orgueil martiniquais n'en finit pas de panser les plaies de cette dépendance.

L'affaire Caloc, depuis la tournure qu'elle a prise après le tabassage réel ou supposé de celui-ci, a exacerbé ces susceptibilités. Les avocats ont fait bloc autour de Me Manville, dont ils sont pourtant loin de partager les opinions indépendantistes. Traités de noms d'oiseaux par le même Me Manville, les magistrats ont fait corps eux aussi. Si la vérité existe, elle est obscure, désormais, par cet affrontement entre gens de robe. Autochtones contre métropolitains. Noirs contre Blancs, et inversement.

« Il est fou »

La scène qui a mis le feu aux poudres a pour théâtre la chambre correctionnelle qui bruisse, comme tous les lundis, des grandes et petites misères de l'île. Adrien Caloc y est convoqué pour répondre, notamment, d'une plainte déposée contre lui par les gendarmes du Lorrain. S'il les poursuit pour tabassage, ceux-ci lui ont rendu la monnaie de sa pièce en l'accusant de dénonciation calomnieuse.

L'audience à peine ouverte, c'est l'incident. Sentant la tension monter, le substitut, M. Claude Bellenger, apostrophe Me Manville : celui-ci ne serait-il pas venu là pour « faire de la politique » ? L'audience continue, malgré tout, tendue, chaotique, jusqu'au moment où l'on entend le même magistrat avancer que les avocats de Fort-de-France « ne connaissent pas le code ».

Autant les traiter d'incapables ou, pour parler comme Me Manville, de « nègres ignorants ». Plusieurs mois après, le barreau n'en est toujours pas remis. Graves, communiquées confuses de presse, démarches à la chancellerie à Paris, la blessure n'est plus à vif mais elle est mal cicatrisée. L'outrage résonne encore aux oreilles des avocats martiniquais, prêt à envenimer la prochaine bisbille. C'est pourquoi la justice continue de boiter en Martinique.

Elle boitera aussi longtemps qu'un point final n'aura pas été mis à l'affaire Caloc. Objet de procédures arborescentes, celle-ci n'en prend pas le chemin. Des dossiers secondaires se sont greffés sur le dossier principal, dont l'un vise à obtenir du conseil de l'ordre des avocats des sanctions contre Me Manville.

Il faut dire que celui-ci n'y est pas allé de main morte ce jour-là, au Lorrain, où le Parti communiste pour l'indépendance et le socialisme (connu sous son sigle créole de PKLS), dont Me Manville est l'un des cinquante membres revendiqués, organise un meeting de soutien à Adrien Caloc.

Le défenseur s'enflamme devant un petit auditoire plus curieux qu'acquis. La maréchaussée est vilipendée, elle en a l'habitude, et assimilée « aux troupes françaises qui occupent notre pays ».

Surtout, deux substituts en prennent pour leur grade. A propos de l'un, Me Geneviève Pierron, partiellement antillaise, Me Manville parle d'un magistrat « un peu bête ». De l'autre, M. Bellenger, il affirme : « I fou, yo vouti' la ba nou ». Traduction libre du créole : « Il est fou, c'est pour ça qu'on nous l'a envoyé ici ».

Ce fut au tour de la magistrature de se cabrer sous l'insulte, siège et parquet confondus, c'est-à-dire magistrats injuriés et juges appelés à trancher de l'affaire Caloc. Ce qui a surtout en pour résultat de faire monter la tension d'un nouveau cran. Car, impliqués dans une querelle interne à la famille judiciaire, les magistrats en poste à la Martinique vont devoir se donner à eux-mêmes raison ou tort. La modération peut-elle s'imposer dans ces conditions ? Et que vaudront des décisions entachées d'un tel soupçon ?

Invité à désaisir le tribunal de Fort-de-France par une requête en suspension d'instance, la Cour de cassation a estimé que cette demande était infondée et a peut-être, ce faisant, perdu l'occasion de calmer les esprits. Faire juger l'affaire ailleurs, aurait réduit celle-ci à ses justes proportions : les faits et rien d'autre. Tandis qu'aujourd'hui, ravivés par l'infatigable Me Manville, d'autres affaires ressurgissent. Il y est question de policiers à la détente facile, de gendarmes brutaux ou oublieux du code pénal, tous blancs.

Le parquet général de Fort-de-France n'a pas laissé s'enliser ces bavures. Des enquêtes ont été ordonnées et des représentants des forces de l'ordre sanctionnés. En agissant vite et avec doigté, on coupe court aux accusations de partialité, même si on ne fait pas toujours taire les irréductibles.

Le petit peuple de Martinique assidu aux audiences du lundi ne s'y trompe pas. Il continue de faire confiance aux tribunaux et aux magistrats. Mais il se reconnaît aussi dans un Caloc et attend la suite : dans un département où l'on a le sens de la justice et de sa dignité à fleur de sa peau noire, aucun faux pas, venant de Blancs n'est permis.

BERTRAND LE GENDRE

Bavure médico-légale dans le Loir-et-Cher

Le « mort-vivant » de Lamotte-Beuvron

M. Jean-Michel Prêtre, substitut auprès du procureur de la République de Blois, vient d'ouvrir une enquête concernant un jeune homme de dix-neuf ans officiellement considéré comme mort après une tentative de suicide médicamenteux à Lamotte-Beuvron, et qui a finalement été retrouvé vivant, samedi 28 octobre, par un employé du funéraire de Blois.

BLOIS
de notre envoyé spécial

Après quinze ans et demi de travail quotidien ou presque au contact des morts, M. Galet, employé des pompes funèbres, générale de Blois, n'avait jamais assisté à une telle scène. C'était ce samedi 28 octobre, vers 19 heures, quelques minutes après l'arrivée au funéraire de Blois d'un corps provenant de la morgue de Lamotte-Beuvron (Loir-et-Cher). Curiosité ou souci de faire sa tâche comme il convient, M. Galet ouvrit la housse plastifiée qui recouvrait le corps et découvrit une victime des morts violentes. C'est alors qu'il crut voir, sous les bandages, le « cadavre », déjà préparé, s'animer, déglutir et presque imperceptiblement respirer.

Témoignages divergents

Cette affaire hors de l'ordinaire avait commencé la veille avec le signalement aux gendarmes de Lamotte-Beuvron de la disparition d'un jeune homme de dix-neuf ans installé en Sologne depuis quelque temps pour des raisons professionnelles. Le même jour, une voiture avait, dit-on, été aperçue dans une propriété boisée de la commune par des chasseurs qui n'y avaient pas plus prêté attention. Samedi, le même véhicule était au même endroit. Alertés, les gendarmes découvrirent le jeune homme inanimé dans le véhicule fermé à clé de l'intérieur. Autour de lui, des tubes de médicaments divers, des habituels pour le pipi, ne laissant guère de doute la réalité de la tentative de suicide.

Les gendarmes furent immédiatement appelés aux pompes funèbres, qui, au même endroit, le plus proche, celui-ci, venu de Romorantin-Lanthenay, fit-il alors l'examen complet indispensable avant de pouvoir affirmer que le jeune homme était bel et bien mort ? Les témoignages divergent sur ce point qui était vite devenu essentiel. Certains soutiennent, aujourd'hui, que le corps présentait déjà tous les signes caractéristiques de la mort alors que d'autres disent qu'un gendarme présent sur les lieux avait cru voir un instant le « cadavre » déglutir.

Un geste salutaire

Le médecin ayant fait son diagnostic de décès, les premières tentatives de réanimation par bouche à bouche et masque à oxygène furent interrompues et le service médical d'urgence d'Orléans-La Source, alerté entre-temps par le SAMU de Blois, fit demi-tour. Le corps fut transporté jusqu'à la morgue de la maison de retraite de Lamotte-Beuvron pendant que les gendarmes prenaient contact avec Jean-Michel Prêtre, substitut auprès du procureur de la République de Blois. Celui-ci ordonna le transfert du corps au funéraire de la préfecture du Loir-et-Cher pour une

autopsie qui permettrait de confirmer les causes supposées de la mort du jeune homme. A Blois, la routine médico-légale se mettait en place pendant qu'à Lamotte-Beuvron, on procédait à la toilette du « mort » que l'on plaçait, comme c'est l'usage, dans une housse plastifiée hermétique. Ce fut ensuite, en fin d'après-midi, le transport sur Blois dans une ambulance spéciale à l'atmosphère d'azote stérilisée permettant de prévenir les premiers phénomènes de putréfaction. Un voyage sans issue si l'employé du funéraire, blessé comme il aurait pu l'être, n'avait ouvert le fincui plastifié, répondant à un réflexe de curiosité dont il n'imaginait pas à quel point il serait salutaire.

Sans ce geste, le médecin légiste requis pour l'autopsie aurait ensuite ouvert le corps en contemplant, du même oeil, qu'il avait le « patient » ? L'histoire de la médecine légale compte malheureusement plusieurs cas de ce genre. Cette dramatique question ne devait heureusement pas être posée. A nouveau alerté, le SAMU de Loir-et-Cher et les anesthésistes réanimateurs de l'hôpital de Blois entrèrent en action.

Le malade, plongé dans un coma profond, était alors comme dans un état de semi-hibernation. Sa température corporelle était de 23,5 °C et son pouls ne dépassait pas vingt pulsations par minute. Après avoir accompli en urgence les gestes habituels de réanimation, les spécialistes bloisais entreprirent un long travail de « resuscitation » visant à ramener progressivement, grâce à la mise en place d'une circulation extra-corporelle, la température du jeune homme.

Deux expertises

Compte tenu des circonstances, les enquêtes ordonnées par le substitut du procureur a changé d'objet : de la recherche des causes de la mort on est passé à celle de l'origine de blessures dues, pourrait-on penser, à une certaine forme de négligence médicale. Plusieurs questions vont, en effet, soulevées à Blois, tant dans les milieux médicaux que judiciaires : le médecin appelé par les gendarmes de Lamotte-Beuvron a-t-il tout mis en œuvre pour s'assurer de la mort du jeune homme ? Les conditions de conservation de ce que l'on pensait être un cadavre, surtout-elles n'ont-elles pas, dans quelle mesure - ou « patient » ? Afin de répondre au plus vite à ces questions, le substitut vient de commettre deux experts de médecine légale, le professeur Étienne-Charles Fougère, expert national et le docteur Patrick O'Byrne.

A Blois, la direction du centre hospitalier, en dépit des demandes qui lui ont été faites par plusieurs médecins, a refusé à tous déclarations. Tandis que celle du funéraire de la ville se dit à trois continents de la présence d'esprit de son personnel. Pour sa part, M. Galet, l'employé du funéraire, encore bouleversé, compte à quel point il aurait été sûr d'un jour prochain, celui qu'il a sorti de la poutre pendant son contact avec lui.

JEAN-YVES MAU

En formation I.E.C., si mis au point un système de gestion documentaire sur GESSIB III pour ma banque, en 6 mois.

Mireille STEPHAN

A l'INUT, j'ai construit un dispositif de formation à l'utilisation de terminaux vidéo, destiné au personnel navigant de ma Compagnie Aérienne.

Alain D.

J'avais un projet de dictée à l'acoustique et de synthèse sonore. Je l'ai réalisé à Villeneuve. L'ARUM a accepté de participer à son édition et j'ai été engagé par la Cité de la Musique à La Villette.

Philippe CHATELIER

Maquette, j'ai voulu découvrir la PAO. Je me suis découvert un talent de formateur et maintenant je dirige la formation de Point Compo.

Claude GAUTHIER

ET VOUS ?

FORMATION I.E.C.

DIPLOME INFORMATIQUE EDUCATION COMMUNICATION

UNIVERSITE PARIS XIII IUT DE VILLETANEUVE CFC

83430 VILLETANEUVE 93 12 CLEMENT 10 40 31 17 00 06 15 10 00 00

EN BREF

□ **Iparretarrak** revendiqué trois incendies à Bayonne. - L'organisation indépendantiste basque Iparretarrak a revendiqué, mercredi 1^{er} novembre, après d'une radio et d'une agence basques, les incendies commis la nuit précédente à Bayonne contre des locaux de la direction départementale de l'équipement. Trois foyers avaient été allumés dans la nuit de mardi à mercredi, l'un deux détruisant complètement un bâtiment préfabriqué qui abritait des bureaux administratifs. Le sigle d'Iparretarrak - un « K » entouré de rouge - avait été découvert sur place par les enquêteurs.

□ **Séisme de forte magnitude au Japon.** - Un séisme de magnitude

7,1 s'est produit le 1^{er} novembre très tôt dans la matinée au large de la côte nord-est de Honshu, l'île principale de l'archipel japonais. Une réplique de magnitude 5,8 a été ressentie dix minutes après le choc principal. On ne signale ni victimes ni dégâts. - (AFP, UPI.)

□ **INDE : cinquante-deux morts à la suite du déraillement d'un train.** - Le déraillement d'un train express reliant New-Delhi à Calcutta, mercredi 1^{er} novembre, dans l'Etat du Bihar (Est de l'Inde) a fait cinquante-deux morts, selon un dernier bilan diffusé par l'agence indienne de presse PTI, mercredi soir. Selon l'agence, cinquante-quatre passagers seraient encore hospitalisés. - (AFP.)

Le Monde

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Après l'attentat contre la voiture du directeur du centre de transfusion sanguine

Le désarroi des hémophiles victimes du sida

L'incendie, le jour de la Toussaint, devant son domicile parisien, de l'automobile du directeur général du Centre national de transfusion sanguine (CNTS), le docteur Michel Garretta, prend des allures de symbole. La responsabilité du CNTS et de son directeur dans la contamination massive des hémophiles français par le virus du sida a trop souvent été mise en cause pour que l'hypothèse d'un lien entre l'attentat, mercredi 1^{er} novembre, et la tragédie des hémophiles ne soit pas retenue pour les enquêteurs de la brigade criminelle chargée de cette affaire (*Le Monde* du 2 novembre).

d'utiliser des produits chauffés pour les hémophiles, un avis qu'il renouvellera en avril 1985 lors de la première conférence internationale sur le sida. C'est alors que l'attitude des responsables français devient quelque peu incompréhensible. Alors que le centre de transfusion sanguine de Lille met au point la première technique française de chauffage — qui demandera quelques mois pour être généralisée — le ministre de la santé se refuse à interdire la vente aux hémophiles de produits non chauffés.

Un décret de juillet 1985 repousse à octobre la décision du ministre qui apparaît comme une demi-mesure : à partir du 1^{er} octobre 1985, seuls seront en effet remboursés les produits chauffés.

Il reste donc trois mois aux centres pour s'adapter à cette situation

insolite. Les achats de produits chauffés augmentent (plusieurs millions d'unités seront importés par le CNTS pendant ces quelques mois). Cependant, à cause de l'autonomie des centres de transfusion, l'incertitude demeure sur le nombre de produits non chauffés distribués au cours de l'été 1985 et après le 1^{er} octobre 1985. Certains hémophiles assurent d'ailleurs avoir été soignés après cette date avec des produits non chauffés.

L'indemnisation des victimes

Au retard ainsi pris par les autorités sanitaires s'ajoute rapidement le problème à la fois douloureux et épineux de l'indemnisation des hémophiles contaminés par le sida. Il faudra attendre l'été dernier pour qu'un accord soit conclu entre les représentants de la transfusion

sanguine, leurs compagnies d'assurance et l'Association française des hémophiles. Au terme de cet accord, deux systèmes, l'un public et l'autre privé, contribuent à l'allocation consentie aux hémophiles. Dans le cadre de l'Agence de lutte contre le sida, le fonds public de solidarité accorde à chaque malade ou à sa famille de 30 000 F à 170 000 F. Parallèlement, les assureurs s'engagent à débloquer un fonds privé global de 170 millions de francs (100 000 F pour chaque hémophile séropositif, et jusqu'à 250 000 F en cas de décès) sans toutefois prévoir d'allocation pour les parents des enfants contaminés.

Où en est aujourd'hui l'application de ce dispositif rendu public le 12 juillet ? (*Le Monde* du 13 juillet). Quelques cinquante familles ont effectivement reçu l'allocation du fonds public de solidarité et une

centaine de dossiers d'indemnisation ont été ouverts. Les choses sont plus compliquées en ce qui concerne les fonds privés. La Fondation de France, qui devait initialement gérer les 170 millions de francs débloqués par les assureurs, vient, tout récemment, de renoncer à cette charge. Quant aux sommes allouées, nombreux sont ceux qui estiment leur montant dérisoire, voire insultant. Le président de l'Association française des hémophiles, M. Bruno de Langre, s'il reconnaît qu'il n'y a pas de prix pour la souffrance humaine, estime pour sa part que cet accord, pour insuffisant qu'il soit, a le mérite de débloquer une situation matérielle intenable pour beaucoup d'hémophiles. Mais il reconnaît, d'autre part, que les dirigeants de la transfusion sanguine « n'ont pas su gérer en temps voulu et avec com-

préhension l'épidémie de sida et le traitement des hémophiles ».

Mais c'est probablement la clause de renonciation, contenue dans l'accord et selon laquelle le versement de l'indemnité n'est effectué que si la famille ou le malade « renonce à toute action au titre de la contamination », qui suscite l'indignation la plus vive. Aux yeux des hémophiles, cette clause aboutit à annuler purement et simplement la responsabilité du CNTS. Une solution que n'accepte pas M. Jean Péron-Garvanoff, le président de l'Association des polytransfusés : « Des enfants et des adolescents sont morts ou vont mourir. Des familles sont dans la misère et le désespoir parce que, en 1984 et 1985, des produits potentiellement dangereux ont été volontairement écoulés, par négligence et par mesure d'économie. »

BÉATRICE BANTMAN

Les faits qui conduisent certains à invoquer la responsabilité des dirigeants de la transfusion sanguine française remontent à 1984. A cette date, le virus du sida a été isolé depuis un an par le professeur Luc Montagnier. La maladie, quant à elle, est connue depuis 1981 et, dès 1982, les médecins des centres de transfusion savent que le sida est transmis par voie sanguine comme par voie sexuelle. Pour les hémophiles qui ne peuvent mener une vie normale qu'au prix de transfusions répétées de dérivés sanguins, le sida représente un grand risque : en quatre ans, mille cinq cents hémophiles — la moitié des malades français — seront contaminés par le virus. Une centaine d'entre eux sont décédés et plusieurs dizaines — entre cent et deux cents — dont de nombreux enfants — sont atteints du sida.

Pourtant, dès l'été 1984, un espoir apparaît. Une technique nouvelle qui consiste à chauffer à plus de 60 degrés les dérivés sanguins suffit, apprend-on, à inactiver le virus HIV. Présenté à Munich en 1984 lors du congrès de l'Association internationale de transfusion sanguine, le procédé a successivement été mis au point par plusieurs laboratoires étrangers, dont Travenol aux Etats-Unis et Immuno en Autriche. Très rapidement, ces laboratoires sollicitent le CNTS, seul centre français habilité à importer des produits de fabrication étrangère. Ce dernier refuse parce que la méthode de chauffage pourtant utilisée par la plupart des firmes étrangères n'aurait pas fait la preuve de son efficacité.

Fin 1984, le doute n'est plus possible. Le très rigoureux Center for Disease Control (CDC) d'Atlanta annonce officiellement qu'il est désormais plus que recommandé

CONSTRUIRE, C'EST UN DON...



Il ne suffit pas de posséder une pierre au coin de la rue pour être un professionnel de l'immobilier. Il faut de l'intuition pour choisir les meilleurs sites. Il faut du talent pour concevoir les espaces les mieux adaptés aux désirs des futurs utilisateurs. Il faut du métier pour construire des logements et des bureaux de qualité. A la SINVIM, Société d'Investissements Immobiliers de France, nous vous offrons une expérience fondée sur une

longue pratique de l'aménagement et de la construction : en un quart de siècle 70 000 logements, 850 000 m² de bureaux, commerces, locaux d'activité et de loisirs. Nous sommes 150 à mettre notre savoir-faire, notre expérience et notre enthousiasme en commun pour créer des lieux où il fait bon vivre, travailler et se détendre. Chaque lieu possède un génie qui lui est propre. La SINVIM sait l'apprivoiser pour vous.

SINVIM
GROUPE COMPAGNIE BANCAIRE

le génie des lieux

5, Avenue Kléber 75116 PARIS — Tél. : 45.01.31.38

SCIENCES

Au Muséum

Les cent trois bougies de Chevreul

Le Muséum national d'histoire naturelle, par une petite exposition, le centième anniversaire de la mort de Michel Eugène Chevreul, fondateur de la chimie organique et collectionneur de records. Chevreul, né à Angers en 1788, mourut à l'âge de cent trois ans. Nommé en 1824 directeur des teintures à la Manufacture des Gobelins, il le restera cinquante-neuf ans. Elu à l'Académie des sciences en 1826, il en sera membre pendant soixante-trois ans. En 1829, il devient professeur de chimie appliquée aux corps organiques au Muséum, où il enseignera soixante ans et en restera le directeur pendant quarante et un ans.

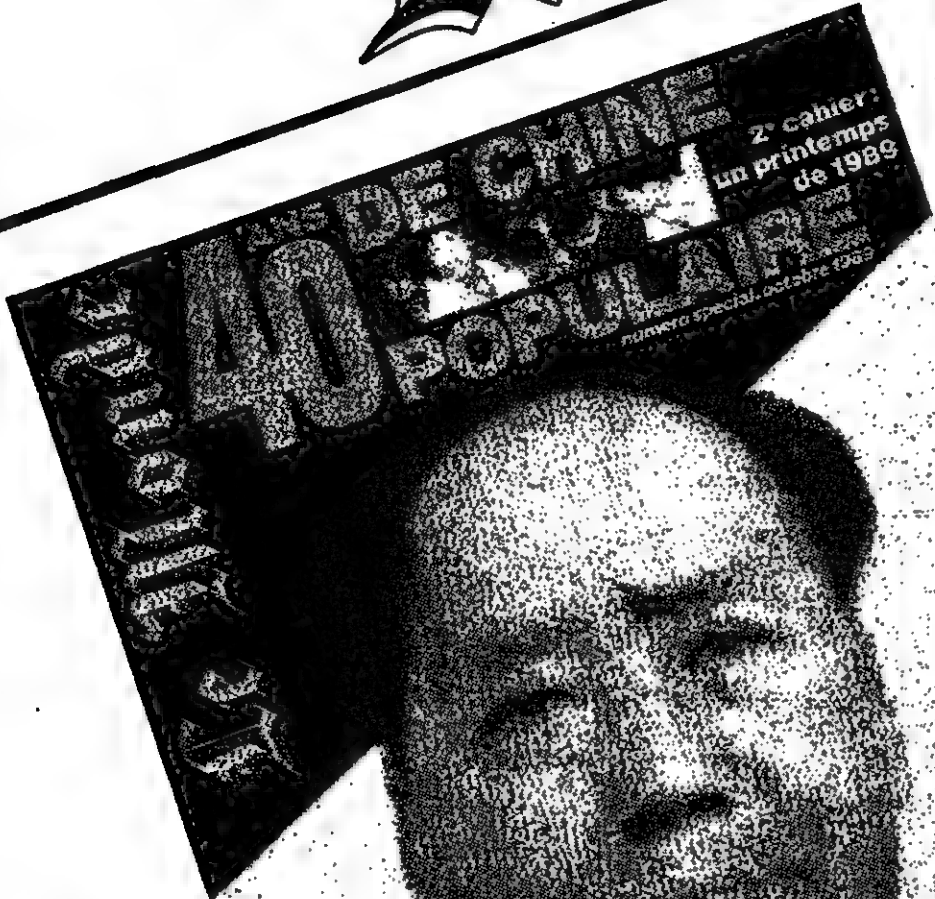
Il travailla notamment sur la saponification des corps gras, permettant ainsi aux bougies de stéarine de remplacer les chandelles de suif. Aux Gobelins, il se pencha sur les couleurs : il découvrit la loi du contraste simultané des couleurs et établit une classification de celles-ci grâce à des cercles chromatiques (cette classification est en cours d'information).

هكذا من الاجل

حکذا من الاجل

Le Monde

40 ANS DE CHINE POPULAIRE



NUMÉRO HORS SÉRIE
48 PAGES — 28 F

LE MONDE a rassemblé dans ce numéro hors série un ensemble d'articles publiés dans ses colonnes. Des reportages sur le vif, des analyses et des commentaires de ses envoyés spéciaux au moment des faits restituent avec précision le climat de l'époque : de la réforme agraire à la planification, du libéralisme des « Cent Fleurs » à la révolution culturelle, de l'alliance soviétique à la guerre froide avec les Etats-Unis, de la disparition du « Grand Timonier » à l'ouverture sur le monde extérieur.

Le Monde consacre aussi 12 pages de ce numéro aux tragiques événements du printemps de 1989 en retraçant l'explosion populaire, l'arrivée des chars à Pékin et la répression qui suivit. L'histoire tourmentée de la Chine communiste, avec des portraits de toutes les grandes figures, une chronologie détaillée des événements et une carte en couleurs de la Chine.

nombreuses
photos
et les
meilleurs articles
de Robert GUILLAIN

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

40 ANS DE CHINE POPULAIRE

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL [] [] [] [] [] []
LOCALITÉ _____
PAYS _____
Nbre d'ex. _____
X 38 F (frais port inclus) : _____ F

Bulletin et règlement à retourner à :
LE MONDE
Service vente au numéro
7, rue des Italiens
75427 Paris Cedex 09
France

CULTURE

CINÉMA

Le misanthrope et la bibliothécaire

Les amours de Léautaud portés à l'écran
Michel Serrault porte la défroque de l'irascible écrivain

Michel Serrault est un comédien prodigieux, capable d'incarner les personnages les plus divers, de porter des masques et de les enlever, en n'étant jamais tout à fait le même ni tout à fait un autre. On ne peut pas parler de « monstre sacré ». Ce talent protéiforme défie la définition.

Michel Serrault tourne, scrupuleusement, l'histoire d'un grand criminel, le docteur Parisot, dans un film de Christian de Chalonge. Et il nous arrive sous les traits, la défroque de Paul Léautaud, tel que l'écrivain misanthrope était — devait être — au début des années 30, préférant la compagnie des chats à celle des gens, pris entre une liaison trahissant depuis vingt ans, avec une femme mystérieuse, Anne Cayssac, qu'il appelait « le flau », et une bibliothécaire, Marie D., qui cherchait à lui acheter le manuscrit de son *Journal littéraire* et pour laquelle il éprouvait une passion érotique, peu à peu transformée en amour véritable. Le film de Jean-Pierre Rawson (il avait tourné, il y a dix ans, *Gros Cailin* d'après un roman d'Emile Ajar) s'inspire du *Journal particulier* 1933 où Léautaud consigne, pendant plusieurs années, les détails de sa relation avec Marie, désignée sous les initiales M.D.

Le texte est d'une grande cruauté. On peut même dire obscénité.



Michel Serrault dans le rôle de Paul Léautaud

Mais on a tellement, aujourd'hui, l'habitude d'en entendre de vertes et de pas mûres qu'on n'arrive pas à se sentir choqué, même si ce n'est pas fait pour toutes les oreilles — Michel Serrault, dans ses engeu-

lades avec Anne Cayssac dans ses affrontements avec M. D. expose en dérobade et menant le jeu à sa guise — comme s'il était seulement question d'amour courtois, distille chaque mot, chaque expression

avec une gourmandise allumée, une provocation savante.

Serge Gainsbourg avait songé à réaliser et interpréter cette histoire. On ne sait pas ce que cela aurait donné mais Serrault nous comble, même lorsqu'il en fait un peu de trop, dans l'extravagance du vieil original. Ainsi la soirée mondaine où il arrive avec une cic dans un cabas en toile cirée et où deux cantatrices exécutent pour lui — à sa grande fureur — le *Duo des chats*, de Rostrop.

Comédie d'amour est un titre juste car tout le monde ici se joue la comédie, à coups de guenille et à coups de griffes (Annie Girardot revenue en grande forme, superbe d'autorité), ou en douceur, à gestes feutrés, escarmouches érotiques (Annie Girardot experte en manœuvres tous terrains, surprenante) mais, finalement, l'amour avec tout ce qu'il suppose de complications sentimentales investit le personnage de Michel Serrault, soudain pathétique. La mise en scène de Jean-Pierre Rawson est, volontairement, théâtrale. Entendez que, dans des décors d'époque bien reconstitués, elle laisse l'avantage aux dialogues, souvent empruntés à Léautaud, et aux interprètes, sans essayer de nous faire plonger au cœur des mystères de la création littéraire.

JACQUES SICLIER

Viva le cinéma !

Les cinémas français et italien se rencontrent à Annecy et à Florence et s'échangent des trophées en forme de baisers...

C'est un Festival heureux. Amoureux du cinéma qu'il défend. Accueillant au public qu'il reçoit : 20 000 spectateurs par an. Le VII^e Rencontres d'Annecy, animées par Pierre Todechini et Jean Gill et organisées par le Centre d'animation culturelle de la ville (équipé notamment d'une magnifique salle de 1 000 places), viennent de se dérouler. Compétition, rétrospectives, expositions, le cinéma italien vit, libre, et pendant une semaine les Annéciens parlent avec les mains.

Le jury 89 a couronné *Il prete bello*, deuxième long métrage de Carlo Mazzacurati (*Notte italiana*) : en 1939, les amours interdites d'un joli caré de campagne et d'une jeune prostituée, *Musica per vecchi animali*, de Stefano Benni et Umberto Angelucci, avec un très grand du théâtre, Dario Fo, dans le rôle d'un vieux professeur à la

retraite, et *Odore di pioggia* de Nico Cirasoli, l'histoire de Toto, un Don Quichotte du Sud chevauchant ses antiques sur la moto Gzelli.

L'édition 89 était également riche. Rigueur rétrospective. Pupi Avati (qu'on verra prochainement à Paris), conteur fécond, et protecteur, plein de charme, maniant un humour métaphysique original, et qui s'est vu décerner le premier prix Sergio Leone, matérialisé par un *Bacio* (baiser), statuette récompensant « l'œuvre d'un cinéaste qui mérite une reconnaissance internationale ».

Un autre *Bacio* sera bientôt, pour les mêmes motifs, attribué à Patrice Leconte au cours des Quatrième Journées-france Cinéma qui se sont ouvertes le 1^{er} novembre, à Florence. Outre un hommage à Robert Bresson, y seront présentés, entre autres, les films de Bertrand Tavernier, René Fret, Eric Rochant.

L'année dernière, le cinéma français occupait 3,5 % du marché intérieur italien. Pas vraiment de quoi se vanter. Pendant la saison 1988-1989, selon le directeur des Journées de Florence, Aldo Tassone, « l'état du marché s'est lentement amélioré », et ce quota anémique s'est haussé jusqu'à atteindre 4,1 %. Pendant cette période, le cinéma américain est passé de 56 à 58 % et les productions nationales italiennes de 30 à 32 %. Et, dans le même temps en France, le cinéma italien représentait 3,1 % du marché intérieur.

Les initiatives mobilisatrices, incitatives comme celles de Florence et d'Annecy, sont donc vivement à encourager. D'autant que leur situation économique est précaire, constamment menacée. Les responsables d'Annecy disent vivre « sur les tables moussues du financement ». De l'autre côté des Alpes,

le sol n'est pas plus solide. Quelques semaines seulement avant l'ouverture des Journées, pour cause de « manque de fonds », la commune de Florence a suspendu intégralement sa contribution annuelle. 250 000 francs en moins sur un budget total de 850 000 francs, ça fait assez mal.

Animateurs passionnés, public conquis, cinéastes motivés, en France comme en Italie, il ne faudrait pas que tant d'enthousiasme, cadrant si bien avec les grandes espérances claires d'un essor culturel européen, s'effrite contre le mur d'indifférence ou d'insuffisance des puissances tutélaires. Il y a plusieurs années déjà une commission intergouvernementale franco-italienne pour le cinéma avait été créée. Pour autant qu'on le sache, elle n'est jamais réunie.

DANIEL HEYMANN

THÉÂTRE

Tchekhov sans nostalgie à Berlin

Après « Les Trois Sœurs », Peter Stein a mis en scène « La Cerisaie » à Berlin. Il en a fait une satire amère

Après ses *Trois sœurs* — présentées au Festival d'automne 1988 — Peter Stein a voulu continuer à travailler sur Tchekhov et Stanislavski, donc il a pu lire des notes de travail jusqu'aux notes inédites, et il a monté la *Cerisaie* à la Schaubühne de Berlin. On peut voir dans les deux spectacles deux étapes d'un parcours qui tourne autour du naturalisme, deux essais pour mettre à jour une vérité, une authenticité. Comme si, à travers ces pièces, Peter Stein cherchait le lien qui avait existé entre l'auteur et son metteur en scène.

De même que dans les *Trois sœurs*, le décor de la *Cerisaie* — dû à Christophe Schübiger — paraphrase en quelques sorts celui voulu par Stanislavski tel qu'on le connaît par les photos anciennes. Il est d'une exactitude remarquablement minutieuse — un décor par acte et une reconstruction totale à chaque fois, si bien que la durée des trois entractes double pratiquement celle du spectacle, mais les Berlinois ne semblent pas en souffrir. Rien ne manque, pas même, au premier acte, l'odeur du café préparé pour accueillir les voyageurs qui arrivent de Paris, ni, au deuxième, les senteurs du foin coupé, dans la campagne où les habitants de la Cerisaie viennent étaler leurs états d'âme.

Les éclairages sont également d'une beauté à couper le souffle, et d'une précision fastidieuse, en même temps qu'ils accompagnent les coups de cœur des personnages, leurs déclarations de bonheur dérisoire. Tant de metteurs en scène ont monté « la *Cerisaie* » — il y a eu notamment Giorgio Strehler, Peter Brook, Karger et Langhoff et au Théâtre de l'Europe, celle de la Taganka — qu'on est tenté de comparer et, bizarrement, on a l'impression qu'il ne s'agit jamais de la même pièce tant les personnages se prêtent à tous les fantasmes.

Il y a un beau temps qu'on en a fini avec la « petite musique » de Tchekhov et sa nostalgie sentimentale. Peter Stein en est évidemment très loin, ne s'attendrit aucunement sur ce monde en mutation, sur ces gens en deux catégories : ceux qui sont restés dans la campagne russe, frustrés et surtout mal à l'aise face aux autres, aux occidentalisés, qui arrivent de Paris avec un vernis de bonnes manières et d'élegance — les robes de Lioubov (Jutta Lampe) sont splendides. Mais c'est seulement un vernis qui craque vite, laisse filtrer les vraies manières, et elles ne sont pas forcément élégantes.

Au fond, la différence n'est pas si grande entre le paysan

enrichi Lopakhine, petit-bourgeois en devenir, et Lioubov, propriétaire ruinée, bougeuse en voie de marginalisation. Jutta Lampe est une femme frustrée, nerveuse, malheureuse de se sentir vieillir et qui ne se retrouve pas dans sa maison, elle pense seulement à repartir, à rejoindre l'ami qui l'a bernée et qu'elle a fui. Ses filles, son frère, sa Cansac, le souvenir de son petit garçon noyé, l'entourage grossier, Firs, le vieux majordome qui ressassait les fesses d'un temps disparu, tout l'exaspère. Jutta Lampe est belle, elle est d'une subtilité et d'une intelligence parfaites, mais sa Lioubov est trop sèche, trop chiale égocentrique pour que ses malheurs émeuvent, ou même intéressent.

Des femmes affolées de solitude

C'est évidemment délégué de la part de Peter Stein. Il veut éviter toute identification affective. Les hommes qu'il montre sont des mufles et des lâches, auxquels s'accrochent désespérément des femmes affolées de solitude. La satire est dure, elle laisse peu de place au rire, joue plutôt sur un effet de recul, de rejet, obtenu par le décalage entre le naturalisme de l'environnement et l'emphase mélodra-

matique du jeu. Ce qui n'était pas le cas dans les *Trois Sœurs*.

Dans cette *Cerisaie*, les acteurs, d'habitude si formidablement concentrés, poussent à la caricature. Lopakhine (Michael König) sa jette par terre de joie vengeresse quand il annonce qu'il a acheté la Cerisaie. Dou-niacha, la petite servante (Helga Pedross), est une idiote et l'ache, l'homme qu'elle aime (Roland Schiffer), un bellâtre ridicule. Firs est sémite, les vieux comme les jeunes sont usés, aveuglés, hors course. On peut plaindre Vania, la fille aînée de Lioubov (Dörte Lyssenski), manifestement vouée à la malchance. On aime Ania, sa jeune sœur (Karoline Eichhorn), lumineuse, merveilleuse, la seule à donner une sensation de bonheur possible. Elle est jeune, surtout elle paraît susceptible d'aimer avec générosité. Elle est lucide. Sans indulgence, elle a regardé sa mère, démythifiée Paris, le rêve occidental de raffinement et de confort.

Peter Stein travaille actuellement à Rome avec de jeunes comédiens italiens sur *Titus Andronicus*. Il doit également monter la dernière pièce de Bernard-Marie Koltès à la Schaubühne. Et aussi reprendre son *Orestie* à Moscou avec des acteurs russes. On espère quand même que sa Cansac pourra être vue chez nous.

COLETTE GODARD

ARCHITECTURE

Le Palais de la Foire de Lyon va être détruit

Inutilisé depuis 1985, le Palais de la Foire de Lyon, construit par Charles Meysson entre 1918 et 1928, va être démolit. Ainsi en a décidé le conseil municipal de la ville, le 10 juillet 1989. Décision entérinée par le ministère de la culture, qui vient d'accorder le permis de démolir, à condition de préserver le salon d'honneur et quelques éléments décoratifs à intégrer dans la future cité internationale. Alibi d'un choix absurde, en contradiction absolue avec le parti pris initial.

Il y a trois ans, les architectes Renzo Piano et Richard Plattier gagnaient un concours portant sur la construction d'un Centre international d'exposition, quai Achille-Lignon. Son règlement exigeait la réutilisation du bâtiment existant. Aussi les lauréats, dans leur projet initial, prolongeaient-ils le parc de la Tête d'or jusqu'au Rhône en conservant le Palais de la Foire. Mais cette proposition ne fut pas jugée assez rentable

par le promoteur, la SARI. Renzo Piano présente alors une nouvelle esquisse où les bâtiments de la foire disparaissent purement et simplement au profit, notamment, d'une tour de 160 mètres de haut, de bureaux et de logements de luxe.

De bons esprits s'émeuvent. Ils tentent de rééditer l'opération qui a conduit à sauvegarder la halle de Tony Garnier, elle aussi condamnée en son temps. Michel Chomarat (secrétaire général du patrimoine de la région Rhône-Alpes) a lancé un appel au ministre de la culture pour lui demander l'inscription du palais à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques. En vain. Le projet de Renzo Piano sera encore une fois modifié, sa tour déplaçée, mais la halle-courbe de Charles Meysson, « unique en France, voire en Europe », selon l'architecte Paul Chemetov, ne sera plus qu'un souvenir.

EMMANUEL DE ROUX

MUSIQUE

Un mélodrame à la manière de Berlioz

Avec « Rêve d'amour », composé il y a huit ans Gérard Condé a voulu exalter l'ultra romantisme

Le cycle « Musiques en perspective » a été créé par Yves Prin pour présenter des ouvrages contemporains avec soit d'autres œuvres actuelles, soit des œuvres anciennes qui « vibrent en nous par sympathie », selon une expression de Claude Helffer. Manière de dire qu'il faut préparer pour les premières auditions un milieu favorable à leur épanouissement.

C'était le cas, lundi 30 octobre, pour la création de *Rêve d'amour* que Gérard Condé a composé il y a huit ans déjà sur une des *Lettres d'un bachelier en musique*, écrites par Franz Liszt (et supervisées par Marie d'Agoult). Annoncé par *Malédiction*, étrange concerto pour piano et orchestre, désordonné, désolatoire et parfois génial, de Liszt, ce « rêve d'amour » était ensuite étayé par le roc de la *Sonata en si mineur*.

Au milieu donc, Gérard Condé a exalté l'ultra romantisme de ce récit d'un songe, qui rejoint les visions fantastiques de Hoffmann et de Hugo, traité en mélodrame à la manière de Berlioz dans *Lélio*. C'est l'excellent contrebassiste de l'Ensemble Inter Contemporain, Frédéric Stochl, qui récite le texte, en le ponctuait de trépidations instrumentales qui font entrer en résonance la clarinette basse d'Armand Angster, un ensemble de cordes ou un quatuor de trombones-tuba. Jalonnant le texte, Françoise Kubler chante d'une voix couleur d'idéal, en allemand, les trois poèmes originaux qui ont inspiré à Liszt ses *Rêves d'amour*.

pour piano. Et un chœur d'hommes paré, puis chanté, vient clore cette grande évocation.

Ce vaste ensemble (vingt-cinq minutes) est malheureusement déséquilibré par l'abondance du texte parlé qui empêche la musique de prendre tout à fait consistance, malgré l'accent de certaines pages et la belle couleur de cette formation vocale et instrumentale si originale.

Sur cette toile de fond, la *Sonata en si mineur* de Liszt se détachait avec un grand relief dans l'interprétation visionnaire de Jean-Claude Pennetier, qui a peut-être trop tendance à écraser les contrastes entre les blocs de rochers savaniques et les élévations lyriques éthérées, mais quel formidable pianiste, quelles superbes sonorités !

Le début du concert nous avait révélé un compositeur romain de trente-quatre ans, Matteo d'Amico, élève de Donatoni naturellement. Du fil d'Ariane ténue mille tremolos, trilles et agréments en une brève frémissement qui s'élève ou descend à travers des registres homogènes aux cordes et au piano avec, ça et là, piquées, des couleurs de cor, de bois, de vibraphone ou de percussions. Une musique d'ambition limitée, mais limpide et facile à suivre, fort bien présentée, comme l'œuvre de Condé, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, sous la direction de Michel Szwedczewski.

JACQUES LONCHAMPT

CIRQUE

Les bateleurs de Wu-Han

Les Chinois ramènent chez Bouglione la poésie du cirque

Des chapiteaux « en pierre », il n'en reste qu'un aujourd'hui : le Cirque d'Hiver, construit en 1852 et dirigé depuis un demi-siècle par la famille Bouglione. Au 110, rue Amelot, toutes les formes de spectacle ont défilé depuis les années 30 : opérettes, comédies musicales, concerts et tours de chant. Ces dernières années, le public semblait avoir perdu le chemin d'un lieu longtemps hanté par la lourde silhouette de Joseph Bouglione.

Grâce au soutien de l'ALAP et de Fernand Lumbroso, toute une série de spectacles de cirque va se succéder chez Bouglione. D'abord, l'ensemble chinois de Wu-Han qui, pour la première fois depuis des lustres, remplit le Cirque d'Hiver à chaque représentation. Ensuite, à partir de janvier, viendront successivement : Archais, le treizième Festival mondial du cirque de demain et les clowns de Leningrad.

La troupe chinoise de Wu-Han ne comporte ni trapèze ni numéro de dompteur. Elle présente uniquement des acrobaties et des tours de

jonglerie. Elle illustre ainsi, avec au moins autant de grâce que de force, une tradition millénaire de bateleurs qui, à l'origine, se regroupaient sous l'étiquette des « cent variétés ». Et il est vrai qu'au Cirque d'Hiver, la surabondance baroque de séquences d'équilibre et de jonglerie se regarde comme un ensemble formé d'éléments variés.

Avec les jeunes artistes de Wu-Han, les corps s'effacent pour devenir des signes qui circulent dans l'air des cintres. Deux acrobates, chacun en haut d'une perche tenue en équilibre sur l'épaule de deux autres artistes, sautent de l'une à l'autre : des antipodistes projettent dans l'espace tables, jattes et tapis.

Il n'y a pas un seul temps mort dans ce spectacle où les Chinois du Wu-Han démontrent que la poésie du cirque n'est pas plus dans une certaine nostalgie que dans la misérabilisme ou les traditions clichés.

CLAUDE FLEOUTER

► Cirque d'Hiver-Bouglione. Tél. 48-78-75-00.

هكذا من الراحل

هكذا من الوجل

CULTURE

ARTS

Bronze, marbre, béton

Où l'on s'avise de l'intérêt de deux sculpteurs méconnus du XX^e siècle, entre néoclassicisme et rénovation technique

Joseph Bernard est né à Vienne en 1866 et mort à Paris en 1931. Carlo Sarrabezolles est né à Toulouse en 1888 et mort à Paris en 1971. Et tous deux, bien que de générations successives, ont connu le succès en même temps, lors de l'Exposition internationale des arts décoratifs qui eut lieu à Paris en 1925.

Bernard y présentait sa monumentale *Frise de la danse*, que l'on a vue à Orsay au printemps dernier, dans un patio conçu à cet effet, et d'autres œuvres dans le pavillon Rubinstein. Sarrabezolles, quant à lui, y reçut une médaille d'or et un grand prix qui lui valut nombre de commandes et inaugureront sa carrière de lauréat des institutions. Tous les deux semblaient incarner alors, quoiqu'avec moins de lyrisme que Bourdelle et moins de volupté que Maillol, l'idéal de la sculpture de l'après-Rodin, dosage d'inspiration symboliste et mythologique, de monumentalité des formes et d'archaïsme épuré.

Les œuvres de Bernard se nomment *Chants immortels*, *Plénitude*, *Sérénité*, *La Jeunesse charmée par l'amour*. Celles de Sarrabezolles *L'Amour de la France*, *La Jeunesse*, *Le Génie de la mer*. Pour l'un comme pour l'autre, il ne fait aucun doute que le nu féminin est le sujet par excellence et qu'il convient de s'y vover sans réserve, quitte à user d'accessories allégoriques tels que casques et enfants afin de varier les prétextes.

Le nu masculin, plus rare, doit être héroïque et musculeux, et incarner Neptune, muni naturellement d'un trident, la force et le feu. Rodin et ses premiers disciples tiennent lieu d'inspirateurs. *L'Espoir vaincu*, de Bernard, pourrait passer pour un pastiche du *Penseur* et Sarrabezolles une volition d'un modelage impressionniste à la Bourdelle, poussant le respect du modèle jusqu'à exécuter à son tour des variations sur le thème du centaure.

Tout cela ferait croire que leurs œuvres ne sont que celles de disciples



« Buste aux deux mains » (1920), de Joseph Bernard

plus doués et dociles, héritiers trop discrets d'un trop lourd héritage, aussi ennuyés dans leur néoclassicisme sculptural que Valéry, d'ailleurs illustré par Bernard, dans le sien. Mais tous deux, chacun à sa façon, ont tenté de trouver autre chose.

Pour Bernard, ce fut par la restauration de la taille dite diocèse : il attaquait sa pierre lui-même et en dégageait progressivement, la

attaché au modèle « rond » et sinuex que Maillol a posé à son paroxysme. Mais il y a de temps en temps une réussite singulière, une tête presque égyptienne, dans un ridoux ou romain dans sa majesté brutale. Taillées dans un galet roulé, elles ont conservé un peu de leur lourdeur originelle et cette lourdeur n'est pas sans éloquence. *Sérénité* et la *Tête à l'aigrette* mériteraient les honneurs d'un musée.

Un air de cubisme

Sarrabezolles a fait dépendre tout à la fois l'inspiration du matériau. Plutôt que la pierre de Carrare, il a élu le gris, le dur, l'incisive, le béton. Et cet artiste, à peu près inconnu de nos jours, est cependant le premier à avoir songé qu'à peine décoffré, point encore durci, le béton pouvait être taillé comme une pierre. Il a donc entrepris suivant cette méthode d'orner des églises, celle du Saint-Esprit à Paris, celle de Saint-Louis à Marseille, et l'hôtel de ville de Lille. Il y a taillé directement, sans corrections ni repentirs possibles, des figures, angéliques et droites, symboliques évidemment, mais symboliques sans ridicule.

Ses dessins préparatoires témoignent d'un constant souci d'architecture de la sculpture et du désir de ramener mouvements et corps à un essentiel géométrique, si bien qu'il passe dans ses esquisses comme un air de cubisme, cubisme auquel Sarrabezolles ne fut pourtant jamais tenté de se rallier. Lui aussi mérita mieux que l'oubli dont il a été accablé depuis sa mort.

PHILIPPE DAGEN

► *Pierre et Marbre*, de Joseph Bernard, Fondation de la Courbe, Saint-Rémy-Mé-Chervaise, du mercredi au dimanche, jusqu'au 12 novembre.

► *Carlo Sarrabezolles*, Galerie Dumont, 38, rue de l'Université, jusqu'au 18 novembre.

Boris Zaborov, hyperréaliste des vestiges

Les toiles sepia de cet artiste soviétique, parisien depuis 1981 ressemblent au premier regard à des photos. Elles sont de la peinture pure

« Boris Zaborov, né en 1981. Signe particulier : cinquante-quatre ans, deux missives. » Ainsi Pierre Bidaine présente-t-il le peintre dont le Centre national de la photographie abrite par contiguïté, par consanguinité, une exposition étrange, inclassable, douce comme la mort, désespérée comme la vie, désespérée comme la mémoire. Album de souvenirs d'un monde mort, éteint, noyé dans une brume constellée de signes, de griffures, de débris méconnaissables, indéchiffrables. Monde en décomposition d'où l'image brumeuse, à force d'être scrutée, ressort, « monte » comme sur le papier dans le bain de développement de la chambre noire, comme l'apparition de fantômes au regard mort.

Zaborov 1981-1989... Les quel-

des collections privées de France et de l'étranger ont été réunies, permettent de découvrir l'œuvre de cet artiste soviétique qui vit en France depuis huit ans. D'être subjugué par un univers et par une technique proprement époustouflante. Immédiatement reconnu par les musées et les marchands occidentaux, il a été exposé par la galerie de Garri Basmadjian (mystérieusement disparu depuis l'été dernier lors d'un voyage à Moscou, et dont on ne dit plus rien), par les galeries Claude-Bernard de Paris et de New-York, par les musées à Darmstadt, à Tokyo. Né en 1935 à Minsk, membre de l'Union des peintres d'URSS depuis 1962, illustrateur de plus de deux cents livres — Pouchkine, Shakespeare, Dostoïevski, Oscar Wilde — Boris Zaborov vit à Paris depuis 1981. Sans regret, sans nostalgie, sans

soupirs en apparence, réfugié dans sa peinture.

Mais que fait donc ce peintre chez les photographes ? Il vous trompe. Ces toiles sepia, qui ressemblent à de vieilles photos, inspirées parfois de Lewis Hine, de Josef Koudelka, Diane Arbus, mais qui, surtout, semblent sorties des albums de familles, elles pourraient d'abord faire croire, en effet, à des parents ressemblés le temps de la peinture, à des photographes « réemployés » dans des tableaux. Au premier regard, seulement. Jusqu'à ce que l'œil s'emprisonne dans ces œuvres qui sont, en vérité, de la peinture pure, uniforme, monochrome en apparence, même quand elles annoncent un chapeau rouge, un carré bleu, un bouquet de fleurs... Des momies, des cadavres habillés comme ceux du couvent des capucins de Palerme, empoussiérés, embrunés, près de s'effacer. Des fresques disparues qui parlent encore plus à l'imagination. Pour Zaborov, le passé ne peut être représenté avec des couleurs vives, mais recouvert par la poussière du temps, comme les constructions de Bielefeld de son enfance. Sans fenêtres, portes closes, impénétrables.

Sauf rares exceptions, ils ne ressemblent à aucun visage connu, ces visages anonymes qui, comme des clones, sortent des profondeurs de la toile, créatures nées de la volonté de l'artiste, frontées, grattées, attendant, sous la couleur, pour apparaître.

« Je trouve dans la photographie l'inspiration que d'autres peintres trouvent dans la nature », explique Zaborov qui use de la photo pour se plonger dans le passé afin de retrouver le sens de la vie à travers ces êtres absents, figés, au regard plein de tristesse, qui vous traversent sans vous voir, qui vous regardent de nulle part. « La corrélation manifeste de mes tableaux avec la photographie est en réalité une façon de dépasser la photographie, de surmonter la dépendance par rapport à la nature, mais en même temps de surmonter l'indifférence envers la nature, car je suis persuadé que la dépendance par rapport à la nature, autant que sa

négligence totale sont deux formes d'esclavage », dit-il encore.

Depuis le superbe *Cheval blanc* (1983), l'imposant groupe de lumière qui se prépare à entrer dans la nuit inspirée d'une photo d'Achille Quinet (1875), l'évolution du style apparaît de salle en salle : après les « tableaux photographiques » du début, la technique picturale se précise en même temps que s'affirme l'univers de l'artiste, qui prend ses distances par rapport au personnage central pour intégrer celui-ci, le diluer, l'effacer presque dans des œuvres où le fond prend de plus en plus de place, devient plus grand que le motif.

Des fonds pauvres, comme des paysages inhospitaliers, comme des murs nus, « abandonnés » que l'acrylique, le crayon, le pastel attisent de mouvements divers, de bifurques, de taches, de signes mystérieux qui ont perdu leur sens. De formes géométriques aussi comme le *Nu au carré bleu*, le *Nu à la chaise* (1989) ou comme la *Fillelette avec un chien* (1989), comme un écho aux *Ménages* de Velazquez dans lequel, comme chez le maître espagnol, le peintre a broché son autoportrait. Intéressants de plus en plus, ces œuvres où le fond prend de plus en plus de place, devient plus grand que le motif.

NICOLE ZAND

► Boris Zaborov — Un certain usage de la photographie. Centre national de la photographie, palais de Tokyo, avenue de New-York. Jusqu'au 21 novembre. Un album-catalogue coédité par Actes Sud, le CNP et le Musée de l'Élysée accompagne l'exposition (textes de Danièle Salama et de Philippe Bidaine). Prix 180 F.

Le design à coups de marteau

Les derniers meubles-objets de Pucci Di Rossi sous le signe de l'humour et de la décadence

Pucci Di Rossi se dit « artisan designer ». Pourtant, dans son atelier de Malakoff, on ne trouve ni papier millimétré ni lampe de fonction, mais des vis, des mèches, des perceuses qui serviront à fabriquer des pièces uniques (une quinzaine par an). La quarantaine décontractée, cet Italien né à Vérone n'a pas fait d'école. Fils de commerçant, formé par le sculpteur Brooks Walter, il a débuté à Paris comme pour-plâtre, avant d'exposer au début des années 70 ses premiers travaux réalisés avec des matériaux de récupération. L'Histoire va plutôt vite : en juin dernier, une chaise en fil de fer barbelé griffée Pucci Di Rossi était adjugée 18 000 F par M^{re} Charbonneau.

Pucci Di Rossi n'est designer que dans la mesure où il ne néglige pas la fonction : « Faire une table, sculpture avec un plan incliné et trois pieds, c'est trop facile. J'aime avoir des contraintes, garder un impératif de hauteur, de surfaces planes... » Mais il avoue : « La série, c'est accidentelle... » Jusqu'à présent, seule une table a pu être éditée (Néon en France, Stuart aux États-Unis), grâce à un système de découpe au laser qui permet la reproduction. Le lieu de fabrication n'est autre qu'une usine de tracteurs située près de Romans... Eclectiques, ses créations de Pucci Di Rossi (des « armoires de célibataire », des « trônes » conçus comme des machines infernales) ont toutes un aspect comique.

« Je préfère travailler seul », dit Pucci Di Rossi, qui a dit démen-

ger trois fois en un an, à cause des coups de marteau gênants pour le voisinage. L'essentiel, n'est-ce pas « de faire beaucoup d'effet avec rien » : tôle galvanisée, cuivre de couverture, marqueterie de pièces de 1 centime passées à la feuille d'or... Ce bricoleur fantasque vit dans le désordre : il n'a jamais de meubles, car à peine fabriqués ils sont déjà vendus. Son public ? Des collectionneurs sélectionnés et flattés qui cultivent l'ambiguïté (sculptures ? meubles ? objets d'art ?) et la surenchère (80 000 F pour la console-éclatée « Les ailes du désir », 70 000 F la table « Girafe » en bois exotique). Deux jours après le vernissage chez Néon, la quasi-totalité des pièces était vendue.

Pucci Di Rossi pousse le luxe jusqu'à son comble, revendiquant à la fois l'utilité et le mensonge : « J'aimerais que cette machine à laver soit placée dans une salle à manger... » On précise que celle-ci est en cuir blanc façon autruche, avec un hublot bordé de vision et un intérieur en bois rare (80 000 F). Pucci Di Rossi met en scène sa propre déraison. Cette année, il s'est attaqué au plomb : « On le découpe, on le torde, c'est comme un tissu... » Les clous ne sont pas là par hasard : « J'en rajoute toujours par sécurité. J'ai peur de me faire mal. Là je suis tranquille et, en plus, c'est décoratif... »

LAURENCE BENAÏM

► Pucci Di Rossi à la galerie Néon, 25, rue du Renard, 75003 Paris, jusqu'au 7 novembre.

La vie sans le Coran

Suite de la première page

Les tissages sont les morceaux de roi de ces Arabesques et jardins... Ce n'est pas de l'islam sans doute que l'on ressorci. La fragile étoffe rouge et or, également persane, mais du dixième siècle et où s'affrontent des éléphants ; elle fut, croit-on, rapportée de la première croisade par la famille de Bouillon avant de servir à envelopper, durant des siècles, les reliques de saint Josse, dans une abbaye de l'actuel Pas-de-Calais.

Autre rareté : le tissu aux fleurs de lys blanc et bleu de l'Égypte mamelouke, prouvant une fois de plus que l'emblème capétien a servi également à des dynasties musulmanes. Moins austère est évidemment cette longue tenture des Indes mogoles (dix-huitième siècle), où sole et coton dessinent sur fond rouge un semis de fleurs blanches vif monotone, voire mièvre. C'est le moment fatal où l'inventivité des artistes musulmans passe du raffiné à l'efféminé, du foisonnant au répétitif.

La discipline où ce glissement est le plus patent est bien sûr la miniature. L'exposition du Louvre nous en sert d'ailleurs à toutes les sauces, ombreuse de la rétrospective « A la cour du Grand Mogol », organisée en 1986 à la Bibliothèque nationale.

Moins ressassés, et de toute façon plus émouvants, sont, en revanche, les extraordinaires manuscrits scientifiques si fins, si soignés dans le dessin ou la calligraphie, et, qui plus est, peints, comme la traduction arabe de *De materia medica* (Andalousie, douzième siècle) du Grec Dioscoride (premier siècle), d'un fragment du savoir universel.

On bien, plus près de nous, et comme encore empreinte du toucher humain, cette reliure florale de la Perse qadjare qui renferme le *Diwan* du poète Rihkan, pseudonyme du chah Fath Ali (1797-1894), cadeau d'un petit-fils de l'empereur-écrivain à un interprète français.

La sensation toute profane procurée par cette simple couverture en papier tacheté, laquée de modestes fleurs jaunes et données à un « infidèle », résume assez bien l'esprit peut-être involontaire, mais en tout cas appréciable et apprécié par les temps qui courent, de cette exposition : l'art, l'art de vivre « musulman » n'étant, pour une fois, ni éclipés ni embaumés par le religion.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ

► « Arabesques et jardins de paradis », espace Pyramide, le Louvre, jusqu'au 18 janvier 1990, tous les jours sauf le mardi, de 12 heures à 22 heures.

EN BREF

► Les Cahiers de cinéma font peau neuve. Plus de clarté, plus de couleurs, plus de rubriques, plus de commentaires, des ouvertures sur le cinéma du monde entier, des portraits, des coups de cœur : le tout dans un format légèrement plus grand. Les Cahiers de cinéma lancent jeudi 2 novembre une nouvelle formule. Avec ce *livre*, qui a coûté 1,8 million de francs, les Cahiers comptent se débarrasser de leur image de publication « intellectuelle » en pariant sur la séduction. Objectif : passer d'une diffusion de 35 000 à 50 000 exemplaires en un an.

► Sylvia Mouton revient à Beau-bourg. — Sylvia Mouton, qui avait dû annuler les *Deux Voies* de Jean Cocteau, en raison de la grève du personnel d'entretien du Centre Beau-bourg, y reprendra son spectacle du 30 novembre au 18 décembre au Studio 5.

► PRÉCISION. — Dans l'avant-dernier paragraphe de notre article intitulé « L'avenir incertain des maisons de la culture » (*Le Monde* du 1^{er} novembre), une erreur de transmission a modifié le sens des déclarations du président du Syndicat des directeurs du théâtre public, Patrick Guinand. Il fallait lire : « Il faut mettre en place des conseils de finances et maintenir la présence associative par le biais d'un conseil de surveillance qui donnerait son avis sur les orientations de la politique des maisons » et non pas : « (...) d'un conseil de surveillance qui donnerait les orientations de la politique des maisons ».

ATHÈNE
LOUIS JOUVET
SALLE CHRISTIAN BÉARD
EBERHARDT ISABELLE
AVEC IRINA DALE
MONTMARTRE
FRANÇOISE MERLE
47.42.67.27

Le Monde

«Le Paris des écrivains du XX^e siècle»

DU 25 OCTOBRE AU 5 DÉCEMBRE

La Vidéothèque de Paris et «Le Monde» donnent carte blanche à :

- LA MAISON DE LA POÉSIE, le jeudi 9 novembre à 14 h 30, 16 h 30, 18 h 30 et 20 h 30 ;
- JEAN-CLAUDE CARRIÈRE, le dimanche 19 novembre à 18 h 30 ;
- HECTOR BIANCIOTTI, le vendredi 24 novembre à 18 h 30 ;
- ERIK ORSENNIA, le jeudi 30 novembre à 18 h 30 et 20 h 30 ;
- JEAN VAUTRIN, le mardi 5 décembre à 18 h 30.

Vous pouvez prendre connaissance de la programmation complète sur minitel : Tapes : 36-15 VDF15, ou 36-15 Le Monde

NOS AVIONS SILLONNENT 4000 FOIS PAR JOUR
LE CIEL DES ETATS-UNIS,
CE QUI FAIT VRAIMENT PLAISIR A TOUT LE MONDE.



L'amour du vol. Voilà en quelques mots toute une philosophie qui a fait de Delta Air Lines la compagnie aérienne numéro un en Amérique. C'est pourtant simple : nous aimons notre métier et nous avons choisi de vous le montrer. Aimer voler, c'est vous faire voler vers autant de destinations que possible. De Paris, nous vous emmenons chaque jour à Atlanta, dans un aéroport aussi pratique que moderne et de là nous vous proposons, grâce au système Delta, plus de 230 destinations aux Etats-Unis, au Mexique et au Canada. Notre amour du vol

se vérifie également dans notre service à bord exemplaire qui fait que Delta est élue numéro un parmi les principales compagnies aériennes américaines depuis 15 années successives. Alors vous comprendrez qu'avec tout ça, nous ne pouvons faire que des heureux, même s'ils ne font pas toujours partie de nos clients. Pour vos réservations, voyez votre agent de voyage ou appelez Delta à Paris au (1) 47.68.92.92., à Lyon au (16) 78.38.17.59., à Marseille au (16) 91.56.61.08., à Nice au (16) 93.82.24.03., à Toulouse au (16) 61.21.13.26.



DELTA AIR LINES
Notre amour du métier nous donne des ailes.

1-800-DELTA-1234

هكذا من الاجل

صكنا من الاجل

COMMUNICATION

La fermeture de l'ACP

Un front du refus

« A l'ACP, il n'y a guère que le patron qui refuse de travailler... » S'ils risquent bien d'avoir perdu leurs postes, les journalistes de la seconde agence française n'ont pas perdu leur humour. Humour grinçant, désespéré comme sans doute la situation qu'ils vivent depuis ce sombre mardi 31 octobre où un communiqué glacé de M. Robert Maxwell, principal actionnaire de l'agence (66,8 % des parts) leur a annoncé la fermeture de l'ACP.

La fermeture de l'Agence centrale de presse est une décision « irrévocable », a déclaré le magnat de la presse britannique. Mais c'est une décision que le personnel ne se résoud pas à accepter. Sans capitaine ni soutien officiel de quiconque, les salariés ont donc décidé de poursuivre le travail et de continuer à alimenter en informations le « fil » auquel sont abonnés nombre de publications françaises.

Une échéance peut-être : ce conseil d'administration que M. Maxwell a déclaré vouloir convoquer « dans les plus brefs délais ». Un espoir aussi : l'intervention « au nom du pluralisme » des pouvoirs publics avec lesquels des contacts ont bien sûr été pris - une rencontre avec M^{me} Catherine Tasca, ministre déléguée à la communication, est prévue pour vendredi - et peut-être celle des autres actionnaires que M. Maxwell semble avoir placé devant le fait accompli.

« Pourquoi ce coup de théâtre brutal ? Pourquoi décider de fermer l'ACP sans avoir pris l'avis de ses actionnaires, sans se préoccuper de ses clients pour l'essentiel des journaux départementaux aux ressources modestes qui n'ont pas les moyens de se payer l'AFP ? », interroge M. Jacques Saint-Cricq, président du Syndicat national de la presse quotidienne régionale.

dans un éditorial paru dans la Nouvelle République dont il est PDG. Il n'est peut-être pas trop tard pour interdire les hommes et les femmes de bonne volonté de la presse française et leur demander s'ils acceptent ou non que la deuxième agence de presse française disparaisse », ajoute M. Saint-Cricq qui conclut cependant : « Encore faudrait-il que M. Maxwell, homme compétent et puissant, joue cartes sur table avec une profession qu'il connaît peut-être insuffisamment pour ne pas l'avoir cotoyée d'assez près. »

Les commentaires de la profession ne sont pas tendres envers l'homme d'affaires anglais dont les méthodes expéditives et certains jugements méprisants ont tour à tour choqué et blessé les journalistes. « Mon fils Ian - qui dirige Maxwell Media, actionnaire majoritaire de l'ACP - m'a dit, et je le soutiens : cela ne vaut pas la peine de jeter l'argent par les fenêtres pour des gens qui n'apprécient pas les choses qu'on fait pour eux. »

Cette déclaration faite mercredi par téléphone à l'AFP n'avait rien pour apaiser les esprits. Indigné par ce « langage d'un autre âge », la Fédération française des sociétés de journalistes rappelle « à ce magnat de presse apparemment peu au courant des mœurs françaises » que la grève est un droit garanti par la Constitution.

Mais l'indignation et la colère se retrouvent surtout parmi le personnel de l'agence. Dans un communiqué publié mercredi, l'intersyndicale (CFDT-FO) « refuse l'amalgame sciemment entretenu par Robert Maxwell entre les pertes structurelles qui sont de son entière responsabilité et une prétendue attitude intransigente du personnel de l'ACP ».

Enfin, le président du bureau d'études sur les aides à la presse à l'Assemblée nationale, M. Michel François, député socialiste de l'Oise, affirme « indispensable que l'ACP puisse survivre. La fait, dit-il, qu'il n'y ait plus une seule agence est contraire à l'intérêt de la libre information en France. »

Les projets de décret réglementant la programmation des chaînes

Le CSA demande le report au 1^{er} janvier 1992 de certaines obligations

Les projets de décret réglementant la programmation des chaînes aux heures de grande écoute ainsi que les rapports entre producteurs et diffuseurs, opposent, depuis des mois, le gouvernement aux opérateurs des télévisions privées. Consulté pour avis, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a approuvé, mardi 31 octobre, la démarche des pouvoirs publics, tout en recommandant l'assouplissement de certaines dispositions des textes et le report au 1^{er} janvier 1992 des obligations de diffusion d'œuvres audiovisuelles.

Rarement avis du CSA avait été aussi attendu. Par le gouvernement d'abord, qui, par la voix de M^{me} Catherine Tasca, avait déclaré vouloir s'y conformer « très largement ». Par les opérateurs des chaînes privées ensuite, qui attendaient des sages une remise en cause radicale des textes qui leur étaient soumis. Les pouvoirs publics peuvent pavoiser. Loin d'être désavoués, leur démarche est légitime. « Le CSA souscrit pleinement à l'objectif fixé par le législateur et le gouvernement d'assurer la défense de notre identité culturelle grâce à une diffusion majoritaire d'œuvres (...) françaises et (...) européennes, en particulier aux heures de grande audience », affirme, dès son premier paragraphe, le texte du Conseil.

Les sages se sont donc délibérément placés dans l'optique de la loi, et, en particulier, de son article 27, adopté à l'unanimité par le Parlement à l'initiative du sénateur RPR, M. Adrien Gouteyron. Ils se sont donc gardés de toucher à l'architecture des décrets litigieux, s'efforçant seulement d'en desserrer les contraintes. « Nous pour-

rions agir sur trois paramètres, commente l'un des responsables de la rue Jacob : le délai d'application des textes ; la définition de l'œuvre ; l'adaptation, autant que faire se peut, des différentes obligations à la nature et à la spécificité de chacune des chaînes. Nous avons joué de tous ces registres, utilisant ainsi la totalité de la marge de manœuvre qui nous était laissée. »

Le délai d'application des textes ? Le CSA recommande, tout d'abord, le report au 1^{er} janvier 1992 des obligations de diffusion d'œuvres audiovisuelles aux heures de grande écoute. Ce report « offre l'avantage de maintenir des objectifs exigeants (...) tout en permettant aux chaînes d'y parvenir à l'issue d'une période de montée en charge compatible avec la recherche de leur équilibre financier », explique le Conseil dans son avis. Le marché des programmes français comme européen est en effet trop étroit pour satisfaire les exigences gouvernementales - 60 % d'œuvres communautaires, 50 % d'œuvres françaises - et deux ans au minimum sont nécessaires pour constituer le patrimoine audiovisuel indispensable.

Ouverture vers l'Est

La définition de l'œuvre audiovisuelle ? A celle - très restrictive - du gouvernement (fiction et documentaire), le CSA prête une formulation « en creux », puisqu'il recommande de considérer comme œuvre tout ce qui ne relève pas des émissions d'informations, de téléachat ou de télétexte, des messages publicitaires, des retransmissions sportives, des variétés et des jeux. « C'est très exactement la définition retenue par la directive communautaire sur la télévision sans frontières », explique-t-on au CSA, « que nous avons simplement complétée en excluant également de la

notion d'œuvre les émissions de plateau. Notre souci est, en effet, de favoriser la création d'un patrimoine de programmes rediffusables, alors que ce type de programmes ne l'est généralement pas. »

Enfin, pour favoriser l'essor de la coproduction internationale, le CSA recommande de définir l'œuvre d'expression originale française « comme une œuvre tournée « majoritairement » en langue française (et non plus « intégralement »). Dans le même esprit d'ouverture, les sages souhaitent substituer à la notion d'œuvres « communautaires », celle d'œuvres « européennes » en signe d'ouverture vers les pays de l'Est.

Dans sa recherche, enfin, d'une plus grande souplesse, le CSA demande au gouvernement de ne pas fixer de façon uniforme les horaires de plus grande écoute, mais de laisser agir le Conseil au cas par cas. « Cela permettrait de mieux prendre en compte la nature des télévisions ciblées ou thématiques », explique-t-on rue Jacob. En échange, le Conseil suggère de réduire de sept à cinq heures quotidiennes cette notion de « prime time ». « Une mesure qui compliquerait sans doute la tâche des deux chaînes diffusant la plus de fiction américaine à 20 h 50 - la Cinq et M 6, ajoute-t-on, mais qui serait plus juste. » Seul, l'après-midi du mercredi échapperait à ces nouvelles dispositions, protection des enfants et des adolescents oblige.

Voilà pour le décret diffusion. Reste celui réglementant les relations entre producteurs et diffuseurs, que le CSA propose de modifier plus substantiellement, qu'on aura pu le croire, les violentes polémiques opposant les chaînes privées au gouvernement l'ayant plutôt épargné jusqu'ici. Les sages demandent, tout à la fois, de réduire l'assiette sur laquelle est calculé le montant des investissements obligatoires des chaînes dans

la production (1) et d'élargir la catégorie des œuvres prises en compte dans l'établissement de ce complexe ratio. Les règles anticoncentration devraient aussi être revues de fond en comble, estime le CSA, qui juge également excessif l'obligation pour les chaînes de consacrer 3 % de leur chiffre d'affaires à la production cinématographique. Il propose donc de l'abaisser à 2,5 %.

Trop d'intérêts sont en cause pour cet avis, comme les projets gouvernementaux, ne suscite pas de vigoureuses réactions de rejet. Des chaînes d'abord, mais aussi de nombreux producteurs audiovisuels qui souhaitent aujourd'hui l'abandon d'un système aussi élaboré.

PIERRE-ANGEL GAY

(1) En déduisant du chiffre d'affaires net le montant des contributions versées au compte de soutien aux industries de programmes.

La fermeture de « Los Angeles Herald Examiner ». — Le Los Angeles Herald Examiner, qui fut un temps le plus gros tirage des quotidiens du soir aux Etats-Unis, a cessé de paraître le 2 novembre. Fondé sous le nom de Los Angeles Examiner en 1903 par le magnat de la presse Randolph Hearst - dont la vie fut retracée par Orson Welles dans son célèbre Citizen Kane - le Herald Examiner avait été mis en vente l'été dernier par la Hearst Corporation. La compagnie invoquait alors la « concurrence intense » que lui faisait le Los Angeles Times, dont le tirage était cinq fois supérieur (1,1 million d'exemplaires contre moins de 240 000). Le Herald, qui s'était récemment transformé en un journal du matin, faisait aussi face à la concurrence des journaux locaux, qui rencontrent de plus en plus de succès en Californie du Sud.

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 26 20 - Téléc. : DROUOT 542 250
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires priseurs de Paris
Bref indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes de 11 h à 18 h. Exposition le matin de la vente.
Réglement O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 66.

LUNDI 6 NOVEMBRE

- S. 1. - 14 h 15 : bons meubles. Objets mobiliers. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.
- S. 2. - Antiquités égyptiennes, grecques et romaines : idole cycladique, falènes émaillées égyptiennes, bronzes, céramiques de Chypre et sculptures d'Egypte. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, M. J. Rouillon, expert.
- S. 4. - Tapis en soie d'Orient. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
- S. 7. - Atelier IVANOFF. - M^{me} BINOCHÉ, GODEAU.
- S. 10. - Linge, dentelles, jupes, pouspés, tableaux, objets d'art, meubles, pianos. - M^{me} LENORMAND, DAYEN.
- S. 12. - Atelier F. LORIS. - M^{me} RENAUD (Arcole).
- S. 13. - Tableaux, bibelots. - M^{me} ROBERT.
- S. 15. - Tableaux, meubles et objets d'art. - M^{me} LOUDMER.
- S. 16. - Fourrures. - M^{me} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

MERCREDI 8 NOVEMBRE

- S. 1. et 7. - 14 h 30 : Tableaux modernes. 21 h : art abstrait et contemporain. - M^{me} BRIEST.
- S. 5. et 6. - 14 h : art islamique. Tableaux orientalistes. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M. Arcaha, expert.
- S. 9. - 14 h : Environ 4 000 bouteilles de vin : bourgogne, bordeaux, champagne, spiritueux. - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
- S. 10. - 14 h 15 : bons meubles. Objets mobiliers. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.
- S. 12. - Atelier Marthe ORANT. - M^{me} BONDU.
- S. 13. - Beau mobilier. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
- S. 14. - Tab., bib., mob. M^{me} BOISGIRARD.
- S. 16. - Tableaux des XIX^e et XX^e. - M^{me} RENAUD (Arcole).

JEUDI 9 NOVEMBRE

- S. 1 et 7. - 14 h 30 : (Œuvres sur papier du XX^e siècle. - M^{me} BRIEST.
- S. 5 et 6. - 14 h : Suite de la vente du 8 novembre. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.
- S. 2. - Violons et archets. - M^{me} RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY (Arcole).

VENDREDI 10 NOVEMBRE

- S. 2. - 14 h 15 : Océanie : provenant du voyage de la Korrigane 1934-1936, et à divers amateurs. - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
- S. 9. - Tapis d'Orient. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
- S. 10. - 14 h 15 : Objets d'art et de bel ameublement des XVIII^e et XIX^e siècles. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M. Dillé.
- S. 14. - Meubles et objets d'art. - M^{me} MILLON, JUTHEAU.

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-87.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-47-87.
BRIEST, 24, avenue Marignan (75008), 42-68-11-30.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (société en commandite), 2, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lucas (75009), 42-81-50-91.
LOUDMER, 16, rue de Provence (75009), 45-23-15-25.
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-48-31.
RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY, 4, rue Rossini (75009), 47-70-34-91.
RENAUD, 6, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-46-95.
ROBERT, 5, avenue d'Eylau (75016), 47-27-95-34.

PICARD ÉDITEUR
82, rue Bonaparte, 75006 Paris

LE FER
A PARIS
ARCHITECTURES

par Bernard MARREY
Cédition Pavillon de l'Arsenal
à l'occasion de l'exposition
"Le fer à Paris" au Pavillon de l'Arsenal
du 9 mars au 21 mai 1988
Un volume 18 x 30, 209 pages,
130 illustrations dont 40 en couleurs,
broché, 189 F

Vient de paraître
la 2^e édition revue de
LA CONSTRUCTION ROMAINE
Matériaux et techniques
par Jean-Pierre ADAM
Collection Grands manuels Picard
Un volume 22,5 x 27, 368 pages,
756 illustrations, relié, 599 F

(Publicité)

Le Nouvel Age des Marchés Français

François Bacot
Paul-François Dubroeuq
Hervé Juvin

Pour la première fois, une
vision globale des techniques,
des métiers et des choix de la
Place, à l'usage des professionnels,
comme des étudiants ou de
l'investisseur individuel.

En vente aux
Éditions Les Djinn
Tél. 42.66.11.41

Le Monde PLANTU DES FOURMIS DANS LES JAMBES



La sélection de ses meilleurs dessins
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE PLANTU

NOM : _____ PRÉNOM : _____
ADRESSE : _____
CODE POSTAL : _____ LOCALITÉ : _____
NOMBRE D'EXEMPLAIRES : _____ x 50 F, total de port inclus = _____ F.
Pour les DOM-TOM et l'étranger, nous consulter. Bulletin et règlement à retourner à : Le Monde, service ventes
au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

AGENDA

JEUDI 2 NOVEMBRE

EXPOSITIONS

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J. et mar. de 10 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

EMILE ALLAUD. Galerie des dessins d'architecture. Col. Jusqu'au 15 janvier 1990.

COLLEZIONE DI CARNET DE LA PHOTOGRAPHIE DE MIE. MAM. Grande salle-principal sous-sol. Jusqu'au 14 janvier 1990.

DE MATISSE A ALLOUARD. 3^e et 4^e étages. Entrée : 22 F. Jusqu'au 31 décembre.

L'ETRANGE UNIVERS DE CARLO MOLLIRO. Galerie du Col. Jusqu'au 29 janvier 1990.

L'EUROPE DE GONFRO PANSSE. Galerie du forum et petit foyer. Jusqu'au 13 novembre.

INVENTAIRE 89. Atelier des enfants. Jusqu'au 2 décembre.

L'INVENTION D'UN ART. 150^e anniversaire de la photographie. Musée national d'art moderne, grande galerie. Jusqu'au 1^{er} janvier 1990.

MOBILIER SUISSE. Cratère-Invention. Galerie des brèves du C.C.I. Jusqu'au 4 décembre.

BRAM VAN VELDE. Musée d'art moderne, grande galerie. Jusqu'au 1^{er} janvier 1990.

WORLD PRESS PHOTO 1989. Galerie de la B.P.L. Jusqu'au 13 novembre.

Musée d'Orsay

Quai Anatole-France (40-48-48-14). Mer, ven., mar. de 9 h à 18 h, jeu. de 9 h à 18 h 30, dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Fermé le lundi.

L'INVENTION D'UN REGARD (1839-1918). CENT QUINQUAIRE-NAIRE DE LA PHOTOGRAPHIE. 100^e anniversaire. Entrée : 20 F (billet joint). Exposition musée : 32 F. Jusqu'au 31 décembre.

LIVRES D'ENFANTS. LIVRES D'IMAGES. Exposition. Entrée : 23 F (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 21 janvier 1990.

Palais du Louvre

Entrée par le pyramidon (40-20-53-17). T.J. et mar. de 10 h à 22 h, fermeture des caisses à 21 h 30.

ARABESQUES ET JARDINS DE PARADIS. Collections françaises d'art islamique. Entrée : 25 F (billet joint). Possibilité de billets coupe avec billet d'entrée du musée. Jusqu'au 15 janvier 1990.

LE BEAU IDEAL. Pavillon de Flore. Entrée : 25 F (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 31 décembre.

DAVID (1748 - 1825). Galerie et salle Mollien. Entrée : 38 F (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 12 février 1990.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris. 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40, mer. Jusqu'à 20 h 30.

HISTOIRE DE MUSÉE. Entrée : 15 F. Jusqu'au 5 novembre.

NAM JUNE PAIK. La fête électronique. Jusqu'au 5 novembre.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gd-Eisenhower.

ARCHÉOLOGIE DE LA FRANCE. TRENTA ANS DE DÉCOUVERTES. Galeries nationales (42-88-54-10). T.J. et mar. de 10 h à 22 h, mer. Jusqu'à 22 h. Entrée : 32 F. Entrée : 21 F. Jusqu'au 31 décembre.

CORPS SCULPTÉS. CORPS PARÉS. CORPS MASQUÉS. Chef-d'œuvre de la Côte d'Ivoire. Galeries nationales (42-88-54-10). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. Jusqu'à 22 h. Entrée : 32 F. Jusqu'au 16 décembre.

LES ENVOIS DE JACQUES LARTIGUE. Cent photographies en noir et blanc de 1904 à 1944. Galeries nationales. T.J. et mar. et mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 31 décembre.

PARIS EN VISITES. VENDREDI 3 NOVEMBRE

« Les salons de l'Arénal », 11 heures, 1, rue de Sully (D. Bouchard).

« Une heure au Parc-Lachaise », 11 heures, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).

« Tombes célèbres du Parc-Lachaise », 14 h 30, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).

« La machinerie et les coulisses du Théâtre de l'Odéon », 14 h 10, métro Odéon, place station de Danton. Lampe de poche (M. Bessant).

« Versailles : le quartier Notre-Dame et ses personnages illustres », 14 h 30, façade égise Notre-Dame (Office de tourisme).

« La Grande Pyramide. De la conception moderne aux méthodes archéologiques », 14 h 30, métro Palais-Royal, terre-plein central (J. Haefliger).

« L'église royale du Val-de-Grec », 14 h 30, 277 bis, rue Saint-Jacques (Arts et Culture).

« Hôtels de la rue des Francs-Bourgeois », 14 h 30, métro Châteauneuf (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Régénération du passé).

« La Grande Arche et le quartier de la Défense », 14 h 30, RER Défense, sortie L (Tourisme culturel).

« Tombes célèbres du Parc-Lachaise », 14 h 30, entrée principale, boulevard de Ménilmontant (M. de Chazal).

« Le pendu, l'arête et la sculpture médiévale », 14 h 30, entrée Musée des

RÉALITÉS NOUVELLES

48-111. T.J. de 10 h à 18 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 5 novembre.

SALON D'AUTOMNE. (42-86-48-07). T.J. de 10 h 30 à 18 h 30. Nocturne mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 13 novembre.

CENTRES CULTURELS

EVA AEPPLI. Centre culturel suisse, 32, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 28 novembre.

AM D'OPERA. La Louve des Arts-Quatre, 2, place du Palais-Royal (42-87-27-00). T.J. et mar. et fêtes de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 janvier 1990.

LES ARCHITECTES DE LA LIBERTÉ. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Malaquais (42-80-34-87). De 10 h à 19 h. Jusqu'au 7 janvier 1990.

COMIC ART. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, chapelle des Petites-Augustines, 14, rue Bonaparte (42-80-34-87). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 24 décembre.

CYCLE ECOLOGIE. BREITWIEBER, FISCHER, FOREST, GRAS, ULRICH. WIEBEL. Galerie Institut de Paris, 17, av. d'Orléans (47-23-61-21). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 20 h. Jusqu'au 25 novembre.

LES DROITS DE L'ART PAR SEPT ARTISTES VENEZUELIENS. Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 47, bd de l'Hôpital (42-70-27-27). T.J. de 9 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 11 novembre.

EGYPTE - EGYPT. Institut du monde arabe, salle d'actualité, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et mar. de 10 h à 22 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 30 mars 1990.

LE DROIT DE LA NAVIGATION HOLLANDAISE AU XVII^e SIÈCLE. T. de la Louve, 14, rue Bonaparte (42-80-34-87). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

LIVRES D'ENFANTS. LIVRES D'IMAGES. Exposition. Entrée : 23 F (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 21 janvier 1990.

LE BEAU IDEAL. Pavillon de Flore. Entrée : 25 F (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 31 décembre.

DAVID (1748 - 1825). Galerie et salle Mollien. Entrée : 38 F (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 12 février 1990.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris. 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40, mer. Jusqu'à 20 h 30.

HISTOIRE DE MUSÉE. Entrée : 15 F. Jusqu'au 5 novembre.

NAM JUNE PAIK. La fête électronique. Jusqu'au 5 novembre.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gd-Eisenhower.

ARCHÉOLOGIE DE LA FRANCE. TRENTA ANS DE DÉCOUVERTES. Galeries nationales (42-88-54-10). T.J. et mar. de 10 h à 22 h, mer. Jusqu'à 22 h. Entrée : 32 F. Entrée : 21 F. Jusqu'au 31 décembre.

CORPS SCULPTÉS. CORPS PARÉS. CORPS MASQUÉS. Chef-d'œuvre de la Côte d'Ivoire. Galeries nationales (42-88-54-10). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. Jusqu'à 22 h. Entrée : 32 F. Jusqu'au 16 décembre.

LES ENVOIS DE JACQUES LARTIGUE. Cent photographies en noir et blanc de 1904 à 1944. Galeries nationales. T.J. et mar. et mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 31 décembre.

PARIS EN VISITES. VENDREDI 3 NOVEMBRE

« Les salons de l'Arénal », 11 heures, 1, rue de Sully (D. Bouchard).

« Une heure au Parc-Lachaise », 11 heures, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).

« Tombes célèbres du Parc-Lachaise », 14 h 30, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).

« La machinerie et les coulisses du Théâtre de l'Odéon », 14 h 10, métro Odéon, place station de Danton. Lampe de poche (M. Bessant).

« Versailles : le quartier Notre-Dame et ses personnages illustres », 14 h 30, façade égise Notre-Dame (Office de tourisme).

« La Grande Pyramide. De la conception moderne aux méthodes archéologiques », 14 h 30, métro Palais-Royal, terre-plein central (J. Haefliger).

« L'église royale du Val-de-Grec », 14 h 30, 277 bis, rue Saint-Jacques (Arts et Culture).

« Hôtels de la rue des Francs-Bourgeois », 14 h 30, métro Châteauneuf (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Régénération du passé).

« La Grande Arche et le quartier de la Défense », 14 h 30, RER Défense, sortie L (Tourisme culturel).

« Tombes célèbres du Parc-Lachaise », 14 h 30, entrée principale, boulevard de Ménilmontant (M. de Chazal).

« Le pendu, l'arête et la sculpture médiévale », 14 h 30, entrée Musée des

ALFARO

Galerie de France, 52, rue de la Vierge (42-74-39-00). Jusqu'au 25 novembre.

LEONIDE ANDREYEV. Comptoir de la photographie, cour du Bel-Air, 55, rue du Faubourg-Saint-Antoine (43-44-11-38). Entrée : 10 F. Jusqu'au 14 janvier 1990.

GENEVIEVE ASSE. Galerie Claude Bernard, 7-9, rue des Beaux-Arts (43-25-97-07). Jusqu'au 10 novembre.

MARTIN BARRÉ. Galerie Lesage-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 25 novembre.

COLETTE BRUNSWICK. Galerie Chénier, 8, rue de la Brèche (48-04-88-80). Jusqu'au 10 novembre.

CECILE CASTELLAS. Galerie Charles Chénier, 8, rue de la Brèche (48-04-88-80). Jusqu'au 10 novembre.

CECILE CASTELLAS. Galerie Charles Chénier, 8, rue de la Brèche (48-04-88-80). Jusqu'au 10 novembre.

CECILE CASTELLAS. Galerie Charles Chénier, 8, rue de la Brèche (48-04-88-80). Jusqu'au 10 novembre.

CECILE CASTELLAS. Galerie Charles Chénier, 8, rue de la Brèche (48-04-88-80). Jusqu'au 10 novembre.

CECILE CASTELLAS. Galerie Charles Chénier, 8, rue de la Brèche (48-04-88-80). Jusqu'au 10 novembre.

CECILE CASTELLAS. Galerie Charles Chénier, 8, rue de la Brèche (48-04-88-80). Jusqu'au 10 novembre.

CECILE CASTELLAS. Galerie Charles Chénier, 8, rue de la Brèche (48-04-88-80). Jusqu'au 10 novembre.

CECILE CASTELLAS. Galerie Charles Chénier, 8, rue de la Brèche (48-04-88-80). Jusqu'au 10 novembre.

CECILE CASTELLAS. Galerie Charles Chénier, 8, rue de la Brèche (48-04-88-80). Jusqu'au 10 novembre.

CECILE CASTELLAS. Galerie Charles Chénier, 8, rue de la Brèche (48-04-88-80). Jusqu'au 10 novembre.

CECILE CASTELLAS. Galerie Charles Chénier, 8, rue de la Brèche (48-04-88-80). Jusqu'au 10 novembre.

CECILE CASTELLAS. Galerie Charles Chénier, 8, rue de la Brèche (48-04-88-80). Jusqu'au 10 novembre.

CECILE CASTELLAS. Galerie Charles Chénier, 8, rue de la Brèche (48-04-88-80). Jusqu'au 10 novembre.

CECILE CASTELLAS. Galerie Charles Chénier, 8, rue de la Brèche (48-04-88-80). Jusqu'au 10 novembre.

CECILE CASTELLAS. Galerie Charles Chénier, 8, rue de la Brèche (48-04-88-80). Jusqu'au 10 novembre.

CECILE CASTELLAS. Galerie Charles Chénier, 8, rue de la Brèche (48-04-88-80). Jusqu'au 10 novembre.

CECILE CASTELLAS. Galerie Charles Chénier, 8, rue de la Brèche (48-04-88-80). Jusqu'au 10 novembre.

CECILE CASTELLAS. Galerie Charles Chénier, 8, rue de la Brèche (48-04-88-80). Jusqu'au 10 novembre.

CECILE CASTELLAS. Galerie Charles Chénier, 8, rue de la Brèche (48-04-88-80). Jusqu'au 10 novembre.

CECILE CASTELLAS. Galerie Charles Chénier, 8, rue de la Brèche (48-04-88-80). Jusqu'au 10 novembre.

CECILE CASTELLAS. Galerie Charles Chénier, 8, rue de la Brèche (48-04-88-80). Jusqu'au 10 novembre.

CECILE CASTELLAS. Galerie Charles Chénier, 8, rue de la Brèche (48-04-88-80). Jusqu'au 10 novembre.

CECILE CASTELLAS. Galerie Charles Chénier, 8, rue de la Brèche (48-04-88-80). Jusqu'au 10 novembre.

CECILE CASTELLAS. Galerie Charles Chénier, 8, rue de la Brèche (48-04-88-80). Jusqu'au 10 novembre.

CECILE CASTELLAS. Galerie Charles Chénier, 8, rue de la Brèche (48-04-88-80). Jusqu'au 10 novembre.

CECILE CASTELLAS. Galerie Charles Chénier, 8, rue de la Brèche (48-04-88-80). Jusqu'au 10 novembre.

FRANÇOISE LACAMPAGNE

Galerie Michèle Heyraud, 79, rue Quincampoix (48-57-02-01). Du 3 novembre au 9 décembre.

ELIANE LARUS, SETHE SÉLASSIÉ. WILLIAM WILSON. AA Galerie, 38, av. Junot - entrée 2, rue Just-Métivier (48-06-82-51). Jusqu'au 18 novembre.

GER LATASTER. Galerie Jacques, 153, rue Saint-Martin (45-08-51-25). Jusqu'au 18 novembre.

HENRI MACCHERON. Galerie Jean-Pierre Hall, Art international pratique, 22, rue du Poitou (42-77-66-37). Du 2 novembre au 21 décembre.

MACRÉAU. Peintures formatées et dessin. Galerie Jacques Barbier / Caroline Bello, 9, rue Mazaria (43-64-10-57). Jusqu'au 18 novembre.

RAFAEL MARDAVI. Galerie Polaris, 25, rue Michel-Camte (42-72-21-27). Jusqu'au 20 novembre.

EUGÈNE MAILLARD. Galerie Michèle Chénier, 24, rue Beaumont (42-78-06-62). Jusqu'au 18 novembre.

ROBERT MAPPLETHORPE. Galerie Beaudouin Lebon, 34, rue des Archives (42-72-09-10). Jusqu'au 10 novembre.

MARIE-LOUISE TEJAL. Galerie Darlan, 35, rue de Charonne (47-00-79-28). Jusqu'au 18 novembre.

DELLALU MIERRE. Galerie Étienne Cerny, 30, rue de Labrousse (42-58-43-25). Jusqu'au 18 novembre.

OLIVIER MIERRE. Galerie Michèle Chénier, 24, rue Beaumont (42-78-06-62). Jusqu'au 18 novembre.

MERO ET CALDER. Galerie Urban, 22, av. Matignon (42-65-21-34). Jusqu'au 10 novembre.

LES MODERNES CLASSIQUES. A LA BASTILLE. Galerie Françoise Benoit, 4, rue Saint-Sabin (43-53-31-83). Jusqu'au 15 décembre.

MON SALON. MRS HANES. Une exposition présentée par Gérard-Georges Lemaire, Galerie d'Art du monde, 119, rue de Valenciennes (48-04-86-40). Du 4 novembre au 21 décembre.

HERMANN NITSCH. Galerie J. et J. Dancy, 57, rue de la République (47-00-10-94). Jusqu'au 30 novembre.

LES QUATRE QUARTS DE LA PEINTURE. MARCEL ALLOCO, CARMELO ARDEN-QUINN, Jean-François Duboulet, Henri Malraux, Galerie d'Art du monde, 119, rue de Valenciennes (48-04-86-40). Du 4 novembre au 21 décembre.

ANDRÉ GUIN. Œuvres récentes. Galerie Krief, 50, rue Mazaria (43-29-32-37). Jusqu'au 20 novembre.

MARCEL ALLOCO. Œuvres récentes. Galerie Krief, 50, rue Mazaria (43-29-32-37). Jusqu'au 20 novembre.

ERNESTO RIVERO. Galerie Françoise Paillet, 91, rue Quincampoix (42-71-64-15). Jusqu'au 12 novembre.

DENS RIVIERE. Galerie du Centre, 5, rue Pierre-et-Louis (42-77-37-82). Du 7 novembre au 23 décembre.

OLIVIER ROCHER ET PIERRE TEJAL. Galerie Charles Chénier, 8, rue de la Brèche (48-04-88-80). Jusqu'au 10 novembre.

MAURICE ROCHER. Galerie Pierre-Michel Vitoux, 21, rue de Valenciennes (45-07-71-50). Jusqu'au 2 décembre.

OLIVIER ROCHER ET PIERRE TEJAL. Galerie Charles Chénier, 8, rue de la Brèche (48-04-88-80). Jusqu'au 10 novembre.

RODIN : DISCIPLES ET PRATIQUE. Galerie Charles Chénier, 8, rue de la Brèche (48-04-88-80). Jusqu'au 10 novembre.

SATORU. Vingt ans à Paris. Galerie Convergence, 39, rue des Archives (42-78-57-45). Jusqu'au 25 novembre.

FRANÇOISE SCHEN. Galerie Jean-Pierre Hall, Art international pratique, 22, rue du Poitou (42-77-66-37). Du 2 novembre au 21 décembre.

THOMAS SCHLESER. MAX HELLMANN. Galerie Adrien Meigret, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 15 décembre.

JEAN-LOU SIEFF. Comptoir de la photographie, cour du Bel-Air - 55, rue du Faubourg-Saint-Antoine (43-44-11-38). Jusqu'au 18 novembre.

JEAN-CLAUDE SILBERMAN. Galerie Samy Klags, 54, rue de Valenciennes (42-51-72-43). Jusqu'au 25 novembre.

VIEIRA DA SILVA. La Ligne, galerie Renard, 20, rue du Temple (47-34-94-28). Jusqu'au 27 novembre.

CHRISTIAN SONG. Galerie Regards, 11, rue des Blancs-Manteaux (42-77-19-11). Jusqu'au 18 novembre.

WILLIAM WEGMAN

Peintures Polaris. Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Hautes-Écoles (42-77-63-60). Jusqu'au 2 décembre.

JAMES WELING. Galerie Samu Scoum, 2, impasse des Bourdonnais (42-38-44-68). Jusqu'au 25 novembre.

HUGUES DE WURSTENBERGER. Galerie Agathe Giffard, 3, rue du Ponce-Philippe (42-77-38-24). Jusqu'au 25 novembre.

JOHANNES ZECHNER. Galerie Daniel Garvie, 14, rue de Grenelle (45-44-41-80). Jusqu'au 2 décembre.

MUSÉES

1839 : LA PHOTOGRAPHIE RÉVÉLÉE. Archives nationales, 60, rue des Francs-Bourgeois (40-27-60-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 12 F (dim. 8 F). Jusqu'au 17 décembre.

LES ACCESSOIRES DU TEMPS. OMBRELLES ET PARAPLUIES. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Sicile (47-20-85-23). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F.

SPORTS

TENNIS : Open de Paris

Wilander, la défaite en déchantant

Le Palais omnisports de Paris-Bercy (POPB) a connu une affluence record (14 441 spectateurs payants) mercredi 1^{er} novembre, pour la troisième journée de l'Open de tennis qui a enregistré les victoires de l'Argentin Alberto Mancini sur le Suédois Mats Wilander et de l'Américain Michael Chang sur le Français Henri Leconte.

La route de Mats Wilander avait croisé celle d'Alberto Mancini déjà deux fois cette année avant qu'ils se rencontrent mercredi 1^{er} novembre sous les tribunes du Palais omnisports de Paris-Bercy. Deux matches, deux étapes dans ce qui constitue depuis quatorze mois la plus surprenante et la plus incompressible désagrégation d'un champion.

Le premier face-à-face des deux joueurs a lieu, fin mars, lors du troisième tour du Tournoi de Key-Biscayne en Floride. Mancini n'a encore qu'une victoire à son palmarès (Bologne) et il n'est toujours pas entré dans les quarante premiers du classement mondial. A bientôt vingt ans, l'Argentin passe surtout pour un dilettante qui a longtemps hésité entre le tennis et le rugby. Bref Mancini, qui a vaguement la silhouette de son illustre compatriote Guillermo Vilas, fait partie des joueurs dont la puissance de frappe est appréciée par les amateurs sans qu'ils lui prêtent pour autant un brillant avenir.

Wilander, lui, le tenant du titre, l'un des trente-deux qu'il a gagnés, depuis sa victoire à dix-sept ans des Internationaux de Roland-Garros. Il n'est plus le numéro un mondial depuis quelques semaines, place qu'il avait arrachée, après cinq heures de lutte acharnée, à Ivan Lendl en finale de l'Open des Etats-Unis et qu'il a occupée du 12 septembre 1988 au 29 janvier 1989. Et il revient à la compétition après de longues vacances en camping-car dans le bush australien avec sa femme, Sonia.

« Avant de l'affronter, je me demandais combien j'allais pou-

voir faire de jeux », se souvient Mancini. L'Argentin ne semble pas avoir la moindre chance contre le Suédois. Pourtant, après avoir perdu la première manche, Mancini s'impose en quatre sets. Il y a en germe dans sa victoire la montée en puissance d'un talent qui ne va pas tarder à se concrétiser. Mais que signifie la défaite de Wilander ? Faut-il la mettre sur le compte d'une périodicité longue à guérir et qui a perturbé son entraînement ? Faut-il l'incriminer le manque de motivation du champion qui, après avoir remporté trois des quatre levées du Grand Chelem 1988 aurait dû mal à se remettre en cause ? D'aucuns remarquent que Wilander a presque atteint l'âge auquel son compatriote Björn Borg avait renoncé.

La chute

Le deuxième match Mancini-Wilander a lieu, fin avril, en demi-finales de l'Open de Monte-Carlo. En un mois la situation de Mancini n'a pas radicalement changé. Toutefois sa position de tête de série n° 14 dans ce tableau de quarante-huit joueurs lui permet, à la faveur d'un bon tirage au sort, d'arriver à ce stade du tournoi sans rencontrer d'obstacles majeurs alors que la semaine précédente il a été battu à Nice par le Français Jérôme Potier.

Wilander semble, quant à lui, avoir retrouvé un certain plaisir sur le court. Pourtant Mancini ne lui laissera que trois jeux. Et cette deuxième défaite — qui établit définitivement l'Argentin parmi les dix premiers mondiaux — est annoncée bien d'autres, beaucoup plus douloureuses. Car le Suédois qui a archi-dominé la saison 1988, ne va plus atteindre la moindre finale jusqu'en novembre 1989. L'Italien Cancellotti, l'Américain Berger, le Soviétique Chernenkov, puis l'Américain McEnroe le battent successivement sans encore trop de dommage pour son rang mondial. Mais sa défaite au deuxième tour des Internationaux des Etats-Unis contre le jeune Américain Pete Sampras précipite la chute.

Encore cinquième mondial fin août, Wilander n'est plus dans les quinze premiers lorsqu'il a commencé l'Open de Paris-Bercy. Comment interpréter, dans ces conditions, la troisième défaite successive que lui a infligé mercredi Alberto Mancini, désormais au neuvième rang en dépit d'un été moins brillant que le printemps ?

Contre ce joueur dont la stature rustique cache un dynamisme peu ordinaire, Mats Wilander aura fait assez bonne figure compte tenu des conditions dans lesquelles il s'est présenté sur le court. Après sa défaite prématurée à Flushing-Meadow fin août, le Suédois n'avait pas tenu sa raquette plus de dix heures, avant de reprendre l'entraînement il y a huit jours chez lui à Växjö. Or il a une balle de set au tie-break de la première manche et il perd le match sur deux fautes de coup droit assez malheureuses. Contre un puncheur de ce calibre le bilan n'est donc pas totalement négatif. Mais pourra-t-il être un jour à nouveau positif ?

Conseil de famille

An cours d'un conseil de famille qui s'est tenu en Suède la semaine passée, Mats Wilander aurait promis à son père, qui est gravement malade, qu'il allait faire tout ce qui est en son pouvoir pour essayer, dans les prochains mois, de reprendre place au sommet de la hiérarchie mondiale. Cette troisième défaite contre Alberto Mancini est-elle dès lors le « fond du

trou » duquel il ne pourra que remonter, ou bien une nouvelle étape de la déchéance ?

Pour beaucoup d'observateurs quelque chose s'est irrémédiablement cassé chez lui le jour où il a atteint la première place mondiale : il serait incapable de se battre indéfiniment comme Ivan Lendl (numéro un pendant cent cinquante-six semaines consécutives) pour prouver qu'il est le meilleur. Pour d'autres, sa vie de famille serait incompatible avec une carrière de sportif de haut niveau : Sonia, son épouse, est mannequin. Certains pensent aussi qu'il a commis une faute en abandonnant la raquette avec laquelle il avait gagné son premier titre à Roland-Garros : son agent s'était montré « trop gourmand » lors de la négociation pour le renouvellement de son contrat avec Rossgol.

Faut-il alors voir dans le fait qu'il joue à nouveau avec un cadre du fabricant français (et sans contrat) la marque d'une volonté retrouvée de s'imposer ? C'est possible ! Tout comme le souhait exprimé, en dépit de son manque de résultats, de faire partie de l'équipe médiane de Coupe Davis qui doit affronter en finale la RFA en décembre : il voudrait prendre une revanche sur Carl-Uwe Steeb qui, en le battant après avoir sauvé une balle de set, avait donné la victoire à l'équipe de Boris Becker. C'est au moins le signe d'une rébellion qu'il reste à concrétiser.

ALAIN GIRAUDO

Résultats

FOOTBALL

Coupe de l'UEFA. — En seizièmes de finale retour, l'AJ Auxerre s'est qualifiée facilement, mardi 31 octobre, aux dépens du club finlandais de Rovaniemi (3-0). Le FC Sochaux n'a pu en faire autant, mercredi 1^{er} novembre, face au club italien de la Fiorentina qui l'a à nouveau tenu en échec (1-1). Le PSG a, lui aussi, connu la défaite à Turin pour sa deuxième rencontre avec la Juventus (2-1).

Coupe des Coupes. — En huitièmes de finale retour, l'AS Monaco s'est qualifiée, mercredi 1^{er} novembre, à Berlin (RDA), en terminant après prolongations le match qui l'opposait au Dynamo sur le score de 1-1.

Coupe des Champions. — En huitièmes de finale retour, l'Olympique de Marseille, grâce à un nul, mercredi 1^{er} novembre à Athènes, contre AEK (1-1), s'est qualifié pour les quarts de finale.

BASKET

Coupe Korać. — Les clubs de Montpelier et de Monaco ont été éliminés en huitièmes de finale, mercredi 1^{er} novembre, lors que Cholet, vainqueur du club hongrois de Tungsan (101-80), rejoint Pau-Orthez parmi les qualifiés.

TENNIS

Open de Paris-Bercy. Mercredi 1^{er} novembre. Premier tour. A. Mancini (Arg., n° 8) b. M. Wilander (Sue., n° 13) 7-6, 6-4 ; J. McEnroe (E-U, n° 4) b. L. Svensson (Sue., n° 38) 6-2, 6-3.

Football américain

Un Français linebacker. Le Français Richard Tardits, qui s'était distingué ces deux dernières saisons dans le championnat de football américain universitaire a été engagé par l'équipe professionnelle des Cardinals de Phoenix (Arizona) à l'issue des camps d'entraînement qui précèdent la saison pro (le Monde du 28 août). Le Basque, âgé de vingt-quatre ans, s'est vu attribuer le poste de troisième linebacker. C'est la première fois dans l'histoire du football américain professionnel qu'un Français évolue en National Football League (NFL).

FOOTBALL : Coupes européennes

Les Phocéens résistent en Attique

La deuxième étape de la campagne française en Coupes d'Europe de football s'est soldée, mercredi 1^{er} novembre, par un bilan positif, trois des cinq clubs en compétition ayant obtenu leur qualification pour la suite des rencontres. Sochaux et le PSG, disparaissant des tablettes, alors que Auxerre, vainqueur mardi est rejoint par Monaco, qui a arraché sa qualification face au Dynamo de Berlin, et Marseille, auteur d'un match nul à Athènes (1-1). C'est Jean-Pierre Papin, qui a sauvé le club phocéen à la 85^e minute, au terme d'une rencontre mouvementée.

ATHÈNES

de notre envoyé spécial

Bernard Tapie a le sens de la flatterie. Mercredi 1^{er} novembre, à Athènes, alors que son équipe venait de se qualifier pour les quarts de finale de la Coupe d'Europe des clubs champions en tenant en échec (1-1) les Grecs de l'AEK Athènes, le député marseillais s'est retrouvé entouré d'une vingtaine de journalistes locaux. La mine réjouie et le sourire avenant, il leur a lancé : « J'aime les peuples forts et exubérants comme le vôtre, c'est très bien pour l'Europe de 1993. » Un compliment tout ce qu'il y a de diplomatique lorsque l'on connaît les détails de l'expédition marseillaise au pied de l'Acropole.

Avant le match, les joueurs et les dirigeants sont restés coincés de longues minutes dans leur car, à l'entrée du stade, assésés par la foule. Après le coup de sifflet final, ils ont dû rentrer, sans restituer au pas de charge pour éviter les projectiles lancés par les spectateurs. Ces mêmes spectateurs qui, tout au long de la partie, n'avaient eu de

cease d'insulter le président de l'OM, auquel la presse grecque avait prêté des propos méprisants au sujet de l'équipe de l'AEK.

Un public survolté (trente-huit mille personnes), un terrain cerné par la police anti-émeutes, des jets de projectiles, des cris, des chants et des sifflets : à Athènes, Marseille a découvert un nouvel aspect de la Coupe d'Europe. Mais n'était-ce pas là ce que cherchait Bernard Tapie ?

« Une équipe comme on n'en a jamais vue en France » avait-il lancé au mois de juillet dernier, au moment de recruter des vedettes (l'Anglais Chris Waddle, le Brésilien Carlos Mozzer, l'Uruguayen Enzo Francescoli ou les Français, Manuel Amoros et Jean Tigana). N'étant pas homme à lâcher sur les promesses, il n'avait pas hésité à annoncer son intention d'évoluer dans la même catégorie que de grands clubs européens, tels que la Juventus de Turin de Gianni Agnelli (Fiat) ou le Milan AC de Silvio Berlusconi. Marseille serait la première équipe française à remporter une coupe d'Europe. Vaste ambition.

Des Marseillais sérieux

S'est-il montré présomptueux ? Il est sans doute trop tôt pour se prononcer, mais, alors que son équipe multiplie les mauvaises prestations depuis quelques matches en championnat (défaites à Lille et à Bordeaux), elle s'est enfin montrée digne de ses ambitions à l'occasion de cette seconde manche (au match aller, mercredi 18 octobre, les Marseillais l'avaient emporté 2-0).

Sans être brillants, loin de là, les joueurs de l'OM ont eu l'intelligence de préserver leur avance. Sur un terrain où ils ont ouvert le jeu, ils ont toujours restés sérieux et fidèles aux schémas tactiques édictés par leur entraîneur Gérard Gill. Bernard Tapie, s'il admettait qu'il reste « quelques points faibles » insistait d'ailleurs sur la performance « morale » de ses joueurs : « D'ordinaire, les équipes françaises ont du mal à vivre de telles situations. Nous y sommes parvenus. Même les joueurs les moins expérimentés dans ce domaine, comme Di Mascio ou Koca, ont été aussi calmes que Tigana ou Förster. Nous tenons le bon bout. »

Marseille s'initie aux joutes européennes. Certes, le club a déjà participé à maintes reprises aux différentes Coupes d'Europe, mais il ne s'est jamais présenté animé de telles ambitions et précédé d'une telle réputation (le recrutement de Bentermann a permis de mieux faire connaître le club à l'étranger). En dépit de ses errements actuels en championnat, l'OM sera-t-il donc un jour l'un des clubs comme le Milan AC ou le Real Madrid ? Le député-président en est persuadé.

Il devrait avoir un premier élément de réponse en mars 1990, au moment des quarts de finale de cette Coupe d'Europe des clubs champions. Les adversaires seront alors d'une tout autre envergure que les Diables de Brémby (adversaires de l'OM au premier tour) ou que les Grecs d'Athènes. Les Allemands du Bayern Munich, les Italiens du Milan AC ou les Néerlandais du PSV Eindhoven restent en lice. Le président de l'OM devrait alors s'apercevoir qu'il manque d'abord à son équipe — et au club dans son ensemble — un « vent européen », soit plusieurs années d'expérience au plus haut niveau. Mais aussi qu'un grand meneur de jeu lui fait encore défaut. L'international anglais Chris Waddle, engagé pour 45 millions de francs à l'intersaison, n'est certainement pas le joueur capable de devenir le « patron » de l'équipe. Enfin, la formation marseillaise devra prouver sa capacité à assumer en même temps (et avec la même rigueur) ses ambitions nationales et internationales.

Même si Bernard Tapie certifie que la plupart des grandes équipes sont faites pour les combats européens (la Coupe d'Europe) et qu'elles ont bien souvent du mal à se motiver pour le championnat, les grands clubs sont en fait aptes à jouer sur tous les fronts. Des voyages comme celui d'Athènes sont ceux qui forgent les équipes d'envergure internationale, mais ils ne constituent que des étapes. Le reste est affaire de patience.

PHILIPPE BROUSSARD

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A3 T puis OSP

Vente au Palais de Justice de CRÉTEIL, jeudi 16 novembre 1989 à 9 h 30
UN BATIMENT à MANDRES-LES-ROSES (94)
rue de Général-Leclerc. En pierre, couvert toiles, 3 Pièces, GARAGE
M. à P. : 140 000 F. S'adresser à M^{re} VARIOT, avocat à Nogent-sur-Marne (94), 166 bis, Grande-Rue.
Tél. : 48-71-03-78. M^{re} LEFEBVRE, avocat, 20, quai de la Mégisserie à PARIS (1^{er}). - Tél. : 42-33-78-08.

VILLE DE PARIS. - Adj. à la chambre des notaires de Paris, place du Châtelet, le MARDI 28 NOVEMBRE 1989, à 14 h 30
5 APPARTEMENTS - 1 STUDIO - LIBRES
(dont 3 appartements 2 pièces et 2 appartements 3 pièces)
à PARIS (16^e) entre
LE RD SUCHET et le CHAMP de COURSES D'AUTEUIL
M^{re} CHEUVREUX, BOURGES, PATAT, notaires, 79, bd Malesherbes
75008 PARIS. Tél. : 42-94-16-08. - M^{re} MAGNINIER

Vente au Palais de Justice de CRÉTEIL, le JEUDI 16 NOVEMBRE 1989 à 9 h 30
APPARTEMENT
2 emplacements de voiture au sous-sol
dans l'ensemble immobilier n° 1
JOINVILLE-LE-PONT (94)
1, avenue Gallieni, 1 et 3, avenue du Parc et 2 et 2 bis, avenue Foch
S'adresser à Maître Patrick VARIOT, avocat à NOGENT-sur-MARNE (94) 166 bis, Grande-Rue. Tél. : 48-71-03-78 - MINITEL : 3616 JAVEN

Vente sur licitation au Palais de Justice de BOIGNY le mardi 14 novembre 1989 à 13 h 30
IMMEUBLE à Usage commercial
37, rue Jean-Allemane. Elevé sur sous-sol d'un rez-de-chaussée et un étage
à CHAMPIGNY-SUR-MARNE (94)
MISE à PRIX : 1 000 000 F
S'adresser à M^{re} PIGNET, avocat, 10, rue de Général-Leclerc à ROSNY-SOUS-BOIS (93)
Tél. : 45-28-09-12. M^{re} MALINVAUD, avocat, 1 bis, place de l'Alma à Paris (16^e)
Tél. : 47-23-73-70 et la société paritaire de BOIGNY

Vente sur saisie au pal. de just. de PARIS, le JEUDI 16 NOVEMBRE 1989 à 14 h 30 EN UN SEUL LOT :
APPARTEMENT DE 6 PIÈCES PRINCIPALES
entrée, salle-de-bains, dégt, cuisine, petite salle de douche et un WC (au 4^e étage)
2 CAVES - 2 CHAMBRES au 6^e étage
PARIS (8^e) - 52, RUE DE COURCELLES
MISE A PRIX : 1 500 000 F
S'adresser à M^{re} PIERRE-WAGNER, avoué à Paris (17^e), 22, r. de la Gde-Armée. - Tél. : 43-80-01-84
M^{re} PROS, avoué à PARIS (16^e), 30-32, rue de Flandre. - Tél. : 42-22-27-31.
S/p. de vis. : les MARDI 7 NOVEMBRE, JEUDI 9 NOV. et MARDI 14 NOV. 1989
de 14 h à 16 h, en présence de M^{re} VIGNAT, huissier de justice à PARIS.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDOPAR 650672 F
Téléscripteur : (1) 46-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry fondateur.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75001 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDOPUB 294 136 F

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 38-15 - Type LEMOND
ou 38-15 - Type LM

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	524 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 360 F	1 390 F	1 900 F	2 450 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVoyez CE BULLETIN accompagné de
votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements
tél. : 03-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse : les abonnés qui prévoient : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
PORT PAYE : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

L I V R E S • I D E E S

Les yeux de Madame Yourcenar

Cette vieille dame intrépide qui accomplissait le rallye des cultures et des civilisations.

EN PÉLERIN ET EN ÉTRANGER
de Marguerite Yourcenar,
Gallimard, 268 p., 90 F.

Jusqu'au bout, cette vieille dame infatigable aura accompli, dans sa vie comme dans ses livres, le rallye des cultures et des civilisations. Elle adorait voyager ou « pérégriner », à cause du mot lui-même et de ce qu'il recouvre. Mme de Sévigné évoquait ses pérégrinations « de Bretagne en Provence ». Davantage cosmopolite, Marguerite Yourcenar allait volontiers déambuler en Grèce et au Japon.

Pérégrination veut dire séjour à l'étranger, mais jadis cela signifiait aussi vie terrestre, comme si l'exotisme était la première et la dernière vérité de notre condition.

Et de ce voyage-là, nous rapportons nécessairement « une sombre image de crépuscule », comme le dit Marguerite Yourcenar dans un livre rassemblant divers essais qu'elle écrit au long de son existence, depuis la fin des années 20 jusqu'à son dernier automne.

Jusqu'à l'extrême
bord de l'éternel

Parmi ces textes, on trouve le carnet qu'elle avait tenu de 1942 à 1948, pour « sauvegarder les chances de la méditation dans une époque impensable et désespérée. Pendant quelques temps, déclarait-elle, notre langage ressemblera au bégaiement du grand blessé qu'on rééduque. Profitez de ce silence comme d'un apprentissage mystique. » Marguerite Yourcenar avait, alors, le sentiment d'être égarée dans une de ces forêts américaines qui paraissent très éloignées de la civilisation. Mais elle y cherchait le « sentier du bûcheron » qui finit par nous rélier à l'histoire humaine. Cette femme avait la passion de tout ce qui nous relie : passion religieuse, au vrai sens du terme. Quand elle courait le monde, elle voyageait à la fois dans l'espace et dans le temps : comme d'autres visitent les bords d'Est River ou ceux de la Seine, elle se sentait allée jusqu'à l'extrême bord de l'éternel, afin d'obtenir la preuve de notre coexistence avec les matières lointaines de l'univers. Elle se dépayrait pour assouvir une



La dernière photo de Marguerite Yourcenar.

curiosité vorace qui lui faisait dire, au cours des années 40 : « Quoi qu'il arrive, j'apprends. Je gagne à tout coup. » Cette sorte de convoitise ne s'est jamais démentie.

Marguerite Yourcenar l'éprouvait sans doute encore lorsqu'elle écrivait son étude sur Borges, en 1987, à la veille de mourir. Elle citait ces vers du vieil aveugle :

« Jadis, quand je rêvais à la Terre promise, l'écrit une bibliothèque que je voyais. »

Elle aussi désignait la Terre promise de cette manière car elle savait que la vocation des bibliothèques, c'est de récompenser la convoitise. Elle parle de Borges avec cette intelligence qui vient des affinités électives. Elle évoque son « regard intérieur » et sa façon d'amoindrir la tra-

gédie de la cécité : « C'est comme un long soir d'été », disait-il. Ce recueil de Marguerite Yourcenar encourage nos penchants à la flânerie, car c'est une délectation de se promener parmi ces pages qui traitent d'Apollon, des villages grecs ou des marionnettes de Sicile, de Poussin, de Mozart, de Virginia Woolf, d'Oscar Wilde, d'Henry James ou de Rembrandt. Avec Marguerite Yourcenar, nous obtenons la confirmation des charmes et des vertus de l'intelligence, lorsque celle-ci est profondément amoureuse des choses qu'elle aborde.

On nous propose une très belle définition de l'œuvre d'art : c'est une manière de « traquer le réel à l'aide de l'imaginaire ». Rembrandt s'obstinait à « fixer ses propres traits » pour y découvrir « ce que je ne sais quoi, presque invisible à l'œil », qui s'appelle « soi-même ». Méditant sur le regard des créateurs, Marguerite Yourcenar évoque aussi « l'œil insaisissable de Balzac, (ce) chercheur de trésors cachés », « le grand œil-miroir de Goethe » et « les beaux yeux de Rilke, de Novalis ou de Keats (que l'on peut) comparer au regard magique et tremblant des astres ».

La pâleur
de Virginia Woolf

Elle écrivait elle-même avec l'ambition d'extorquer au monde ses secrets. C'est pourquoi les yeux de Madame Yourcenar sont tellement séduisants. Ils mêlent une sagesse lointaine avec des intempérances, des avidités qui étonnent.

Je parierais volontiers que la vieille dame intrépide est en route vers les dernières galaxies. Elle continue le voyage. Elle se souvient, peut-être, du désespoir d'Oscar Wilde, rue des Beaux-Arts, ou de la pâleur de Virginia Woolf, dans la pénombre d'un salon, vers la fin des années 30. Ou encore la vieille dame se rappelle la figure de « ce jeune pêcheur » montrant, sur la place d'un village grec, l'énorme poisson bleu qu'il avait rapporté. Elle se demande si l'existence n'était pas un songe. Mais peut-être la vie et la mort font-elles partie d'un mystérieux « livre de sable » où ne laissent de s'échanger la vérité et l'illusion.

François Bott.

LE FEUILLETON

de Michel Brondeau

Traduits
du bizarre

Quatre écrivains — Robert Carter, Howard Buten, Edmund White et Roland Topor — pour une constante : les jeux du langage et du bizarre.



Edmund White

Page 26

HISTOIRE

Les procès
de Jeanne d'Arc

La Pucelle fut condamnée à mort et exécutée en 1431. En 1455, le procès fut déclaré « inique ». Il a fallu trente années à Pierre Tisset et Pierre Duparc pour rassembler toutes les pièces du dossier.

Page 30

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

L'enfance,
c'est de la poésie
qui ment !

William Gass, écrivain américain, fait partie de la « cohorte des inconnus célèbres ». De ce remarquable styliste, paraît aujourd'hui Au cœur du cœur de ce pays.

Page 31

Poirot-Delpech prend le large

TRAVERSÉES

de Bertrand Poirot-Delpech.
Flammarion, 238 p., 69 F.

Du beau ketchi bleu foncé baptisé *Amadeus*, il ne reste qu'une carcasse éventrée, coulée par 20 mètres de fond, au large de Saint-Martin. De l'équipier d'*Amadeus* nommé Poirot-Delpech, il reste un livre, *Traversées*, qui ne risque guère de chavirer dans l'oubli aussi longtemps que des hommes prendront leur plaisir — et souvent leur bonheur — à couler leur destin aux caprices de la mer et du vent.

Le bateau ne reviendra plus. Le marin, qui, lui, est revenu, est-il le même que l'académicien errant sur les quais enneigés de Gibraltar avant de se décider à jeter son bicorne par-dessus les hanbans ? C'est tout le sujet du livre. Et c'est un beau livre qui raconte les mouvements du cœur d'un ancien « Grand Dadaï » décidant un beau jour qu'il était temps de traverser l'Atlantique à la voile parce qu'il avait toujours eu peur de la mer et qu'il refusait de douter indéfiniment de la passion qui le poussait vers la plaisance. C'est une démarche très répandue, rarement avouée et plus rarement encore si bien, si sincèrement dite.

Cela commence par une petite croisière entre copains au départ de Calvi et par une phrase en l'air après un coup d'œil sur le compas : « Tiens : le « 240 » ! Une petite semaine dans cette direction et on se retrouverait à Gibraltar ! »

Les mutiles
de l'aventure

Des petites phrases comme cela ne restent pas longtemps en l'air et les ravages sont grands quand la boutade se transforme en projet. Ça donne : « Si on descendait le bateau vers les Baléares et la côte espagnole ? En décembre, on trait jusqu'à Gibraltar et cap sur les Antilles. Chiche ! »

Et voilà comment on se retrouve tout seul, le dos au cap Europe, en face du cap Afrique, les copains en allés pour de bonnes et de moins bonnes raisons, tout seul avec son refus du capituler, décidant de s'asseoir sur sa dignité et d'agiter le ponce à l'arrière des bateaux en partance.

Par bonheur, Bertrand Poirot-Delpech n'a pas trouvé à s'embarquer tout de suite. Par bonheur pour nous, parce qu'il a

par Paul Guimard

eu le temps de traîner sur les pontons de Gibraltar parmi la faune des « partanciers » qui vivent dans l'imminence d'un appareillage depuis des jours, des semaines, des mois, engloutis dans les sargasses de ces ports, *pler of broken dreams*.

Poirot-Delpech parle avec beaucoup de tendresse de ces mutiles de l'aventure qui prennent racine souvent par un tremblement de la volonté, parfois

pour des raisons indépendantes de celle-ci. On n'oubliera pas certains portraits, celui de Dave, par exemple, et son « bronze fripé des sexagénaires de ports, fiers de ne plus craindre le soleil, un slip à ficelle des années 50 se cachant dans les plis de son ventre... ». Dave qui repeint la cuisine du bateau pour faire une surprise à sa femme, partie pour Copenhague acheter des allumettes il y a près de deux ans. Ce sera la surprise de « son » retour !

Ou bien Michel et Janine qui ont tout quitté pour « vivre autre chose avant la retraite, merde alors ! ». Michel, ex-conducteur de travaux publics, a construit le bateau de ses mains. Pour rallier Gibraltar depuis la Manche, le couple a coupé par les canaux bretons, un petit coup d'Atlantique, de l'estuaire de la Vilaine à l'estuaire de la Gironde, en sautant d'île en île, re-canaux jusqu'à Sète et cabotage de marina en marina, le long de la côte espagnole.

Lire la suite page 28

JEAN VAUTRIN
Un grand pas vers le Bon Dieu

« Un grand pas vers le Bon Dieu est le roman historique, le roman tragique, le roman poétique, le roman aventureux que vous souhaitez lire sans oser l'espérer. »

Pierre Lepape / Le Monde

Jean Vautrin a soufflé la vie dans un livre. Quelle merveille !

André Brincourt / Le Figaro Littéraire

ROMAN

GRASSET

هكذا من الأجل

هكذا من الاجل

LA FABRIQUE DE SUCRE
de Robert Carter.
Traduit de l'anglais
par Suzanne Mayoux.
Gallimard, 195 p., 95 F.
IL FAUDRA BIEN TE COUVRIR
de Howard Buten.
Traduit de l'anglais
par Jean-Pierre Carasso.
Seuil, 222 p., 89 F.
OUBLIER ELENA
d'Edmund White.
Traduit de l'anglais
par Marc Cholodenko.
Bourgois, 218 p., 90 F.
JOURNAL IN TIME
de Roland Topor.
Ramsay, 210 p., 95 F.

EN nous annonçant, dès la première phrase de *La Fabrique de sucre*, qu'il va nous dire des choses assez révoltantes et d'autres que nous ne voudrions sans doute pas croire, l'Autrichien Robert Carter — quarante-quatre ans, ex-patrouilleur en Papouasie, ex-détective privé, ex-professeur, actuellement psychologue dans un hôpital et père de trois enfants — ajoute : « Si j'ai décidé de les raconter, c'est que j'espère plus ou moins qu'à chaque personne qui lira tout cela je me sentirai un peu mieux. » Comme si chaque lecture devait alléger un peu le fardeau, chaque lecteur lui prêterait main-forte. C'est une idée assez jolie, comme sont jolis les boy-scouts avec leurs bonnes actions et leurs petits couteaux suisses, mais enfin le succès de librairie n'a jamais soulagé de la peine, sans quoi nombre de bons auteurs auraient fait moins de tristes poèmes et de tragédies.

Ce n'est pas bien grave pour autant, l'optimisme un peu débordant de Carter ne se manifeste guère plus avant. Son héros se nomme Harris, il a treize ans mais en paraît neuf, c'est un enfant « arriéré » comme il entend la maîtresse l'expliquer à sa mère. Quand il se sent mal il se cache et en tapant sur du grès

il fabrique une poudre qui ressemble à du sucre. Ce le calque. Sa cousine Shariene vient s'installer à la maison parce que sa mère est partie. Et pourtant, « c'était impossible de se représenter tata Kathleen en train de s'enfuir, tellement qu'elle était grosse. Mais c'était le genre de grosse qui ne me dérangeait pas, pareil que les chanteuses noires. Quand elle vous serrait contre elle, on était un peu tenté, après, de regarder voir si on y avait pas laissé des creux. »

A l'école il n'est pas très heureux, il a des érections spectaculaires qui l'embarrassent. Pour se faire de l'argent de poche, il tond des pelouses, celle de Helen, dont il garde aussi les enfants, le petit Julius et la minuscule Clementine. Grâce à Helen, il va peut-être réussir l'examen de garde forestier, mais les choses se gâtent, comme souvent, en série : Julius enferme Clementine dans le frigo et elle en meurt, Harris passe la tondense sur le pied d'un grand qui l'embête et, au mariage de son frère, sème un tel foutoir qu'on le place chez un thérapeute pour gamins difficiles, Sam. Là, en compagnie d'autres enfants comme lui, il continuera son apprentissage plutôt rude de l'existence.

C'est assez méchant, souvent tendre et drôle, comme le rire étriqué de Harris dans le noir : « J'ai un vrai rire de merde. A une époque, je m'entraînais à éclater de rire, en dessous de la maison, pour essayer de l'améliorer un peu. Mais je n'y suis jamais arrivé. » Robert Carter a le sens de la pointe et du rebondissement, on ignore si c'est son premier roman, mais il a déjà un métier solide. Et la chance d'être bien traduit par Suzanne Mayoux.

On connaît mieux Howard Buten, traduit par Jean-Pierre Carasso, dont *Quand j'avais cinq ans je m'ai tué* s'est

LE FEUILLETON de Michel Braudeau Traduits du bizarre

vendu à
quelque
800 000
exemplaires.
Danseur,
musicien,
psychologue,
ventriloque
et clown (il
est passé il
y a deux ans
au Tintamarre),
Buten s'intéresse
aux enfants
autistiques et les fait parler, en
quelque sorte, dans ses romans.
Ou du moins nous donne à lire
leurs pensées telles qu'il les
devine.

Dans *Il faudra bien te couvrir*, il n'y a pas d'autistes, mais un petit garçon cancéreux qui veut croire au Père Noël, et surtout Léon l'informaticien et son aide, le narrateur, un faux nain mécanicien, alcoolique, fumeur de shit, dealer de LSD et légèrement détraqué. Ils sont près du pôle Nord, dans une île des services secrets américains et trafiquent l'ordinateur le plus sophistiqué du monde, officiellement pour une horrible mission atomique, en réalité pour essayer de trouver où vit le Père Noël. Il y a bien des choses réjouissantes, comme la façon dont le nain raconte Léon grâce à une boîte à musique volée sur le cadavre d'un type mort au Cambodge — le nain a toujours plein d'anc-



Roland Topor

réussite de son tour. Quant au style (il faudrait faire ici la part de l'auteur et celle du traducteur), il relance le vieux débat sur les langues d'imitation.

Ce n'est pas facile de prendre la voix d'un gosse sans tomber dans le parler bébé et le mot d'enfant, et Buten a prouvé qu'il savait le faire. Parler le détraqué est plus complexe encore et très risqué. A côté de nombreuses trouvailles, on frôle de simples fautes dont on peut douter qu'elles fassent plus vrai — « c'est nous qui fabriquons les jouets » ou « une que je me rappelle » — ou reflètent mieux la conversation spontanée d'une personne, même dépeçée et bizarre. Les romans abondent d'ailleurs pour lesquels on pourrait se poser la question du juste écart de langage, entre le naïf exaspérant comme un portrait de Poulot et le populaire truqué. N'échappent au piège que les

doctes compliquées sur tout, ce qui ralentit pour le moins la progression — mais elles ne s'enchaînent pas avec assez de naturel, d'aisance, et on voit plus le travail du jongleur que la

vrais inventeurs comme San Antonio ou Queneau.

Ce ne sont pas là, du reste, de simples problèmes de linguistique amusante, comme il y en a de chimie récréative. L'ensemble du premier roman (le dernier à paraître en France) d'Edmund White, *Oublier Elena*, en est la preuve. On connaît le style de l'auteur d'*Un jeune Américain*, de *Nocturnes pour le roi de Naples* : il est précieux, subtil, cruel, dans l'héritage spirituel de Henry James et de Truman Capote. Il est traduit ici par un excellent écrivain français, Marc Cholodenko, dont l'élégance d'écriture est comme depuis le *Roi des fées*. On reste donc dans un registre homogène, cultivé, très « littéraire », d'autant que le cadre du roman est une île, probablement en Méditerranée, peuplée de gens riches et oisifs qui vivent de fête en fête dans de beaux palais. Pourtant, dès la première ligne, la seule préoccupation du narrateur est de ne pas se tromper, de ne pas faire de contresens ni de gaffe dans un monde saturé de règles implicites, de rites non écrits mais connus de tous. Sauf de lui qui est amnésique et avance à tâtons, en copiant, avec angoisse, comme s'il devait traduire une langue étrangère, vivante et menaçante, uniquement composée de faux amis.

Faut-il rire de telle plaisanterie ou la trouver mauvaise ? Porter du blanc ou une couleur ? Admirer l'incendie d'une maison voisine qui embrase la nuit ou appeler les pompiers ? Regretter qu'il n'y ait pas une touche de bleu dans les flammes, plutôt. En toute circonstance s'efforcer de plaire à Herbert, un dandy irréprochable (en short, il donne l'impression d'être habillé « comme si sa peau était une sorte de tenue de sport »), qui est le maître du jeu mystérieux, et tâcher de comprendre le sens des petits poèmes qu'il fait à

toute occasion, y répondre aussitôt par un autre poème à clé.

Rien n'est insignifiant dans cet univers paranoïaque où la place des grains de beauté et des mouches sur le visage ou le corps est lue comme un message, où, à propos d'un ne sait quoi, quelqu'un dit naturellement : « Je suis sûr qu'Herbert codifiera ceci aussi. » Et en effet le narrateur a beau s'en tirer plutôt bien avec le ministre de la Gauche, prononcer un ou deux bons mots, faire l'amour avec une certaine Elena qu'on lui ordonne d'oublier (peut-être est-ce cela l'origine de son oubli de tout), c'est Herbert qui reste l'arbitre de ce monde, insaisissable où l'auteur mettrait en scène avec beaucoup d'art sa propre crise d'identité à trente-trois ans : « Je ne dois pas donner autant de caractère à mes actions avant d'avoir découvert pour quelle sorte d'homme on me prend généralement. »

UNE phrase qu'aurait pu écrire aussi bien Roland Topor, qui note, dans son *Journal in Time*, qu'à force d'entendre parler de lui, il meurt d'envie de se connaître. Ce recueil de petits textes et d'anecdotes est un « vide-poche hétéroclite et débridé » où l'on a enfin l'explication de l'origine des titres enregistrés qui ponctuent chaque réplique des navets télévisés, le texte du manifeste Froufrou, la description du cinétière d'objets où l'auteur du *Locataire chimérique* entretient ses vieux pulls et ses godasses usées. On y trouve en morceaux de choix un dialogue imaginé (à peine) entre Marguerite Duras et Jean-Luc Godard, seuls en bateau, de retour d'un colloque sur « Littérature et/ou cinéma ». « Vous savez ? — Non, je n'ai jamais su. — Nager, je veux dire », etc.), ainsi que cinquante quatre définitions imparables du dandy selon Topor dont nous ne citerons qu'une, pour l'exemple : « L'homme élégant a souvent de plus petits besoins que lui. »

GRAND CONCOURS « VOYAGES EN LITTÉRATURE »

Voici le texte de la question subsidiaire qui a permis de départager les ex æquo :

Rédigez un court texte (maximum 800 lettres, signes ou espaces) répondant au titre de :

« Révolution ! »

Vous devez respecter les deux contraintes suivantes :

- 1 Ne pas utiliser la lettre « D » ou « d » dans tout votre texte.
- 2 Utiliser impérativement dans votre texte les six mots suivants tels qu'ils sont orthographiés et dans cet ordre :

■ perroquet ■ offusquer ■ myope ■ nièce ■ énormité ■ provoqué

1^{er} prix

Un voyage personnalisé de quinze jours en Chine pour 2 personnes

Si vous aimez voyager en littérature, écoutez ce récit que nous conte Gresset ! A Nevers, chez les nomades, vivait un jour Ver-Vert, un perroquet fameux : courtis et pieux, il savait si bien son *Poète* qu'un couvent n'aurait voulu l'emprunter. On l'embarqua : las ! Quelques larons, sur l'eau, lui apprirent bientôt à offusquer les gens. A Nantes, l'abbé, myope en toutes choses, crut qu'il parlait grec : « Corbleu, que la peste te crève ! » était étranger à son vocabulaire. Mais lorsqu'une rime en tain vint sauter sa nièce, sœur Saint-Augustin, l'énormité choqua tout le couvent. Ennuyé par l'effet provoqué, Ver-Vert pensa qu'on le faisait. Jésus ! Quelle révolution ! Chacune eut son paquet. Les mots les plus affreux émaillaient son caquet. L'oiseau chassé revint Nevers où il fit pénitence. Selon Gresset, il y fut abattu et mourut regrette.

Charles BERTIN
Rhodé-Saint-Germain (Belgique)

Jean-Baptiste GRESSSET (1769-1777) est l'auteur de *Ver-Vert*, un conte en vers où il plaquette les auteurs des siècles.

2^e et 3^e prix

« Capitales chinoises », deux voyages en Chine de dix jours pour deux personnes

L'empereur, impassible, plisse ses yeux jaunes : les paons gisent sans vie sous les chrysanthèmes coupés. Cette nuit, ses mercenaires ont fui. Il reste seul, avec ses femmes affolées et son perroquet muet. Rien ni personne ne lui obéit plus. Cette houle humaine qui se presse vers le palais, brillant les offrandes, comment ne pas s'en offusquer ! Il faut être un eunuque myope pour ignorer la menace. Le vieil homme sent contre lui se glisser sa nièce, l'enfant fragile qui lui réchauffe le cœur. L'innocence aussi sera-t-elle massacrée ? Cette énormité lui glace le sang. Mais une clameur immense ébranle les ivories et les ornements. Qui a provoqué ce tumulte ? Le tyran a compris : avec les haches, les faux et les piques, mille bannières noires se sont levées. Partout le même signe lui griffe le visage : la mort !

Simone JACQUIER
La Frette (38)

A tous les ministres ; programme « perroquet ». Sans vouloir vous offusquer, je vous invite à ne pas rester myope face à l'ambitieux plan informatique élaboré par la « nièce » en personne pour faire triompher la francophonie. Parlons clair : qu'elles qu'en soient les raisons techniques, les matériels sont ainsi conçus qu'ils éliminent impérativement notre quatrième signe alphabétique. Aussi, et malgré son énormité, consacrez-vous sans surseoir à cette cause nationale : supprimer irrévocablement cette consonne superflue. Ce n'est pas une réforme orthographique, c'est une véritable révolution ! L'opposition s'insurgera, mais nous saurons vaincre : la France vaudra bien une lettre ! Que chacun suive mon exemple, infusez vos lettres provoquées par un immense et glorieux projet : le premier ministre, Michel Rocard.

Philippe DUMONT
Cortrille-sur-Mer (76)

4^e prix

Une bibliothèque d'une valeur de 30 000 F

Allô Coco, c'est toi ? C'est moi. T'as pas vu les questions pour le concours ? Pas gonflés les mecs, faut gratter un papier sur la Révolution avec : perroquet, offusquer, myope, nièce, énormité, provoqué. Pas piqués les mots ! Moi Gogo, je n'y laisse attraper à tous les coups, je ferme plus fort la nuit. La gaitère ! Et je te raconte pas tous les mots qui m'arrêtaient pour me filer un tuyau crevé qui va pas un clo. Et le plus beau, c'est le premier prix ! Le super vainqueur, c'est un voyage en Chine qu'il va gagner le pauvre chéri. Je te blague pas. Vues imprenables sur muraille et géolies, répression à tous les étages, ambiance jeune et rustique. Et côté sécurité aucun problème : escorte musclée garantie. Bref, il pourra tous jours chanter : mits en Chine, mits assassins ! Allez salut !

Catherine HIRSCHFELD
Antony (92)

5^e et 6^e prix

Deux séjours de neuf jours à Bali pour deux personnes

En l'an 1789 avant notre ère, un triste sire faisait, par ses outzesses austères, régner la terreur sur Jérusalem. Il avait ainsi banni toute musique : tout instrument, tout chant, tout oiseau — jusqu'au perroquet ! — pouvait offusquer cet ayatollah. Bien que myope, il avait l'ouïe fine, et la plus petite harmonie perçue était jugée outragante et son auteur, écartelé. Aussi un pesant silence régnait-il sur la ville. Or ce tyran avait une nièce qui avait pour la musique un amour si fort qu'elle ne supportait plus son absence. L'action qu'elle osa alors, en mesurant-elle l'énormité ? En tout cas, l'effet provoqué surpassa ses espérances : grimpée sur les remparts, elle se mit à chanter à tue-tête ces mots groupés à la postérité, furor flambeaux pour les opprimés et qui firent fuir le tyran éponanté : « Réve au luth, Sion ! ».

Caroline AYMARD
Lille (59)

RÉVOLUTION

Le mot n'est pas trop fort, je suis à la renverse ! Tous ces impératifs m'ont révolutionné ! Et j'en suis, sur le coup, vert comme un perroquet. Convainquez qu'on pouvait pour bien moins s'offusquer. La contrainte en étant passablement perverse ! Je n'en croyais mes yeux ! Mais n'étant pas myope, ni presbyte ou bigleux, non plus qu'hypermyope, j'en serais pour un peu vraiment tombé par terre. Sans que ce fût en rien par la faute à... Cherchez plutôt ! Il fit quelques médiocres pièces. Et, selon la rumeur, coucha avec sa nièce. Quoi ? At-je proféré si grosse énormité ? N'espérez pas, messieurs, que je le vérifie. Si j'ai fait quelque entorse à sa biographie, la faute en est à vous, qui m'avez provoqué !

Roger ABIAUD
Paris (75)

LIVRES • IDÉES

ROMANS

Alain Nadaud, romancier théologique

Avec l'Iconoclaste, il a composé une manière de chef-d'œuvre parfaitement isolé dans l'époque.

L'ICONOCLASTE
d'Alain Nadaud.
Quai Voltaire.
438 p., 130 F.

Quand il travaillait à la troisième version de la *Tentation de saint Antoine*, Flaubert se délectait à la lecture d'innombrables volumes, exposés des premières bêtises du christianisme, récits des conciles et étonnantes suscitées par les querelles sur la Trinité. Nadaud est de la même espèce, celle, en voie d'assèchement, des auteurs épiques d'idées et capables de décrire, avec volubilité, des tomes d'érudition pour construire un roman archéologique et philosophique, un roman de la pensée et de son histoire.

Flaubert avait ramassé disputes et anecdotes en quelques visions et monologues de son malheureux saint. Nadaud a préféré le modèle, absolument inattendu, d'un Guide Baedeker. Il a imaginé que Karl Baedeker, inventeur des petits livres rouges chers aux voyageurs de jadis, aurait écrit peu avant sa mort à un ultime volume, choix de promenades à Constantinople, en Asie Mineure et en Thrace. Le même Baedeker en aurait conçu dix-huit, chacune décrite et accompagnée de documents sur la querelle des images qui a mis Byzance sous des coups de plus d'un siècle durant.

Pour-il sacrifier la beauté ?

Nadaud a donc écrit d'abord la traditionnelle préface de celui qui aurait découvert le manuscrit oublié de Baedeker, puis les itinéraires, ironiques pastiches de style touristique, et les annexes, correspondances, fragments de mémoires, gloses théologiques qu'il attribue à une foule d'auteurs du huitième et neuvième siècles et complète de commentaires philosophiques et historiques. Alternent ainsi les



BERNARD CLERGE

morceaux sur l'insécurité des routes turques et la médiocrité des auberges, et les chapitres apocryphes où moines, chroniqueurs et soldats narrent les épisodes de la tragédie iconoclaste. Ils se nomment Nicéphore, Artavasse, Luitprand, évêque de Crémone, et décrivent, chacun selon son origine et sa foi, les troubles de Byzance, les complots de l'impératrice Irène, la

mort atroce de Constantin Copronyme, le sacrilège de son monastère et les guerres contre les Bulgares. Tous prennent et reprennent la grande question : faut-il représenter Dieu, le Christ et les saints, faut-il accorder sa part à la superstition ou bannir les icônes, faut-il sacrifier la beauté à la pureté ? Les arguments s'inversent, les théories basculent, les partis se défont, factions dominées par un

dogme ou la passion du pouvoir. Il y a des paysages, des portraits, des peintures de batailles et d'autres libertés. Avec dextérité et science, l'auteur varie ses effets, multiplie les personnages et déguise en roman historique foisonnant sa réflexion philosophique, un peu à la manière d'Eco dans *Le Nom de la Rose*, mais avec plus d'ironie.

Depuis sa pythagoricienne *Archéologie du zéro* (1), on connaît le talent de constructeur de Nadaud et la vigueur de ses fables. *L'Iconoclaste* allie à ces vertus le pittoresque des temps et des lieux et un très salutaire goût de l'équivoque. Que l'on ne croie point en effet que le livre illustre tout uniment une thèse. Nadaud n'a pas écrit le panégyrique des restaurateurs des images, quoiqu'il penche de leur côté, en observateur avisé de l'époque actuelle et des méfaits de toute religion du « pur » et du « parfait ». Si Léon d'Iconium, évêque iconoclaste, est perdu par la petite prostituée à laquelle il a dépeint les ridicules du concile de Nicée, Pétros, l'iconophile vicieux d'Anastasia, la religieuse à la peau trop douce, ne valent guère mieux. De leurs appétits et de leurs croyances, tous s'arrangent de leur mieux, en hommes faibles, d'autant plus vrais que plus faibles.

Sans doute faut-il ajouter, puisqu'il est de bon ton, aujourd'hui, de déclarer lassant tout ouvrage qui ne sacrifie pas à la facilité de l'historiette psychologique bricolée, qu'un roman si large n'est pas une seule fois ennuyeux et que la diversité des modes de narration le garantit contre la monotonie. Qu'il est en somme intelligent, bien écrit et que sa lecture est voluptueuse.

Philippe Dagen.

(1) Qui vient de paraître dans Folio, n° 2085.

La mémoire trouble de Philippe Doumenc

LES COMPTOIRS DU SUD
de Philippe Doumenc.
Seuil, 409 p., 99 F.

Il aura donc fallu trente ans pour que les romanciers français intègrent la guerre d'Algérie à l'univers romanesque contemporain. Mieux vaut tard que jamais, même si, en l'occurrence, nombre d'ouvrages ressemblent à une manière d'exorcisme. Les auteurs essayant tant bien que mal de diluer l'innommable dans des situations convenues. Tel est le cas de Philippe Doumenc qui, dans son premier roman, *Les Comptoirs du Sud*, relate moins les événements dont il fut le témoin, ou l'acteur occasionnel, que le climat affectif dans lequel ils se déroulèrent.

Au tout début des années 60 à Chella — une cité imaginaire — la guerre se joue en miniature. La ville, adossée au barrage électrifié séparant l'Algérie et le Maroc, vit au rythme des incidents qui opposent les troupes françaises aux rebelles algériens dans « la zone interdite ».

Après quelques mois passés dans un bureau de l'état-major à Alger, le lieutenant de marine Pierre Sérurier découvre à Chella un monde interlope dont il ne soupçonnait pas l'existence. Il se prend très vite d'amitié pour un vieux libraire qui se console de la médiocrité de l'époque en relisant Ptolémée.

« Il y a un point commun entre les guerres civiles, les guerres coloniales et les couples en instance de divorce :

on y dort aux côtés de son ennemi », confie le narrateur, mal remis d'une déception amoureuse. Catherine, la femme qui l'a abandonné après avoir interprété avec lui les jeux de l'amour, demeure d'ailleurs la seule véritable préoccupation du lieutenant Sérurier. La guerre occupe sa solitude, mais elle ne le concerne pas vraiment.

Année volontaire

Philippe Doumenc mène plutôt habilement son récit, en distillant le doute quant à la véracité des faits qu'il narre. L'auteur, en opposant les dires du lieutenant Sérurier à ceux des autres personnages, laisse entendre que l'année volontaire est, encore aujourd'hui, le lot du plus grand nombre. « La guerre d'Algérie ? Quelle guerre d'Algérie ? » Tal pourrait être le sous-titre de ce livre, bien décevant par ailleurs.

En effet, malgré d'indéniables qualités, ce roman souffre d'être trop long et encombré de scènes et de lieux communs. Comment, par exemple, l'éditeur a-t-il pu laisser passer une phrase comme celle-ci : « Un Maure est aussi peu fait pour la pluie qu'un chet pour la mer ou un nègre pour les grands froids ». En outre, la misogynie de l'auteur devient par trop lourde au fil des pages !

Pierre Drachline.

Les accents de vérité de Chochana Boukhobza

LES HERBES AMÈRES
de Chochana Boukhobza.
Balland, 184 p., 89 F.

Les romans de Chochana Boukhobza pourraient n'être que des avatars tardifs du réalisme ou, pis, du vétilisme. Un noyau de sensibilité vive, écorchée, les retient au seuil de ce danger, au bord extérieur de cette facilité. Mieux encore que les précédents (1), son troisième livre, *Les Herbes amères*, opère, pour ainsi dire, une traversée des conventions pour constituer un organisme vivant, un corps irigué et palpant comme celui du Paris crépusculaire qui sert de cadre au roman.

Marc Yvel est mort. Jane, sa compagne, est partie, pour oublier, pour quitter des êtres et des lieux trop lourdement enchevêtrés. Cinq années ont passé. Mais l'histoire demeure « intacte », se dérobe à la volonté ou au désir d'oubli. Cette histoire, une autre femme l'incarne : Irma, la mère de Marc ; mère juive, douloureuse et aimante, envahissante jusqu'à la caricature.

A son retour, croisant Irma, Jane retrouve son passé, rejoint ce lieu en elle-même où rien ne se peut oublier pour jouir d'une prescription bienheureuse. Du même coup, elle retrouve les questions demeurées sans réponse sur la mort de Marc, sur les secrets de sa vie. De l'être aimé, longuement ou passionnément fréquenté, on ne sait en fin de compte que ce qui se manifeste à la surface des jours, des heures partagées. Savoir minime, environné d'une plus vaste ignorance. Jane pénètre dans le « double fond » de la vie de Marc, remonte le fil de l'ignorance, mesure combien était étroit le chemin parcouru.

La révélation de ce secret occupe la dernière partie du roman de Chochana Boukhobza, pages qui seraient les meilleures si ne s'y bousculaient des anecdotes qui restent trop extérieures et comme étrangères aux personnages. À leur interiorité, à ce qui, dans le cœur humain, demeure sans solution ni dénouement, sont préférés des signes connus, reconnaissables, empruntés à l'actualité proche (le terrorisme, par exemple...).

Une fatalité douloureuse

Mais l'écrivain sait aussi trouver le ton juste, l'accent de vérité, pour dire le poids d'un destin ou d'une fatalité douloureuse, l'environnement mystérieux d'une existence : « Une vie qui s'achève fait, dit-on, venir de tous les coins du monde des anges pour le pleurer au point du jour (...). Puis le ciel se referme sur l'âme. Le nom qu'elle portait, le nom s'envole et reste en suspens, attendant pour renaitre qu'un enfant vienne au monde. »

Les conventions dont nous parlions, si elle les traverse par la force et l'authenticité de son tempérament, Chochana Boukhobza, formellement, ne les conteste ni ne les refuse. Elles restent le cadre préalable — la limite — de son mode d'expression littéraire. On souhaiterait pour elle que cette traversée soit davantage dépassement, affranchissement, vers une expression à la fois plus libre et plus personnelle.

Patrick Kéchichian.

(1) *Un été à Jérusalem* (Balland, 1985) et *Le Cri* (idem, 1987).



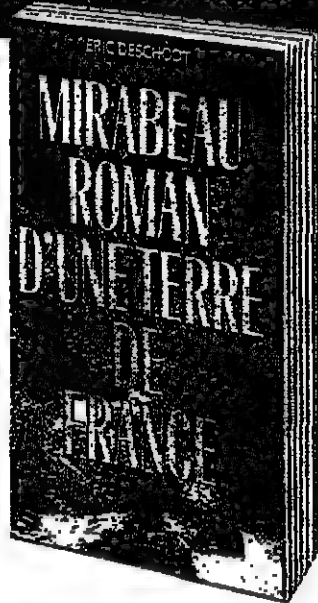
Journal d'un oiseau de nuit fut un best-seller. Toute ma vie mériterait de connaître un sort encore meilleur. Michel Braudeau



Payot Roman

Le Grand Prix de l'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE récompense chaque année l'auteur, de préférence encore inconnu, d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées (Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre) sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable promotion auprès de tous les médias : Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires. Les manuscrits sont à adresser à : **L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR** 17, rue de Galilée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

ERIC DESCHODT PRIX PAUL LEAUTAUD



Heureuse terre, la Provence a trouvé en Eric Deschodt son François René de Chateaubriand Yves Salgues, Jours de France Madame

391p. 99F

J. Clatiès

François WEYERGAN'S



Je suis écrivain

roman

« Il y a du génie dans cette maîtrise de l'écriture extraordinairement fluide, jamais obscure, toujours inventive »

Olivier Mauraisin/Magazine littéraire

GALLIMARD nrf

حكايا من الراحل

هكذا من الالحان

RÉCITS

Le cœur net d'Adrienne

LE PAYS DES ASPHOÏDES
d'Adrienne Durand-Tullou.
Payot, 325 p., 120 F.

Un beau jour, Adrienne voulut en avoir le cœur net. Car elle n'est pas femme, la bougresse, à laisser son village disparaître, exsangue, sans protester. La petite institutrice têtue qui débarqua là-haut en 1938, sur le causse de Blandas, à deux pas du cirque de Navacelle, dans les nuages au-dessus du Vigan, a donc pris sa plume pour dire que, en ce désert de blé clair et de sonnettes vistes, la vie pouvait prendre racine et fleurir comme l'asphodèle.

On lui pardonnera de donner dans ce beau style pour dictées du certificat d'études, avec imparfaits du subjonctif, qualificatifs choisis, ribambelle de propositions relatives et même, tant elle fut prise par l'émotion d'écrire un livre qu'on ouvrirait à la page 301 sur « apparut ».

Une inlassable curieuse

Elle dit, après tant d'autres, le bruit de la cour de récréation, la pièce de deux sous dans la poche du bambin pris en flagrant délit de patois, la soif de savoir chez ces paysans pieux et l'aura des maîtres d'école. Elle chante aussi, bien sûr, la vie du village miné par l'exode, son cher Rogues, avec tournée du facteur, brave curé, épouée du chasseur-neige, feux à la Saint-Jean, dictons météorologiques en v.o. et classification des herbes pour les lapins.

Son seul drame, c'est une singulière aptitude au bonheur. Pour survivre sur le causse, la jeune épouse sans crainte de déchoir un paysan du cru qui fut une assez bonne affaire. Une inlassable curiosité l'a poussée aussi à arpenter son terroir, à fouiller les registres, à plonger dans les avens : elle rentre au soir, enivré, tête au vent, plissant sous le poids des fossiles et des échantillons, noyée dans les fleurs et la sèdes sauvage. La voici entre-

temps honorable correspondante de sociétés savantes puis docteur ès lettres sans avoir passé le bachot, régulant la kyrielle d'ethnologues, géographes, spéléologues et autres botanistes qui vinrent boire à son âme et goûter ses confitures. Et la retraite venue, en 1970, Adrienne, fourmi laborieuse, n'en finit pas d'engranger, « car il reste encore à glaner alors même que tout semble disparu ». Elle court et bevarde avec les rares bergers de la transhumance, avec les experts en séchage du cépe et les derniers grands tuteurs de cochons...



Une singulière aptitude au bonheur.

Tant de joie, on l'imagine, ne la porte guère à la métaphysique conflictuelle : son livre n'a rien d'un « récit de vie » volontariste. Il lisse un passé sans tensions ni urgences. Ses « années sombres », notamment, sont étrangement incolores, en plein pays des maquis cévenols et lozériens ; son village meurt en silence, sans déchirements historiques. Cette héroïne du « gai savoir » n'est ni même Santerre, ni Émile Carles. Car son causse l'a purifiée des humeurs peccantes. L'eau vive d'Adrienne a fait un tout petit trou d'érosion bien net dans le calcaire : c'est cette perle-là qu'on aime.

Jean-Pierre Rioux.

Poirot-Delpech prend le large

Suite de la page 25

Juste le temps qu'il faut pour contracter une méfiance commune envers tout ce qui peut survenir loin des côtes. Partiront-ils ? Allez savoir ! « L'amour se sert de tout pour durer. Être liés par un terreur savamment entretenue : jamais vu ! »

Bien entendu, comme son titre l'indique, ce livre est d'abord l'histoire d'une traversée, et si l'on s'attarde autant à terre, c'est que Poirot-Delpech proclame lui-même : « S'il est vrai que la mer ne peut se dire », la vie en mer non plus. Ou alors en histoires de bouteilles cassées, de hachis répandu. Est-ce bien nécessaire ?

Le parfum du tiaré

Evidemment non, et on sait gré à l'auteur de nous en dispenser. De toute cette histoire, le plus intéressant est encore l'historien, on le découvre sous un éclairage auquel il ne nous avait pas habitués. Il y a dans certaines pages de grands sourires qui ressem-

blent au bonheur à s'y méprendre.

Sans jouer les extralucides, je pense pouvoir pronostiquer que Bertrand Poirot-Delpech est désormais contraint non par la mer, qu'il connaissait déjà, mais par cette dimension particulière de la mer qui s'appelle le grand large. Il repartira sans doute car, entre les lignes consacrées aux Antilles, on respire déjà comme le parfum du tiaré du Pacifique.

En quittant le livre, on éprouve cette « amertume des sympathies interrompues » que Poirot-Delpech a empruntée à Flaubert pour prendre congé de ses compagnons d'équipage. Tout de même, quand il dit sa mélancolie, en abordant à Fort-de-France, de n'avoir pas une femme à qui téléphoner pour s'entendre dire : « Tu m'as manqué, tu sais ! », on est tenté de penser que les hommes de grand vent sont insatiables puisqu'ils goûtent mieux l'ivresse des départs quand s'y mêle le chagrin d'une Paimpolaise.

Paul Guimard.

DEPUIS quelques mois, la France mobilise derochef. Les bataillons se forment ; les régiments s'alignent. Bernard Pivot pavoise ; et Jean-Claude Barabant, secrétaire général du SNI-PEGC, menace. Les fers et les boulets rougissent au feu ; tandis que se multiplient prises de position, propositions, provocations, injures, courbes, graphiques, libellés, brochures et statistiques : la guerre de l'orthographe a repris. Le Monde de l'éducation (1) fournit toutes les pièces du dossier ; et de l'artillerie.

A dire vrai, le moment choisi pour la reprise des hostilités a de quoi surprendre. Pour deux raisons au moins.

Songez que Ferdinand Brunot, en 1905, tenait l'orthographe pour « le fleau de l'école » ; moins laïcs, d'autres assimilaient la dictée, déjà confondue avec l'orthographe, à un chemin de croix. Le miracle a eu lieu : en quelques années, la dictée est enfin devenue « cérémonie nationale ». Quel Pindare viendra chanter les champions de ce jeu suprême, et si formateur ? Admettons que « La dictée nationale » vaille un peu mieux que le loto sportif ou le pouce qui gratte. Mais enfin, on le sait, la dictée est à la maîtrise de la langue ce que le Monopoly est à la spéculation immobilière. Il est dangereux néanmoins, dirait Sun Tzu, d'attaquer un ennemi au mieux de sa forme.

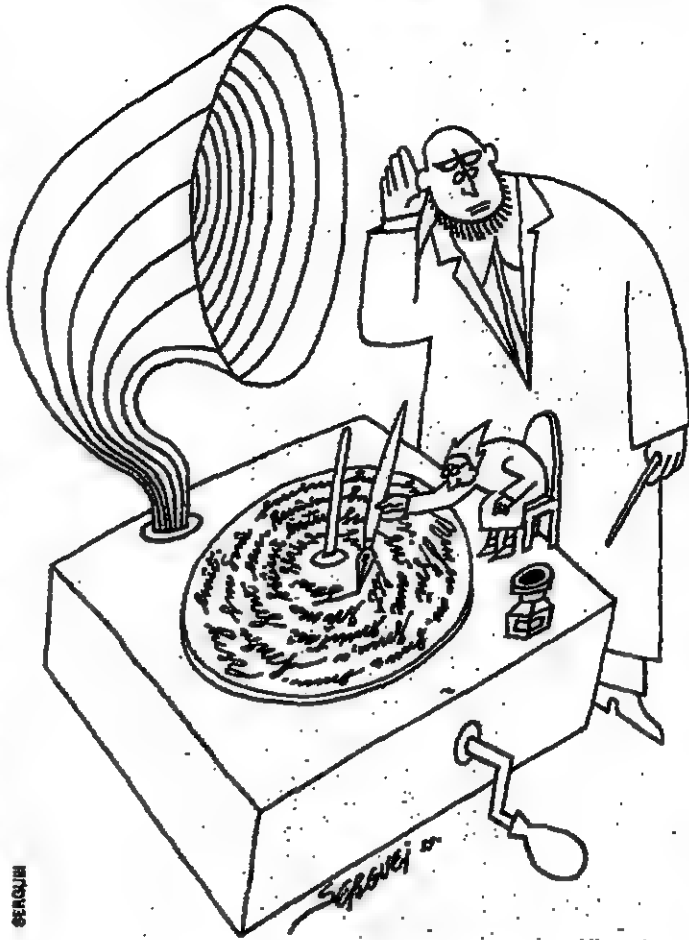
Avec un zeste d'ironie, Gérard Antoine (2) rappelle que l'Académie française avait décidé en 1673 d'adopter une certaine orthographe qui serait celle de son dictionnaire, « propre à distinguer les gens de lettres d'avec les ignorants et les simples femmes ». On espère que le nombre des ignorants a diminué ; mais on sait que les filles font maintenant moins de fautes que les garçons : cette supériorité ne pourra être remise en question. Tel est en tout cas un des résultats, précieux, des enquêtes menées par André Chervel et Danièle Manesse (3). Par parenthèse, on se demande pourquoi Jean-Claude Barabant (4), décidément en veine de réformes, transforme (p. 138) *Danièle en Daniel*. Simple coquille, dira-t-on ; pourtant la machine n'a pas pris André pour André. Il faut s'y faire : la femme est l'avenir de l'orthographe. Est-il donc opportun de reprendre les armes au moment même où triomphent « les simples femmes » ?

DANS le doute, on ne s'abstient plus : on commande des sondages. Et voilà que les chiffres accroissent la perplexité : « 76 % de personnes interrogées favorables à une correction des bizarreries et absurdités de l'orthographe française » ; mais 42 % seulement trouvaient urgent de la simplifier. Conclusion : « On retrouve là la limite de tout sondage ». L'amertume se libère alors. Depuis un siècle au moins, aucune « réforme » (ou « simplification ») de l'orthographe, de la plus extravagante à la plus modérée, n'a réussi. Si la Bastille de la norme orthographique — malgré ses incohérences reconnues — reste imprenable, c'est que les passions empêchent le progrès de la droite raison en favorisant ce que Nina Catéch (5) nomme « les délirés de l'orthographe ».

Plutôt que de jeter le manche après la cognée, il serait urgent de relire Pascal : « La raison a beau crier, elle ne peut mettre le

LA VIE DU LANGAGE

par Denis Slakta



Le charme des rites affectifs

prix aux choses » ; pas plus à l'orthographe qu'au reste. Et de méditer quelques analyses d'un grand linguiste américain, Edward Sapir (1884-1939).

NUL n'ignore qu'un drapeau n'est qu'un symbole conventionnel qui permet, par exemple, d'identifier un navire au port. Le drapeau fait évidemment référence à une nation ; comme dans un vestiaire le jeton numéroté permet de retrouver son chapeau. Drapeau et jeton sont des symboles de référence, tout comme « certaines formes d'écriture, l'orthographe stylisée, les slogans ou l'émission télégraphique ».

Pourtant personne, on veut croire, n'est prêt à paier pour un jeton numéroté ; alors qu'on pourra mourir pour son drapeau ; ou se battre pour un voile ou pour l'orthographe : « Je mettrai l'orthographe même sous la main du bourreau », assurait Théophile Gautier. C'est que certains symboles de référence « prennent facilement l'allure de rites affectifs et revêtent soudain une importance considérable en tant que formes substitutives de l'expression affective » (6). Et Sapir ajoute, en guise d'illustration : « Si l'écriture n'était qu'un symbolisme de référence, les réformes de l'orthographe seraient moins difficiles ».

Autrement dit, « les néographes » (pour parler comme Beuzée dans l'Encyclopédie), les linguistes et les gens de bon

sens ont parfaitement raison de souligner les imperfections de l'orthographe comme « symbolisme de référence. Ces « exceptions », ces « incohérences », ces « incohérences choquantes », nous les connaissons tous, depuis l'école obligatoire. Nous en souffrons tous, chaque fois que nous écrivons. Mais voilà, la dictée est vécue rétrospectivement comme « un rite affectif » ; et la forme même des mots « subjugue l'imagination et les yeux », si bien que Bloomfield, autre grand linguiste américain, remarquait dès 1933 : « Les gens cultivés entretiennent cette idée que les exceptions graphiques (...) contribuent d'une certaine façon à la connotation des mots » (7). Il serait bon, juste, raisonnable, etc., de mettre un s au pluriel de joujou et de caillou. Mais Cavanaugh, en verve, régit par amour de la langue (8) ; et François Giroud proteste au nom des souvenirs d'enfance. Bref, la raison ne peut mettre le prix aux choses.

DEVANT les résistances, il arrive aussi que la raison s'exaspère. Un néographe convaincu admet d'emblée, comme Beuzée par exemple, que toute réforme doit « être raisonnée dans ses principes, circonscrite dans ses changements, utile dans ses effets ». Mais dès que l'on commence à observer les anomalies, la modération a-t-elle fait de Beuzée : leur actualité ne masque pas de surprise.

D'abord certaines consonnes doubles sont intolérables ; écrivons donc *athé, persone, home, ville* à côté de *cheville* est absurde ; « Si l'on ne prononce qu'un l, on n'en écrira qu'un », et voici vilé et vilage bien normalisés. Il est « ridicule » d'écrire nous portions comme les portions ; nous inventions comme les inventions, etc. Pour rationaliser le tout, pourquoi ne pas utiliser des « i cédillés » ? Les

accents graves, aigus, circonflexes sont sources aussi de confusions. Nina Catéch en 1989 vante les mérites de « l'accent plat » (un piston renversé par son frère) ; Beuzée pensait, lui, à « un accent perpendiculaire ». Il abjurait facilement, craignant de commettre « un attentat contre l'autorité légitime de l'usage ».

Il n'était pas toujours aussi prudent : et aussitôt il « supprime le e dans prudent, violent ». De même, au nom de l'analogie (on dira plus tard des séries) : « remontr, dit-il, à habit, et écrivons *habill* avec un l muet, puisqu'on n'en dérive que les mots *habillé, habilleme, habillage, etc.* ». Bien en train, il s'attaque aux sacrements : le p de baptême (batême) et de baptiser (bat'iser) disparaît avec Satan. Et pour justifier le tréma, le néographe n'hésite pas à associer Moïse et zolt.

LES néographes contemporains sont plus sages en matière de bien-être et de religion. Malgré le précepte pour *abat-jour*, il faudra se contenter, sans « de croque-monstre », et sûrement de croque-madame. « Croque-mesdames » et « croque-mesdames » « pourraient indiquer », comme disent Jacques Lecomte et Philippe Cibois. Sur tout, « on continuera à écrire le prie-Dieu », et non des *prie-dieux* (ou *dieu*) : ce qui pourrait agiter le bas clergé ; inutile d'ajouter les prie-Dieu aux tchadors. En revanche, pour la vertu, si féminine, on pourrait faire l'effort d'un e final. Vive la vertu donc : sans doute manquerait-elle une rime à *laite*.

Faut-il donc renoncer, et conclure avec Bloomfield : « Aussi longtemps que nous garderons nos habitudes essentielles, des altérations mineures ne feront que rendre les choses plus difficiles » ? Et ces altérations mineures seraient-elles vraiment efficaces pour aider les écoliers, et favoriser le rayonnement du français dans le monde ? L'anglais triomphe, « malgré sa notation écrite irrégulière ». Dans ce cas, le déclin du français « découlerait plutôt de l'affaiblissement politique et économique de la France » (9).

Comme Saussure, « souhaitons seulement de voir l'écriture usuelle débarrassée de ses plus grosses absurdités ». Plutôt que d'annoncer une nouvelle « réforme » de l'orthographe, le Manifeste des Dix (Le Monde du 7 février 1989) parle à juste titre de « moderniser la graphie du français », c'est-à-dire d'« améliorer » notre symbolisme de référence. Mais que l'on écoute d'abord le conseil de Georges Gougenheim : « Un ou deux points bien étudiés, pas davantage » pour commencer ; de manière à ne pas oublier, même si la raison crie, le charme des rites affectifs : les *genouïx* de Claire, ou les *cailloux blancs* du Petit Poucet.

(1) L'Orthographe, la question du drapeau, par Christine Gline, octobre 1989. Voir aussi : Le Monde Campus, (24 septembre 1989) ; Dépêche de l'orthographe par Philippe Barabant, et 27C : L'Orthographe : le casse-tête français, Centre national de documentation pédagogique.

(2) L'Orthographe ? Et si l'on parlait d'hébreu... Le Monde du 22 septembre 1989.

(3) André Chervel, Danièle Manesse : La Dictée, 1873-1980. Les Français et l'orthographe, Calmann-Lévy, 1988, 98 F.

(4) Jacques Lecomte, Philippe Cibois : Que sera l'orthographe ? Armand Colin, 1988, 120 F.

(5) Nina Catéch : Les Délirés de l'orthographe, Pica, 1989, 150 F.

(6) Edward Sapir : Anthropologie et 2. coll. : Le sens commun, éditions de Minuit, 1967.

(7) Leonard Bloomfield : Le Langage, Payot, 1970.

(8) Cavanaugh : Mignonne, allée voir à la rose..., Belfond, 98 F.

(9) Jean-Pierre Collaço : L'orthographe, la langue et le pays, Le Monde du 8 septembre 1989.

On n'écrit que pour être haaté par son propre fantôme.

Pierre Mertens

LE SECOND LITTÉRAIRE
PIERRE MERTENS
L'agent double
Sur Dumas, Flaubert, Zola, etc.
420 pages, 52 F.

LE REGARD LITTÉRAIRE
EDITIONS COMPLEXE

LIVRES • IDÉES
HISTOIRE

Comment savoir si l'habit fait le moine

L'historien Daniel Roche se saisit d'un phénomène culturel volatil s'il en est, celui de la mode vestimentaire

LA CULTURE DES APPARENCES
Une histoire du vêtement XVII^e-XVIII^e siècles de Daniel Roche. Fayard, 550 p., 195 F.

Il y a deux livres dans le fort ouvrage de Daniel Roche sur la culture des apparences. Le premier est à l'usage de ses pairs, le second, au profit d'un large public cultivé. Le talent de Daniel Roche, sa passion méthodologique qu'il aime à faire partager parviennent souvent à donner aux lecteurs ordinaires l'impression flatteuse qu'ils pénètrent dans les laboratoires des spécialistes ; mais c'est pour découvrir aussi qu'il leur manque quelques outils essentiels pour appréhender des masses de richesses, dont il soupçonne pourtant l'existence : Roche leur donne l'envie d'aller plus loin et plus avant et la frustration que ressent tout amateur qui sent ce qu'il perd à n'être point professionnel.

Le « premier livre » de Roche est en effet une sorte de manuel d'histoire culturelle appliquée à l'usage des historiens qui s'aventurent sur ces terrains encore mal balisés. On a très tôt saisi l'importance d'une lecture culturelle de l'histoire, la lumière indispensable qu'elle pouvait apporter à des lectures politiques ou économiques dont chacun sent bien qu'elles ne parviennent qu'à force de réductions à donner une interprétation cohérente du passé. Mais, en même temps, les programmes d'histoire culturelle, devant la difficulté à construire solidement l'objet de leur recherche — le « fait culturel » — est plus que tout autre difficile à saisir, — s'enlisent souvent dans la pure description ou dans des schémas d'explication psychologiques ou métaphysiques qui échappent au traitement historique.

La tradition des codes sociaux

Se saisissant d'un phénomène culturel volatil s'il en est, celui de la mode vestimentaire, Daniel Roche débarrasse une à une toutes les embûches qui se présentent sous les pas de ses collègues et sous les siens. Il le fait avec une prudence et une rigueur extrêmes, repérant les failles potentielles, détectant les impasses, éliminant à la hache les concepts flous ou trompeurs.

Mais il le fait aussi avec une grande audace, proposant des hypothèses hardies, ouvrant des perspectives inédites, tricotant avec doigté des fils explicatifs que personne n'avait songé à rassembler jusqu'à lui. De ce point de vue, la culture des apparences est à la fois une sorte de modèle et un répertoire extrêmement riche des chantiers à ouvrir ou à creuser dans de nouvelles directions dans l'immense territoire de l'analyse historique.

Roche montre bien comment le vêtement de l'Ancien Régime traduit des codes sociaux rigides, comment les formes, les couleurs, les matières des habits —

plés : l'apparence n'est plus forcément l'essence, l'habit ne fait pas nécessairement le moine. L'effritement des signes vestimentaires donne naissance à une civilisation des apparences bien avant que, selon les concepts de Norbert Elias, la société de cour cède la place à la civilisation des mœurs.

Car, évidemment, chacun de ses mouvements, qui aboutit à la « révolution vestimentaire », pose sa temporalité propre, et Roche montre avec infiniment de subtilité et de précision comment ces différences de phases créent des tensions, des contradictions et des conflits. Comment les déchirements se manifestent dans l'Eglise, par exemple, entre les prêtres qui se veulent les garants de la modestie ecclésiastique et ceux qui n'hésitent pas à poser leur calotte sur une perruque finement poudrée. Conflit d'apparences, mais qui exprime, en fait, des antagonismes essentiels.

Les « institutrices de la sensibilité »

De la même façon, l'évolution des formes vestimentaires traduit ou trahit la construction d'une conception nouvelle des rapports des fibres avec leur corps et avec le corps des autres dans laquelle se joue la prise de conscience de l'identité individuelle, mais aussi une histoire de l'hygiène, une histoire de la pudeur et une histoire de l'imaginaire, pas uniquement érotique.

Même si cette révolution modifie aussi le rôle des femmes dans la mise en scène sociale, ce sont elles, dans toutes les catégories sociales, qui se font les « institutrices de la sensibilité », les agents actifs de la circulation des nouveaux objets et des nouvelles valeurs. Et le temps viendra bientôt où le bourgeois, abandonnant pour son propre compte les signes de la distinction vestimentaire pour se fondre dans le quasi-anonymat de l'individualisme égalitaire, déléguera à son épouse le rôle de vitrine de sa réussite sociale.

La question du pouvoir des signes conduit au politique ; leur maîtrise est l'enjeu de toute la réflexion sur les transformations vestimentaires. La querelle introduite aux XVII^e et XVIII^e siècles sur les méfaits et les bienfaits de la mode et dont Daniel Roche analyse avec dextérité tous les tenants et aboutissants, toutes les causes et tous les enjeux matériels et immatériels, n'est en effet pas close. Ce livre met à nu les sous-bassements d'une culture des apparences dont la problématique demeure dans ses grandes lignes inchangée. Il faut de la richesse et du luxe parce que la consommation accrue stimule la production, que la circulation et les échanges de biens créent une prospérité qui bénéficie à tout le monde et qui, elle-même, favorise l'éclosion des arts, le raffinement des mœurs et les aspirations au bonheur. Mais il ne faut pas de riches parce que « les excès économiques menacent les équilibres à conquérir pour le développement » et que le luxe tapageur des nantis insulte la pauvreté des déshérités et provoque des scandales moraux et politiques insupportables pour la cité.

Cette contradiction, soulignée par les Lumières, n'a pas cessé de nous déchirer ; et Daniel Roche se garde de la tentation de trancher entre ses termes. Son programme d'historien, rempli avec intelligence et rigueur, est d'éclaircir ce qui demeure un choix de société. Il nous fournit, pour le faire, un outil remarquable et des matériaux d'une grande richesse pour construire une économie politique des signes vestimentaires.

Pierre Lepape.

Le divin Auguste et l'affreux Tibère

La naissance de l'Empire romain racontée par François Fontaine

LE SANG DES CÉSARS
de François Fontaine. Ed. de Fallois, 372 p., 120 F.

Plutôt que romans historiques, les livres que François Fontaine consacre à l'histoire romaine des premiers siècles de notre ère sont des sortes d'enquêtes, de reconstitutions, de puzzles ; il s'agit à chaque fois de rectifier la mémoire politique qui nous a été transmise et qui fut ensuite contestée. Après avoir remis en perspective l'histoire et le mythe de Blandine, il s'est attaqué, cette fois-ci, avec le *Sang des Césars*, à Auguste, le divin empereur, qui régna cinquante ans, et à son successeur, l'affreux Tibère, — fait de boue pétrie de sang —, selon son propre précepteur.

C'est une histoire de bruit et de fureur, qui fut racontée tour à tour par des gens aussi intelligents que Suétone, Plutarque, Sénèque ou Dion Cassius, sans parler d'Ovide, qui en fut l'un des malheureux acteurs. Sous leurs auspices, et tout en les trouvant souvent manichéens, François Fontaine fait vivre ses personnages, la redoutable Livie, un Auguste énigmatique, Julie, sa fille sacrifiée, et d'autres, beaucoup d'autres, aux noms oubliés comme Clemens, aux noms de légende comme Agrippine ou Germanicus. Il écrit une sorte de péplum d'espionnage, car, dès les premières pages, les complots croisés font rage : à chaque succession, il s'agit de liquider tous les successeurs possibles sauf un, et cela fait du monde, pas mal de crimes, beaucoup de lettres compromettantes entassées dans les coffres de chaque protagoniste et toujours prêtes à servir.

Plusieurs fois, sous la plume de l'auteur, revient l'idée que le destin d'Auguste est un destin de dérision. Il a élevé des Julie, sa fille et sa petite-fille, toutes les deux scandaleuses, pour bafouer ses lois julinnes, les trois piliers de la grande réforme du règne. Il a établi pied à pied son empire pour qu'il soit dirigé par des fous. Mais François Fontaine ne caricature pas Tibère. Il reprend le très beau portrait psychologique et politique de Tacite : « Honorable tant qu'il fut homme privé ou sous les ordres d'Auguste ; hypocrite, simulant la vertu tant que Germanicus et Drusus vécut ; mélange de bien et de mal jusqu'à la mort ».

de sa mère : détestable pour sa cruauté mais cachant ses débâches tant qu'il aime et craignit Sejan. Mais se précipitant dans le crime et l'abjection quand, délivré des hontes et des peurs, il put enfin suivre sa nature. »

Seulement, il insiste sur la dimension politique de l'évolution de Tibère, sur la manière dont ses crimes, comme sa démarche louvoyante et sa manière de toujours jouer le pourrissement, sont hérités d'Auguste, car Tibère n'a pas de but. « On dirait, dit François Fontaine, un ours qui voudrait à la fois s'emparer de la ruche et sortir du guépier. »

Et sa démonstration est encore plus efficace quand il démonte les mécanismes de succession de Tibère lui-même, qui se mettent en marche dès son accession au trône. L'Empire vit, déjà et désormais, dans la hantise de la continuation, et ira de cauchemar en cauchemar.

Geneviève Brisac.

RÉVÉLATION



LA HYRE
l'homme et l'œuvre
par Pierre Rosenberg et Jacques Thuillier
384 pages 475 illust. 480 F

SKIRA

Coulonges

Henri Coulonges ne nous offre pas seulement un très beau roman, il vient d'écrire un roman que nous ne connaissons pas : celui de l'amour et de l'esprit piégés.

Andre Brincourt. *Le Figaro*

Il a su dans ce roman ardent et sombre, empreint d'une violence désespérée nous jendre proche le destin d'un homme victime de sa fidélité à des idées qui naissent douces et vieillissent féroces.

Jean-Noël Pancrazi. *Le Monde*

Passionnant, et digne de ses grands prédécesseurs... A lire absolument.

Denise Alberti. *France Culture*



Stock

Henri Coulonges
La Lettre à Kirilenko
ROMAN
Stock

Geneviève
BRISAC



Madame placard
roman

Ce roman nous rappelle que la vraie littérature ne se fait ni avec les bons ni avec les mauvais sentiments, mais avec les sentiments douteux. Cela s'explique : la vie entière est suspecte.

François Boti. *Le Monde*

GALLIMARD nrf

صكزا من الاصل

حکذا من الامم

Clovis, le plus romain des Barbares

LE MONDE MÉROVINGIEN
NAISSANCE
DE LA FRANCE
de Patrick J. Geary.
Traduit de l'anglais
par Jeanne Carlier
et Isabelle Dedenne
Flammarion, 300 p., 145 F.

Le vase de Soissons, Dagobert et le bon saint Eloi, les rois fainéants et leurs chars à bœufs : dans l'esprit des Français, la mémoire des Mérovingiens est peut-être encore illustrée par ces quelques images. A moins qu'elle ne soit associée à l'horreur des invasions barbares ruinant une civilisation romaine réputée brillante.

Les historiens d'outre-Rhin, plus intéressés que les Français à détruire le mythe du Barbare germanique, ont depuis longtemps minimisé le rôle des invasions et montré que les Francs, comme les autres peuples « immigrés » dans le monde romain du troisième au septième siècle, s'y sont progressivement et parfaitement intégrés. Mais c'est d'un historien américain, Patrick J. Geary, que nous vient cette alerte et vigoureuse synthèse, bien traduite par Jeanne Carlier et Isabelle Dedenne, qui met à la portée de tous les acquis de la recherche récente, allemande et anglo-saxonne en particulier. Ajoutons que la lecture est stimulée par le sens qu'a l'auteur des exemples et des formules un brin paradoxales.

Des généraux germano-romains

Et d'abord celle-ci qui ouvre le livre : « De tout ce qu'a produit le génie politique et militaire de Rome, la Germanie est peut-être la création la plus grande et la plus durable. » C'est dans un contexte romain, démontre Patrick Geary, que les Francs s'affirment en tant que peuple et prennent le contrôle d'une bonne partie de l'Europe. Mais la Rome dont il s'agit n'est pas la Rome classique : c'est la Rome provinciale, en Occurrence surtout gauloise, et la Rome de l'Antiquité tardive. Du troisième au cinquième siècle, le monopole italien de la politique et de la culture était de moins en moins assuré sur une Europe occidentale dont les traditions étaient fondamentalement gauloises et germaniques.

Dès le règne de Constantin (306-337), un Franc nommé Bontus est général romain, et, en 385, un certain Bauto, venu d'au-delà du Rhin, est consul : un jeune rhéteur plein d'avenir, le futur saint Augustin, prononce son éloge à Milan. Ces généraux germano-romains ne sont en rien d'incultes Barbares : ils sont aussi parfaitement intégrés dans les structures militaires, politiques et fiscales de l'empire romain. Quand Clovis, en 482, succède à son père Childéric, il

s'inscrit avec lui dans cette tradition.

Sans doute existe-t-il une institution qui semble se réserver la tradition de la pure romanité : c'est l'Eglise. Une Eglise qu'il faut se figurer comme une fédération de cités ayant à leur tête un évêque, issu d'une aristocratie locale ou régionale gallo-romaine dont il est le représentant et éventuellement le défenseur. Là se trouve le conservatoire de la romanité. Or, quand Clovis succède à son père, Rémi, lui adresse immédiatement une lettre, à lui le roi païen, pour qu'il protège les églises et écoute les conseils des évêques. Ce qui montre qu'il est bien reconnu comme le chef légitime par la classe dirigeante gallo-romaine et chrétienne.

Quelques années plus tard, en 486, le nouveau roi des Francs défait à Soissons (c'est là que se situe l'épisode du vase) le dernier général romain de Gaule, Syagrius, qui se trouvait à la tête d'un royaume dont la nature n'était pas fondamentalement différente de celle du royaume de Clovis : « Un roi barbare romanisé remplaçant un roi romain barbarisé », note Patrick Geary.

Dès lors, le fameux baptême de Clovis, en 496 ou 498, est un aboutissement au moins autant qu'un point de départ. La minorité franque (un peu plus de 2 % de la population) achevait de s'intégrer en adoptant le christianisme de l'aristocratie gallo-romaine : le christianisme orthodoxe et non pas l'hérésie arienne comme les Visigoths ou les Burgondes, encore qu'il y ait sur ce point une intéressante discussion dont Patrick Geary donne les éléments. Cette conversion fait du roi des Francs le plus romain des Barbares, favorise ses conquêtes aux dépens des rois ariens et sa reconnaissance par le seul empereur romain, celui qui réside à Constantinople.

Trois siècles plus tard, en 800, Charlemagne prend à Rome les titres d'empereur et d'auguste. Les Francs s'étaient insérés dans les structures romaines jusqu'à recréer un empire romain avec l'un des leurs à sa tête. Dans cet itinéraire d'une romanité à une autre, les Mérovingiens ont joué un rôle essentiel sur lequel l'ouvrage de Patrick Geary jette une lumière singulière.

M. S.

— Un lieu d'observation essentiel de la réinterprétation des traditions romaines et chrétiennes dans le royaume mérovingien vient d'être ouvert aux lecteurs par Jean Gaudemet et Brigitte Baudouin : *Les Conciles des conciles mérovingiens* (textes, traduction et notes). Coll. « Sources Chrétiennes », Ed. du Cerf, 2 vol., 238 F et 223 F ; et par Odette Pontal : *Histoire des conciles mérovingiens*, Ed. du Cerf, 165 F.

Le Monde mérovingien, de Patrick Geary inaugure une nouvelle collection « Histoires » dirigée chez Flammarion par Louis Audibert. Parait en même temps la Grande révolution chinoise, de John King Fairbank ; viennent ensuite Marianne au pouvoir de Maurice Agulhon et la Démocratie grecque vue d'ailleurs de Pierre Vidal-Naquet.



192 PAGES 120 Frs.

AGUSTÍN GOMEZ-ARCOS

L'HOMME A GENOUX

« Un très sardonique roman d'aventures, plein d'un humour qui ne fait ni rire ni sourire, mais réjouit le cœur de sa vengeresse féroce. »

MICHELÉ BERNSTEIN « LIBERATION »

JULLIARD

Les deux procès de Jeanne d'Arc

La Pucelle fut condamnée à mort en 1431, le jugement déclaré nul un quart de siècle plus tard. L'édition monumentale de toutes les pièces du dossier est désormais achevée.

PROCÈS DE CONdamnATION DE JEANNE D'ARC
de Pierre Tisset.
Trois volumes.

PROCÈS EN nullité DE LA CONdamnATION DE JEANNE D'ARC
de Pierre Duparc.
Cinq volumes.
Société de l'Histoire de France/Klincksieck, dernier volume paru : 306 p., 280 F.

Entre deux séances, les députés peuvent aller consulter à la bibliothèque de l'Assemblée nationale un manuscrit du quinzième siècle, le plus beau qui nous soit conservé du Procès de condamnation de Jeanne d'Arc.

Il ne faut pour l'aborder qu'une certaine compétence paléographique et une bonne connaissance du latin. Le texte en fut établi peu après la condamnation et l'exécution de Jeanne (1431) sous forme de journal des interrogatoires et délibérations, en intercalant des pièces de procédure. On sait même qu'il y eut un procès verbal en français — rédigé au jour le jour pendant le procès et aujourd'hui connu seulement par une copie du seizième siècle — à partir duquel le texte latin fut élaboré. Ainsi en allait-il en ces temps où il fallait procéder en français avec une ignorance, mais où les choses sérieuses s'écrivaient en latin.

Il y eut, un quart de siècle plus tard, un second procès de Jeanne d'Arc qui aboutit à une sentence déclarant « la nullité de la condamnation » de la Pucelle, écrit celui-ci directement en latin. Entendons bien « nullité de condamnation » et non « réhabilitation », comme on dit aujourd'hui sous certaines régimes. La vérité d'une décision de justice était devenue l'erreur par une autre décision de justice.

Réhabilitation contre Voltaire

C'est l'ensemble de ces deux procès de Jeanne d'Arc qui est désormais accessible, dans une édition scientifique impeccable du texte latin, avec une scrupuleuse traduction française, tous les instruments de compréhension nécessaires et, dans le dernier volume, une synthèse de ce que l'historien sait désormais de Jeanne. L'édition de ce qu'il faut bien considérer comme le premier grand monument de notre littérature, par Pierre Tisset puis Pierre Duparc sous l'égide de la vénérable Société de l'Histoire de France, aura duré trente ans.

Certes, on croit connaître un peu. Celle qu'on ne sait plus comment nommer : héroïne nationale, fille du peuple, illuminée, sainte, pucelle ou bonne Lorraine ? fait partie de notre imagination historique et sociale, pour le meilleur et pour le pire. On ne compte pas les livres apologétiques ou polémiques plus ou moins bien informés. Quant à la bibliographie savante, elle n'est pas moins considérable.

Pour s'en tenir à l'édition des textes, c'est la même Société de l'Histoire de France qui, portée par la vague romantique et patriotique du premier dix-neuvième siècle, avait fait établir entre 1841 et 1849 (en huit ans seulement !) la première édition savante des procès, sans traduction, il est vrai. Edition établie selon les critères scientifiques du dix-neuvième siècle, l'érudit Jules Quicherat, professeur à l'École des chartes, déclarant tranquillement dans sa préface avoir élagué les parties théologiques et canoniques « qui n'ont rien d'historique. On ne fait qu'y discuter de l'orthodoxie de Jeanne ou de la légalité de sa condamnation ». L'historien de la fin du vingtième

Catherine et sainte Marguerite « la grande pitié de cette insigne trahison à laquelle elle avait consenti en faisant l'abjuration ». C'est toute la procédure, et par là toute l'autorité de l'Eglise représentée à Rouen, qui est remise en cause une nouvelle fois par la référence à la transubstantiation absolue affirmée par une paysanne à la face des savants et des puissants : elle est condamnée comme excommuniée, hérétique et relapse.

Moins dramatique parce que plus régulier dans sa procédure, mais jetant une lumière très crue sur le premier, le second procès, qui dure de novembre 1455 à juillet 1456, est engagé « sur les humbles et dévotes prières » de la

avait délivrée des Anglais. Ils ont enquêté encore à Paris et à Rouen sur le procès, et cela nous vaut une extraordinaire série de dépositions, de la plus humble paysanne lorraine comme cette Hauviette immortalisée par Péguy au prestigieux sire comte de Dunon, qui conduisit les juges à la sentence de nullité.

La fréquentation de ces procès donne à penser, bien au-delà de la bergère de Domrémy et de la France pendant la guerre de Cent Ans. Le témoin de l'Absolu (que cet Absolu s'appelle Dieu ou Liberté) irrite et fascine. Il est difficilement supportable par une société sûre d'elle-même. Jeanne d'Arc témoigne, en face des autorités ecclésiastiques, universitaires et politiques, d'une liberté radicale qui la rend insaisissable par toutes les procédures juridiques et intellectuelles. D'où la nécessité de prévenir les procédures pour parvenir à la condamner : ce qui fut fait dans le premier procès.

Mais la perversion s'est arrêtée en chemin parce que les juges ont écrit le procès de condamnation, gardé les pièces, et rendu possible une révision dont bien évidemment ils n'envisageaient pas l'éventualité. Entre le juge et l'historien s'établit une communion de fait autour de la conservation écrite des paroles, qui deviennent ainsi documents. Les cent seize dépositions du procès en nullité, témoignages sur l'enfance, l'adolescence et la mort de Jeanne d'Arc, nous révèlent ses gestes, ses paroles, et laissent percevoir ses états d'âme. Sur aucun personnage de l'histoire jusqu'à une date beaucoup plus récente nous ne sommes aussi bien informés. Et pourtant sa vie n'a pas atteint les vingt années.

Le procès est un document d'histoire particulièrement élaboré, sur l'affaire et la personne jugée bien sûr, mais aussi sur la société qui juge. Par le procès en nullité de condamnation de Jeanne d'Arc, la société chrétienne de la France du milieu du quinzième siècle n'était-elle pas à la recherche de la réconciliation avec elle-même et avec ce Dieu en qui elle affirmait la même foi que Jeanne ?

Les procès de Jeanne d'Arc, après plus de cinq siècles, suscitent des réflexions comparatives avec des procès très proches de nous. Leur édition définitive par la Société de l'Histoire de France nous rappelle ou nous apprend qu'il faut garder la mémoire des procès : les historiens en ont besoin ; les sociétés et ceux qui les composent, donc chacun d'entre nous, aussi.

Michel Sol.



Renée Falconetti dans La passion de Jeanne d'Arc, le film de Carl Dreyer.

siècle à la faiblesse de penser que c'est aussi de l'histoire !

La même année 1841 paraissait le tome V de l'Histoire de France de Michelet avec une Jeanne d'Arc réhabilitée contre Voltaire et ses émules, dans une vision où l'intuition géniale complétait les lacunes de l'information. Aujourd'hui, il n'y a plus d'excuse à l'ignorance (surtout quand elle n'est pas compensée par le génie). Tous les documents sont là, à la portée de tout lecteur attentif.

« Au nom du Seigneur, amen. Ici commence le procès en matière de foi contre une défunte femme, communément dite « la Pucelle ». Mardi 9 janvier (1431), premier jour du procès. Et d'abord suit la teneur des lettres de notre mère l'université de Paris à l'illustissime prince, monseigneur le duc de Bourgogne... » Ainsi, au nom de Dieu, sous la conduite implacable de ceux qui savent, avance-on de jour en jour, au milieu des conflits de la guerre de Cent Ans. Interrogatoires en séance publique, interrogatoires en prison, puis procès proprement dit à partir du 26 mars pour aboutir le 24 mai, dans une séance à grand spectacle au cimetière des Innocents à Rouen, en présence de nombreux évêques, abbés et maîtres de l'Université, à l'abjuration imposée à Jeanne de « son hérésie ». Elle n'est alors condamnée qu'à la prison perpétuelle, et aurait accepté de troquer ses habits d'homme contre des habits de femme.

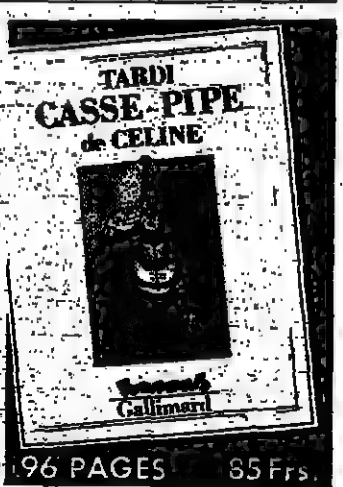
Mais le 28 mai le procès est renoué parce qu'elle a repris ses habits d'homme, et déclare que Dieu lui a fait savoir par sainte

mère et des frères de Jeanne. Il aboutit à ce que le procès de condamnation soit déclaré « nul, non valide et inique, contenant d'une manière évidente erreur de droit et de fait, dans le fond et dans la forme... Sa nullité, ainsi que les abus, menaces, fraudes et violences intervenus au cours du procès sont reconnus et déclarés, avec pour ladite Jeanne et les siens purge totale de toute infamie ».

Témoin de l'absolu

Pour parvenir à ces conclusions, les juges ont d'abord rassemblé toutes les pièces du premier procès et toutes les informations possibles sur son déroulement. Et l'on découvre avec eux la panoplie trop connue des procès truqués : omission de pièces dans la procédure, éléments ajoutés subrepticement aux déclarations de l'accusée, refus de respecter ses droits d'entendre la messe, de n'être pas soumis à la grossièreté des gardiens ou d'en appeler au pape, menaces et violences diverses à son égard, mises à l'écart de certains conseillers ou encore questions incompréhensibles pour une paysanne de dix-neuf ans, dont elle se tire d'ailleurs fort bien.

Mais les juges ont aussi enquêté systématiquement sur sa personne, à Domrémy, son village d'origine, et à Orléans qu'elle



96 PAGES 85 Frs.

— LA VIE DU LIVRE —

Bertrand VISAGE
dédicacera ses livres
le samedi 4 novembre
de 16 h à 19 h
à la librairie
LE CHANT DU MONDE
20, rue de Mora
95880 ENGHEN
Tél. : 34-12-85-61

100.000 LIVRES
EN STOCK
5 CATALOGUES PAR AN
L'AMBIANCE LE TOUR DU MONDE
3 RUE DE LA POMPE 75114 PARIS

STAGES D'ÉDITION
— INITIATION : Connaissance des métiers de l'édition ; fonctionnement d'une maison d'édition.
— SPÉCIALISATION : Fabrication ; service de presse ; droits des auteurs ; création d'une maison d'édition.
Rens. et inscriptions : S.I.P.E.L.
8, pl. du Palais-Royal, 75007
Tél. : 45-51-55-50 - 45-50-23-30

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

L'enfance, c'est de la poésie qui ment !



Styliste avant tout

AU CŒUR DU CŒUR DE CE PAYS
de William Gass.
Traduit de l'anglais
(remarquablement)
par Marc Chénier
et Pierre Gault,
Rivages, 254 p., 110 F.

UNE fiction sans histoires. Ou presque. Qui se détourne des récits pour mieux goûter les plaisirs de l'écriture et du mot. William Gass, philosophe et écrivain, un des plus originaux parmi les auteurs contemporains américains, un de ceux qui, comme le souligne dans son étude sur la nouvelle-fiction américaine (1) Marc Chénier, appartient à « la cohorte des incommensurables ». Styliste qui écrit une prose poétique, rythmée, peuplée de métaphores, il ne se laisse pas enfermer dans un seul genre. Né en 1924 dans le Dakota du Nord, docteur en philosophie de l'université Cornell, il enseigne la philosophie à l'université Washington de Saint-Louis (Missouri), loin des campus à la mode et des éditeurs new-yorkais. S'il nous plonge dans son Middlewest, « au cœur du cœur de ce pays », comme le dit la nouvelle-titre, c'est par l'usage des mots et de toutes les ressources du dialogue intérieur. Une écriture savante et sensuelle à la fois qu'il nous détaille dans une préface superbe et lumineuse écrite en 1976 pour l'édition de poche de ce livre devenu un « classique » de la nouvelle-fiction américaine (et qui d'ailleurs avait déjà paru en français en 1970 chez Robert Laffont dans une traduction d'Elizabeth Janvier).

« Naître sans passé et sans héritage ne constitue pas l'avantage absolu que l'on pourrait s'imaginer. Bien que le combat pour libérer sa jeunesse, personne des triples liens de la religion, des relations et de la région, soit par là rendu largement plus aisée, le moi en question est aussi vague et fait aussi vaguement désordre qu'une ligne bar-

bouillée. Je suis né en un lieu aussi dénué de caractère que ma table de travail. Et je suis né à une époque si peu remarquable dans l'histoire de cette localité que la mémoire collective s'efface dans l'oubli. »

WILLIAM GASS s'évade de ce lieu si peu remarquable dans une sorte de fuite créatrice, collectionne les noms propres en chapelet — Horace Bardwell, Ada Hunt Chase, Azariah Shove, Truxton Orcutt, etc. — dans l'espoir de les intégrer à des histoires ; il invente des mots, des expressions — « calmer mes canines » — puis passera autant d'heures à se demander ce qu'elles veulent dire. « Je n'aurais pu les faire tomber d'un arbre de mon pays pour la raison que je ne suis de nulle part. Je ne suis pas un homme de Warren. Ça veut dire quoi, être de Warren ? Vaguement mi-protestant, mi-catholique ? Blanc sans traits distinctifs ? D'un sang allemand et scandinave si dilué que même les Aryens purs en éprouvent quelque dégoût ? Et être doué d'un nom si propre à amuser, un nom qui même en allemand veut dire « allée » ? » Refus de l'autobiographie, qu'il qualifie d'« erreur de débutant » ; et pourtant c'est lui qui nous plonge dans la petite ville de B. en Indiana. (Byzance ? Brookston ? Is he or not to be ?...) qu'il

habitait alors, au cœur du cœur de ce pays « retiré de l'amour », venu pour voir et se frotter à des choses nouvelles, passant en revue le lieu, le temps, sa maison, la politique, les gens, l'instruction publique, son chat et ce qu'il nomme les « données vitales » dans des notes courtes. Parfois féroces ou bouffonnes (« Le sort, la religion et la politique sont les trois passions des mal éduqués. Ce sont les plaies béantes du Midwest. Horribles à voir. » « Tout bien considéré, le nom de John Birch est bien trouvé. Birch, ce sont les verges de bouleau du chauvin »).

Une sorte d'enquête, de recensement en un concentré d'Amérique où le réel, peu à peu, tend à se dissoudre. Il dresse l'état des lieux — deux restaurants, un salon de thé, deux bars, une banque, trois coiffeurs, deux épiceries, un concessionnaire Ford, une pharmacie, etc. ; il fait le compte des associations — Le Club d'information des ménagères modernes, l'Association des agricultrices pour le Christ, la Fédération des futurs fermiers, le Club des violons d'Ingres, Bridgeons dans la joie, le Club des sans-club, etc. !!!

Il déplore que de nombreuses villes du Midwest ne soient plus que des « bidonvilles rurales » ; et les fermiers, qui vivent en ville se rendent dans leurs champs en voiture, comme d'autres commerçants s'en vont chaque jour à leur boutique ; les anciennes écuries ont été transformées en garages ; les fils électriques défigurent le ciel. « Je me rends compte peu à peu, écrit-il, tout en dressant mes listes, en distinguant mes couches sociales à la manière d'un enfant compte les couches de crème d'un gâteau, que j'étais en train de prendre la ville en notes de manière si peu évocatrice que j'aurais eu le plus grand mal à y retrouver trace d'une vache... »

Privé de la femme qu'il aime, isolé dans ce désert de maïs, le narrateur

s'enferme dans le lieu de sa narration, donnant le sentiment qu'il ne peut aller nulle part ailleurs, retrouvant, dans un jeu du langage et de l'imagination, les images de son enfance, à la saison où les pommes tombent, pleines d'asticots, de cancrélats, dans le bourdonnement des mouches. « L'enfance m'est venue au cœur de ce pays. Le cœur de ce pays est devenu mon enfance », se dit-il, humant les odeurs du Dakota, où il a vécu enfant. « Qu'ai-je bien pu rater ? demande-t-il. L'enfance, c'est de la poésie qui ment. »

C'EST le même pays isolé, désert, entièrement gelé l'hiver, qui apparaît dans les autres récits : le plus long, le Gamin aux Federsen, se dilue dans une série déconcertante de bifurcations, dans une narration où le langage du narrateur est le véritable maître d'œuvre. Récit estropié, réitératif, morcelé à travers le langage tel que le parlent l'ouvrier agricole, le fils de la maison, le père ivrogne. On a trouvé dans la mangeoire de la grange un enfant gelé, on le transporte sur la table de la cuisine où la mère prépare la pâte à pain, on tente de lui faire boire le whisky pris au père, le poêle fume, le vent tourbillonne, le froid mord, les mots tourbillonnent, se répétant un récit polyphonique. Jusqu'à la découverte du drame qui fut accompli là-bas, chez les Federsen.

Auteur de nombreux essais littéraires dont *Habitations of the Word* (Prix des critiques, 1985) et d'un roman qui avait reçu un extraordinaire succès critique aux États-Unis, la *Chance d'Omensetter*, (Gallimard, 1969), William Gass vient de terminer le *Tunnel*, un livre auquel il aura travaillé près de vingt ans. Ni romancier, ni essayiste, ni critique. Styliste. Un style qui ne ment pas.

(1) Au-delà du soupçon. La nouvelle-fiction américaine de 1960 à nos jours, de Marc Chénier. Seuil, 1989.

Les ancêtres redoublent de férocité

par Kateb Yacine

C'est mercredi 1^{er} novembre, jour universel du déclenchement de la révolution algérienne en 1954, qu'a été inhumé au cimetière El Aïa, à la sortie d'Alger, l'écrivain Kateb Yacine, décédé samedi 28 octobre en France (le Monde des 29-30 et 31 octobre). Juste avant sa mort, Kateb Yacine avait rédigé la préface d'un ouvrage, qui paraît cette semaine, sur le chanteur berbère Ali Menguellet (1). Le titre de cette préface, « Les ancêtres redoublent de férocité », est aussi celui d'une de ses pièces. En voici des extraits, prouvant que l'un des plus grands écrivains de la littérature francophone était aussi un insaisissable défenseur de la langue de ses ancêtres.

« La poésie est au cœur du monde », dit Hölderlin. Pour être au cœur du monde, encore faut-il qu'il soit au cœur du peuple qui est le sien. Il faut que celui-ci se reconnaisse en lui. Ce lien ombilical, rien ne l'illustre mieux que le soulèvement de Tizi-Ouzou : lorsque le wali décida d'interdire, en avril 1980, une conférence de Mouloud Mammeri sur « La poésie ancienne des Kabyles ». A l'appel des étudiants, la population de la ville, puis des régions avoisinantes, sans parler d'Alger, où les Kabyles sont très nombreux, se leva pour défendre, à travers les poètes anciens, la langue des ancêtres. (...) Pourquoi cette véhémence ? C'est que le tamazight, notre langue nationale depuis des millénaires, est à peine tolérée, pour ne pas dire proscrite, dans l'Algérie indépendante !

L'interdiction de cette conférence a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. La population a ressenti cette mesure

comme une provocation, une de plus, car de nombreuses manifestations et activités culturelles avaient déjà été annulées dans la même wilaya. C'est ainsi que la troupe de l'Action culturelle des travailleurs, dont je suis responsable, n'a pu se produire devant les ouvriers du complexe textile de Draï-ben-Khadja, ni au collège d'enseignement moyen (CEM) de Tadmak. Notre pièce de théâtre intitulée *La Guerre de Deux Mille Ans*, réalisée à l'occasion du vingtième anniversaire de la révolution, n'a pu avoir lieu à Tizi-Ouzou, alors que la même pièce était bien accueillie par la presse et par le public, à Alger et dans d'autres régions d'Algérie. (...)

Avant l'indépendance, quand un enseignant français interdisait l'emploi du tamazight ou de l'arabe à l'école, il était dans son rôle, car il travaillait pour l'Algérie française. Aujourd'hui, quand un

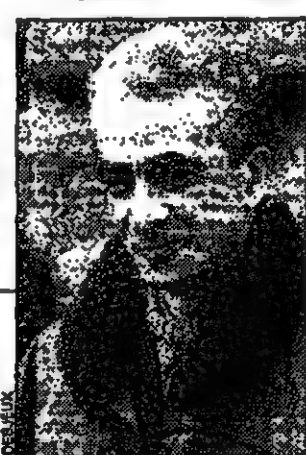
enseignant algérien, et parfois un coopérant arabe, prétend nous interdire la langue de nos ancêtres, est-il encore dans son rôle ? C'est la négation de l'indépendance, car l'indépendance signifie liberté d'expression, et l'expression commence par la langue maternelle, c'est-à-dire le tamazight, pour beaucoup d'Algériens qui ne parlent pas l'arabe, ou ne le parlent que par obligation, comme nous étions obligés d'apprendre la langue française. (...)

L'Algérie offre le spectacle d'un pays subjugué par la mythologie de la nation arabe, car c'est au nom de l'arabisation qu'on réprime le tamazight. (...) On croirait aujourd'hui, en Algérie et dans le monde, que les Algériens parlent l'arabe. Moi-même, je le croyais, jusqu'au jour

où je me suis perdu en Kabylie. Pour retrouver mon chemin, je me suis adressé à un paysan sur la route. Je lui ai parlé en arabe. Il m'a répondu en tamazight. Impossible de se comprendre. Ce dialogue de sourds m'a donné à réfléchir. Je me suis demandé si le paysan kabyle aurait dû parler arabe, ou si, au contraire, j'aurais dû parler tamazight — la première langue du pays depuis les temps préhistoriques. Les envahisseurs étrangers n'ont cessé de la refouler. Il y a eu les siècles de domination romaine, arabo-islamique, turque, et enfin française. Tous ces envahisseurs ont voulu imposer leur langue, au détriment du tamazight. Aujourd'hui, par les armes, nous avons mis fin au mythe ravageur de l'Algérie française, mais pour tomber sous le pouvoir d'un

mythe encore plus ravageur : celui de l'Algérie arabo-islamique.

L'Algérie française a duré cent quatre ans. L'arabo-islamique dure depuis treize siècles ! L'aliénation la plus profonde, ce n'est plus de se croire français, mais de se croire arabe. Or il n'y a pas de race arabe, ni de nation arabe. Il y a une langue sacrée, la langue du Coran, dont les dirigeants se servent pour masquer au peuple sa propre identité ! C'est ainsi qu'ils se justifient en disant qu'il est important de s'adresser au



poète, exigeant et visionnaire, qui dit à la France et au monde le pays meurtri, la brutalité de l'histoire, le refus de l'humiliation et l'immense amour de la terre natale.

Plus tard, Kateb séjournera au Vietnam. Il en rapportera une pièce *L'homme aux sandales de caoutchouc*. Texte lyrique et généreux, mais frisant la caricature. Il sonnait faux. Kateb en fut conscient. Cet échec provoqua chez lui une sorte de crise débouchant sur le silence. Il n'écrivait plus ou presque plus.

Au mois de juin dernier, nous devions nous retrouver à Berlin pour participer à un colloque sur l'écriture. Il ne put venir. J'apprenais qu'il était en train de terminer une pièce sur la Révolution française. En fait, il était déjà malade et nous ne le savions pas.

(1) Sindbad, textes réunis par Jacqueline Arnaud, elle-même décédée en 1986.
(2) Le Seuil.

L'homme blessé

par Tahar Ben Jelloun

Un jour, Kateb Yacine est arrêté dans la rue à Sidi-Bel-Abbès par un vieil homme, un paysan. « Il paraît que tu es écrivain, lui dit-il, alors si c'est vrai, assieds-toi et écoute-moi ! »

Cette anecdote, rapportée par Jacqueline Arnaud, qui a consacré une étude monumentale à la littérature maghrébine en général et à Kateb Yacine en particulier, illustre tout à fait le statut et le rôle de l'écrivain dans une société où l'alphabétisme est assez répandu. Mais le cas de Kateb Yacine est à part. Non seulement il est l'écrivain maghrébin le plus puissant, celui dont l'œuvre dépasse les frontières locales pour atteindre une dimension universelle, mais il fut aussi un homme populaire, c'est-à-dire proche de son peuple, vivant de l'intérieur ses préoccupations et exprimant par l'écriture — la poésie, le roman, — la parole — le théâtre — ses aspirations profondes.

Kateb n'a pas connu, ni dans sa vie ni dans son œuvre et ce, malgré sa complexité, cet abîme qui sépare au Maghreb l'intellectuel et le peuple. Il était un homme simple, un artisan qui préférait les discussions du café

avec ses voisins aux colloques internationaux. Il ne savait pas maquiller ses sentiments ni accommoder ses opinions. Il a toujours dit ce qu'il pensait, même aux pires moments, les dernières années du règne de Boumedienne où on cherchait à le faire taire.

En 1985, Kateb était de passage en France. Il avait accepté d'accorder un entretien au Monde. Je me souviens d'un homme blessé, d'un homme en colère. Il avait décidé de tout dire, rappeler l'existence et la vivacité de la langue et de la culture berbère, dénonçant l'hypocrisie et l'obscurantisme de certains milieux religieux, soulignant que rien ne se fera en Algérie sans la participation active et entière de la femme.

Je me souviens aussi d'un échange de propos vifs entre lui et Méline Mercouri, à Hydra en mai 1982. Jack Lang avait réuni quelques amis autour du thème de la Méditerranée. Kateb ne se sentait pas à l'aise dans cette réunion quelque peu mondaine ;



صحن من الأكل

هكذا من الامل

LA PENSÉE UNIVERSELLE

poètes du temps présent

- Paulette STEINBACH
« Amour, joie et tourment »
48 pages, 42,20 F.T.T.C.
- Stéphane DUBRAY
« Annabelle »
64 pages, 46 F.T.T.C.
- Marcelle DE BACKER
« Au-delà des ténèbres »
56 pages, 45,40 F.T.T.C.
- Eve DIRINGER
« Le beau et le vrai »
32 pages, 39 F.T.T.C.
- Paul LEYS
« Chemin d'ombres et de lumières »
96 pages, 52,80 F.T.T.C.
- Patrick PHILIPPE
« Enfer et paradis »
224 pages, 81,40 F.T.T.C.
- Eric LAURIA
« Entre l'amour et la mort »
32 pages, 39,80 F.T.T.C.
- Jean-Jacques RAIMOND
« Errance »
328 pages, 107,60 F.T.T.C.
- Jean-François NICOLAI
« Les fenêtres de la nuit »
56 pages, 45,40 F.T.T.C.
- Reine DECRIEN
« L'image des mots »
32 pages, 39,80 F.T.T.C.
- Jean VERGRIETE
« Images et reflets la Révolution 1785-1789-1794 »
80 pages, 48,50 F.T.T.C.
- Alain BALAY
« J'aime »
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Magali GOLL
« Je vous aime »
128 pages, 60,10 F.T.T.C.
- Reney SCOUARNEC
« Karma »
80 pages, 48,50 F.T.T.C.
- Stéphane RUSNEK
« Mémoires d'un monde oublié »
176 pages, 69,60 F.T.T.C.
- Joséphine de LYMMOUZERE
« Montagne »
80 pages, 48,50 F.T.T.C.
- SYLVIE
« Pages de vie »
128 pages, 64,10 F.T.T.C.
- Nicole DASBOURG
« Paysages intérieurs »
40 pages, 42,30 F.T.T.C.
- Arne QUILLES WEYN
« Petits papiers de soi »
128 pages, 64,10 F.T.T.C.
- Robert BRION
« Poésie quand tu nous tiens »
80 pages, 48,60 F.T.T.C.
- Emmanuel DUMONS
« Poison d'Avril »
80 pages, 48,50 F.T.T.C.
- André COSTIL
« Pourquoi ce cri du cœur »
32 pages, 39,80 F.T.T.C.
- Solange MOULIN
« Quand l'esprit vagabonde »
64 pages, 45,40 F.T.T.C.
- Pierre VUACHET
« Poèmes-M »
80 pages, 48,50 F.T.T.C.
- Eric DELBLOND
« Regards et passion »
48 pages, 40,10 F.T.T.C.
- Alain TAMENNE
« Les réveilleurs d'aurore »
256 pages, 80,20 F.T.T.C.
- Jeanne SABATIER
« Réverie sur clins d'œil »
144 pages, 63,30 F.T.T.C.
- Ramy MORCOS
« La toile d'araignée »
48 pages, 42,20 F.T.T.C.
- Jacques DUPOMMEREUILLE
« Torguzelp, le diamant rouge »
96 pages, 52,80 F.T.T.C.
- Ferdinand SAMMUT
« Un poète et sa lyre »
64 pages, 45,40 F.T.T.C.

— romans et nouvelles —

- Marie-Renée GAY
« La voix messagère »
240 pages, 80,20 F.T.T.C.
- Paul-Victor RUSTIGHI
« La vie est un art »
64 pages, 45,40 F.T.T.C.
- Paul LOBSTEIN
« L'A.B.C. des produits Lavoisier »
48 pages, 40,10 F.T.T.C.
- Jean-Denis FRAM
« Les anti-agenouillés »
240 pages, 92,80 F.T.T.C.
- Françoise BOYER
« Avec des mots simples »
128 pages, 53,80 F.T.T.C.
- ALEXANDRA V
« La Bulle »
96 pages, 46,40 F.T.T.C.
- Jeanette SALOU-TICHICHELE
« Cœur en exil »
192 pages, 74,90 F.T.T.C.
- Jean de LINEC
« Conjugaison imparfaite »
144 pages, 73,90 F.T.T.C.
- Sylvain MEDINA
« Les contes de Grospadac »
128 pages, 54,90 F.T.T.C.
- André MEIER
« Contes floraux pour Evelynne »
144 pages, 63,30 F.T.T.C.
- Yves DUPONT-FROMAGEOT
« Le crapaud nu »
96 pages, 48,50 F.T.T.C.
- André MEIER
« Horemheb le Faucon du Nil »
264 pages, 188,50 F.T.T.C.
- PAULANGE
« Lettres à Gabrielle »
128 pages, 53,80 F.T.T.C.
- René SANGLIER
« Louise le temps des vacances »
192 pages, 73,90 F.T.T.C.
- Patrick SAINT-MICHEL
« Mission sidérale »
208 pages, 84,40 F.T.T.C.
- Bernard CARETTE
« Le parfum de la drogue »
224 pages, 81,40 F.T.T.C.
- Françoise TALDEC
« Pour l'amour d'un père »
192 pages, 72,80 F.T.T.C.
- Pierre ALEXANDRE
« Le Testament Nouveau est arrivé »
196 pages, 72,80 F.T.T.C.
- Victoire COHIAU
« La transition »
128 pages, 53,80 F.T.T.C.
- Alfred FERRIER
« Un homme »
128 pages, 55,90 F.T.T.C.
- Sophie DE LANAI
« Un souffle de paix »
224 pages, 82,30 F.T.T.C.
- Eric PAUWELS
« Utopie »
144 pages, 55,90 F.T.T.C.
- Michel JACQUEMOT
« Les Xzorkis »
224 pages, 81,20 F.T.T.C.

— récits — souvenirs —

- Bernard GARLOT
« A la découverte des USA »
80 pages, 40,10 F.T.T.C.
- François GRECO
« Cahiers d'un immigré »
256 pages, 105,50 F.T.T.C.
- Marie-Jeanne MESLAT
« Le calvaire de Marie-Jeanne »
128 pages, 55,90 F.T.T.C.
- Germain RODY
« Cinq uniformes pour gagner une guerre »
224 pages, 93,10 F.T.T.C.
- Sophie MAURY-MONNERAT
« Du Léman au Limousin »
384 pages, 142,40 F.T.T.C.
- Irène d'AGLEROCHE
« Elle a même épousé un prêtre »
256 pages, 96,80 F.T.T.C.
- Maria KLEIN
« Mieux et plus haut »
144 pages, 66,40 F.T.T.C.
- Sophie AUREL
« Petites chroniques versaillaises sous la guerre et l'occupation »
96 pages, 48,50 F.T.T.C.
- Gaston ESPESSE
« Trompette-Major et colon au Maroc »
232 pages, 91,90 F.T.T.C.

essais

- Edouard VIERIKKO
« L'appel du verseau »
112 pages, 53,80 F.T.T.C.
- Christian OFFROY
« Catherine de France »
256 pages, 99,20 F.T.T.C.
- Guy BOURHIS
« Le cercle de l'oubli »
152 pages, 62,30 F.T.T.C.
- Jean-Paul PUTAS
« Les chemins vers la paix mondiale »
128 pages, 54,90 F.T.T.C.
- Marie-Paule CONSTANTIN
et Dino FRESCOBALDI
« Le défi d'Anouar El Sadate »
256 pages, 92,80 F.T.T.C.
- Alain ANGER
« De la Genèse à l'Apocalypse »
256 pages, 94,10 F.T.T.C.
- Eric DRAPIER
« Exorcisme de l'Occident »
96 pages, 42,20 F.T.T.C.
- René CUAZ-CHATELAIN
« Le Franco-Provençal : mythe ou réalité »
80 pages, 40,40 F.T.T.C.
- Marie-Etienne BARCS-MASSON
« L'histoire regardée par un pharmacien »
40 pages, 41,20 F.T.T.C.
- Jacques SCHNEIDER
« Les lampions se sont-ils éteints ? »
64 pages, 42,30 F.T.T.C.
- Ben CHEMIS
« Sombre lumière »
64 pages, 42,30 F.T.T.C.
- Michel GALLIANA
« Traité d'indifférence »
80 pages, 40,20 F.T.T.C.
- théâtre
- Marc-Jacques BLANCHET
« L'amour est un long voyage »
80 pages, 45,40 F.T.T.C.
- Christophe VEREL
« Mon père n'est pas le mien »
64 pages, 41,20 F.T.T.C.

4, rue CHARLEMAGNE, PARIS-4. TÉL. : 48-87-08-21

Les prix indiqués sont ceux pratiqués en notre librairie.
DIFFUSION, LIBRAIRIE, VENTE : 4, rue Charlemagne, PARIS (4^e) - Téléphone : 48-87-08-21

ne ode
jamais
5000
STELLES
GAGNER

34. Dites adieu à l'expansion en Autriche
35. Le textile perd le Nord
36. Du blé pour les vaches néerlandaises

37. L'économie repart à San Francisco
42. Marchés financiers
43. Bourse de Paris

BILLET

Les héros Thatcheriens ?

Depuis maintenant dix ans qu'elle est au pouvoir, Mme Thatcher fait preuve d'une étonnante constance. Démission du chancelier de l'Échiquier, critiques ouvertes du Parti conservateur, effondrement dans les sondages... aucun autre personnage politique aujourd'hui vivant dans le monde n'a, en dépit des tempêtes, conservé une ligne aussi droite et des convictions indéfectibles.

La décision gouvernementale sur Jaguar le 2 novembre est de ce genre-là. Le groupe est protégé depuis sa privatisation en 1984 et jusqu'à la fin 1990 par une action spécifique détenue par l'État. Tout investisseur qui veut dépasser les 15 % du capital doit obtenir l'autorisation du gouvernement. Jaguar s'est vu attribuer par l'État, à l'acquisition en 1984, 13,2 % des actions. Sir John Egan, le patron, a répliqué qu'il préférait s'associer avec General Motors qui, apparemment, se contenterait d'une part minoritaire de la firme britannique.

Maître du jeu, le gouvernement aurait pu négocier avec les Américains pour obtenir les meilleures conditions pour Jaguar. Mais, sans prévenir l'entreprise, il a décidé de renoncer à son action spécifique qui « créait une incertitude sur l'avenir de la firme et faussait donc les discussions entre les parties concernées », a expliqué M. Nicholas Ridley, secrétaire d'État au commerce et à l'industrie. Les actions spécifiques bousillent le libre jeu du marché et, armées d'État, elles doivent surtout ne pas être utilisées.

Jaguar faisait partie de ces « réussites industrielles » mises en avant par les partisans de la « révolution Thatcher ». John Egan avait été anobli comme représentant de cette nouvelle bourgeoisie industrielle que la « Dame de fer » appelait de ses vœux. Un autre de ces industriels distingués, Sir Christopher Hogg, PDG de Courtauld, vient de décider de se séparer de son textile, ce qui pose des questions sur la solidité de son « redressement ». Sir John, Sir Christopher et hier Sir Clive Sinclair (les micro-ordinateurs), les héros « évanouissent » et le « miracle Thatcher » se résume à son point d'origine : la bonne tenue de la City et du commerce.

L'économie n'est plus seulement l'obédience du premier ministre, mais le fait que plus aucun Britannique ne semble croire à une renaissance industrielle. L'industrie ? Un éditorial du Financial Times sur Jaguar donne la réponse : la Grande-Bretagne doit compter sur les Japonais.

E. L. B.

Occupés depuis quinze jours à chercher les causes de cet accident qui, le vendredi 13 octobre dernier, vit la Bourse de New-York effectuer un formidable plongeon, les enquêteurs du Big Board ont trouvé la boîte noire. Et les informations qu'elle contient permettent de désigner les coupables : les *program traders*, à savoir ces ordres de Bourse par dizaines de milliers engrangés sur ordinateur par toutes les grandes firmes de la place et qui se déclenchent automatiquement dès qu'un certain niveau des cours, également programmé, a été atteint.

NEW-YORK

de notre correspondant

Pour expliquer la crise boursière, foin des junk bonds, des opérations d'acquisition par endettement (LBO) ou encore d'une situation économique marquée par une croissance nettement ralentie et par des résultats de sociétés américaines qui laissent à désirer. Non, la polémique qui bat son plein en ce moment à Wall Street tourne uniquement autour des excès commis par ces mécanismes financiers devenus apparemment incontrôlables. La fronde est telle que, l'une après l'autre, les grandes firmes de courtage annoncent, avec force communiqués et insertions dans la presse, qu'elles interrompent leurs activités de « *program trading* ».

Bien plus que les petits porteurs, qui se demandent à quelle sauce les ont mangés ces ordinateurs qui leur joujou. Dans le même temps, le Congrès américain, la Securities and Exchange Commission (SEC, le COB local), la Réserve fédérale et quantité d'autres organismes moins officiels se penchent sur la question. Et une commission de cinq membres rendait ses conclusions en janvier 1988. Deux d'entre elles sentaient trop le poudra pour être retenues. Il s'agissait, d'une part, de la création d'une agence unique chargée de superviser les marchés financiers, d'autre part, d'un relèvement sensible des dépôts de garantie sur les différentes transactions boursières.

En revanche, les propositions visant à créer un système de compensation inamovibles et à instaurer des « coupe-feu » visant à limiter les écarts de cours exagérés ont été suivies d'effet. Quant aux *program traders*, on a laissé jouer la loi du marché, après les recommandations d'usage visant à modérer leur usage. Dans un premier temps, Merrill Lynch, Shearson Lehman, Goldman Sachs, Morgan Stanley, Salomon Brothers, puis tous les « *major* » de la finance, déclaraient de passer cette pratique. Dorénavant, les dépôts de portefeuille privés de

Les ordinateurs de Wall Street en accusation

NEW-YORK

de notre correspondant

Pour que les choses soient encore plus claires, cette puissante compagnie d'assurances et de services financiers pointait le doigt sur les fautes : Kidder Peabody, Oppenheimer, Morgan Stanley et Bear Stearns. Pas moins... Le lendemain, Keystone Groupe, autre firme de renom, appelait aussi au boycott.

Sur le *floor* (le plancher) de Wall Street, l'appel était entendu. Les quatre firmes en question faisaient amende honorable, rapidement imitées par Paine Weber, Kidder Peabody (filiale de General Electric) et, surtout, par Merrill Lynch. Le numéro deux parmi les firmes de courtage ne réalise pourtant que 0,6 % de ses activités propres sous forme de *program trading*. Mais 25 % pour le compte de ses clients ! Et quand on se veut le champion de la « finance au détail » grâce à un réseau de 10 000 implantations sur l'ensemble des États-Unis, il faut ménager cette clientèle de petits actionnaires déjà traumatisés par le krach d'octobre 1987 et qui hésitent encore à reprendre le chemin de Wall Street.

L'étranger, lui aussi, est devenu méfiant. Cette volatilité extrême du marché new-yorkais risque de le

broient leurs 50 actions ATT avant d'engloutir des millions de titres, ce sont les investisseurs institutionnels qui, les premiers, ont frappé du poing sur la table du casino. Ainsi la firme Kemper Corp. s'est révoltée la première en annonçant qu'elle ne traiterait plus avec quatre de ses courtiers préférés s'ils ne renouaient pas à ces opérations programmées d'avance.

Amende honorable

Pour que les choses soient encore plus claires, cette puissante compagnie d'assurances et de services financiers pointait le doigt sur les fautes : Kidder Peabody, Oppenheimer, Morgan Stanley et Bear Stearns. Pas moins... Le lendemain, Keystone Groupe, autre firme de renom, appelait aussi au boycott.

détourner des places américaines. Or sa capacité d'investissement boursier n'est pas négligeable. En 1988, elle a représenté un montant net de 75 milliards de dollars et les professionnels escomptaient une centaine de milliards pour l'année en cours. D'où la violence de l'attaque contre les « *program traders* », déjà mis à l'index après le krach d'octobre 1987 (voir encadré). Sans beaucoup de résultats... Aujourd'hui, la coupe est pleine. « Une fois, ça va, deux fois, bonjour les départs », semblent dire la plupart des professionnels qui voient grossir le flot des mécomptes.

Certains se sont déjà transformés en porte-drapeau du mouvement de défiance.

SERGE MARIT

Lire la suite page 34

Des aménagements au coup par coup

« Ce jour-là, c'est bien simple, tout le monde était les bras ballants devant l'ampleur de la catastrophe, personne ne pensait le moindre ordre et, pourtant sur les écrans, le dégringolade continuait... » Pour ce fanatique de Wall Street qui a connu le « lundi noir » du 19 octobre 1987, la Bourse new-yorkaise a vécu, durant cette triste séance, son premier krach « *high-tech* ».

Déclenchés automatiquement par ordinateur, les ordres de vente des *portfolio insurers* (les assureurs de portefeuille) ont été aussitôt relayés par les ordres allant dans le même sens des arbitragistes qui jouent l'écart de cours entre le comptant et le terme. L'effet boule de neige, était assuré. On connaît le résultat : un effondrement de l'indice Dow Jones (- 508 points) et des cours (- 23 %) dans un volume d'affaires de 500 millions de titres !

Accusés d'avoir entretenu la baisse — sinon de l'avoir provoquée — les *program traders* ont été alors suspendus par la plupart des firmes recourant à ces techniques d'arbitrage sur indices boursiers, et les assureurs de portefeuille privés de

leur joujou. Dans le même temps, le Congrès américain, la Securities and Exchange Commission (SEC, le COB local), la Réserve fédérale et quantité d'autres organismes moins officiels se penchent sur la question. Et une commission de cinq membres rendait ses conclusions en janvier 1988. Deux d'entre elles sentaient trop le poudra pour être retenues. Il s'agissait, d'une part, de la création d'une agence unique chargée de superviser les marchés financiers, d'autre part, d'un relèvement sensible des dépôts de garantie sur les différentes transactions boursières.

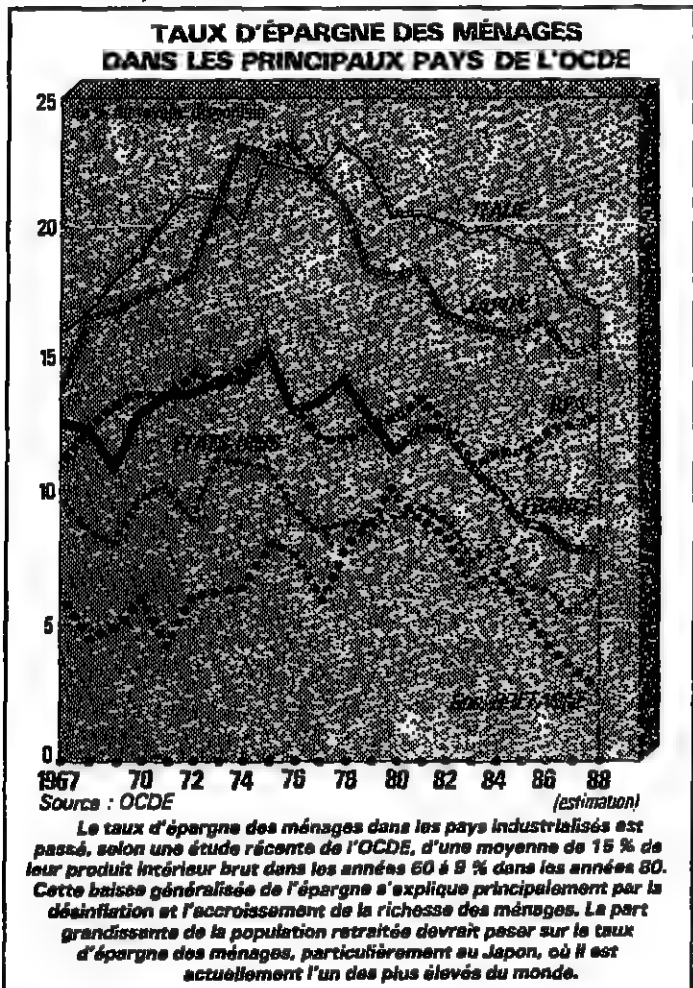
En revanche, les propositions visant à créer un système de compensation inamovibles et à instaurer des « coupe-feu » visant à limiter les écarts de cours exagérés ont été suivies d'effet. Quant aux *program traders*, on a laissé jouer la loi du marché, après les recommandations d'usage visant à modérer leur usage. Dans un premier temps, Merrill Lynch, Shearson Lehman, Goldman Sachs, Morgan Stanley, Salomon Brothers, puis tous les « *major* » de la finance, déclaraient de passer cette pratique. Dorénavant, les dépôts de portefeuille privés de

Du moins pour leur propre compte.

Mais la concurrence est vive. Pour faire rentrer les commissions, il faut faire du chiffre. Passé quelques mois d'absence, les brokers recommencent à pianoter des ordres d'achat — et de vente — sur ordinateur. Parallèlement, le New York Stock Exchange et le Chicago Mercantile Exchange se donnaient la main et décidaient de suspendre les cotations dès lors qu'apparaissait un trop grand écart entre le « physique » et les contrats d'indices à terme. C'est cet accord, conclu en juillet 1988, qui a sans doute sauvé la Bourse de New-York le 13 octobre dernier, lorsque le Dow Jones a pédalé dans le vide jusqu'à perdre 190 points (7 %) en l'espace d'une heure.

A nouveau, les programmes informatiques ont été mis sur la sellette. Mais il y a fort à parier que, cette fois encore, les aménagements se feront au coup par coup. Les intérêts en jeu sont trop énormes pour que le marché — et ses principaux acteurs — acceptent l'autodiscipline. Et, à l'évidence, les autorités boursières répugnent à frapper trop fort.

S. M.



Un pas vers la création d'un marché monétaire à Moscou

L'URSS procède à une vente aux enchères de devises pour les entreprises d'État

Pour la première fois, l'Union soviétique devait procéder, vendredi 3 novembre, à une vente aux enchères de devises. Elle est réservée aux grandes entreprises d'État auxquelles l'équivalent de 50 millions de dollars — tirés sur les réserves de l'État — est proposé. Après la dévaluation du rouble touristique, le 1^{er} novembre, c'est un nouveau pas en direction d'un objectif qui reste encore lointain, celui de la convertibilité du rouble.

D'ores et déjà, les entreprises soviétiques peuvent, pour la plupart d'entre elles, travailler directement avec des firmes étrangères. Elles restent cependant limitées dans leur manœuvre par l'inconvertibilité du rouble. Depuis le 1^{er} avril dernier, toutes les entreprises d'État, ainsi que les coopératives, ont en principe le droit d'accéder au marché international. A la mi-octobre, neuf mille unités seulement avaient été enregistrées auprès de la Commission d'État pour les relations économiques extérieures.

En fait, l'accès direct au commerce extérieur profite essentiellement aux exportateurs de produits manufacturés — à peine 5 % de ventes à l'étranger. La principale motivation des entreprises est la possibilité d'importer en pro-

vince de l'Ouest. Mais les achats doivent être autofinancés en devises. Elles ne peuvent importer que si elles ont gagné des devises à l'exportation. Lorsqu'elles exportent, elles ne peuvent ensuite conserver qu'une partie des devises engrangées (en moyenne entre 35 % et 40 %), le reste leur étant remboursé en roubles, à des taux variables selon les produits exportés.

La demande potentielle en devises est de fait très élevée. On assiste d'ailleurs depuis quelques mois à un développement des opérations libellées en devises à l'intérieur du pays et entre organisations d'État. La presse a ainsi fait état d'un paiement en devises fortes pour l'acquisition par le ministère de la santé d'un terrain à bâtir, acheté au conseil municipal de Moscou. Dès 1988, les autorités avaient fait part de leur intention d'organiser des ventes aux enchères de devises, de créer l'annuaire d'un marché des changes en Union soviétique. Jusqu'à présent, rien n'avait été réalisé, faute d'offres. Peu d'opérateurs disposent en fait de devises excédentaires.

Les dirigeants soviétiques ont décidé de sauter le pas. Faute d'offres, « nous avons décidé de mettre aux enchères 30 millions de roubles devises (30 millions de dollars) tirés des réserves d'État », expliquait M. Ivan D. Ivanov, le vice-président de la Commission

d'État pour les relations économiques extérieures à l'occasion d'un entretien avec des chefs d'entreprises soviétiques, entretien publié dans le numéro de septembre de la revue *Eko*. Depuis plusieurs semaines donc, le processus devant conduire aux enchères de ce vendredi a été engagé.

Tous les candidats — pour l'instant, les entreprises d'État — souhaitant participer à ces enchères ont été invités à se faire connaître auprès d'un comité qui comprend des représentants de la VEB (Banque pour l'activité économique extérieure), de la banque d'État, du ministère des finances et du Gosplan. Des formulaires ont été publiés dans la presse, dans *Ekonomika* notamment. Les soumissions à la vente et à l'achat étaient acceptées jusqu'au 27 octobre. Le montant minimum de l'offre d'achat a été fixé à 10 000 roubles devises (environ 100 000 F au taux officiel), le montant minimum de l'offre de vente à 50 000 roubles devises. Les offres doivent indiquer le cours offert ou demandé. Les acheteurs doivent également préciser l'usage auquel ils destinent les devises qu'ils demandent. Les demandes d'État devraient être satisfaites selon le principe du mieux disant, dans l'ordre décroissant du cours proposé en roubles pour une unité de devises.

Quel cours du rouble ressortira de cette première vente aux enchères ? Un cours moyen d'achat

devrait être publié. « Il faut s'attendre à un taux voisin du marché noir (10 à 15 roubles pour un dollar », estime M^{me} Marie Lavigne, professeur à l'Université de Paris-I et spécialiste de l'économie soviétique. Comme pour décamorer les critiques, M. Ivanov répondait par avance aux chefs d'entreprise qui l'interrogeaient : « Les (premières) enchères ne sont pas significatives avec une offre microscopique et une forte demande, on ne pourra faire aucune déduction quant au cours effectif du rouble ».

E. L.

Dans le « Monde Affaires »

Le textile perd le Nord

Les habitants de la région nord ont la désagréable surprise d'être ramenés quinze années en arrière. Dépôts de bilan, réductions d'effectifs, l'industrie textile, longtemps pourvoyeuse de main-d'œuvre, doit faire face à un double phénomène : des pertes de marchés et une nécessaire augmentation de la productivité. Résultat : les effectifs salariés sont passés de cent vingt-cinq mille après la guerre à vingt-cinq mille aujourd'hui.

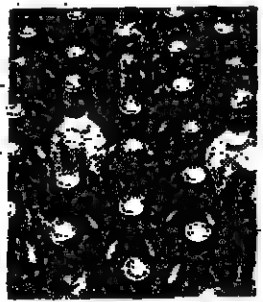
Lire pages 35 à 38

Une odeur de jamais vu !

DU 2 NOVEMBRE
AU
29 NOVEMBRE 89
GRAND
CONCOURS

le nouvel
Observateur
+ DE 5000
BOUTEILLES
A GAGNER

CETTE SEMAINE, LE PREMIER CONCOURS DU NOUVEL OBSERVATEUR
OU VOTRE NEZ AURA UN RÔLE À JOUER



هكذا من الالصال

ÉTRANGER

Deux années d'expansion record

L'Autriche profite de la croissance allemande et de l'ouverture des pays de l'Est

Le ciel reste sans nuages pour l'économie autrichienne qui continue depuis deux ans sur sa lancée d'une croissance exceptionnelle. Selon tous les indicateurs, le taux d'expansion du PIB (produit intérieur brut) devrait être cette année de 4 % après 4,2 % en 1988, et plus de 3 % prévus pour 1990. Après une période de croissance faible au cours des années 80, le rythme de croissance s'est accéléré en 1987, dépassant ces deux dernières années la moyenne des pays de l'OCDE.

VIENNE

de notre correspondante

Cette performance, soutenue par les retombées d'un environnement international favorable — notamment en RFA, principal partenaire commercial de l'Autriche — est due à la vive reprise des investissements productifs (+ 7 % selon les prévisions par rapport à 1988), une forte consommation des ménages (+ 3,7 %) à la suite d'une progression du revenu disponible de 6 % et aux exportations (+ 9,5 %).

Au premier semestre 1989, la croissance du PIB en volume a été de 4,5 %, celle de la production industrielle de 6,9 %. Les investissements industriels ont fait un bond de 13,5 %, les exportations de 11,4 %, les importations de 12,6 %. Malgré cette forte activité l'inflation ne devrait pas dépasser 2,7 % cette année après 2 % en 1988.

En dépit de cette bonne conjoncture et de nombreuses créations d'emplois (quelque cent mille depuis 1987) le chômage reste en Autriche un sujet de préoccupation même s'il n'atteint que 4,9 % de la population active.

Selon le directeur de l'institut d'analyse économique de Vienne, M. Helmut Kramer, les raisons de la bonne santé autrichienne sont essentiellement ses prix et ses coûts de production ainsi que la productivité de son industrie. Le dynamisme des investissements favorise l'élargissement des capacités de production et au-delà, la restructuration de l'économie permettant une éventuelle adhésion de l'Autriche à la CEE.

Le gouvernement de coalition socialiste-conservateur au pouvoir depuis 1987, même s'il est loin d'avoir atteint tous les objectifs fixés dans son programme, a tout de même réussi à lancer un plan de sauvetage de l'important secteur nationalisé — un cinquième du potentiel industriel du pays, — et cela contre l'opposition acharnée de certains groupes socialistes. Le secteur public a été regroupé en unités de production plus petites et plus faciles à contrôler sur lesquelles l'influence politique semble légère. Un programme de reprivatisation partielle a permis de céder des participations à des entreprises privées — soit en Autriche, soit à l'étranger — et de chercher des accords de coopération. Pour 1989, l'Os IAG, holding d'Etat regroupant toutes les entreprises nationales, prévoit pour la première fois depuis le début des années 80 un bénéfice de l'ordre de 5 milliards de schillings (1).

Réforme fiscale

Un autre succès du gouvernement est sa réforme fiscale entrée en vigueur au début de l'année. En supprimant la plupart de nombreux privilèges, elle a permis de réduire le taux moyen d'imposition.

Restent tout de même des dossiers délicats à traiter, comme la réforme des chemins de fer nationaux et celle de l'assurance sociale, dont les déficits risquent de devenir trop tard impossibles à financer. D'ores et déjà la presque totalité du déficit budgétaire — plus de 60 milliards de schillings — est due aux subventions qui alimentent les caisses de retraites.

La forte croissance a l'inconvénient de cacher les faiblesses toujours existantes de l'économie autrichienne et de rendre moins urgentes les réformes prévues. La hausse des exportations, par exemple, s'explique presque intégralement par le redressement des ventes de l'Autriche vers les pays de l'Est, clients moins exigeants que les autres. Avec quelque deux cent trente sociétés mixtes, créées entre des entreprises autrichiennes et des entreprises des pays du COMECON, l'Autriche est, proportionnellement à son volume d'exportations, le pays européen le plus engagé à l'Est. Or M. Kramer,

déjà cité, s'inquiète de la « situation instable » de ces pays.

Sur les marchés ouest-européens l'Autriche aura en revanche de la peine à défendre ses positions acquises l'année dernière, son industrie offrant trop peu de produits sophistiqués. La meilleure preuve en est la frénésie d'achats de produits étrangers, qui pèse sur le balance commerciale dont le déficit devrait atteindre 38,3 milliards de schillings cette année après 68,5 milliard en 1988. Ce n'est que grâce aux devises (+15 %) apportées par un tourisme toujours florissant (140,8 milliards de schillings pour l'année touristique 1989) que le balance des opérations courantes limitera à environ 4,1 milliards de schillings son déficit 1989.

Le ministre des finances a présenté un budget qui devrait permettre de ramener le déficit des comptes de l'Etat à 63,1 milliards de schillings en 1990, soit 3,6 % du PIB. L'objectif est de réduire ce déficit de 0,5 % tous les ans pour arriver d'ici à 1992 à 2,5 % du PIB. Les critiques font remarquer que le ministre des finances a eu beau jeu de présenter un bilan acceptable sans faire trop d'efforts, puisqu'il a bénéficié des ventes des participations de l'Etat à différentes entreprises nationales (compagnie aérienne, société de pétrole et de l'électricité, etc.) pour renflouer ses caisses vides. M. Tschacher en Grande-Bretagne a fait de même.

Il n'y a pas de petits bénéfices.

WALTRAUD BARYLI

(1) 100 schillings = 48 F.

L'élevage aux Pays-Bas malade de la pollution

Des rations de plomb pour les vaches néerlandaises...

Le « moteur vert » des Pays-Bas, l'agriculture, a des ratés. Telles des poussières enracinées chroniquement un carburateur, les affaires de pollution se multiplient, annihilant les efforts que développent les milieux agricoles pour accroître auprès d'une opinion publique attentive l'idée qu'ils sont conscients de leurs responsabilités à l'égard de l'environnement.

AMSTERDAM

de notre correspondant

La remarque vaut au premier chef pour le puissant secteur laitier, qui vient de passer de l'autre côté de la barrière : celle des victimes de la pollution. Il est apparu, mercredi 1^{er} novembre, que trois cent dix-huit exploitations laitières des provinces de la Frise et de Groningue, dans le nord des Pays-Bas, nourrissent leurs animaux depuis le 13 octobre, et sans le savoir, avec une alimentation contenant une concentration de plomb... mais cent fois supérieure à la norme européenne, qui est de 5 microgrammes par kilo.

Au cours des derniers jours, dix bovins sont morts subitement empoisonnés, et plusieurs autres ont été atteints par de graves lésions de nature diverse. Ce bilan semble modéré, mais il ne concerne que dix-huit exploitations ne possédant qu'une petite partie des douze mille animaux ayant pu recevoir le fourrage concentré incriminé.

Il s'agissait en l'occurrence de granulés à base de maïs fabriqués à partir d'une matière première défectueuse ou mis en contact, après la production, avec une substance à haute densité de plomb. Après l'analyse d'un échantillon des aliments contaminés, un laboratoire de recherche a conclu que les granulés pouvaient être considérés comme des déchets chimiques.

L'affaire ne va pas sans provoquer une émotion profonde parmi les éleveurs touchés qui, selon l'expression de l'un d'eux, « voient des années de travail remises en question ». Un nombre indéterminé de bovins devront être abattus tandis que le lait produit sur les trois cent dix-huit exploitations a été déclaré impropre à la vente.

Le lait ramassé par les coopératives régionales pendant les deux dernières semaines d'octobre a apparemment passé avec succès les contrôles sanitaires. Les ministères de l'Agriculture et de la Santé ont en tout cas annoncé que la santé publique n'avait pas été et n'était pas en danger.

Menace

sur les exportations

Néanmoins, l'insistance avec laquelle les instances agricoles ont fait savoir que les exportations laitières néerlandaises n'étaient pas menacées trahit bien l'inquiétude des professionnels. La présente affaire n'est pas en effet la première qui jette une ombre sur la

qualité des produits « made in Holland ». En septembre, le Pakistan refusait une livraison de lait en poudre qu'il soupçonnait — à tort, semble-t-il — de porter trace du sang radioactif de Tchernobyl. Deux mois plus tôt, plusieurs exploitations de la région de Rotterdam devaient mettre la tête sous la porte après la découverte de dix-neuf dans leur lait : les vaches paissaient à l'ombre des cheminées de plus grand centre d'incinération d'ordures des Pays-Bas.

Cette dernière pollution se révèle limitée dans le temps et dans l'espace, mais l'Italie en a profité pour fermer ses frontières aux produits laitiers néerlandais. La commission de Bruxelles a bien sûr rappelé Rome à l'ordre, mais « un incident comme celui du plomb dans le fourrage pourrait offrir à certains pays un prétexte à la limitation des importations en provenance des Pays-Bas », confiait mercredi un porte-parole de l'inter-syndicale agricole néerlandaise.

CHRISTIAN CHARTIER

Selon le Fed

L'économie américaine marque le pas

Croissance « lente à modérée » : tel est le dernier bulletin de santé de l'économie américaine publié par la Réserve fédérale. D'après l'enquête périodique réalisée dans douze régions, l'activité économique se poursuit à un rythme ralenti, avec un net relâchement des pressions inflationnistes. Les dépenses de consommation sont « irrégulières », de même que les commandes industrielles.

Le scénario de l'atténuation en douceur semble confirmé par d'autres indicateurs. Ainsi, le département du commerce signale une baisse de 2,1 % des commandes adressées à l'industrie en septembre (compte non tenu des commandes militaires) et une chute de 5,2 % des commandes de biens d'équipement qui laisse présager un ralentissement de l'investissement. Toutefois, l'optimisme des consommateurs américains n'est pas entamé, à en croire un sondage du Conference Board, institut de recherche patronal, auprès de cinq mille ménages interrogés après l'accès de faiblesse de Wall Street du 13 octobre dernier.

Les ordinateurs de Wall Street en accusation

Suite de la page 33

Telle cette petite firme membre du New-York Stock Exchange, Neuberger et Beriman, qui demande à ses clients — et au public — d'écrire en masse à M. Richard Bresden, le président de la SEC, et à M. Alan Greenspan, le patron de la Réserve fédérale, afin de leur demander pourquoi ils ne font rien pour « rendre la confiance à nos marchés financiers ». « Il n'est pas possible de laisser le marché varier de 5 % à 7 % en une journée. Sans raison. C'est pourquoi je m'oppose totalement au « program trading », explique M. Larry Zickel, un des directeurs de cette société qui gère 17,5 milliards de dollars de fonds.

Autre cible privilégiée de la grogne des boursiers : John J. Phelan, le président de la Bourse de New-York, qui se voit reprocher sa passivité face à ce problème des transactions programmées par ordinateur.

Sorti un moment de sa tour d'ivoire, le patron de Wall Street a annoncé, le 31 octobre, que cet organisme allait procéder à un examen de ses divers mécanismes de

freinage des mouvements de cours erratiques (lesquels ont, il est vrai, plutôt limité la casse le 13 octobre 1989) afin d'améliorer le dispositif. Mais sans prononcer de condamnation explicite des « program tradings ». Il est vrai que cela équivaudrait à se saborder.

Un nouveau produit informatisé

En effet, le New-York Stock Exchange a lancé récemment un nouveau produit informatisé, l'Exchange Stock Portfolio (ou ESP). Un « panier » fait de 483 actions entrant dans la composition de l'indice boursier Standard and Poor, qui permet de faire du « program trading » sur le marché au comptant. Et qui devrait normalement (le succès de l'ESP est mitigé pour l'instant) intéresser les firmes recourant à l'ordinateur pour des opérations à terme.

En attendant, copie conforme de l'après-krach de 1987, les spéculations des spécialistes vont commencer. La semaine prochaine, un certain nombre de grands noms de la finance new-yorkaise (« brokers »,

représentants des autorités boursières, banquiers) seront entendus à Washington par la commission de l'énergie et du commerce de la Chambre des représentants.

Ce sera sans doute l'occasion de faire le point (définitivement ?) sur les « program tradings ». Et de rappeler, peut-être, de la proposition contenue dans le « rapport Brady » de 1988 et que l'actuel secrétaire au Trésor vient de rappeler à l'attention de l'opinion publique américaine : la nécessité d'établir une véritable coordination entre les marchés d'actions et d'instruments financiers. Et supervisée par une autorité commune ? L'idée était dans l'air. Mais on ne l'a pas retrouvée dans la boîte noire...

SERGE MARTI

■ JAPON : nouvelle baisse des réserves de change du Japon. Les plus importantes du monde, ont diminué pour la sixième fois consécutive en octobre : elles se sont établies à 84,29 milliards de dollars, en baisse 1,82 milliard par rapport à septembre. En avril dernier, ces réserves avaient atteint, avec 100,36 milliards de dollars, leur plus haut niveau historique. Depuis, la forte progression de la monnaie américaine face au yen a contraint la Banque du Japon à intervenir massivement sur les marchés des changes, pour y vendre du dollar.

SOCIAL

Chargée de prélever les cotisations de Sécurité sociale

L'ACOSS veut améliorer son image de marque

L'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (ACOSS) veut tout à la fois mieux se faire connaître et améliorer ses rapports avec les entreprises. C'est dans cette optique qu'elle a organisé, lundi 30 octobre, à Paris, ses premières rencontres nationales des URSSAF qui, au nombre de cent cinq, assurent le recouvrement des cotisations de Sécurité sociale.

Avec un chiffre d'affaires de 780,4 milliards de francs en 1988, l'ACOSS, alimentée par les branches famille, maladie et vieillesse de la Sécurité sociale en suivant près de 4,3 millions de comptes, de la grande entreprise à l'employeur individuel, « Les relations avec les cotisants sont, par nature, difficiles. Il faut être ferme mais savoir, également, être souple », souligne M. Jean-François Chadelat, directeur de l'ACOSS.

L'amélioration de la situation économique, dont les répercussions sur la masse salariale, sont non négligeables (la progression de celle-ci atteignait, sur douze mois, 6,4 % en septembre et l'on envisage, pour l'ensemble de l'année 1989, une croissance de 7 %), joue d'ailleurs favorablement sur les encaissements.

En 1988, le taux des cotisations non recouvrées était de 1,76 % (soit tout de même 11,6 milliards de francs) et le taux des cotisations encaissées avant procédures contentieuses s'établissait à 93,74 % contre 93,43 % en 1987. Toutefois, ce constat plus favorable ne signifie pas du tout que les URSSAF sont disposées à gâcher leurs efforts, notamment sur les délais de paiement. Selon M. Chadelat, l'essentiel des redressements s'expliquent par une méconnaissance de la réglementation, particulièrement complexe. Il s'agit donc d'accroître la priorité à l'amélioration de l'image de marque des URSSAF.

Ainsi, des expériences de télé-déclaration et de télépaiement permettant à l'expert-comptable d'une entreprise de régler les cotisations via le minitel, sans échange de documents écrits, sont en cours à Amiens, à Creil et à Beauvais. De même, des tentatives destinées à mieux personnaliser les relations avec les cotisants et à privilégier le recouvrement des sommes engagées. Les URSSAF s'efforcent enfin d'encourager le recours aux paiements automatiques et aux titres interbancaires de paiement.

J.-M. N.

INSOLITE

Le téléphone au poignet

L'imagination des industriels, et des horlogers en particulier, est sans limite. On connaissait les montres réveille, les montres-calculettes, les montres-radios, les montres-télé, les montres avec cadran lunaire, les montres capables également de mesurer la tension artérielle, la température du corps et celle de l'atmosphère ambiante, aussi les montres-mégaphones, les montres-ordinateurs. Désormais, il sera possible de recevoir des messages téléphoniques à son poignet. C'est la Société suisse de micro-électronique et d'horlogerie, SMH qui rassemble les entreprises ASAG (montres Longines, Radio, ETA, Swatch, Eterna), et SMH (montres Tissot, Omega...) qui lancent ce produit, appelé T-Watch. City Pager. Et plus de l'indication de l'heure, la nouvelle montre est munie d'un système d'affichage alphanumérique des données relatives au message reçu et, bien sûr, d'un signal acoustique. La SMH précise que les messages pourront être captés aussi bien en plein air qu'en voiture ou à l'intérieur des bâtiments. Sans fil, commercialisé, la T-Watch pourrait être vendue au prix de 1 000 francs suisses, soit moins de 4 000 francs français.

La politique de l'emploi

a permis d'éviter en 1988 1,1 million de chômeurs

Les politiques de soutien à l'emploi ont permis d'éviter quelque 1,1 million de chômeurs en 1988, selon une étude interne de la Direction de la prévision. Ainsi, 1,8 million de personnes ont bénéficié de mesures telles que les travaux d'utilité collective, l'aide à l'apprentissage, la formation, la formation, les contrats de solidarité et la préretraite.

De 1983 à 1988, le coût de ces diverses dispositions est passé de 22 milliards à 37,5 milliards de francs. Au cours de la même période, les emplois créés ont progressé de 40 %. Selon la Direction de la prévision, fournir un emploi à un chômeur potentiel revient en moyenne à 28 000 francs par an.

Par ailleurs, les partenaires sociaux ont entamé, mardi 31 octobre, les négociations sur le renouvellement de la convention UNEDIC. Les syndicats ont plaidé en faveur d'une extension de l'assurance-chômage (dont l'excédent est de près de 7 milliards pour l'exercice 1988-1989) alors que le patronat entend « ouvrir le passif » (la dette de l'UNEDIC atteint 7 milliards de francs) et réduire les cotisations.

EN BREF

■ La BNP et le groupe Yves Rocher se séparent. — Les présidents de la BNP et du groupe Yves Rocher, MM. René Thomas et Yves Rocher ont décidé de mettre un terme au différend qui les opposait dans la reprise par Yves Rocher de Petit Bateau en se désistant de toutes les plaintes « déposées de part et d'autre », a annoncé, mercredi 1^{er} novembre, la BNP dans un communiqué. Les partis ont décidé de confier à un collège arbitral le soin d'apprecier les demandes réciproques.

Cette annonce met un point final à un conflit qui opposait depuis plus de six mois l'industriel breton à la BNP à propos de l'entreprise de vêtements pour enfants, Petit Bateau, achetée en février 1988 par M. Yves Rocher à la Banque, la banque d'affaires de la BNP, et à la famille Valérie M. Yves Rocher avait accusé la Banque de l'avoir trompé sur la santé financière de Petit Bateau.

■ Enquête officielle en Grande-Bretagne sur le rachat de National Tyre par Michelin. — Le gouvernement britannique a demandé à la commission des monopoles et fusions l'ouverture d'une enquête sur l'acquisition par le groupe français Michelin de National Tyre Service,

un puissant distributeur de pneumatiques et de pièces détachées automobiles, cédé en juin dernier par le conglomérat BTR, pour 140 millions de livres (1,38 milliard de francs).

La commission britannique a trois mois pour effectuer son enquête et déterminer si ou non cette opération a un caractère monopolistique. National Tyre réalise un chiffre d'affaires d'environ 450 millions de livres (1,48 milliard de francs) dans ses quelque 420 points de vente.

■ Signature du nouvel accord d'investissement chez Peugeot. — Les syndicats CFDT, FO, CFE-CGC, CSI et CA2 (autonome) ont signé le nouvel accord d'investissement chez Peugeot. Seul la CGT a refusé de signer. Les nouvelles dispositions « avancées lors des négociations consécutives au récent mouvement de grève de sept semaines — défilant et portant sur 2 % à 2,5 % du bénéfice net — basées de calcul de l'investissement.

Une avance sur la prime d'intéressement, normalement versée en mai, sera distribuée en décembre aux cinquante-sept mille salariés de Peugeot.

Le Monde

AFFAIRES

Le textile perd le Nord

Des marchés peau de chagrin. Des concurrents maintenant européens. Les industriels du textile n'en finissent pas de se moderniser. Et de licencier

UNE sinistre machine à remonter le temps serait-elle en train d'opérer dans le nord de la France ? A comptabiliser les licenciements annoncés, les habitants de cette région ont la désagréable sensation d'être ramené quinze années en arrière. Aux pires temps des départs de bilan et des réductions d'effectifs. Du coup, les hommes politiques s'en mêlent. Le 14 novembre, les élus des communes les plus touchées vont porter leurs doléances chez le premier ministre, Michel Rocard.

Il est vrai que le bilan de ces dernières semaines est impressionnant : sept cent cinquante-quatre licenciements à la Lainière de Roubaix et cent soixante-quatre chez Protégé à Saint-Amand-les-Eaux pour le groupe Prouvost, trois cent soixante suppressions d'emplois aux Etablissements Lepoutre du groupe Chargeurs. Sans compter avant les vacances : deux cents licenciements chez Cailliez Delacour et la liquidation du filateur Le Blot, qui a provoqué la disparition de sept cents emplois en deux ans. La liste, hélas, n'est pas exhaustive.

Dans le Nord-Pas-de-Calais, ces événements précèdent les élections d'un système social. Car dans cette région où l'on fabrique « tout sauf la poie », tissage, peignage, filature, tissage, teinture, tricot, bonneterie, confection représentent le quart de la production nationale. Ces entreprises totalisent la moitié de l'emploi industriel de la région. Après la guerre, elles occupaient 125 000 salariés. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 25 000. Les effectifs se réduisent au rythme de 10 % par an. Le temps est bien loin où, pour être querellé avec son contremaître, on quittait l'entreprise, certain de trouver immédiatement du travail dans celle d'en face !

La fin du tricot

En dépit des concentrations, investissements et réductions d'effectifs réalisés ces dernières années, tout se passe comme si l'industrie textile ne parvenait pas à venir à bout de sa restructuration. En réalité, la situation actuelle est le résultat d'un double phénomène : des pertes de marché combinées à une augmentation de la productivité.

Ce cas de figure est typique de celui auquel est confronté la Lainière de Roubaix. Spécialisée dans le fil à tricoter et le fil industriel, cette société du groupe Prouvost doit supporter les conséquences d'une sorte de révolution culturelle : les femmes ne tricotent plus. Au point qu'au cours des cinq dernières années, dans tous les pays d'Europe, la consommation de laine a diminué de 40 % à 50 %. En France, au cours du premier semestre 1989, elle a encore chuté de 21 % par rapport à la même période de 1988.

Du côté du fil industriel, la situation n'est guère meilleure : l'augmentation des importations de pulls, chaussettes et sous-vêtements a entraîné une baisse de 25 % de la consommation des fils de bonneterie au cours des trois dernières années. Résultats pour la Lainière : en 1988, les pertes se sont élevées à 86 millions de francs pour 1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires. Les prévisions pour 1989 ne sont guère plus optimistes. « Il est indispensable d'adapter les structures de l'entreprise à l'évolution du marché », explique Christian Daveloy, président de VEV Prouvost. Face à la concentration des filateurs italiens et allemands, il faut se spécialiser sur certaines lignes de produits afin d'être les meilleurs.

C'est une stratégie du même type qui est à l'origine des suppressions d'emplois aux Etablissements Lepoutre. Dans

cette société, le groupe Chargeurs applique un recentrage sur les produits haut de gamme (pure laine et vêtements féminins) et l'abandon progressif de la production des pantalons pour hommes, en butte à la concurrence des pays en voie de développement.

Pour réaliser ces transformations, les entreprises ont beaucoup investi et elles investissent encore : 60 millions de francs dans les deux prochaines années chez Lepoutre et 50 millions de francs depuis plusieurs années à la Lainière. Mais il semble bien que, dans ce domaine, les industriels français soient à la traîne de leurs collègues européens. Dans les milieux patronaux, on estime que, lorsque les Français investissent entre 3 % et 4,5 % de leur chiffre d'affaires, les Allemands et les Italiens y consacrent de 5,5 % à 6 %. « Dans ces pays, le coût du crédit et les charges sociales sont moins élevés », avance, à titre d'explication, Jacques Bonte, président du GRIT (groupement régional de l'industrie textile).

Un Sentier rousillien

Certains, tout de même y parviennent. Le groupe Cailliez, par exemple, a dépensé 83 millions de francs pour construire une filature ultramoderne à Valenciennes : on y fabrique 100 kilos de fil en trois heures trente, au lieu de onze heures auparavant. Tout y est tellement automatisé que sept personnes suffisent à faire fonctionner l'usine. Une sixième équipe devrait bientôt être embauchée pour permettre à la filature de fonctionner 361 jours par an. Les gains de productivité sont tels que la part des salaires dans le prix de revient tombera à 12 % alors qu'elle atteignait 45 % dans les autres usines du groupe. En 1989, cette société prévoit d'investir plus de 30 % de son chiffre d'affaires, qui était de 285 millions de francs en 1988.

Pour obtenir des moyens financiers, les entreprises familiales sont : quelques-unes contraintes de modifier leurs structures. C'est ce qu'ont fait les dirigeants de la Société d'impression de Hem (SIH). Pour s'offrir des machines qui valent quelque 4 à 5 millions de francs et imprimant des motifs en dix couleurs sur les draps de



Le temps est révolu de l'industrie textile pourvoyeuse de main-d'œuvre. Ces dernières semaines sept cent cinquante-quatre licenciements ont intervenus à la Lainière de Roubaix (photo ci-contre).

lit, ils ont ouvert leur capital à des partenaires extérieurs. En 1981, quatre de leurs principaux clients (Hacot Colombier, Frémaux, Joseph Hacot et Vanderschooten) ont pris 40 % de SIH. En l'espace de quatre ans, le chiffre d'affaires de cette entreprise, qui emploie 180 personnes,

a été multiplié par quatre. En 1988, il a atteint 90 millions de francs et le bénéfice s'élève à 4,5 millions de francs. « Notre problème est celui de la concurrence des pays en voie de développement qui subventionnent fortement leurs industries »,

explique Amaury Segars, directeur commercial de SIH.

Concurrence et gains de productivité sont aussi les préoccupations de Pierre Dubus, PDG de Caddy, spécialisé dans les sous-vêtements pour enfants. Avec une minute et demie pour une petite calotte et deux à trois minutes pour une brassière, Caddy a multiplié sa productivité par deux en sept ans. « Une gestion très serrée et une bonne productivité sont indispensables dans la situation actuelle », estime Pierre Dubus, qui emploie 500 personnes, réalise 145 millions de francs de chiffre d'affaires et 15 millions de bénéfice net. Sa position de leader sur le marché français est aussi due à ses rapports avec les distributeurs, qui peuvent compter sur la rapidité de ses livraisons.

Les rapports entre industriels et distributeurs sont une des clés de l'avenir du textile. Au point que le GRIT lance une opération « reconquête du marché intérieur » destinée à améliorer les relations entre ces deux acteurs de la vie économique. Exigence sur les prix et les délais, la grande distribution est consommatrice de produits importés. Mais ses exigences pour les réassortiments ont donné naissance à une multitude d'ateliers prêts à fabriquer très rapidement des petites séries. Au point qu'on commence à parler d'un « Sen-

tier rousillien », où, à l'image du quartier parisien, des machines à coudre ont été installées dans des domiciles privés : le nombre des personnes employées et le nombre d'heures travaillées y varient en fonction du travail commandé. « Dans des pays tels que l'Espagne, la Belgique et l'Italie, il y a entre 30 % et 40 % d'économie souterraine. Face à cela la législation française est trop rigide », estime Pierre Dubus, qui se heurte au refus de la CGT pour la création d'une équipe de week-end.

En réalité, le Nord est en train de vivre une mutation profonde de son industrie et de ses mentalités. A la tête des grands groupes, les managers ont remplacé les descendants des familles fondatrices. La certitude de trouver un emploi dans l'usine qu'on choisissait en fonction de son domicile ou de l'ambiance qui y régnait a laissé la place à l'angoisse du chômage. Les retards en matière de formation sont apparus. Le paysage lui-même est en train de changer : les usines de briques rouges autour desquelles avaient été bâties les courées sont peu à peu réaménagées. L'architecture industrielle de la fin du XIX^e siècle, un peu mégalomane avec ses tours crénelées façon châteaux forts abritant désormais des activités dans l'air du temps. L'ancienne usine Motte-Bossut à Roubaix est devenue un centre international de communication. A Tourcoing, la municipalité a transformé la friche industrielle de Virolis en pépinière pour accueillir les artisans, et un particulier rénove les bâtiments de l'usine Van den Bergh, tristement célèbre pour avoir fait travailler des enfants de moins de douze ans.

L'Etat devient plus parcimonieux

Ces évolutions obligent aussi les hommes politiques à réagir (voir l'article de Jean-René Lore). Quant aux syndicats, ils se mobilisent au coup par coup et revendiquent des négociations globales. A la Lainière de Roubaix, ils ont décidé de discuter point par point les décisions de la direction. Dans un premier temps, ils ont réclamé et obtenu tous les documents et audits sur la situation de l'entreprise et ils comptent bien utiliser les cinq semaines que leur accorde la loi pour élaborer un contre-plan.

« Au plan national, nous menons depuis deux ans une négociation sur la formation professionnelle, les nouvelles technologies et la durée du travail. Mais la volonté du patronat de vouloir lier les trois volets empêche d'avancer », proteste Jean-Claude Becquet, responsable CFDT. En réalité, les syndicats reprochent aux industriels de gaspiller les aides de l'Etat pour ensuite les dilapider.

Au fil des ans, l'Etat devient plus parcimonieux. La possibilité de distribuer des subventions n'est pas l'arme essentielle de Jean-Pierre Dupéron, le « Monsieur Textile » du Nord, nommé le 1^{er} septembre dernier par Roger Fauroux, ministre de l'Industrie. Avec ses faux airs de Bernard Blier, il joue l'optimisme : « Il y a autant de créations que de disparitions », affirme-t-il. Son objectif est de pousser les entreprises vers la créativité et le haut de gamme, et la mise en commun de certains moyens. Il travaille ainsi avec six entreprises de Cambrai à l'installation d'un atelier de matériel électronique appliqué au travail de la dentelle. « Les entreprises qui marchent bien sont celles qui vendent de l'idée et de la créativité », explique-t-il. Comme pour justifier des initiatives qui paraissent bien dérisoires face aux restructurations en cours.

FRANÇOISE CHIROT

Les politiques s'en mêlent

LILLE

de notre correspondant

Il y a bien longtemps que les élus politiques du versant nord-est, et notamment André Diligent, sénateur et maire CDS de Roubaix, tirent la sonnette d'alarme sur la situation de l'emploi. Voici quelques années, les maires de ces villes sinistrées étaient même allés jusqu'à occuper la préfecture avant d'en être expulsés par les forces de l'ordre. Mais ils se heurtent à une sorte d'incompréhension de la part de leurs interlocuteurs.

Aujourd'hui, les choses changent. L'évolution la plus spectaculaire est celle de Pierre Mauroy, président de la puissante communauté urbaine de Lille depuis son dernier mandat. Elle est le résultat d'une prise de conscience et d'un rapport des forces. Le maire de Lille a eu besoin de l'appui de tous pour obtenir le croisement des TGV nord dans sa ville. Il y a eu aussi la fin de règne du président Mitterrand et l'accord entre les groupes politiques de la métropole sur la composition et la présidence du conseil de la communauté urbaine. Investi dans ses

nouvelles fonctions, Pierre Mauroy a pris conscience qu'il ne pouvait construire une capitale régionale de dimension européenne qu'à l'échelle de l'agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing tout entière.

Frappé par les suppressions d'emplois, le secteur de Roubaix-Tourcoing s'est donc spontanément tourné vers le nouveau président de la communauté urbaine. Celui-ci a reconnu l'urgence. Il a rencontré les maires du front nord-est André Diligent (Roubaix), Jean-Pierre Belduyck (Tourcoing), et Alain Faugaret (Vattreux) et ceux des communes voisines.

Plusieurs axes de travail se dégagent. En direction de l'Etat d'abord : à situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles. Les élus du versant nord-est réclament l'instauration d'une zone de conversion à l'image de celle de Dunkerque. Mais ce genre de dispositif risque de se heurter à l'hostilité de la Commission européenne. Les industriels du textile proposent la création d'un fonds de conversion auquel la profession est

prête à apporter 18 millions de francs. Le montage devrait être complété par un apport de 30 millions de francs venant des collectivités locales et par une aide de l'Etat. Mais ce ne sont pas les 8,5 millions de francs (qui sont aujourd'hui devenus 12,5 millions) annoncés par le préfet de région, Jean-Claude Aurousseau, qui font le compte.

L'aménagement de la métropole lilloise

Les élus du versant nord-est réclament aussi l'intervention de la SODINOR, la société financière de conversion du Valenciennois mise en place par Usinor au moment de la restructuration de la sidérurgie : les 20 à 24 millions de francs que pourrait apporter cet organisme viendraient nourrir le fonds de conversion de Roubaix-Tourcoing. L'objectif est de doter celui-ci d'une enveloppe de 100 millions de francs.

Lors de leur rencontre avec Michel Rocard, le 14 novembre, les élus évoqueront aussi l'espoir d'une création Eurozone (difficile à obtenir, semble-t-il) et les dossiers d'éventuelles implantations

d'entreprises : on parle de la société Biocarte-Technologie à Roubaix, de Kiabi à Hem... M. Mauroy a aussi lâché (imprudemment) le nom de Volvo (cinq cents emplois à Neuville-en-Serrain), mais la concurrence est rude. Autre dossier : le maintien dans le secteur de Lamy-Lutti (confiserie) à Tourcoing, pour lequel une subvention de 10 millions de francs est réclamée.

Le salut de cette zone où les taux de chômage dépassent 20 % (22 % à Roubaix) passe aussi par un immense effort de formation.

Les autres pistes de travail concernent plus directement la communauté urbaine et l'aménagement de la métropole lilloise : raccordement de Roubaix-Tourcoing au cœur de la métropole par l'achèvement de la voie rapide urbaine. Autre dossier bloqué depuis six mois au moins : celui de la ligne de métro n° 2 entre Lille et Roubaix-Tourcoing. L'objectif est d'accélérer cette réalisation pour être ainsi très vite au rendez-vous du TGV, dont l'arrivée est prévue à Lille pour le printemps 1993.

JEAN-RENÉ LORE

سكنا من الاصل

حکذا من الامل

AFFAIRES

La beauté « black », un marché complexe

Premiers fabricants mondiaux de cosmétiques, les Français s'intéressent peu aux produits pour peaux noires; laissant le champ libre aux Américains. A l'horizon, un nouveau marché, plus prometteur, se profile : celui du blanchiment de la peau

«BLACK is beautiful », lançait, dans les années 70, Angela Davis au monde blanc. Finalement, finie la ségrégation bonteuse, finie l'identification ratée aux canons de la beauté blanche. La passionaria de la négritude promenant sur tous les campus des Etats-Unis l'étendard de sa révolte : sa crinière afro. Après des années de défrisage intensif, les femmes noires abandonnaient la mise en pli à la Sylvie Vartan et laissaient librement leur cheveu librement.

Le temps a passé. Le mythe américain s'est affadi, il n'est plus noir et frisé mais couleur Michael Jackson ou Tina Turner. Totalement hybride. Peu éclaircie artificiellement, cheveux rebondis, nez redressé... Un regrettable retour en arrière ? Mondialement exportée, cette image n'est pourtant pas la seule offerte au monde noir. Pays de la mode et de la beauté, la France a développé, notamment par le biais de ses couturiers, grands utilisateurs de mannequins de couleur, une vision plus « authentique » de la femme noire : mi-panthère, mi-odalisque.

Pourtant, les Français se sont peu intéressés, pour l'instant, au marché de la « beauté black ». Premiers fabricants au monde de produits cosmétiques, ils ont laissé les idées franches aux Américains. D'après *Elite Madame*, magazine pour les femmes noires, 80 % environ des produits de soins, de maquillage et capillaires utilisés par les femmes et hommes de couleur dans le monde seraient fabriqués aux Etats-Unis. Interrogés, les producteurs hexagonaux avancent tous le même argument : « Notre gamme est internationale affirme Anthony Carter de Siendhal (groupe Sanofi), nos produits se vendent très bien en Extrême-Orient. Nous n'avons pas éprouvé, pour l'instant, le besoin de cibler spécifiquement les peaux noires. » De même, Catherine Dauphin, d'Yves Rocher : « Les gens peuvent trouver dans notre palette des produits qui leur conviennent. Ont-ils par ailleurs envie d'être enfermés dans un ghetto ? Une objection qui vaut également pour Dior : « Les gens de couleur ont tendance à s'européaniser, peut-être serait-

ce une erreur d'aller en sens contraire. »

Ces arguments ne dissimulent-ils pas simplement le manque d'intérêt des fabricants français pour la cosmétique noire ? Interrogées sur leurs habitudes cosmétiques, les lectrices d'*Elite Madame* déclarent pourtant utiliser systématiquement au moins un produit ethnique, notamment pour le maquillage. « Ils sont faits pour nous », insiste Catherine Sagna, jeune Noire de vingt-deux ans, qui illustre ainsi l'importance du facteur psychologique sur le comportement d'achat. Quand j'achète par exemple du fard à yeux *Fashion Fair*, je suis sûre qu'il va m'aller. Je ne risque pas de faire de foute de goût. Leurs couleurs : fuchsia, marron cuivré, s'harmonisent très bien avec les peaux noires. »

Malentendu ou astuce marketing ?

Reste à savoir si, tout jugement moral mis à part, les Noirs ont vraiment besoin de produits spécifiques. Pour les cheveux, la réponse est affirmative. Crépus, ils sont indémêlables sans pommade. Défrisés ou tressés, ils ont besoin d'être fortement revitalisés. Pour l'épiderme, en revanche, la nécessité est moins évidente. « Les peaux noires sont plus épaisses, plus pigmentées, mais c'est tout », s'exclame le docteur Adam-Tessier, dermatologue à l'hôpital Saint-Louis. A la rigueur, les femmes de couleur ont-elles besoin de produits de gommage un peu plus abrasifs. De même, utilisent-elles facilement des crèmes de beauté couvrantes qui leur permettent de dissimuler les taches sombres dues à une hyperpigmentation de la peau ou les cicatrices d'acné, maladie très répandue. Pour les produits de maquillage enfin, il est évident que Noires et Blanches ne peuvent utiliser les mêmes fonds de teint, même si elles se retrouvent parfois sur des tons de rouge à lèvres ou fards à yeux.

Les Noirs représentent-ils pour les fabricants de produits cosmétiques un marché suffisamment important pour justifier les investissements qu'exigerait le développement de



gamme spécifiques ? Bien que bénéficiant pour la plupart d'un faible pouvoir d'achat, les consommateurs potentiels sont nombreux (plus d'un million de personnes pour la France et les DOM-TOM, plus une partie des 83 millions d'habitants du Maghreb, plus une centaine de millions d'Africains). Les femmes de couleur sont coquettes (les Américaines noires dépenseraient de trois à cinq fois plus d'argent pour les produits de soins capillaires que les blanches) et amateurs de produits portant le label France.

Lorsque Yves Saint Laurent a lancé sa gamme de maquillage automne-hiver 1983-1986, elles ont bondi. Baptisée Kadja, elle était présentée par un superbe mannequin noir. « Les femmes de couleur ont cru qu'elle avait été conçue pour elles », commente Marie-Jeanne Serbin, la rédactrice en chef d'*Elite Madame*, elles se sont précipitées dans les parfumeries pour se la procurer. « Un malentendu pris pour une astuce marketing ! Et si, au fond, tout était une question d'emballage ? Une leçon à méditer : les femmes noires sont comme toutes les autres, elles adorent que l'on s'adresse à elles personnellement. »

Plus nombreuse, plus structurée, plus riche, la communauté noire américaine, forte de sa trentaine de millions de consommateurs, a massivement investi le marché de la « beauté black ». Marque la plus célèbre : *Fashion Fair*, ligne de produits cosmétiques haut de gamme, leader aux Etats-Unis, créée en 1973 par l'épouse de John H. Johnson, magnat de la presse noire américaine qui édite notamment le magazine *Ebony* (7 millions

d'exemplaires). « Nous sommes distribués par le réseau des parfumeries sélectives et dans les grands magasins », explique Régine Ferrère, distributeur exclusif de la marque pour l'Europe et l'Afrique. Entre août 1987 et aujourd'hui, notre chiffre d'affaires a été multiplié par cinq. »

Le stand *Fashion Fair* marche très bien, confirme Marie Gaboreau, chef de produits parfumerie au Printemps, il réalise un chiffre d'affaires de 2 millions de francs à l'année, qui le met au niveau de marques moyennes comme *Orlana*. Pour des gens qui ont ouvert leur stand en 1987, c'est un très bon résultat. »

Côté français, quelques individus ont tenté de lancer également leur propre ligne. Au début des années 70, par exemple, un coiffeur, Fernand Aubry, avait créé une gamme pour ses clientes africaines. Sa tentative de vendre ses produits par correspondance en Afrique a été un échec. A peu près à la même époque, une Antillaise propriétaire d'un institut de beauté lance une gamme baptisée *Joséphine*. Elle vise trop haut et rate sa cible.

D'autres expériences du même type se poursuivraient, sans succès. Points communs : elles ont le fait d'être « isolées », passionnées par leur sujet et grises par le mirage d'une réussite facile, et non de gestionnaires.

Quelques entreprises ont essayé, également, de se lancer sur ce créneau. Dans les années 70, la société Lardemois, qui commercialise en France, dans les grandes surfaces, une ligne de produits cosmétiques pour peaux blanches sous la mar-

que Miss Den, décide de l'élargir aux carnations noires. Ses agents en Afrique lui confirment l'existence d'un marché. Quelques années plus tard, Lardemois est racheté par le conglomérat américain Consolidated Food, qui décide de mettre les activités cosmétiques en veilleuse. Parallèlement, l'Oréal lance en France, par le réseau des boutiques de miroir et des coiffeurs afro-antillais, une gamme de produits capillaires, *Goldys*, qu'elle exporte également vers l'Afrique et les DOM-TOM en compagnie d'un lait de toilette *Mixa* pour peaux noires. Un temps leader du marché, *Goldys* serait, d'après les revendeurs, sur la pente descendante, par manque de dynamisme.

Un secteur très concurrentiel

A la différence du haut de gamme, où *Fashion Jouis*, en France au moins, d'un quasi-monopole, le marché du milieu et bas de gamme, distribué en majorité par le réseau des boutiques spécialisées, et pour quelques rares exceptions par la grande distribution, est extrêmement concurrentiel. S'y côtoient des articles importés des Etats-Unis par la société import-export *Ancor*, qui fabrique également une gamme de produits capillaires baptisée *Capirelax* et une multitude de micro-lignes antilo-afro-françaises, de qualité variable. A la différence des grands magasins et des parfumeries, le réseau des boutiques de miroir et des coiffeurs diffuse également des produits de blanchiment, importés pour la quasi-totalité des Etats-Unis.

« La demande du marché noir comprend, par ordre d'importance, le blanchiment de la peau, le décrepage et ensuite seulement les produits de maquillage », commente Jean-François Rodelet, naguère directeur technique de Fernand Aubry et Lardemois, et aujourd'hui, du groupe Patrick Ales. Un classement que conteste Ulf Mockel, PDG d'Amoco : « L'importance du marché du blanchiment est très exagérée », affirme-t-il. Faute de statistiques le débat reste ouvert. »

Pour s'éclaircir la peau, les femmes et les hommes noirs utilisent, le plus souvent, soit des produits à base d'hydroquinone, agent chimique de dépigmentation, qui devient cancérigène à haute dose, soit des produits à base de cortisone ou d'acide azélaïque, soit encore de l'eau de Javel ou de la lessive *Saint Marc*. « La cortisone blanchit effectivement la peau, mais elle l'atrophie en même temps », commente le docteur Adam-Tessier, les gens deviennent cortico-dépendants, et, lorsqu'ils arrêtent, ils ont des flambées d'acné épouvantables. » Plus clairs, les Noirs deviennent également plus fragiles au soleil. Un phénomène qui, dans certains pays d'Afrique comme le Sénégal, pose un véritable problème de santé publique. Pourtant, les Noirs ne sont pas les seuls à vouloir se blanchir.

Une bonne partie de l'hémisphère sud est attirée par la contagion. Les Japonaises elles-mêmes n'y échappent pas. Shiseido, le numéro deux mondial de la cosmétique, diffuse ainsi, uniquement en Asie, une crème couvrante (dite *inoctivore*), baptisée *UV White*, qui a réalisé depuis 1983 un chiffre d'affaires d'un peu plus d'un milliard de francs. « L'enjeu est colossal, énorme », commente Jean-François Rodelet, les laboratoires français, américains, allemands, suisses, japonais... travaillent tous pour essayer de trouver des agents naturels de blanchiment. Le marché potentiel est mondial. »

CATHERINE COROLLER (Zell)

TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL
Au terme de l'assemblée générale du 25 septembre 1989, les actionnaires de la société PROTH, société au capital de 50 000 F divisé en 500 actions de 100 F chacune, domiciliée au 73, rue du Château, 92100 Boulogne, ont décidé de transférer le siège social de ladite société au 4, allée Gustave-Courbet, 94230 Cachan.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Banca della Svizzera Italiana

Situation à fin septembre 1989

Au 30 septembre, le total du bilan de la BSI-Banca della Svizzera Italiana banque suisse dont l'actionnaire majoritaire est Uni-Tower Holding SA, société contrôlée par Uni-gestion SA, Genève - a atteint 9 334 millions de francs, soit en augmentation de 1 411 millions de francs (+ 18 %) par rapport à fin 1988.

L'examen des principaux postes du bilan permet de souligner : à l'actif, une progression notable des prêts consentis à la clientèle qui, dans l'ensemble, atteignent près de 5,7 milliards de francs (+ 1 118 mio soit + 24 %), au passif, une progression très satisfaisante des dépôts de la clientèle qui s'élèvent désormais à 5 703 millions de francs (+ 14 %). Ce résultat est dû principalement à l'augmentation des dépôts à terme. Le total effectif des dépôts de la clientèle, en

augmentation de 23 %, s'élève à 11,6 milliards de francs en tenant compte des placements fiduciaires.

La progression des revenus tant en ce qui concerne le solde net des comptes générateurs d'intérêts que les commissions est particulièrement satisfaisante et elle est nettement supérieure à la croissance des charges. Il ressort de ce qui précède que les résultats réalisés par la BSI pour les neuf mois écoulés sont

supérieurs à ceux de l'an dernier à pareille époque. Ils dépassent également les prévisions budgétaires et permettent d'ores et déjà une projection favorable des résultats de l'exercice 1989 dans son ensemble, d'autant que le récent fléchissement des marchés boursiers n'a pas eu de répercussions négatives sur le volume des affaires de la BSI.

Lugano, le 20 octobre 1989.

CRÉATION D'UNE FILIALE
EUROPCAR FRANCE-BNP BAIL

EUROPCAR, leader européen de la location de véhicules courts durée, et BNP BAIL, filiale de la BNP, spécialisée dans le crédit-bail et la location, s'associent pour créer en France une société de location longue durée de véhicules avec prestations de services.

En s'appuyant sur les réseaux de ses deux actionnaires, cette filiale commune proposera aux entreprises, sur l'ensemble du territoire français, la gestion complète de leur parc : voitures de tourisme, véhicules utilitaires et industriels.

Dénommée EUROPCAR LEASE, cette Société, d'un capital initial de 10 MF réparti à part égale entre les deux Associés, aura son Siège Social installé à BOULOGNE (92100), 65, Avenue Edouard-Vaillant. Elle disposera d'une unité commerciale au Siège Social de BNP BAIL, 23, Rue de Marignan, PARIS (8^e). Le Directeur Général de la Société est M. Bernard ROLAND.

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LE MONDE

AFFAIRES

A San-Francisco, l'économie repart

Après le séisme, les entreprises font leurs comptes.
Le tourisme et l'assurance craignent la pire
Conséquence : la Californie va relever ses impôts

SAN-FRANCISCO

Correspondance

DIX milliards de dollars (65 milliards de francs) ! Tel était, selon les experts américains, le coût économique que le séisme de la Californie de 17 octobre. Il comprend les effets directs (reconstruction) et indirects (baisse de la production). Le séisme, explique Kenneth Ballard, économiste chez Pacific Gas and Electricity, Les Américains ont subi les chiffres. Celui-ci doit être révisé. Si le coût approche les 10 milliards, cela représentera pour chaque habitant de l'Etat - le plus riche des Etats-Unis - 357 dollars (un peu plus de 2 000 F). « Notre économie n'est pas dévastée », explique-t-on à la Wells Fargo Bank, l'une des grandes banques régionales.

En fait, les principaux secteurs victimes de la catastrophe seront, d'après les premières études, le tourisme et les assurances. La construction et la banque, au contraire, espèrent mieux s'en tirer.

« Notre hôtel à un taux d'occupation de 50 % actuellement, il y a des 80 % d'occupés en cette saison », explique Wolfgang K. Hulmer, le directeur général du Mandarin oriental, l'un des résidences luxueuses de San-Francisco. D'autres hôtels prestigieux comme le Fairmont - avouent la même défection. Le Marriott, pour sa part, est obligé d'annuler la convention annuelle de Nissan (le constructeur japonais) qui devait se tenir dans ses locaux fin octobre.

Principale industrie de la ville (des revenus annuels de 3,3 milliards de dollars), le tourisme sera aussi la principale victime du récent séisme. L'un des plus de deux millions de visiteurs étaient passés à San-Francisco. Les coups du séisme de terre ont été immédiats. Pour faire face à cette défection, les communautés d'affaires ont décidé de lancer, elle va lancer dans les prochains jours une campagne de promotion internationale sur le thème : « San-Francisco existe encore ».

Comme l'avait anticipé la Bourse de New-York, les assureurs seront les seconds victimes du krach. « Le tremblement de terre me coûtera au moins 200 millions de dollars cette année », estime John Corroza, le directeur de la compagnie Fireman Fund Insurance Co. à San-Rafael, et encore 50 millions l'an prochain. Sa compagnie s'apprête à indemniser 5 000 clients. Pour l'instant, la profession s'apprête à indemniser 5 000 clients. Pour l'instant, la profession s'apprête à indemniser 5 000 clients.

Dans les autres secteurs, les conséquences sont plus difficiles à apprécier. Dans la construction ? Certains s'attendent à un véritable boom. Plus de 110 000 maisons ont été détruites, en milliers d'immeubles sont déclarés dangereux. Il faut reconstruire. « 125 000 emplois vont être créés rapidement dans ce secteur », estime Philippe Vincent, économiste à la First Interstate Bank, qui pense que la Californie aura besoin de main-d'œuvre en provenance des autres Etats pour faire face à cette situation.

D'autres observateurs sont plus prudents. L'expansion dans ces métiers, qui occupent déjà 145 000 personnes, ne sera, selon eux, qu'artificielle. Ils attendent, ou assiste à une flambée des prix sur certains matériaux de construction (plus 30 % sur le contreplaqué par exemple).

En sera-t-il de même sur les prix de l'immobilier ? Là encore, les analyses sont divergentes. La demande va-t-elle rebondir ? « Je ne crois pas que les gens vont se dévotiser pour aller à Buffalo, par exemple », juge M. Edelstein, professeur d'urbanisme à l'université de Berkeley, qui ajoute : « Ils aiment trop la Californie et son art de vivre ». Pour beaucoup d'experts, les prix des immeubles pourraient néanmoins diminuer dans une première étape. Il est vrai qu'ils avaient explosé depuis le début de l'année.

Mais les milieux concernés restent unanimes. « Ce qui est impor-

tant, ce sont les investissements du Japon, de Taiwan et de Hong-kong », souligne par exemple Michael Steingraber, un agent immobilier de San-Francisco. Le séisme n'a pas fait bouger les Asiatiques. Ceux-ci maintiennent, d'après plusieurs sondages, leurs intentions d'investissements dans la région. Les Japonais avaient déjà placé, en 1988, 5,6 milliards de dollars dans l'immobilier californien.

La Silicon Valley épargnée

En fait, deux semaines après le séisme de terre, la Californie respire. Elle avait craint, au moment que la catastrophe du 17 octobre n'amène certaines entreprises à prendre le poudre d'escampette. « L'ensemble des industries de technologies et celles des semi-conducteurs ont finalement subi peu de dégâts », explique Stephen Levy, directeur



du Centre pour l'étude de l'économie de la Californie, ajoutant : « Si un seul laboratoire de la Silicon Valley avait subi des dommages graves, les conséquences sur l'activité des autres entreprises auraient été immédiates : elles auraient quitté la Valley, cette région sacrée pour l'ensemble de l'Etat ».

Rassurés, les experts locaux n'en font pas moins remarquer que le séisme de terre pourrait avoir une conséquence inattendue. Pour aider les victimes de la catastrophe, pour reconstruire les infrastructures, l'Etat a besoin d'argent. De beaucoup d'argent. D'après une enquête récente, 71 % des habitants de la baie sont désormais prêts à accepter une augmentation des taxes. La Californie pourrait décider d'augmenter les impôts de l'Etat, jusqu'à 13 %, cette loi instaurée dans les années 70 par un certain... Ronald Reagan. C'était le début de la révolution réaganienne. Le séisme de terre en marquera-t-il la fin ?

M.-D. MEYER

Philippe Kahn dans la tourmente

SAN-FRANCISCO
correspondance

Des ordinateurs éparpillés sur des terrains de tennis, à sécher, comme du linge. Le spectacle est insolite. C'est celui que l'on découvre en arrivant au siège de la société de services informatiques Borland - dans la Scotts Valley, en Californie. Là comme à San-Francisco, les entreprises ont souffert du séisme de terre du 17 octobre dernier.

Comme ailleurs, on s'est organisé. Avec ses collaborateurs, Philippe Kahn, le Français qui a créé cette célèbre affaire, surmonte les effets de la bousculade. Avec le système D... et avec succès.

Pas question de pigriser, pour Philippe Kahn, les commandes. Il était en voyage en Australie. Deux heures après le terrible séisme de terre, il pouvait

à rare privilège - communiquer avec ses collaborateurs par l'intermédiaire d'un terminal d'ordinateur, alors que l'ensemble des lignes téléphoniques était réduite.

Pas question non plus de perdre des commandes. Le mardi 17 octobre, les locaux de l'entreprise - où sont occupés 425 employés et installés les ordinateurs utilisés pour le développement des nouveaux logiciels - étaient inondés à la suite de l'écroulement des pompes à eau. Le personnel de Borland s'est retrouvé pendant deux jours dans les parkings. Les quatre téléphones rescapés, une fois reconnectés, ont été réservés pour les prises de commande des clients. Comme beaucoup d'autres entreprises de la région, Borland s'est trouvé confronté à un problème de personnel.

Après la destruction du Bay Bridge, nous avons dû mettre à la disposition de nos employés des chambres d'hôtel, d'autres ont travaillé à domicile à partir de leur terminal d'ordinateur », explique Dick Mac Donnell, le directeur de la communication de Borland. Dès jeudi - deux jours après le séisme de terre - l'ensemble du personnel de recherche et de développement pouvait reprendre le travail dans des locaux réaménagés.

« Aucun de nos joyaux n'a été perdu », ajoute Dick Mac Donnell. La société était justement sur le point de lancer un nouveau logiciel, Quatro Pro. « Toutes les semaines, nos techniciens mettent à jour un code original transféré sur d'autres ordinateurs », explique-t-on chez Borland. C'est parce que le code a été sauvegardé avant le séisme que nos informaticiens ont pu se remettre rapidement au travail. »

Certes, Borland a dû faire face à quelques mesquineries de la part de concurrents mieux situés sur la carte des Etats-Unis. L'un d'eux, Microsoft, a voulu en profiter pour discréditer le nouveau matériel de Philippe Kahn. Un des employés de Microsoft tenta de faire croire, dans une lettre d'information diffusée par informatique, que le séisme avait de redoutables effets pervers sur le dernier logiciel de Borland, Le sang de Philippe Kahn ne fit qu'un tour. Il exigea que Microsoft retire son message. Ce qui fut fait, avec des excuses. Borland devrait finalement surmonter sans trop de conséquences cette difficile période. Ses ventes ont augmenté de 32 % au deuxième trimestre par rapport à 25,2 millions de dollars (environ 164 millions de francs). La pente devrait être conservée.

M.-D. M.

CONVICTIONS

« Les pays de l'Est pourraient économiser en important du matériel d'occasion »

estime Heinrich Vogel, le président de l'Institut de recherches sur l'Est et les relations internationales de Cologne (IFA)

« Que feriez-vous pour apporter une solution au problème des transferts de technologie entre l'Ouest et l'Est ? »

« L'insisterais pour que des actions soient prises dans le sens d'un assouplissement du contrôle des transferts de technologie jusqu'à un seuil minimal convenable. Les règles actuelles du COCOM (1) sont obsolètes. Mais je crois aussi que le transfert du « know-how » (savoir-faire) dans le secteur de la bureaucratie, par exemple, est aussi important que les transferts d'argent-frais ou de technologie de pointe. L'Europe de l'Ouest peut donner des conseils pour aider au recyclage des personnes mises au chômage, ou mettre au point un véritable système de perception des impôts.

Assouplir

les règles du COCOM

Tout ce que les relations diplomatiques se maintiennent en l'état actuel, et que les négociations sur le contrôle des armements se poursuivent, je vois de bonnes raisons pour assouplir les règles du COCOM. Il faudrait changer notre perception de la menace représentée par les pays de l'Est, et les traiter davantage comme les pays en développement, non comme des adversaires. Je pense aussi qu'il ne faut pas seulement assouplir les règles sur les transferts de technologie de la part de l'Ouest, mais aussi diminuer les ambitions des pays de l'Est. Ces pays demandent davantage de technologie qu'ils ne pourraient assimiler. Le COCOM n'est donc pas un véritable problème. On plu-

tot, c'est un problème Ouest-Ouest et non un problème Est-Ouest.

« Qu'entendez-vous par la diminution des ambitions de l'Est ? »

« Les pays de l'Est pourraient économiser beaucoup d'argent, par exemple, en important du matériel d'occasion, du matériel économiquement obsolète, mais technologiquement utilisable. Des équipements, par exemple, dans le domaine médical, qui peuvent encore fonctionner pendant une décennie, mais qui étaient à la

pointe de la technologie il y a cinq ou dix ans. Du matériel vieux de dix ans est considéré comme obsolète, mais peut encore faire la différence, par exemple, pour l'industrie électrique polonaise.

Dans le secteur des équipements médicaux (c'est un terrain humanitaire plus que véritablement économique), l'Ouest pourrait céder du matériel d'hôpital qui est actuellement délaissé. Cela pourrait améliorer la situation critique dans laquelle se trouvent ces pays, à bas prix. Les pays d'Europe de l'Est paraissent aujourd'hui ouverts à

cette idée. Ils acceptent également davantage les procédures de vérification des importations de technologie, similaires aux vérifications des forces nucléaires intermédiaires dans le secteur de l'armement. Ces idées ne sont plus taboues.

« Prévoyez-vous des changements dans les règles du COCOM ? »

Malheureusement non. Il y a des discussions continues sur la réduction de la liste des produits interdits et l'assouplissement de certaines règles, mais je crains qu'aucun changement ne survienne, et que le COCOM ne demeure un point de contentieux dans les relations entre pays occidentaux. Le COCOM fait beaucoup plus de mal à la coopération entre pays occidentaux qu'il n'en fait à l'Est.

« Vous vous référez aux représailles américaines imposées à la firme japonaise Toshiba, accusée d'avoir exporté illégalement vers l'URSS ? »

« L'affaire Toshiba, c'était du bluff. Elle ne représentait pas un véritable risque militaire. Nous savons tous que les Soviétiques avaient des sous-marins équipés des systèmes de propulsion qui ont donné lieu à controverse. Ils les avaient fabriqués eux-mêmes, avant d'avoir importé ces machines-outils Toshiba.

Propos recueillis par FRANÇOISE LAZARE

(1) Comité pour le contrôle multilatéral des exportations.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



LE CRÉDIT FONCIER DE FRANCE LANCE UNE OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE DES OBLIGATIONS 16,40 % NOVEMBRE 1982.

Le Crédit Foncier a, conformément au contrat d'émission, appelé au remboursement anticipé l'emprunt 16,40 % novembre 1982. Il propose, jusqu'au 13 novembre 1989, de remettre en échange de ces titres de nouvelles obligations 9 %, échéance octobre 1997.

Cette opération, qui vise à assurer la continuité du financement de la société, comporte pour les obligataires, par rapport au simple remboursement, un triple avantage.

En premier lieu, la valeur des titres 16,40 % retenus pour l'échange est supérieure au prix de remboursement contractuel : 6 290 F par obligation, contre 6 158 F (coupon net inclus).

Il est à noter que les gains éventuellement dégagés seraient, dans le cas des personnes morales assujetties à l'impôt sur les sociétés, soumis au régime des plus-values à court ou long terme ; pour les particuliers, les plus-values ne seront pas imposables à l'occasion de l'échange, mais uniquement en cas de revente des nouveaux titres, en tant que plus-values de cession.

En second lieu, les titres remis en échange présentent des caractéristiques attractives, notamment la liquidité de la ligne existante, forte déjà d'un montant de 7 milliards de francs, à laquelle ils seront assimilés.

Enfin, les modalités de l'opération garantissent aux obligataires, jusqu'à son dénouement, une protection de leur capital, dont la valeur restera au minimum égale à la valeur d'échange initiale.

Cette protection est réalisée grâce à un double mécanisme d'ajustement, des termes de l'échange tout d'abord, et du rendement des titres nouvellement créés ensuite, avec dans les deux cas, des conditions minimales garanties.

L'offre d'échange, préparée avec le concours du Crédit lyonnais, de la banque Paribas et de la Caisse des dépôts et consignations, est décrite en détail dans une fiche d'information qui a reçu de la COB le visa n° 89-477 en date du 27 octobre 1989 (BALO du 30 octobre 1989).

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

صكزا من الاصل

La Caisse des dépôts a une petite cousine au Québec

Si les Québécois s'affirment économiquement, c'est notamment grâce à l'action de la Caisse de dépôt et placement

MONTRÉAL
de notre correspondante

«Au Québec, il y a deux catégories d'hommes d'affaires : ceux qui ne critiquent pas la Caisse parce qu'elle a investi dans leur entreprise et ceux qui évitent tout commentaire parce qu'ils risquent un jour d'avoir besoin de ses capitaux. Dans le reste du Canada en revanche, on souhaite ouvertement la scission de cette institution parce qu'elle est devenue puissante et donc menaçante.

Le journaliste économique auteur de ces propos caricature à peine. Moins de vingt-cinq ans après sa création, la Caisse de dépôt et placement du Québec, chargée de gérer les fonds des régimes publics de retraite et d'assurance de la province, est devenue un mammoth, avec ses actifs de trente-deux milliards de dollars canadiens (1), dont les obligations ne représentent plus que 34 %.

Elle possède le plus important portefeuille d'actions du Canada, évalué fin 1988 à 8,7 milliards de dollars répartis dans 350 entreprises, surtout québécoises. Elle est le plus gros actionnaire de géants au capital très morcelé comme Bell Canada, Entreprises (6,07 % du capital), Canadian Pacific (5,1 %) et Alcan (5,05 %). Elle détient des parts importantes dans d'autres fleurons comme Dometic (16,4 %) dans le secteur des pâtes et papiers, Provigo (12,6 %) dans l'alimentation, Vidéotron (27,4 %) dans la télécommunication ou Connaught (20 %), le fabricant canadien de vaccin convoité par l'Institut Merieux.

Développement à long terme

Ses rares détracteurs québécois reconnaissent tous sa grande contribution à l'essor de la province. Fer de lance de l'émancipation économique du Québec, la Caisse a aidé la première génération de multinationales québécoises à émerger au cours des dernières années, elle a formé une pépinière de talents dont la province n'aurait pas eu la permission d'instituer un régime de retraite propre à la province. D'abord sceptique sur la nécessité de créer une caisse centrale pour gérer ces fonds, il s'est, dit-on, laissé convaincre après une visite en France à la Caisse des dépôts et consignations, qui « pratiquait, depuis Louis XIII, les vertus d'un sain capitalisme d'Etat » (2).

Soucieux de « remédier aux faiblesses structurelles de l'économie québécoise essentiellement déve-

loppée de l'extérieur », Jean Lesage fait adopter en juillet 1965 la loi créant la Caisse, sur le vague modèle de sa cousine aînée.

Dès le départ, sa mission est double : « satisfaire à des critères de rentabilité convenable » tout d'abord, « rendre disponibles des fonds pour le développement à long terme du Québec », ensuite. Lesage précise qu'il ne s'agit pas pour elle de « créer des entreprises ». Elle aura toutefois « les ressources et les pouvoirs nécessaires pour s'associer aux projets de création ou d'expansion qui lui seront proposés » ainsi que pour « constituer un groupe dont elle sera au besoin le pivot » dans le cas où le contrôle d'une entreprise risquerait de passer à l'étranger.

Pour encadrer son rôle, on décide que ses placements en actions ne dépasseraient pas 30 %

Quelques sorties à l'étranger

Les investissements à l'étranger de la Caisse de dépôt et placement du Québec comprennent deux volets : un portefeuille d'actions achetées sur les marchés boursiers internationaux d'une valeur de près de deux milliards de dollars canadiens actuellement d'une part, des participations d'un montant total de quarante millions de dollars dans neuf sociétés, dont cinq ont leur siège en France, d'autre part. Il s'agit de la banque privée Martin Maurel de Sipsac, de la Caisse d'investissement Sipsac, de la filiale française du groupe papeterie québécois du même nom, Pallas, holding du groupe Pierre Moussa, Incom, filiale de la Caisse des dépôts et consignations, et Sipsac, société lyonnaise de financement des PME créée en 1977.

Cette dernière prise de participation réalisée en mars dernier (15 millions de francs, soit 3 pour cent du capital de Sipsac) est sans doute celle qui correspond le mieux aux grands objectifs de la Caisse à l'étranger, à savoir : « Contribuer au développement international des entreprises québécoises et

de la Caisse, la modeste société Vidéotron de Marcel Chagnon a racheté cette entreprise en 1979, avant de devenir le maître de ce secteur au Québec et d'acquiescer ensuite une dimension internationale.

Peu après l'arrivée du Parti québécois (indépendantiste) au pouvoir en 1976 (3), la Caisse, dont l'actif atteignait cette année-là 5,3 milliards de dollars, est invitée à jouer un rôle moins effacé. À partir de 1979, elle se fixe comme politique de rechercher une représentation au sein des conseils d'administration des entreprises dans lesquelles elle a investi, de manière à ce que ses dernières « privilégient le Québec dans leurs achats, leurs investissements et leur expansion ».

Les grandes manœuvres de la Caisse commenceront véritablement en 1980 avec la nomination à

appuyer l'implantation de sociétés étrangères au Québec.

« Dans la perspective de la globalisation des marchés et de la création du marché unique européen, notre but est de trouver des partenaires comme Sipsac pour rendre service à nos PME, favoriser les transferts de technologie et les associations », explique M. Daniel Paillé, l'un des vice-présidents de la Caisse. « En retour, pourrions-nous, les entreprises européennes peuvent être intéressées à investir au Québec, tout en bénéficiant des accords de libre-échange entrés en vigueur en janvier dernier entre le Canada et les États-Unis ».

« A l'étranger comme au Canada, rien de mieux qu'une association internationale avec un partenaire et une représentation au sein de son conseil d'administration (obtenue dans le cas de Sipsac par exemple) pour nouer des relations étroites et favoriser les synergies, que ce soit en Europe, aux États-Unis ou en Asie », conclut M. Paillé.

de son actif total (plafond actuellement atteint) et que ses investissements immobiliers représenteraient 10 % de 30 % du capital d'une même société, limite bien supérieure à celle des banques (10 %) fixée par le gouvernement fédéral. La Caisse a d'ailleurs bien su profiter de cet avantage puisqu'elle est devenue la septième institution financière du Canada, juste après les plus grandes banques.

Jusqu'en 1980, la Caisse s'est efforcée d'asseoir ses bases et de gérer prudemment ses portefeuilles. Elle a discrètement aidé des entreprises moyennes à entrer en bourse. Son seul coup d'audace sera la prise de contrôle en 1971, avec plusieurs partenaires, de la société National Cablevision, dans le but de favoriser le développement d'une industrie naissante, la télécommunication. Grâce à l'appui

sa tête de Jean Campeau, haut fonctionnaire spécialisé dans les emprunts publics. Cet homme d'origine modeste rompt avec la gestion tranquille de ses prédécesseurs Claude Prieur, décédé en 1973 et Maurice Cazavan, qui a démissionné à la suite d'un désaccord avec le gouvernement de René Lévesque. Ardent nationaliste, Jean Campeau (sans aucun lien de parenté avec son compatriote Robert Campeau, roi d'un empire vacillant dans le commerce de détail américain) revient aux objectifs premiers de l'institution, en les poussant à leur limite : « rentabilité optimale des fonds, contribution active à l'essor économique du Québec ».

Coup sur coup, en l'espace de deux ans, la Caisse acquiert et « rapatrie », avec d'autres sociétés québécoises d'Etat, l'entreprise

Gaz Métropolitain, prend le contrôle du fleuron anglo-québécois Dometic et s'associe avec le financier Peter Bronfman pour mettre la main sur Noranda, géant du secteur minier.

Lorsqu'elle s'aventure à faire passer de huit à dix pour cent sa participation dans Canadian Pacific, le poids lourd du transport ferroviaire pan-canadien, elle déclenche un véritable tollé dans les milieux financiers anglophones du pays. On l'accuse d'être devenue « l'instrument financier du gouvernement québécois », de pratiquer un « socialisme déguisé » et de chercher à « nationaliser en douce » tout ce qui se présente à sa portée. A Ottawa, le gouvernement de Pierre Elliott Trudeau présente en catastrophe un projet de loi visant à empêcher toute société provinciale d'Etat à détenir plus de dix pour cent d'une société canadienne de transport. Le projet est finalement retiré mais Jean Campeau est échaudé.

Résultat : la Caisse accentue à partir de ce moment la diversification de ses placements. Elle donne de précieux coups de main aux grandes entreprises québécoises en difficulté lors de la crise économique de 1982, accroît la capitalisation des PME québécoises « bien établies, dynamiques et rentables », augmente ses investissements dans l'immobilier et surtout, se lance sur les marchés étrangers (voir encadré).

Promouvoir une alternative

Ce qui ne l'empêche pas de réaliser en août dernier la plus grosse acquisition de son histoire, au côté du Québécois Michel Gaucher, président de la société maritime Socomav. Elle a déboursé environ un milliard de dollars pour empêcher Steinberg, numéro deux du commerce alimentaire et important propriétaire immobilier de la province, de passer sous le contrôle d'une firme de l'Ontario. Commentaire amer d'un grand courtier de Toronto : « La Caisse est l'une des forces économiques les plus insidieuses du pays ».

Malgré les critiques, Jean Campeau, n'a jamais pu être pris en défaut au plan de sa gestion, menée de main de maître du haut du huitième étage de la tour bleutée de la Banque Nationale de Paris à Montréal dans laquelle la remise lous des bureaux. Depuis 1982, le rendement annuel moyen des fonds de la Caisse est de seize pour cent. Dans les semaines précédant le krach d'octobre 1987, ses gestionnaires ont vendu des actions d'un montant total de 230 millions de dollars, avant de racheter les titres en baisse, limitant ainsi l'impact du « lundi noir ».

Devant ceux qui lui reprochent la toute puissance d'une institution devenue « incontournable », Jean Campeau, d'ordinaire plutôt froid et pondéré se fâche : « La Caisse n'est qu'un 37^e rang des gestionnaires de fonds nord-américains. Pour réaliser des projets de grande envergure, le Québec a besoin de groupes financiers et industriels de grande taille. J'ai peine à imaginer que certains aimeraient voir la Caisse se répéter, se racornir pour devenir deux ou trois compagnies financières à petit rendement pour petites ambitions. Le Québec a besoin de géants pour porter ses couleurs », dit-il en soulignant que la seule province francophone du Canada ne représente que deux pour cent de la population nord-américaine.

Désormais sont en cours sur la création au Québec d'une banque d'affaires privée, sorte de super-pouvoir en capital-risque. La Caisse y participe. Une façon pour elle peut-être de promouvoir une alternative à son quasi-monopole dans la province.

MARTINE JACOT

(1) Un dollar canadien vaut environ 53 francs français.

(2) D'après Mario Pelletier, auteur d'un livre intitulé « La Machine à milliards » sur l'histoire de la Caisse, qui vient de paraître aux Éditions Québec-Amérique.

(3) Barta en 1985 par le Parti libéral de M. Robert Bourassa toujours au pouvoir.

L'HOMME DE L'ART

Damien Paturle, du quart-monde au monde de la micro

Drôle de parcours que celui suivi par Damien Paturle, trente-six ans, Le salarié d'ATD quart-monde (aide à toute la détresse) est devenu, après deux ans passés au Sénégal à gérer un réseau d'associations villageoises de développement, le codirecteur d'une société de distribution informatique, Symbiotec. Qu'il y ait peu de rapport entre l'aide aux plus démunies et l'animation d'une petite entreprise en pleine expansion, Damien Paturle le reconnaît volontiers. Sauf, peut-être, cette passion qu'il a pour le travail d'équipe, une passion à laquelle s'ajoute sa fascination pour la micro-informatique : « Une révolution comparable à celle de l'imprimerie, qui aura bientôt des conséquences sociologiques positives en permettant à tout un chacun d'accéder à une parcelle du savoir dans le pouvoir. » Une manière de résumer ses enthousiasmes passés et présents.

Dès 1983, il crée, avec son complice, Bruno Davoine, sa société, Symbiotec. Distribuant des périphériques pour l'environnement Apple, elle emploie trente personnes. Pour poursuivre sa route, Damien Paturle a accepté de céder 88 % de son capital au premier groupe européen du secteur, Métrologie International.

« Une solution qui nous a été imposée par la nécessité de croître plus vite que le marché », explique M. Paturle, maintenant que nous ne sommes plus que distributeurs (depuis 1987), nous avons intérêt à nous associer à une grosse société qui nous donne le poids nécessaire au contrôle des fournisseurs américains.

La solution le satisfait : « Avec Métrologie, c'est idéal, explique-t-il, car outre les capitaux, ils apportent un savoir-faire qui est utile, ils font exactement le même métier que nous, mais dans un autre monde, celui d'IBM. Pour eux,

c'est également une bonne opération qui leur permet d'accéder au monde Apple ».

Rien, en fait, ne prédisposait Damien Paturle à se retrouver chef d'entreprise. Ni ses études de sociologie ni ses trois ans, comme salarié, de l'organisation fondée en 1966 par le Père Joseph Wleńsky, ATD quart-monde. Aujourd'hui, après six ans comme chef d'entreprise, Damien Paturle n'a rien du génie précoce en jeans et tee-shirts qui incarne son illustre prédécesseur, Steve Jobs, le créateur d'Apple.

Sérieux et placide

Au contraire, il surprend par son look classique. Sérieux, Placide. Il a pourtant commencé dans son salon, comme Steve Jobs l'avait fait dans son garage. C'est l'indigence du feu qui l'a poussé à viser plus haut. Avec Bruno Davoine, très jeune ingénieur des ponts et chaussées, il a, aujourd'hui, trente et un ans, ils ont alors convaincu « au bluff » le groupe anglais Symbiotec qu'ils étaient les mieux placés pour débiter sur le marché français des disques durs et des réseaux Apple II. Le hasard a fait le reste. En 1987, la société mère cesse son activité, se rachète leurs parts et deviennent ainsi distributeurs d'Apple.

Damien Paturle a le goût du sport qu'il pratique assidûment dans le privé : tennis, ski, voile. D'ailleurs, le sport envahit aussi le domaine professionnel. C'est d'après lui, le chef du succès de sa petite entreprise de trente personnes. « Maintenant que nous avons signé pour cinq ans avec Métrologie, estime-t-il, on va pouvoir se battre dans la catégorie des grands. » Un nouveau challenge.

CATHERINE DERIVERY

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MAJORETTE

ACTIVITÉ ET RÉSULTATS SUPÉRIEURS AUX PRÉVISIONS

SOCIÉTÉ MÈRE

Le chiffre d'affaires de la Société mère, au 30 juin 1989, 238,7 millions de francs contre 164,4 millions, soit une progression de 45,2 % sur la période correspondante de l'exercice précédent. L'activité à l'exportation représente 69 % du chiffre d'affaires. Le bénéfice net ressort à 14,1 millions de francs contre 3 millions de francs, laissant apparaître une marge nette de près de 6 %.

Ces bons résultats confirment la reprise de la progression de l'activité et de la rentabilité de la société qui s'expliquent par :

- le recentrage de l'activité sur la voiture miniature de toute sorte et de toute taille ;
- l'innovation et la qualité des produits ;
- la possibilité de maintenir les prix de revient avec l'appui de la filiale industrielle de Thaisson ;
- la motivation et le dynamisme de l'ensemble du personnel.

D'autre part, les filiales de production : SOLIDO SA, SARL MAJORETTE PUB ont parvenues à des progrès dans les mêmes domaines à celle de la Société Mère.

GROUPE

Le chiffre d'affaires du Groupe pour le premier semestre de l'exercice 1989 ressort en hausse de 45,8 % à 302,9 millions de francs contre 207,8 millions de francs pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Majorette accroît ainsi de façon permanente sa part du marché mondial de la voiture miniature.

Le résultat net consolidé s'établit à 22,85 millions de francs contre 7,8 millions de francs, soit un niveau de rentabilité conforme aux objectifs de Majorette.

ACTIVITÉ AU 30.6.89

MAJORETTE SA

(En millions de francs)

	1989	1988	Variation en %
	410 539	286 658	+ 43,21
dont			
• FRANCE	128 816	117 126	+ 9,98
• EXPORT	281 723	169 532	+ 66,17
SOLIDO SA			
	48 214	32 791	+ 47,12
dont			
• FRANCE	29 071	19 569	+ 48,56
• EXPORT	19 143	13 222	+ 44,79

PERSPECTIVES 1989

A fin 1989, l'activité de la Société Mère et du groupe devraient progresser d'au moins 35 %.

Comme pour la majorité des exercices antérieurs, le second semestre permet d'obtenir un résultat supérieur à celui du 1^{er} semestre. Dans ces conditions, les résultats de l'exercice 1989 devraient ressortir un très nette amélioration tant pour les résultats de la Société Mère que pour les résultats consolidés et faire apparaître un niveau de rentabilité satisfaisant.

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE DROITE

YVONNE F. ven. soir et sam.
13, rue de Bassano, 16^e 47-20-98-15

VIETTES CUISINE FRANÇAISE. Spéc. de poissons. Fois gras fins. Cœufs de canard maison. Gibiers et légumes en saison. Carte 230/300 F. Salle climatisée.

RIVE GAUCHE

AU MOULIN VERT 45-39-31-31
34 bis, rue des Plantes, 14^e T.J.J.

Dans un cadre champêtre, venez déguster foie gras de canard,umon mariné, poisson du jour ou viande, dessert. Menu 155 F VSC. Salon 40 pers.

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14
25, r. Frédéric-Sauzet (Mareh-Mutualité) F. dim.

12 h 30-14 h 30, 20 h 30-24 h. Ouvert le samedi. Toujours son rapport qualité-prix, donc le menu 155 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année. Parking La-grange.

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

Magnifique aménagement traditionnel, très bonne rentabilité, implanté dans la région Rhin-Main (à 10 minutes de l'aéroport Francfort/Main), tout proche de la sortie/entrée d'autoroute A 5), situation géographique de premier plan, au cœur de l'Europe.

Aire d'exposition environ 4 000 m²
Aire de stockage environ 1 300 m²
Surface habitable environ 400 m²
Bureaux environ 200 m²
Superficie totale : 10 500 m²

A louer à la fin de l'année ou ultérieurement. Possibilité de construire, sous peu, un droit de préemption. Une extension de capitaux sera exigée.

Lettrés à adresser au journal, 5, rue de Montesson, 75007 Paris, France, sous le numéro de référence 8611.

appartements ventes

1^{er} arrdt
HALLES, rue de Jussieu, imm. rénovée, 60 m², 2 ch., 2 s., 2 b., 2 wc, cuisine équipée, salle de bain, parquet, 319 000 F, 45-48-22-70.

2^e arrdt
Palais-Royal, Louvre, 33 m², 2 ch., 2 s., 2 b., 2 wc, cuisine équipée, salle de bain, parquet, 319 000 F, 45-48-22-70.

3^e arrdt
PRÉF. PLACE DES VOSGES, dans imm. 18^e, 103 m², 4 ch., 4 s., 4 b., 4 wc, cuisine équipée, salle de bain, parquet, 450 000 F, 45-48-22-70.

4^e arrdt
MAIRIE, 4^e, rue de la Vierge, 33 m², 2 ch., 2 s., 2 b., 2 wc, cuisine équipée, salle de bain, parquet, 319 000 F, 45-48-22-70.

5^e arrdt
EXCEPTIONNEL, idéal placement ou pied-à-terre, dans immeuble XVIII^e siècle, 103 m², 4 ch., 4 s., 4 b., 4 wc, cuisine équipée, salle de bain, parquet, 450 000 F, 45-48-22-70.

6^e arrdt
RUE DE SEINE, imm. ancien, surface 65 m², 2 ch., 2 s., 2 b., 2 wc, cuisine équipée, salle de bain, parquet, 319 000 F, 45-48-22-70.

7^e arrdt
CHAMPELLE, 2 ch., 2 s., 2 b., 2 wc, cuisine équipée, salle de bain, parquet, 319 000 F, 45-48-22-70.

8^e arrdt
MADEIRAS, 4^e, rue de la Vierge, 33 m², 2 ch., 2 s., 2 b., 2 wc, cuisine équipée, salle de bain, parquet, 319 000 F, 45-48-22-70.

9^e arrdt
PL. ST-GEORGES, 2 ch., 2 s., 2 b., 2 wc, cuisine équipée, salle de bain, parquet, 319 000 F, 45-48-22-70.

10^e arrdt
PRÉF. FOLIES-BERGERE, 2 ch., 2 s., 2 b., 2 wc, cuisine équipée, salle de bain, parquet, 319 000 F, 45-48-22-70.

11^e arrdt
AV. REPUBLICAINE, 2 ch., 2 s., 2 b., 2 wc, cuisine équipée, salle de bain, parquet, 319 000 F, 45-48-22-70.

12^e arrdt
DAUMESNIL, 2 ch., 2 s., 2 b., 2 wc, cuisine équipée, salle de bain, parquet, 319 000 F, 45-48-22-70.

13^e arrdt
APPT. VENTE 12^e, 2 ch., 2 s., 2 b., 2 wc, cuisine équipée, salle de bain, parquet, 319 000 F, 45-48-22-70.

appartements ventes

16^e arrdt
TROCADERO, 2 ch., 2 s., 2 b., 2 wc, cuisine équipée, salle de bain, parquet, 319 000 F, 45-48-22-70.

17^e arrdt
IDEAL INVESTISSEUR, 2 ch., 2 s., 2 b., 2 wc, cuisine équipée, salle de bain, parquet, 319 000 F, 45-48-22-70.

18^e arrdt
JULES-JOFFRE, 2 ch., 2 s., 2 b., 2 wc, cuisine équipée, salle de bain, parquet, 319 000 F, 45-48-22-70.

19^e arrdt
GAMBETTA, 2 ch., 2 s., 2 b., 2 wc, cuisine équipée, salle de bain, parquet, 319 000 F, 45-48-22-70.

20^e arrdt
ST-FARGEAU, 2 ch., 2 s., 2 b., 2 wc, cuisine équipée, salle de bain, parquet, 319 000 F, 45-48-22-70.

91^e Essonne
KARIN DE ROSEN, 2 ch., 2 s., 2 b., 2 wc, cuisine équipée, salle de bain, parquet, 319 000 F, 45-48-22-70.

92 Hauts-de-Seine
LEVALLOIS, 2 ch., 2 s., 2 b., 2 wc, cuisine équipée, salle de bain, parquet, 319 000 F, 45-48-22-70.

93 Seine-Saint-Denis
BOULEVARD-BILLANCOURT, 2 ch., 2 s., 2 b., 2 wc, cuisine équipée, salle de bain, parquet, 319 000 F, 45-48-22-70.

94 Val-de-Marne
MAISON D'EXCEPTION, 2 ch., 2 s., 2 b., 2 wc, cuisine équipée, salle de bain, parquet, 319 000 F, 45-48-22-70.

Province
FACE AU MONT BLANC, 2 ch., 2 s., 2 b., 2 wc, cuisine équipée, salle de bain, parquet, 319 000 F, 45-48-22-70.

appartements achats

CABINET KESSLER
BEAUX APPTS DE STANDING
EVALUATION GRATUITE
AGENCES
FRANÇOIS FAURE
45-48-22-70

locations meublées

Paris
Collaborateur
Journal
2 ch., 2 s., 2 b., 2 wc
45-48-22-70

pavillons

LEVIS ST-JOHN
2 ch., 2 s., 2 b., 2 wc
45-48-22-70

chalets

Petit Bormand
2 ch., 2 s., 2 b., 2 wc
45-48-22-70



Hôtel du XVIII^e siècle entièrement réhabilité
Neufs, jamais habités.
Restent 3 appartements de qualité.
Prestations luxueuses.
Tél. : 46-22-03-80.
43-59-68-04, p. 22.
CABINET KESSLER
78, avenue des Champs-Élysées,
75008 Paris.

Les Belles Propriétés du Monde

NICE

Cause départ, exceptionnel, magnifique villa pleine de charme, sur 190 m². 60 jours + 4 chbres + studio indépendant + parking + 400 m² env. Jardin de rêve. Prix : 2 000 000 F.

46-22-03-80
 43-59-68-04 p. 22.

TRIEL-S/SEINE 78

Particulier vend maison, 3 chbres, 2 s. de bains, 1 500 m² terrain, vue exceptionnelle, garage, cave, buanderie.

Tél. : (16) 78-08-00-82.

MAISON BOURGEOISE

1890, 10^e gare centrale, 10 km Paris ligne Saint-Lazare, sur 900 m² terrain arboré clos murs, 8 pièces + dépendances 3 pièces, excellent état, belles prestations, 2 900 000.

AVIS
 BEZONS
 116, r. E.-Vaillant
 39-47-38-47

SUPERBE PROPRIÉTÉ EN CÔTE D'ARMOR

Surplombant la mer, cette jolie maison sur 2 000 m² de terrain vous offre de luxueuses prestations : 65 m² de séjour, 4 grandes chambres, 2 s. de bns, 2 s. d'eau, bibliothèque, salle de billard, cave, bar, lingerie, etc. Vue imprenable sur la baie de St-Brieuc. A VOIR ABSOLUMENT.

Tél. : (16) 96-73-01-34.

Sur la route du Mont-Saint-Michel, cette belle maison de 140 m² habitables avec 5 chambres, cuisine équipée, double séjour avec cheminée, grand couloir, vous charmera par son environnement calme et champêtre. Située dans un village bien équipé (écoles, commerces, collège, médecins...) à 15 km de Rennes, son prix est de 850 000 F.

Tél. : (16) 96-78-41-33.

Pour paraître dans cette rubrique « Belles Propriétés », contacter : 45-55-91-32, poste 4324.

حکومت الامارات

هكذا من الاجل

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

DES INVESTISSEMENTS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS		
2^e ARRONDISSEMENT		
2 pièces 61 m², 6 ^e étage	5, rue Volney GCI - 40-16-28-71	5.903 + 1.061
3^e ARRONDISSEMENT		
2 pièces, park. 55 m², 2 ^e étage	7-7 bis, rue Saint-Gilles COFIMEG - 43-21-63-21	7.935 CC
5^e ARRONDISSEMENT		
3 pièces, parking 72 m², 4 ^e étage	31, rue Claude-Bernard SGI/CNP - 47-42-17-61	7.952 + 1.127
9^e ARRONDISSEMENT		
5 pièces 150 m², 1 ^{er} étage	Rue de Maubeuge AGF - 42-81-17-86	13.500 + 1.200
11^e ARRONDISSEMENT		
3 pièces, parking 74 m², 1 ^{er} étage	12, imp. Carrière-Maignant SGI/CNP - 43-71-48-17	4.448 + 893
Studio, meublé 38 m², r.-de-ch.	74, rue Amelot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	3.510 CC/SEM.
Studio, meublé 28 m², r.-de-ch.	74, rue Amelot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	2.915 CC/SEM.
2 pièces, meublé 45 m², 5 ^e étage	74, rue Amelot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	5.295 CC/SEM.
4 pièces, parking 82 m², 2 ^e étage	Rue des Nanettes AGF - 43-38-74-48	6.500 + 540
12^e ARRONDISSEMENT		
2 pièces 48 m², 7 ^e étage	76, rue de Bercy LOCARE - 45-79-20-22	4.272 + 311
3 pièces, parking 72 m², 3 ^e étage	32, rue de Picpus SOLVEG - 40-67-06-99	5.970 + 1.070
14^e ARRONDISSEMENT		
3 pièces, parking 72 m², 3 ^e étage	96, av. du Maine SGI/CNP 43-22-23-81	6.188 + 912
3 pièces, parking 69 m², 1 ^{er} étage	8, rue de l'Ouest SGI/CNP - 43-20-54-58	5.865 + 822
4 pièces 91 m², r.-de-ch.	8, rue Leclerc CIGIMO - 48-24-50-00	6.200 + 556
2 pièces, parking 56 m², 15 ^e étage	90, av. du Maine SOLVEG - 40-67-06-99	5.345 + 788
15^e ARRONDISSEMENT		
2 pièces, 2 park. 45 m², 1 ^{er} étage	93, rue de Lourmel SOLVEG - 40-67-06-99	3.914 + 357

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
16^e ARRONDISSEMENT		
5 pièces, parking 128 m², 4 ^e étage	4, rue Félicien-David SOLVEG - 40-67-06-99	18.000 + 1.500
Studio, parking 36 m², 4 ^e étage	4, rue Félicien-David SOLVEG - 40-67-06-99	5.100 + 300
17^e ARRONDISSEMENT		
3 pièces 83 m², 3 ^e étage	5, rue des Dardanelles GCI - 40-16-28-71	8.285 + 1.382
19^e ARRONDISSEMENT		
Studio, neuf, park. 27 m²	Angle rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	2.800 + 242
2 pièces, nf, park. 50 m²	Angle rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	4.230 + 463
3 pièces, nf, park. 66 m² + 6 m² balcon	Angle rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	5.270 + 590
3 pièces, nf, park. Duplex 91 m² + 30 m² terrasse + 10 m² balcon	Angle rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	7.750 + 816
4 pièces, nf, park. Duplex 91 m² + 10 m² balcon + 35 m² terrasse	Angle rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	7.920 + 823
5 pièces, nf, park. Duplex 107 m² + 10 m² balcon + 11 m² terrasse	Angle rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	8.550 + 988
6 pièces, nf, park. Duplex 128 m² + 11 m² balcon + 23 m² terrasse	Angle rue Marin/Goubert COFIMEG - 45-65-37-02	10.210 + 1.150
4 pièces, parking 82 m², 3 ^e étage	Rue de Meaux AGF - 42-39-30-95	5.300 + 960
20^e ARRONDISSEMENT		
2 pièces, parking 50 m², 1 ^{er} étage	Rue Tolain AGF - 43-67-48-68	3.500 + 650
Studio, parking 43 m², 4 ^e étage	21, cité Leclerc SGI/CNP - 43-67-05-36	2.712 + 458
78 - YVELINES		
7 pièces, parking 129 m², r.-de-ch.	Ballly 34, sq. des Marronniers SOLVEG - 40-67-06-99	6.000 + 1.650

Type Surface/charges	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
78 - YVELINES (suite)		
4 pièces 83 m², r.-de-ch.	Maisons-Laffitte 56, rue de St-Germain LOCARE - 45-79-20-22	3.626 + 694
4 pièces 87 m², 3 ^e étage	Versailles 13, av. du Gd-Pensling COFIMEG - 38-54-21-39	4.800 + 1.113
4 pièces, parking 102 m², 1 ^{er} étage	Versailles 20/22, prom. Mère-Lise AGF - 42-44-00-44	5.810 + 1.350
3/4 pièces, park. 116 m², balcon r.-de-ch.	Viroflay 7, rue Joseph-Bernard CIGIMO - 48-24-50-00	7.640 + 1.140
91 - ESSONNE		
4 pièces, parking 76 m², 1 ^{er} étage	Gif-sur-Yvette Réail, Les Grandes-Courtilles GCI - 40-16-28-89	3.427 + 750
92 - HAUTS-DE-SEINE		
4 pièces 100 m², 1 ^{er} étage	Courbevoie 333, bd Saint-Denis CIGIMO - 48-24-50-00	5.480 + 490
3/4 pièces, parking 90 m², 1 ^{er} étage	Garches 13, rue des Suisses CIGIMO - 48-24-50-00	6.125 + 860
Studio, parking 36 m², 2 ^e étage	Levallois-Perret Rue Camille-Pellaton SOLVEG - 40-67-06-99	3.480 417
Studio 44 m², 2 ^e étage	Neuilly-sur-Seine Rue Feronnet AGF - 47-45-21-50	4.300 + 630
Studio, parking 29 m² + 19 m² terrasse, 5 ^e ét.	Neuilly-sur-Seine 22 ter, bd du Gd-Leclerc GCI - 40-16-28-68	3.908 + 450
3 pièces 98 m², 7 ^e étage	Ville-d'Avray Résidence Les Etoiles Domaine de la Ronce LOCARE - 45-79-20-22	5.064 + 1.080
4 pièces 109 m², 1 ^{er} étage	Ville-d'Avray Résidence Les Etoiles Domaine de la Ronce LOCARE - 45-79-20-22	6.032 + 1.228
94 - VAL-DE-MARNE		
4 pièces, parking 87 m², 2 ^e étage	Nogent-sur-Marne 68, rue François-Roland SOLVEG - 40-67-06-99	7.800 + 1.070
Maison, 4/5 pièces 146 m², jardin garages	Ormesson 62, av. des Tournées CIGIMO - 48-24-50-00	5.850 + 100
95 - VAL-D'OISE		
2 pièces, parking 49 m²	Cergy 24, chemin Dupuis-Vent SOLVEG - 40-67-06-99	2.138 + 478

Dégât des eaux : comment faire face

L'eau reste chez soi le risque numéro un : les dégâts qu'elle engendre arrivent en effet des accidents domestiques... Face à une inondation, une fuite d'eau, le locataire se sent quelque peu désarmé : comment procéder pour se faire rembourser les dommages causés ?

La première chose à faire est de lire attentivement son contrat d'assurance, qui, rappelle-t-on, est obligatoire pour le locataire. Généralement, les contrats d'assurances « multirisques » couvrent (chez soi et chez le voisin) les dommages matériels causés par des fuites d'eau, des ruptures de canalisations, de chaudières, de gouttières ; par des débordements d'installations sanitaires. L'assurance peut rembourser également les débordements d'appareils électroménagers (machine à laver par exemple), sauf si cela est dû au mauvais entretien de l'appareil. Ce dernier ne sera remboursé que si le contrat le mentionne expressément. Enfin, de plus en plus de contrats d'assurance incluent une garantie concernant les infiltrations à travers les terrasses et les balcons. Par contre, tout ce qui relève de l'entretien n'est pas remboursé : remplacement de canalisation, débouchage d'évier...

Quand et comment procéder ?

Dans les cinq jours qui suivent le dégât des eaux, prévenez votre assureur par lettre recommandée avec accusé de réception. Si l'un de vos voisins est touché par le dégât, vous avez intérêt à remplir avec lui un « constat amiable-dégât des eaux » (votre assureur pourra vous en fournir un exemplaire). De même si un accident chez votre voisin a endommagé votre logement.

Un expert est alors désigné par la compagnie d'assurance, pour évaluer les dommages - mais seulement au bout de quelques semaines. Dans votre intérêt, soyez présent lors de son passage. Vous pouvez également choisir un expert, que vous aurez à payer, sauf si votre contrat d'assurance comporte une clause « bonnaire d'expert ». L'expert vous adresse alors une lettre d'acceptation du montant des indemnités. Si cela vous convient, vous le retournez signée à la compagnie d'assurance chargée du dossier (la vôtre si le dégât des eaux est survenu chez vous). En principe, le règlement vous arrivera quelques semaines plus tard. Si vous n'êtes pas d'accord sur le montant des indemnités, vous pouvez demander une contre-expertise : l'expert est alors choisi d'un commun accord entre l'assureur et l'assuré. Les frais sont alors partagés entre les deux parties.

Le problème auquel se heurtent le plus souvent les assurés concerne le montant des remboursements. Généralement, sont pris en charge les dommages causés au mobilier, aux vêtements, à l'immeuble... Encore faut-il pouvoir prouver la valeur des objets ! Pour ce qui concerne les peintures, revêtements et moquettes, l'assureur doit remettre la pièce en état, « à l'identique ». Ainsi, quand le mur d'une pièce est touché, toute la pièce doit être refaite comme avant, dans une qualité similaire. Vous êtes en droit de faire appel à la compagnie d'assurance, qui aura tendance à sous-estimer la valeur des choses, se basant sur la « valeur réelle », qui déduit de sa valeur à l'achat la vétusté d'un objet.

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



IMMOBILIER
D'ENTREPRISEAGENDA
IMMOBILIER

bureaux bureaux

Locations

TOUR MAINE-MONTPARNASSE
1250 m² divisibles
VAUGIRARD
500 m²
COGETOM
Tél. : 46-58-52-22

VUE PANORAMIQUE
A Montparnasse pour quelques **PRIVILÈGES**
BUREAUX ÉQUIPÉS
avec services
élec., tél., fax, domiciliation
CANAL 75 : 45-38-70-98
3, rue de l'Arrière
75015 PARIS

Domiciliation depuis 50 F/m²
Paris 15^e P. 15, 12, 18 et 17.
CREADOM 17^e : 45-47-05-28.
INTER DOM 12^e : 45-40-51-45.

emplois
internationaux

AU PARLAI ANGLETERRE
Park Lane, Londres
Notre agence dispose
d'une liste de familles
dans Londres et le plus
sérieux 500 F le mois.
Notre service sans frais,
Park Lane, Henrietta,
22 Upper, Maudslayi Street,
Londres, Angleterre.
Tél. : 16-44-272-281062

OFFRES
D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ DE CRÉDIT
ch. pour PARIS et NICE

COLLABORATEURS

Ecole supérieure
de commerce pour devenir

RESPONS. DES SERVICES
CRÉDITS COMMUNAUX
Env. C.V. et prêt à : SMO,
219, r. de Valenciennes, Paris 11^e

STÉ PARIS-18^e RECH.
SECRÉTAIRE DACTYLO
avec ambition
47-52-16-16

DOMICILIATION
BURX. TELEPHONE. TELEX.
AGECO, 42-94-85-28.VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS

Construction de sociétés et
tous services 45-55-17-80.

GROUPE ASPAC

1^{er} RESEAU NATIONAL
DE CENTRES D'AFFAIRES
proposant bureaux et salles de
réunions équipés très confortables
et services : tél., fax, fax,
secrét. TDC, etc. etc. etc.
45-20-23-25

Marseille : 80-17-18-19
Paris : 81-22-48-00
Rennes : 20-71-00-90

Paris 8^e, 9^e, 15^e
+ de 20 centres en France
Info Minut : 9516 ASPAC.

PRÈS BOURSE 190 m²

ref. n° avec show-room.
13 000 F sous-est. 15 000 F.
40-20-02-15.

SAINT-LAZARE
85 m² avec show-room.
1^{er} étage. 12 500 F.
40-20-02-15.

SAINT-DENIS CENTRE
1200 m² + bureau, part.
de quel de démontage. Acier
grès porteur. 25 000 F.
40-20-02-15.

2^e GRAND LOCAL
en rue de ch. 220 m² sous-est. 20 000 F.
40-20-02-15.

COULEURS
total en boutique 190 m²
sous-est. 15 000 F.
40-20-02-15.

L'AGENDA

Bijoux

BIJOUX ANCIENS
BAIGES ROMANTIQUES
se choisissent chez GILLET
ACHAT OR
20 % de réduction
GILLET, 19, rue d'Arcole,
75004 Paris.
Tél. : 45-34-00-33

Cours

LECONS DE PIANO
et de solfège
Tous niveaux
Environnement à domicile
Tél. : 45-45-78-48

COURS D'ARABE

JOURNÉE, SOIR
ET SAMEDI
AFAC, 42-92-83-32

Vacances

Tourisme

Loisirs

SKI DE FOND

HAUT JURA

3 h de Paris par T.S.V.
Yves et Liliane vous accueillent
(14 pers. max) dans
terme du XVIII^e, confortables
et rénovés, chaux avec
s.b.b., w.c., table d'hôte,
cuisine, piscine et piscine, pain
chaud cuit au feu de bois.
Ambiance sympathique. De
2 200 F à 2 700 F par pers.
et services 15 corvées, par
son complet + vin, mon-
ner en matériel de ski (18)
81-36-12-51 ou carte : Le
Cité-Agnes, 25800 MONTMONT.

COTE D'AZUR

DOMAINE PRIVÉ DU CAP BENAT
140 hectares de privilèges

Terrain rare

Dernière chance d'acquies à 5 km du Lavandou, face aux îles d'Or, l'un des plus
beaux terrains constructibles... protégé à tout jamais au cœur d'un parc de 140 hec-
tares, classé, privé, gardé toute l'année.

Documentation réservée. Pour le recevoir, adressez aujourd'hui même votre carte de
visite à POSDONA - Département vente, Domaine privé du Cap Benat, 63230
BORNE-LES-MIMOSAS, ou téléphoner à M. JEANNOT au 94-71-27-28. Télécopie :
94-64-86-05.

25 APPARTEMENTS TRÈS SOIGNÉS

AU PIED DU TELEPHÉRIQUE DE L'AIGUILLE DU MIDI

LE MORGANE

A CHAMONIX MONT-BLANC

1035-4807

RENNES-LES-MIMOSAS

Schmidhauser

GENÈVE

ANNEMASSE

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

RENNES-LES-MIMOSAS

Praz-sur-Arly

329.000 F
Megève en voisin

Avec 13.160 F
à la
réservation
(49%)

Au cœur d'une station-village
typiquement savoyarde, votre
appartement 2 pièces tout
équipé proche des pistes
et des commerces.

Existe également en studios et appartements
3 pièces.
Financement personnalisé. Gestion locative assurée.

(1) 42.25.25.25
LM 03.11.89

Bon documentation sur PRAZ-SUR-ARLY

Nom _____
Adresse _____
Tél. Dom. _____
Tél. Bur. _____
66, CHAMPS-ÉLYSÉES - 75008 PARIS

219.000 F

Piscine
et tennis
privés

Avec 8.780 F à la réservation (49%)

Votre maison 2 pièces tout équipée
au calme d'un
village typique-
ment provençal,
dans l'arrière-
pays de Hyères.

Existe également
en maisons
3 pièces.
Financement
personnalisé.
Crédit 100% possible.

(1) 42.25.25.25
LM 03.11.89

Bon documentation sur FORCALQUEIRET

Nom _____
Adresse _____
Tél. Dom. _____
Tél. Bur. _____
66, CHAMPS-ÉLYSÉES - 75008 PARIS

ENQUÊTE :

LES VRAIS REVENUS
DES ENSEIGNANTS

Il n'y a pas que le salaire qui compte. En plus de leur traitement mensuel, bien des profs tirent des revenus annexes, parfois très importants, des heures supplémentaires, des « colles », des cours particuliers, ainsi que d'autres interventions, notamment dans la formation continue. En tête du palmarès des « heureux », les enseignants de gestion, de technologie, de maths, d'éducation physique, d'anglais. L'enseignement paie-t-il moins bien que l'entreprise ? A bien y regarder, pas si sûr !

■ LES INGÉNIEURS D'UNIVERSITÉ

Les universités forment de plus en plus d'ingénieurs. Les atouts de ces
filiales pour les jeunes diplômés : une formation de haut niveau et une
bonne cote auprès des entreprises. Le Monde de l'éducation indique la
démarche à suivre et les adresses utiles pour s'inscrire.

■ L'INITIATION AUX LANGUES
ÉTRANGÈRES DÈS LE PRIMAIRE

L'initiation aux langues étrangères dans les écoles primaires, lancée
par Lionel Jospin, a trouvé un actif soutien de la part des
municipalités. Une expérience à découvrir dans le Monde de
l'éducation.

■ L'UNIVERS CULTUREL
DES TOUT-PETITS

Quand ils ne regardent pas la télé, les 3-6 ans débordent d'activités
culturelles (lecture, musique, jeux, cinéma...) pas toujours du goût des
parents et des enseignants.

NUMÉRO DE NOVEMBRE - 17 F
En vente chez votre marchand de journaux

مكتبة الأمل

PARIS, 31 octobre ↑

Cours relevés

Comptant (addition)

SICAV (addition)

31/10

VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS																			
Cours		%		Cours		%		Cours		%		Cours		%		Cours		%		Cours		%		Cours		%		Cours		%													
du port.		du coupon		du port.		du coupon		du port.		du coupon		du port.		du coupon		du port.		du coupon		du port.		du coupon		du port.		du coupon		du port.		du coupon													
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations															
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations											
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations							
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations</																															

Renseignements :

45-55-91-82, poste 433

g : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

هكذا في الاجل

Selon le quotidien anglais « The Independent »

Un marchand d'armes syrien serait lié à l'attentat de Lockerbie

Londres (Reuters). — Un marchand d'armes syrien serait lié à l'attentat commis contre un avion de la PanAm au-dessus de l'Ecosse en décembre dernier, selon des documents judiciaires cités, jeudi 2 novembre, par le journal *The Independent*. Celui-ci écrit que des citations à comparaître adressées par les avocats de la PanAm à la CIA et à cinq autres organismes gouvernementaux américains leur demandent de divulguer tous les documents liant ce Syrien à l'attentat contre le vol 103 de la PanAm, qui avait fait 270 morts.

Selon *The Independent*, la PanAm engage des poursuites judiciaires pour prouver que le Mossad (services secrets israéliens) avait averti vingt-quatre heures à l'avance les autorités américaines du projet d'attentat contre l'avion de la PanAm. Les citations à comparaître font allusion à ces avertissements ayant précédé l'attentat du 21 décembre dernier, à un trafic de drogue réalisé via la section des bagages de la PanAm à

Frankfurt, d'où était parti le vol 103, et à la surveillance exercée dans cette même ville par la police ouest-allemande, précise le journal.

Le Syrien cité dans les documents judiciaires serait impliqué dans des ventes d'armes en Amérique centrale et aurait joué un rôle d'intermédiaire dans la libération d'otages français qui étaient détenus par des militants pro-iraniens à Beyrouth, selon *The Independent*.

Ces informations font suite à celles publiées mercredi par le *New York Times* qui, citant des responsables américains, avait indiqué qu'un Palestinien détenu en Suède et lié au Front populaire de libération de la Palestine — commandement général (FPLP-CG) d'Ahmed Jibril — avait joué un rôle-clé dans l'attentat de Lockerbie (le Monde du 2 novembre). Il aurait pu, notamment, acheminer la bombe responsable de l'explosion du Boeing de Malte en RFA.

Ancien ministre des affaires étrangères norvégien

M. Thorval Stoltenberg prendrait la direction du Haut-Commissariat pour les réfugiés

L'ancien ministre norvégien des affaires étrangères et de la défense, M. Thorval Stoltenberg, devrait succéder à M. Jean-Pierre Hocké à la tête du Haut-Commissariat pour les réfugiés. M. Perez de Cuellar a proposé son nom, pour agrémenter, aux différents groupes régionaux de l'ONU, qui l'ont tous accepté, a-t-on appris, le mercredi 1^{er} novembre de source informée à New York.

M. Jean-Pierre Hocké, qui a quitté ses fonctions le 31 octobre, a été provisoirement remplacé à la tête du HCR à Genève par M. Gerald Hinderregger qui assure l'intérim (le Monde du 28 octobre). Un groupe de travail chargé de surveiller la gestion, contestée, de M. Hocké, avait récemment été mis en place à ses côtés.

Concernant la mise en cause — anonyme — de M. Hocké, pour avoir puisé dans un fonds spécial danois afin de financer ses voyages, un document du 23 octobre émanant du ministère des affaires étrangères de Copenhague, apporte certaines informations, nous indique notre correspondant à Genève, Isabelle Vichniac. Selon ce document, le prédécesseur de

M. Hocké, le Danois Poul Hartling, avait été autorisé, par une lettre datée du 27 janvier 1978 et à la suite d'un arrangement mis au point par un autre Danois, M. Ole Volffing, directeur des affaires extérieures du HCR, à puiser dans ce fonds, destiné à l'origine à financer l'éducation des réfugiés, pour ses frais additionnels de voyage et de représentation. Selon le même document, M. Hartling n'a jamais consacré ces fonds à l'éducation, car d'autres rubriques budgétaires étaient prévues à cet effet. Aucun autre document ne prouve que l'« arrangement » dont M. Hartling bénéficiait aurait été dénoncé à l'arrivée de M. Hocké, en 1986, et le fonds a été alimenté sans interruption. M. Hocké, ainsi que cinq autres fonctionnaires, dont M. Volffing, l'a toujours utilisé dans les mêmes conditions que M. Hartling.

Cette caisse a également servi à financer discrètement des opérations telles que l'assistance aux réfugiés tibétains, pour lesquels on avait des raisons de penser que au nom de la *realpolitik*, les pays donateurs auraient refusé de verser le cordon de leur bourse.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Le dernier départ

C'EST pas un billet d'humeur que je vais épingler à la porte de ma loge, aujourd'hui, c'est un billet d'humeur. Encore un, oui ! Faut vous dire, je l'ai mauvaise, en ce moment, exécrable. La faute à qui ? A quoi ? Au courrier. Vous êtes confiant, vous êtes gentil, vous me répondez de ce que je vous envoie, et il y a des fois où ça va tellement pas que ça me donne envie de hurler à la lune. Surtout là, au lendemain de l'hécatombe de la Toussaint. On s'en souviendra de celle-là. Elle a battu tous les records.

Rien d'étonnant. Vous vous rappelez ? Florent, ce jeune garçon tué à vélo par un ivrogne au volant, un récidiviste ? Son assassin a été condamné à six semaines à Pontonville. Un mois de prison ferme. Là, c'est fait, il l'a purgé, il est libre. Pas libre de recommencer immédiatement, non, dès qu'on lui aura rendu le permis qu'on lui avait déjà retiré après son premier crime et qu'on s'est empressé de lui redonner pour qu'il puisse en commettre un second.

Mais voici mieux, voici plus, voici Marc égaré par un chauffeur complètement péti, qui a écopé, lui, à Melan, d'un petit mois de prison... avec sursis !

Qu'est-ce que vous dites de ça, n'est-ce pas ? Secrétaire d'Etat aux transports, hein ? Remarque, je le sais, je l'ai lu hier dans le *Quotidien*. On vous demandait ce que vous comptiez faire pour que la France ne soit plus le lanternier rouge de l'Europe en matière de sécurité. Des contrôles médicaux obligatoires tous les cinq ou dix ans ? Quelle idée ! Non, inciter les toubib à signaler que le Ternes, ça risque de vous filer un coup de pompe quand vous donnez un coup d'accélérateur. Montrer la réalité au lieu de la cacher en abandonnant espérés dans le fossé les carcasses des bégayés accidentés pour nous foutre le pécho ? Pas question de faire dans l'hémoglobine, voyons, ce serait d'un mauvais goût ! Punt avec férocité les excès de vitesse et le refus de priorité ? Certainement pas ! Essayer de faire évoluer en douceur les mentalités en multipliant les campagnes en faveur d'une conduite apaisée.

Et ça, faut savoir, c'est lent à bouger, les mentalités, plus lent que des hélices-cobolides lancées à 180 kilomètres à l'heure sur les routes du grand, du dernier départ.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Affaires : « Une nation "ard venue" », par Etienne François. Recherche : « La dangereuse ignorance de l'Asie », par Gilbert Etienne. Bonheur : « Notre police, notre armée », par Albert Memmi 2

Le Liban

Le Liban et l'accord de Taëf. Le parlement est convoqué le 4 novembre pour désigner un président 3

Le prochain voyage de M. Kohl en Pologne

Controverse autour d'un projet de messe en allemand en Haute-Silésie 4

Elections en Grèce

Ni la gauche, ni la droite ne semblent assurées d'une nette majorité 4

Points de vue

« Le dernier verrou de la souveraineté », par Michel Aurillac. « Les privilèges des parlementaires », par Jean-Jacques Dupeyron 11

SECTION B

Le « mort-vivant » de Lamotte-Bouvron

Une bavure médico-légale dans le Loiret-Cher : le suicide n'était que dans le coma 14

Léautaud par Michel Serrault

Le misanthrope et le bibliophile 17

Viva le cinéma !

Films français à Florence. Films italiens à Annecy 17

Le design à coups de marteau

La galerie Néotu présente les derniers meubles-objets de Pucci di Rossi, sous le signe de l'humour et de la décadence 18

La réglementation des programmes télévisés

Le CSA demande le report au 1^{er} janvier 1992 de certaines obligations 20

Sports

Tennis : Wilander, la défaite en déchantant. Football : les Marseillais résistent à Athènes 24

SECTION C

LIVRES & IDÉES

Les yeux de M^{me} Yourcenar

La vieille dame infatigable s'apprête à voyager. En pélerin et en égaré 24

est un véritable rallye des cultures et des civilisations 25

SECTION D

Le procès de Jeanne d'Arc

Le jugement en 1431, la révision du procès en 1455 : l'édition monumentale — des pièces du dossier — est enfin achevée 30

Le feuillet de Michel Braudeau

Robert Carter, Howard Buten, Edmund White, Roland Topor ou les jeux du langage et du bizzare 26

Wall Street accuse son informatique

Après le krach du 13 octobre, le « programme trading » est remis en question 33

Rations au plomb pour vaches hollandaises

L'agriculture des Pays-Bas malade de la pollution 34

Ciel sans nuage pour l'économie autrichienne

La croissance devrait être de 4 % cette année 34

AFFAIRES

Le textile perd le Nord

Une concurrence européenne, une modernisation forcée, des licenciements massifs dans un marché peu de chagrin 35

A San-Francisco, l'économie repart

Après le séisme, les entreprises font leurs comptes 37

SERVICES

Abonnements 24

Annonces classées 39 à 41

Carnet 22

Expositions 21

Marchés financiers 42 et 43

Météorologie 22

Mots croisés 23

Radio-Télévision 23

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de « Monde » daté 2 novembre 1989 a été tiré à 385 849 exemplaires

A Saint-Etienne

Inculpation de deux gendarmes après le vol d'une carte bancaire

LYON

de notre bureau régional

L'affaire a commencé par une enquête de la gendarmerie sur le recel et la revende d'objets volés menée par la brigade des recherches de Saint-Etienne. Au printemps 1988, Gérard Ollagnier, qui réside à Rive-de-Gier (Loire), est suspecté d'être lié à ce trafic. Il est placé en garde à vue. C'est au cours de celle-ci que disparaît sa carte bancaire. Dans la nuit du 4 au 5 mai, alors qu'il n'avait pas été remis en liberté, sa carte était utilisée à plusieurs reprises.

Son numéro de code étant inscrit dans l'étui qui contenait sa carte, un retrait de 1 000 francs et un autre de 800 francs étaient effectués auprès d'un distributeur automatique. Dans la même soirée, cinq « factures » de carte bancaire d'un montant total de 2 500 francs étaient signées à l'« Evasion », établissement de nuit que les Stéphanois appellent « bar à champagne » et où les serveuses sont aussi pétillantes et légères que la boisson qui y est servie. Quelques temps plus tard, Gérard Ollagnier portait plainte contre X...

Pendant que Gérard Ollagnier était en garde à vue, le marchand des logis Alain Mousse, qui avait interpellé celui-ci peu de temps auparavant, fût avec plusieurs de ses collègues sa promotion au rang de marchand des logis-chef. Le lien de collaboration était précisément l'« Evasion ». Il a fallu plus d'un an, et la découverte, par le substitut du procureur en charge du dossier, d'une similitude parfaite entre les signatures apposées sur les « factures » de la carte volée et celles apposées au bas du procès-verbal.

□ Faibles répliques après le tremblement de terre en Algérie. — La terre tremble encore en Algérie dans la région de Cherchell-Tipasa qui a été ébranlée par le séisme du dimanche 29 octobre. Mais il s'agit là de répliques normales. Mercredi, le bilan officiel du tremblement de terre du 29 octobre était de vingt-quatre morts et de quatre cent cinquante blessés. Deux personnes, brûlées lors d'un incendie consécutif au séisme, sont mortes à l'hôpital de Douéra.

Les habitants de la région de Cherchell-Tipasa se plaignent toujours de la lenteur de l'arrivée de tentes, alors que mille deux cents logements et trente bâtiments publics ont été détruits et que les maisons plus ou moins fissurées et souvent inhabitables se comptent par milliers. A Alger, plusieurs familles habitant la Casbah, où de vieilles maisons ont été « gravement endommagées », ont occupé leur maison en exigeant d'être relogés dans « les plus brefs délais ». — (AFP.)

verbal de garde à vue de Gérard Ollagnier, pour que l'affaire rebondisse.

Aujourd'hui, Alain Mousse est détenu au quartier Mopitac à Lyon, sous l'inculpation de vol et d'escroquerie, qui lui a été notifiée par M^{me} Michèle Zentar, juge d'instruction à Saint-Etienne. Le marchand des logis Patrick Rémy est également inculpé de vol et d'escroquerie, ainsi que de subornation de témoins.

PIERRE-YVES GRAVIER

Les stratégies dans l'automobile

Jaguar accepte une OPA de Ford

Jaguar, le constructeur britannique d'automobiles de luxe, a accepté jeudi 2 novembre une OPA (offre publique d'achat) de Ford pour un montant total de 1,6 milliard de livres, c'est-à-dire 15 milliards de francs. Ford possède déjà 13,2 % du capital de Jaguar. La firme britannique avait auparavant refusé des discussions avec General Motors, celui-ci acceptant d'entrer de façon minoritaire dans son capital. La Bourse de Londres, qui attendait à un prix d'OPA supérieur, espère une prise de contrôle de General Motors.

(Lire notre billet, page 33, section D.)

Renault va pouvoir réduire son capital

Peu à peu, Renault adopte dans son statut de régie les caractéristiques des entreprises normales. Grâce à un décret paru mardi 31 octobre au *Journal officiel*, Renault pourra réduire son capital nominal, aujourd'hui de 16 milliards de francs. L'an dernier, le gouvernement avait déjà adopté une disposition des sociétés anonymes : si les fonds propres baissent en dessous de la moitié du capital, l'entreprise peut être mise en faillite. Mais il fallait pour cela pouvoir ramener ce capital à des niveaux normaux : les fonds propres sont de 11,1 milliards, le capital de Peugeot, par comparaison, est de 1,75 milliard.

SCIENCE & VIE

A LA RECHERCHE DES CIVILISATIONS PERDUES

Archéologie, science exacte ? L'archéologie des années 90 se veut bien plus qu'un simple fouilleur de chantier. Ethnologie, géologie, paléontologie, anthropologie... de nombreuses disciplines viennent renforcer le métier d'archéologue. Résultats : on commence à redécouvrir notre passé enfoui sous nos pieds. A l'occasion de l'Année de l'Archéologie, SCIENCE & VIE creuse la question.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- Galilée : mission suicide vers Jupiter.
- 1^{er} écologique : le plastique biodégradable à base de maïs.
- L'espion informatique traqué par l'astronome.

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

BOURSE DE PARIS

Matière du 2 novembre

Bien orientée

Le chômage du 1^{er} novembre ne semble pas avoir trop affecté la Bourse de Paris. Jeudi matin, la tendance restait encore bien orientée. En l'absence de 0,14 % à l'ouverture, l'indice CAC-40 enregistrait une avance de 0,22 % vers 11 heures.

Progress de Majorette, BP, Eurodineyland, Nord-Est, Estifor, ESD, Matra, Recul de La Redoute, Bougrain, Bel, Béghin, DMC, Spie, CSSE.

(Publicité)

Cinquantième anniversaire du CNRS

« Exposition Passion Recherche »

Conférences à la Villette

- Hubert REEVES : « Passé et futur de l'Univers »
- mardi 4 novembre à 15 heures, Salle Georges Berger.
- mercredi 8 novembre, à 17 heures, salle Jean-Berlin
- débat sur « L'alimentation de demain »
- Cité des sciences et de l'industrie de la Villette (métro Porte-de-la-Villette)
- Entrée libre